

COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM

(ACTIONS CONCERTÉES POUR UN TOURISME DURABLE)

BULLETIN TRIMESTRIEL

Version française

Octobre 2012



Table des matières

AVANT-PROPOS: MESSAGE DU GESTIONNAIRE DES TACHES DU PNUE	3
ARTICLE PRINCIPAL: L'AVENIR QUE NOUS VOULONS DEPUIS RIO +20: ANALYSE DES RESULTATS SUR LES ECOSYSTEMES MARINS ET COTIERS DANS LE CONTEXTE DU TOURISME COTIER DURABLE	5
L'EVALUATION A MI-PAROURS (L L'EMP) DU PROJET COAST: RECOMMANDATIONS DE L'EMP.....	8
DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST	10
CAMEROUN	12
GAMBIE.....	12
GHANA.....	13
KENYA.....	13
MOZAMBIQUE	14
NIGÉRIA	15
SÉNÉGAL	15
SEYCHELLES.....	16
TANZANIE	16
SECTION SUR QUESTIONS ET REPONSES	18
ANALYSE: SÉLECTION D'EXEMPLES DES MEILLEURES PRATIQUES ET TECHNOLOGIES DISPONIBLES DANS LE SECTEUR DU TOURISME CÔTIER EN AFRIQUE.....	21
OPINION: POURQUOI LA GESTION DES CONNAISSANCES EST VITALE POUR LA RÉUSSITE DU PROJET COAST	25
L'EQUIPE DU PROJET COAST	27
LES EQUIPES DU PROJET PAR PAYS	32
CLAUDE DE NON RESPONSABILITE DE L'UNIDO.....	34

AVANT-PROPOS: MESSAGE DU GESTIONNAIRE DES TACHES DU PNUE

Edoardo Zandri
Gestionnaire des tâches du UNEP/ GEF



Chers lecteurs,

Bienvenue à la 1ère édition de la Newsletter COAST sur le tourisme durable produite par le projet d'actions de collaboration pour le tourisme durable (COAST). Il s'agit du premier d'une série de bulletins qui seront émis une fois par trimestre afin de faciliter un débat plus animé sur les activités du projet, ses expériences, ses défis et certaines des leçons apprises grâce au Projet COAST.

L'Afrique subsaharienne comprend 32 Etats côtiers (sur un total de 44 Etats) qui bordent l'Océan Atlantique et l'Océan Indien, dont la longueur littorale combinée dépasse 48,000 km et offre un potentiel énorme pour le développement du tourisme côtier. Avec près de 465 millions d'habitants, ces pays dépendent directement des ressources marines et côtières et des biens et services essentiels qu'elles procurent. En ce qui concerne le tourisme, les écosystèmes marins et côtiers dans ces régions abritent un complexe diversifié d'habitats productifs, tels que les récifs coralliens, les prairies d'herbes marines, les palétuviers, les estuaires et les plaines marécageuses, et plusieurs sous-écosystèmes côtiers importants qui se classent parmi les eaux côtières et profondes les plus productives du monde. Des pratiques touristiques non durables pourraient donc gravement endommager ces écosystèmes fragiles et entraîner d'importantes pertes économiques.

Le projet COAST

Le projet COAST est un projet mis en œuvre par le PNUE, soutenu par le Fond pour l'Environnement

Mondial (GEF) et exécuté par l'ONUDI, en collaboration avec l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) et plusieurs autres partenaires. L'objectif du projet est de «*démontrer et soutenir l'adoption de meilleures pratiques en matière de tourisme durable qui permettraient de réduire la dégradation des milieux marins et côtiers d'importance transfrontalière*». L'approche du projet fournira des leçons importantes sur la façon de maintenir un secteur touristique émergent et dynamique en Afrique, tout en préservant les écosystèmes côtiers fragiles dans le contexte de l'évolution rapide des environnements et de la hausse du tourisme international.

Le projet dispose de sites de démonstration dans huit pays africains, (*couvrant quatre des cinq grands écosystèmes de courants marins de l'Afrique - courants du Bengwela, d'Agulhas-Somali, des Canaries, de la Méditerranée et de la Guinée*) ainsi que d'activités régionales où les neuf pays du projet COAST sont rassemblés autour de projets de formation et de sensibilisation. Les sites de démonstration COAST ont été choisis selon l'importance de la conservation de leur biodiversité, ainsi que des intérêts du développement humain. Ceux-ci sont bien présentés dans ce bulletin dans la section Nouvelles des pays ainsi que sur le site internet du Projet COAST.

Les directives à suivre

Le projet émerge d'une longue période initiale de gestation et de préparation. De bons résultats ont été obtenus au niveau régional, tandis que la complexité de la conception du projet et de sa mise en œuvre, en particulier au niveau local, a abouti à la lente mise en place de sites de démonstration. La récente évaluation à mi-parcours a objectivement évalué la façon dont la performance pourrait être améliorée avant la fin du projet. Cela a permis de reconcevoir une façon simplifiée d'atteindre les objectifs du projet avant sa fin. Un certain nombre de recommandations importantes de l'EMP constituent désormais les directives pour les opérations du projet à venir, et ce premier bulletin d'information fait partie intégrante de la gestion des connaissances et de la revitalisation de la stratégie de communication du projet COAST. Nous espérons qu'il représentera un moyen utile pour vous et tous les partenaires du projet de garder contact avec l'évolution du projet dans les mois à venir. Nous espérons également qu'il informera la communauté internationale sur certains des développements pratiques en matière de tourisme durable.

Alors que les premiers résultats commencent à ressortir des sites de démonstration du projet, ce bulletin et le site internet du projet COAST continueront à encourager le partage des expériences et des leçons apprises sur le tourisme côtier durable entre tous les partenaires du projet, tout en fournissant des indications sur les options et les approches disponibles pour gérer et atténuer l'impact environnemental résultant de l'expansion du secteur touristique en Afrique. Bienvenue à bord et en vous souhaitant une bonne lecture,

Edoardo Zandri,

Gestionnaire des tâches du UNEP/ GEF,

Projet COAST

ARTICLE PRINCIPAL: L'avenir que nous voulons depuis RIO +20: Analyse des résultats sur les écosystèmes marins et côtiers dans le contexte du tourisme côtier durable

"..... Nous reconnaissons que les océans sont essentiels au maintien des systèmes vitaux de la Terre. L'exploitation inconsidérée des océans et de leurs ressources met en péril leur capacité à continuer à fournir des aliments, d'autres avantages économiques et des services environnementaux à l'humanité. Nous soulignons l'importance de la conservation, de la gestion durable et du partage équitable des ressources marines et océaniques. Nous reconnaissons également la contribution économique, sociale et environnementale des récifs coralliens aux états insulaires et côtiers, et nous soutenons la coopération basée sur l'Initiative du Triangle de Corail (ITC) et l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI)"

Extraits de «L'avenir que nous voulons, Déclaration de l'UNSCD lors du sommet Rio +20» par les dirigeants du monde, Rio de Janeiro, le 22 Juin 2012.

Introduction: Le sommet Rio +20

La déclaration ci-dessus résume largement l'appel à l'action des dirigeants mondiaux pour assurer l'utilisation durable des écosystèmes côtiers, y compris les mers, les océans et la biodiversité marine, par les projets de développement socio-économiques, dont le tourisme. Cette déclaration s'inscrit dans le cadre de la déclaration élaborée et adoptée par les dirigeants et les représentants des 191 états-membres des Nations Unies, dont 79 chefs d'État et de gouvernement qui ont assisté à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue récemment (CNUDD ou Rio +20).

Le sommet a eu lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, du 13 au 24 Juin 2012 dans le contexte d'une économie mondiale affaiblie, ce qui a amoindri les attentes mondiales de la conférence de cette année. Cependant, après des négociations accrues et des plaidoyers continus par les organisations de la société civile et les agences onusiennes, les rideaux sont finalement tombés sur la conférence avec une certaine «lueur d'espoir» lorsque les dirigeants mondiaux ont révélé leurs visions pour l'avenir, une autre déclaration importante pour le futur du développement durable. La plupart des acteurs de la société civile et les militants écologistes ayant participé au Sommet ont cependant regretté l'échec de la communauté internationale à inclure dans cet accord «des résultats concrets et mesurables dans des domaines clés».

Les résultats de Rio +20: dans le contexte du travail du projet COAST en Afrique.

De nombreux acteurs continuent d'analyser le processus, les produits finaux et les perspectives d'avenir de Rio +20, et l'opinion reste divisée sur l'impact final de cette conférence. Cependant, il est clair que, en ce qui concerne les questions du tourisme côtier durable dans le cadre du Projet COAST, cette déclaration est un pas dans la bonne direction. Le projet d'actions de collaboration pour le tourisme durable (COAST) travaille dans 9 Etats côtiers en Afrique (Cameroun, Sénégal, Kenya, Tanzanie, Mozambique, la Gambie, le Ghana, le Nigéria et les Seychelles) pour encourager l'adoption des meilleures pratiques et technologies disponibles afin de promouvoir un tourisme durable dans trois

principaux domaines thématiques, les pratiques éco-touristiques, les systèmes de gestion environnementale par les hôtels et la gestion des loisirs nautiques et des récifs.

Le projet COAST vise à décrire de meilleures pratiques de travail dans les domaines thématiques susmentionnés et dans d'autres domaines tels que la gestion des déchets, l'utilisation des sources d'énergie, la participation communautaire dans le tourisme et la conservation des récifs coralliens à travers un engagement proactif avec le secteur du tourisme. Ceux-ci se trouvent au cœur même de quelques-uns des derniers résultats de Rio +20. En effet, les résultats finaux de la Déclaration de Rio +20 ont souligné la question des océans et de la biodiversité marine côtière et la nécessité de les préserver. En outre, et pour la toute première fois, la question du tourisme durable fait partie intégrante des délibérations de Rio +20 et a été incluse dans le document final de la conférence.

En ce qui concerne le tourisme durable, les dirigeants mondiaux ont souligné qu'un tourisme conçu et géré efficacement peut contribuer de manière significative aux trois piliers du développement durable (*Peuples, Planète et Profit*) et pourrait protéger l'environnement (*en lui donnant une valeur économique*), créer des emplois décents et générer des opportunités commerciales. Ils ont en outre appelé à un soutien accru aux activités de tourisme durable et à la mise en place de formations adéquates qui favoriseraient la sensibilisation sur l'environnement, sa conservation et sa protection, le respect de la faune, de la flore, de la biodiversité, des écosystèmes et de la diversité culturelle, et qui amélioreraient le bien-être et les moyens de subsistance des communautés locales. De plus, le document final de Rio +20 a souligné l'importance de l'éco-tourisme en tant qu'entreprise touristique durable nécessitant plus d'investissement de la part des pays.

Concernant les océans, les écosystèmes côtiers et marins et leur biodiversité, les délibérations de Rio +20 ont noté l'importance des pays qui travaillent à ... « *l'avancée de la mise en œuvre du Programme Mondial d'Action pour la Protection de l'Environnement Marin Contre les Activités Terrestres, comprenant des programmes de formation et de mobilisation de ressources pour l'investissement dans le traitement des déchets humains et les eaux usées, ainsi que l'élaboration d'un plan mondial d'action et de lutte contre les déchets marins et la pollution* ». Certaines de ces questions ont été bien accueillies par le Forum Mondial pour les Océans, qui a réuni 375 participants de 46 pays lors des célébrations de la Journée des océans tenue en marge du sommet Rio +20. Dans la Déclaration du Forum, les dirigeants ont exprimé leur satisfaction à l'égard de l'attention accordée aux océans, aux côtes et aux PEID dans le document final de Rio +20, et de la reconnaissance de leur importance dans la réalisation des trois piliers du développement durable.

Les questions parallèles des écosystèmes côtiers et de leur biodiversité marine et du tourisme durable, soulignées dans le document final de Rio +20 représentent une partie intégrante du travail du projet COAST du PNUE, de l'OMT, de l'ONUDI et du GEF.

AUTRES ACCORDS ATTEINTS LORS DE LA CONFERENCE DE RIO +20.

De nombreux autres accords sur le développement durable ont été conclus lors de la Conférence de Rio +20. Dans le document final, les dirigeants mondiaux ont renouvelé leur engagement politique en faveur du développement durable et ont accepté de créer un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) basés sur les OMD dans la période après 2015, et de mettre en place un forum de haut niveau politique sur le développement durable. Ils ont également appelé à un large éventail d'actions telles que la description de la manière dont l'économie verte pourrait être utilisée comme outil pour parvenir au développement durable, des mesures pour renforcer le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ; la promotion de mesures de rapports de développement durable pour les entreprises ; l'introduction de systèmes autres que le calcul du produit intérieur brut pour mesurer le bien-être d'un pays ; l'élaboration d'une stratégie de financement du développement durable, et l'adoption d'un cadre permettant de lutter en faveur de la consommation et de la production durables. Le document final de Rio 20 met également l'accent sur l'amélioration de l'égalité des sexes, l'importance des engagements volontaires dans le développement durable, et la nécessité d'impliquer la société civile et d'intégrer la science dans la politique, entre autres.

Concernant le financement du développement durable, le Secrétariat de Rio +20, en collaboration avec l'initiative de la Convention Mondiale des Nations Unies pour l'Energie Durable pour Tous, a déclaré avoir reçu plus de 700 engagements volontaires lors de Rio +20. Ces engagements ont été pris par toutes les parties prenantes, notamment des gouvernements, des systèmes des Nations Unies et d'OIG, des organisations de la société civile et du secteur privé et des ONG. Pris dans leur ensemble, ces engagements concrets mobilisent plus de 500 milliards de dollars en actions en faveur du développement durable (*chiffres de la CDD*). Si ces engagements sont maintenus sur le long terme, les efforts mondiaux pour le développement durable pourront garantir un avenir plus prospère pour les générations futures.

CONCLUSION

Pour l'Afrique, le tourisme côtier durable et la conservation de la biodiversité marine côtière sont d'une importance plus cruciale que jamais, et l'engagement des dirigeants mondiaux dans les Résultats de Rio +20 ne sert qu'à soutenir les efforts de la plupart des acteurs, comme le Projet COAST, qui travaillent à cette prise de conscience. Alors que la communauté mondiale se propose de relever le défi de traduire les Résultats de Rio +20 en objectifs tangibles, réalisables et mesurables, notre travail dans les neuf pays côtiers (Cameroun, Sénégal, Kenya, Tanzanie, Mozambique, Gambie, Ghana, Nigéria et les Seychelles) permettra largement de fournir des informations sur l'évolution des activités dans ces domaines thématiques (éco-tourisme, Systèmes de gestion environnementale et gestion des loisirs nautiques et des loisirs de récifs).

Il est important de rappeler ici que le projet COAST est en train de développer, de décrire et de diffuser des leçons importantes concernant de meilleures pratiques et technologies dans le domaine du tourisme côtier. Alors que nos expériences dans les sites de démonstration se multiplient, nous nous attendons à être en mesure de décrire certaines leçons utiles sur la gouvernance, la gestion et la politique - propositions que nous voulons partager avec la communauté mondiale. Il est donc important pour la communauté internationale d'ouvrir la voie en facilitant la mise en place de réels critères de développement durable dans tous les secteurs. Dans les jours à venir, les Meilleures Nouvelles Pratiques et Technologies disponibles, les expériences et les leçons apprises sur les sites de démonstration du projet COAST seront documentées et diffusées à grande échelle pour aider à réaliser la vision globale

contenue dans «*L'avenir que nous voulons*» - Déclaration concernant le domaine des écosystèmes côtiers de l'Afrique et du reste du monde.

REFERENCES
1. Le document final traitant des résultats de Rio +20 http://www.uncsd2012.org/content/documents/775futurewewant_french.pdf
2. Résumé des engagements volontaires (NT : page inexistante en français) http://www.uncsd2012.org/index.php?page=view&type=111&menu=14&nr=790;
3. Déclaration lors du forum mondial pour les océans à Rio (NT : Page inexistante en français) http://www.globaloceans.org/sites/udel.edu.globaloceans/files/RioOceanDeclaration.pdf;

L'ÉVALUATION A MI-PARCOURS (EMP) DU PROJET COAST: RECOMMANDATIONS DE L'EMP

Le Projet d'actions de collaboration pour le tourisme durable (COAST) est effectif depuis janvier 2009, et devait durer cinq ans jusqu'à la fin de l'année 2013. Cependant, au cours des trois premières années de mise en œuvre, tous les intervenants (*le PNUE, l'ONUDI, l'OMT et les pays côtiers*) ont convenu de mettre en place un ensemble d'évaluations à mi-parcours pour s'assurer que le projet s'adapte bien au contexte très dynamique du développement durable dans l'industrie du tourisme. L'EMP a été achevé en Décembre 2011 et a proposé une reformulation de la stratégie du projet et une redistribution des ressources du projet de manière plus cohérente et plus ciblée. Les propositions de l'EMP ont été adoptées lors de la dernière Réunion du Comité de Pilotage (RCP) en 2012 pour s'assurer que le projet COAST tienne désormais compte des réalités actuelles des neuf pays de la côte et du discours mondial sur la conservation des écosystèmes côtiers, par le biais de mise à l'échelle des pratiques de tourisme durable sur le continent.

Recommandations de l'EMP du projet COAST

1 – L'EMP a proposé que le Document du Projet COAST soit modifié en un Résumé Révisé du Projet, plus court et plus concis. *Cela a été réalisé grâce au développement et à l'adoption d'un Résumé Révisé du Projet et d'un cadre logistique (cf. Page 7 et la partie droite de cette page) lors de la 4^{ème} Réunion du Comité de Pilotage (RCP) tenue en avril 2012. Un système de suivi et d'évaluation a également été mis en place et est en cours d'application.*

2 – L'EMP a recommandé la réduction du champ d'application et de l'ambition du projet afin que ce dernier puisse mieux correspondre aux réalités locales des pays du projet. *Tel que mentionné ci-dessus, le projet a été reconçu, amélioré, affiné et reformulé afin d'obtenir des conclusions et des résultats plus clairs et plus adaptés aux réalités locales actuelles. (Le Cadre logistique révisé est présenté dans la partie droite de cette page).*

3 – L'UNIDO a maintenant mis en place les mesures nécessaires au respect de la recommandation de l'EMP proposant un contrôle renforcé de la gestion, de l'administration et du projet permettant de garantir une livraison

améliorée du Projet COAST.

4 – L'EMP a proposé un examen renforcé des meilleures pratiques /techniques disponibles (MPD/MTD) et une amélioration des liens entre les activités sur les sites de démonstration du Projet COAST. *Cet examen a été finalisé et a permis l'identification des MPD/MTD appropriées. La promotion des liens et des synergies est également en cours.*

5 – Répondant à la recommandation de l'EMP, le Projet COAST a clarifié et justifié tous les cofinancements ainsi que tous les fonds levés dans les pays membres.

6 – L'EMP a appelé à une amélioration de l'appropriation, de la livraison et de la durabilité des activités sur les sites de démonstration du Projet COAST. *Les Termes de référence pour les acteurs clés dans chaque pays ont été révisés grâce à des mesures permettant de renforcer la capacité au niveau local. Les directives au niveau régional se sont d'ailleurs améliorées. Un cadre de mise en œuvre favorisant l'engagement actif entre les communautés et le secteur privé devrait contribuer davantage à l'atteinte des résultats escomptés.*

7 – L'EMP a proposé que le Projet COAST fournisse et renforce les capacités des acteurs clés afin d'améliorer l'efficacité de leur participation dans les activités du projet. *Des dirigeants thématiques (ONUDI, OMT, EcoAfrica) ont été nommés pour les trois domaines principaux du Projet COAST afin de garantir et de renforcer l'orientation lors des formations locales. L'outil clé choisi pour cela est le développement et la mise en œuvre de rapports de projet permettant de simplifier la planification et la mise en œuvre des activités sur chaque site de démonstration.*

8 – Il a été recommandé que le projet soit prolongé de 6 à 12 mois supplémentaires, jusqu'à la fin du mois de juin 2014, au-delà de la date de clôture initialement envisagée. Le but étant d'optimiser le temps de réalisation du projet. La décision finale sur cette extension sera prise lors de la prochaine RCP en 2013 et dépend des progrès alors réalisés dans les différents pays.

9 – L'EMP a recommandé l'amélioration de la communication ainsi que la mise en place de mesures permettant de faciliter l'intégration des résultats du projet. *Un expert en gestion des connaissances et des communications (KM&C) a depuis été recruté pour cette raison. Actuellement, il développe et met en œuvre la stratégie KM&C nécessaire. Cette stratégie a identifié des opportunités permettant de prendre en compte les leçons apprises et les meilleures pratiques ressortant des sites de démonstration du Projet ainsi que de les intégrer et les diffuser grâce à de nombreuses plateformes de KM&C. Ce bulletin représente le premier de ces outils ainsi que le site révisé internet du projet. (<http://coast.iwlearn.org>)*

LE CADRE LOGIQUE

OBJECTIF

Soutenir et améliorer la conservation des écosystèmes marins côtiers d'importance mondiale et leur biodiversité en Afrique sub-saharienne en réduisant les impacts environnementaux négatifs créés par le tourisme côtier

OBJECTIF DU PROJET DU FOND POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL (GEF)

Démontrer et soutenir l'adoption de meilleures pratiques en matière de tourisme durable qui permettraient de réduire la dégradation des milieux marins et côtiers d'importance transfrontalière

REALISATIONS

1. Approches de tourisme durable visant à réduire la pollution contamination et la dégradation environnementale découlant du tourisme côtier tel qu'il est démontré dans le contexte de l'Afrique subsaharienne
2. Mécanismes locaux et nationaux ayant pour objectif de soutenir la gouvernance et la gestion de tourisme durable identifiés et améliorés pour faciliter l'utilisation des MPD / MTD

RESULTATS

RESULTAT 1.1 :

Meilleures pratiques (MPD) et meilleures technologies disponibles (MTD) reconnues à l'échelle mondiale identifiées

RESULTAT 1.2 :

Systèmes de gestion de l'environnement (SGE) et approches volontaires de l'éco-certification et de labellisation soutenant la durabilité environnementale testés sur des sites particuliers et dont les résultats documentés et diffusés

RESULTAT 1.3 :

Initiatives éco-touristiques dont bénéficient les communautés locales (par le biais de la réduction de la pauvreté) et l'environnement côtier (par la réduction de l'impact sur la biodiversité) testées sur des sites sélectionnés et dont les résultats sont documentés et diffusés

RESULTAT 1.4 :

Les approches sur gestion des loisirs nautiques et de récifs (GLNR) favorisant la conservation de la marine et la biodiversité côtières testées sur des sites sélectionnés et dont les résultats sont documentés et diffusés

RESULTAT 2.1 :

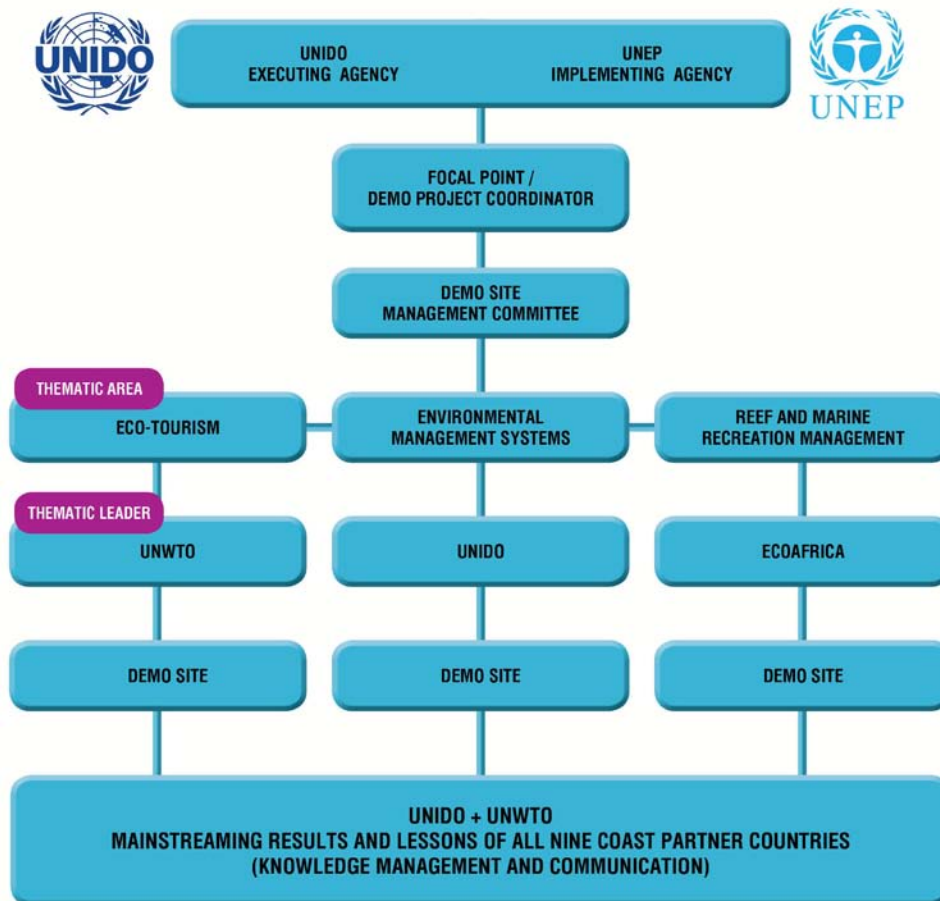
Evaluation nationale des politiques, législation, incitations financières, plans et programmes sectoriels et dispositifs institutionnels ayant pour objectif d'identifier les besoins et opportunités pour l'utilisation des MTD/PTD achevée

RESULTAT 2.2 :

Exigences en capacités pour promouvoir l'utilisation des MTD/PTD au niveau national et local identifiées. Programmes de formations et de renforcement de capacités mis en œuvre.

RESULTAT 2.3 :

Modèles, lignes directrices et rapports des MTD/PTD ayant pour objectif de soutenir le tourisme durable dans le contexte africain (selon les réalisations du résultat 1) élaborés et soutenus dans les processus et forums décisionnels nationaux pertinents pour le bénéfice du grand public.



1. LA MATRICE

NOTE DU TRADUCTEUR:

- **UNIDO executing agency:** Agence exécutive de l'UNIDO
- **UNEP implementing agency:** Agence de mise en œuvre du PNUE
- **Focal point:** coordonnateur de référence
- **Demo project coordinator:** Coordonnateur de projet de démonstration
- **Demo Site Management Committee:** Comité de gestion du site de démonstration
- **Thematic area:** Domaine thématique
- **Eco-tourism:** Ecotourisme
- **Environmental Management System:** Système de Gestion Environnementale
- **Reef and Marine Recreation Management:** Gestion des loisirs nautiques et des récifs
- **Thematic leader:** Dirigeant du domaine thématique
- **UNWTO:** OMT
- **UNIDO:** ONUDI
- **Demo site:** Site de démonstration
- **Mainstreaming results and lessons of all nine COAST partner countries (Knowledge management and communication):** Intégration des résultats et leçons tirées dans chacun des neuf pays partenaires du projet COAST (Gestion des connaissances et communication).

Cameroun

1. Des nouvelles du site de démonstration de Kribi

Le Cameroun met en œuvre des activités du projet COAST dans un domaine thématique (Eco-tourisme) sur le site de Démo de Kribi. Voici certaines des nouvelles du site:

- ✓ Le projet de tourisme durable sur les zones côtières a lancé une initiative pilote en collaboration avec l'Hôtel de la ville de Kribi, la communauté de Bongahéle (*Grand Batanga*), le WWF et l'Agence nationale des forêts du Cameroun (ANAFOR) afin de promouvoir le reboisement du littoral avec des arbres locaux afin de prévenir l'érosion côtière.
- ✓ Jusqu'à 310 arbres de variétés locales (*flamboyant*, *Terminalia gabonensis*, *Terminalia catapa*), seront plantés sur le littoral du village (*195 ont déjà été plantés*) et certaines espèces d'arbres indigènes ont été réparties entre les familles du village. Deux activités éducatives de plantation d'arbres (*le 12 mai 2012 et le 12 Juin 2012, respectivement*) ont été organisées pour les enfants du village avec la participation du groupe éco-touristique "Cuisinier de plage", l'association culturelle locale Bôlô et le chef traditionnel du village.
- ✓ Le projet a participé à l'organisation d'un séminaire sur les techniques agro-forestières pour 35 jeunes agriculteurs du Département de l'Océan (du 16 au 29 Juillet 2012), qui s'est tenu au Centre d'Initiatives agricoles de Kribi avec une présentation de 2 heures sur «l'Agritourisme» (26 Juillet 2012).
- ✓ La visite du ministre du Tourisme sur le site du projet lors de la Journée mondiale de la Biodiversité (22 mai 2012) s'est avérée utile pour obtenir la reconnaissance du projet au niveau gouvernemental.

La Gambie

2. Des nouvelles du site de démonstration de Kartong

La Gambie met en œuvre certaines activités du projet COAST dans un domaine thématique (Eco-tourisme). L'équipe du projet COAST en Gambie a réussi à mettre en place un exercice de visualisation communautaire pour l'éco-tourisme sur les sites de démo de Kartong, de Tumani Tenda et de l'Association de la pêche et de la navigation de plaisance de Denton Bridge (*les sites de démo de Tumani Tenda et de Denton Bridge ne font aujourd'hui plus partie des sites de démonstration du projet COAST*). Le terme « **visualisation communautaire** » implique un groupe de personnes qui se réunissent pour développer des idées sur ce qu'ils souhaiteraient être leur communauté idéale en matière d'écotourisme.

- ✓ Les représentants du projet COAST du Kenya, de la Gambie et du Cameroun ont participé à un colloque de haut niveau de 4 jours intitulé « un tourisme responsable et des moyens de subsistance » et organisé par le Centre international pour le Tourisme Responsable - Afrique de l'Ouest (CITR-AO) en Gambie. Ce symposium fournit aux pays une plate-forme qui expose des exemples pratiques sur la façon d'actualiser la Déclaration de 2002 de Cape Town, déclaration qui cherche à construire "de meilleurs lieux de vie pour les peuples, et de meilleurs lieux de visite pour les touristes".

Lors du colloque, des délibérations ont été tenues sur les principales attractions de tourisme responsable suivantes:

- Des initiatives visant à faire bénéficier les artisans, les vendeurs d'artisanat et les guides indépendants
 - Des liens avec la chaîne d'approvisionnement et avec l'initiative « Gambia is Good » (GiG) (*la Gambie est bonne* »)
 - Des activités autour du patrimoine culturel et des festivals
-

Ghana

3. Des nouvelles du site de démonstration de Ada Estuary

Le Ghana met en œuvre des activités du projet COAST dans un domaine thématique (Eco-tourisme). L'équipe COAST du Ghana a prévu de renforcer les compétences et les connaissances de 25 propriétaires de bateaux locaux et des opérateurs à Ada pour améliorer le service client et la qualité des prestations de services aux touristes. D'autres activités prévues sur le Site de Démo d'Ada comprennent:

- La formation de 20 représentants des communautés locales à l'agriculture sucrière et à la production de gin pour créer des opportunités de revenus et d'emplois pour les populations locales. La formation vise à renforcer les connaissances et les compétences des producteurs de gin et des agriculteurs de canne à sucre pour accéder au marché touristique.
- La formation de 20 guides touristiques avec une spécialisation sur les tortues, les oiseaux et les randonnées.

Quelques Nouvelles des actions de formation sur le site

- ✓ Des manuels de formation ont été produits pour : les guides touristiques, le personnel de réception des hôtels, les producteurs de gin et les exploitants de bateaux.
 - ✓ La sensibilisation de 4500 personnes le long du littoral du site de démo d'Ada sur l'amélioration de la gestion des déchets solides.
-

Kenya

4. Des nouvelles du site de démonstration de Watamu

Le Kenya met en œuvre des projets de démonstration dans les trois domaines thématiques du projet COAST :(Eco-tourisme, Systèmes de gestion environnementale (SGE), gestion des loisirs nautiques et des récifs). Le site de démo du projet COAST à Watamu est axé sur la formation des membres du Comité de gestion du site de démonstration qui peuvent maintenant soutenir le projet de manière adéquate.

Quelques Nouvelles sur les activités prévues :

- ✓ L'achat et la distribution de 80 ruches sont prévus pour des groupes communautaires impliqués dans l'écotourisme
- ✓ La réparation de 6 pirogues communautaires pour certains membres de la communauté locale
- ✓ La construction de 100 mètres de sentiers de promenade le long des forêts de palétuviers à Dabaso - crique de Mida pour renforcer les activités éco-touristiques.
- ✓ La mise en place d'activités SGE pour certains hôtels à Watamu, qui verront la mise en œuvre de certains éléments des critères de qualité ISO appliquant la méthodologie de l'UNIDO appelée « Transfert de Technologies Respectueuses de l'Écologiquement (TTRE) ». Cette méthodologie s'occupe de la gestion des eaux usées, de l'utilisation de l'énergie solaire pour le chauffage de l'eau et de l'intégration générale des systèmes de gestion de l'environnement dans leur travail.

Quelques Nouvelles sur les actions de renforcement des capacités sur le site de Watamu

- ✓ Les participants à la formation sur la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) ont organisé des activités de reboisement de palétuviers sur le site de démo de Watamu le 26 Novembre 2011 à Mida Creek, Watamu, où plus de 1000 plants ont été plantés. Une formation communautaire de 10 jours sur l'écotourisme s'est tenue à Dabaso - Watamu du 11 au 22 juin 2012, et était axée sur le service clientèle. Plus de 30 participants ont bénéficié de cette formation dirigée par Alfonse Tokali (*Pwani University College à Kilifi*).
- ✓ Une formation sur les SGE d'une journée a eu lieu le 4 avril 2012 à la station du KWS de Gede pour former des analystes de données et des enquêteurs pour la collecte de données concernant les composantes des SGE (MPD / MTD). Quatre analystes de données y ont assisté
- ✓ Une collecte de données de base sur les SGE (MPD / MTD) de jeux jours a été menée dans les 18 hôtels de la région de Watamu par l'équipe du projet COAST du 10 au 11 avril 2012.
- ✓ Une formation de sensibilisation pour une « bonne gestion » a été offerte à sept hôteliers sur le thème de la valeur des SGE dans les hôtels. Cette formation a eu lieu le 9 février 2012 sur le site balnéaire de Turtle Bay à Watamu, et a été facilitée par le Consultant en SGE M. Edgar Ambasa et le DPC de Watamu M. Samuel K. Nganga.

Mozambique

5. Des nouvelles du site de démonstration d'Inhambane

Le Mozambique met en œuvre des activités de démonstration dans les trois domaines du projet COAST: Eco-tourisme, Systèmes de gestion environnementale (SGE), gestion des loisirs nautiques et des récifs. Le Bureau du projet COAST de l'ONUDI a fourni un soutien sur place à l'équipe COAST du site de démo d'Inhambane au Mozambique pour accélérer l'élaboration des dossiers des projets sur les SGE et la gestion des loisirs nautiques et de récifs (GLNR) pour leur mise en œuvre l'année prochaine.

Quelques Nouvelles sur les activités prévues

- ✓ Concernant la sensibilisation et la formation sur la GLNR, les parties prenantes ont identifié certaines activités de formations locales et nationales.
- ✓ Un plan d'utilisation des terres est produit avec le soutien du Projet COAST pour Pomene (partie nord du site de Démo).

Quelques Nouvelles sur les événements de formation sur le site d’Inhambane au Mozambique

- ✓ La collecte de données de base et une réunion de lancement sur la GLNR ont été réalisées.
 - ✓ Un certain nombre d’actions de nettoyage des plages comprenant la diffusion de matériel éducatif autour du site Démo de Tofo, en partenariat avec l’association pour la propreté de l’environnement (ALMA selon ses initiales en portugais) et le conseil municipal ont été menées avec succès.
-

Nigéria

6. Des nouvelles du site de démo de Badagry

Le Nigeria met en œuvre des activités du projet COAST dans un domaine thématique (Eco-tourisme). L'équipe COAST au Nigéria se prépare à la mise en place complète des travaux sur le site de Démo de Badagry. Pour soutenir ces activités, le projet COAST de l'ONUDI a accepté une demande du Nigeria à engager un « agent de liaison » national pour aider à la mise en œuvre du projet.

D'autres nouvelles du Nigéria:

- ✓ Le gouvernement de l'état de Lagos a choisi de nouveaux points focaux pour le tourisme ainsi que pour l'environnement et a assisté à la 4^e RCP qui s'est tenue à Nairobi, Kenya
 - ✓ Un journaliste nigérian, M. Kanu Ahaoma, a remporté le **Prix du tourisme** lors de la cérémonie de nomination du journaliste africain de l'année de la CNN qui s'est déroulée cette année à Lusaka, en Zambie. L'histoire a été intitulée «**Badagry: Une promenade sur la route de l'esclave** ».
 - ✓ Les petites entreprises touristiques dans la région du site de démonstration ont officialisé un organisme de coordination appelé Small Scale Enterprise Allied Tourisme (SCATE). Il s'agit d'une organisation indépendante non gouvernementale qui cherche à maximiser les retombées économiques locales du tourisme. Cet organisme sera très utile pour la viabilité à long terme des activités du projet COAST dans la région.
-

Sénégal

7. Des nouvelles du site de démonstration de Saly

Le Sénégal met en œuvre des activités du projet COAST dans un domaine thématique (SGE). Du 30 janvier 2012 au 1er février 2012, un atelier de formation du projet COAST sur la gestion intégrée des zones côtières (GIZC) a été tenu à Kribi, au Cameroun. Lors de cet atelier, le site de démo du projet COAST de Saly était représenté par le coordinateur du projet de démonstration,

M. Babacar Sy, un représentant de l'Hôtel Palm Beach, M. Moussa Gaye, un représentant de l'Hôtel Bougainvillea, M. Ndiaye Mbargou, un représentant de l'hôtel Filaos, M. Ousmane Diop: et un représentant de l'Hôtel Manatee Beach M. Mamadou Lamine Mbaye.

- ✓ Des efforts supplémentaires seront faits sur le Site de Démo de Saly afin d'assurer le lien entre les activités de SGE et d'écotourisme sur le site.
 - ✓ En ce qui concerne le renforcement des capacités, le projet COAST a organisé et tenu un atelier de formation du 20 au 29 Juin 2012 à Saly au sujet des meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD / MTD) pour l'établissement des SGE. Cet atelier a été un succès et a vu la participation de toutes les parties prenantes.
 - ✓ Outre les activités de SGE prévues par le projet COAST, le site de démonstration de Saly a bénéficié d'un co-financement utile de la part du GEF et de la Banque mondiale visant à réduire l'érosion côtière. Ce programme est dirigé par le ministère de la Protection de l'Ecologie et de la Nature, la SAPCO, la commune de Saly, les propriétaires du secteur privé, et les donateurs comme la Banque mondiale. Ce programme est déjà en place pour réduire l'érosion côtière par la construction de gabions.
-

Seychelles

8. Mises à jour du label SSL des Seychelles effectuées

- ✓ Le partage avec les Seychelles sur leur « label de durabilité touristique des Seychelles » continue.
 - ✓ La publication de la version finale du projet d'étude sur la gouvernance et la gestion du tourisme durable a reçu quelques commentaires supplémentaires de l'équipe des Seychelles.
 - ✓ Les plans d'action au niveau national permettant de poursuivre ce travail comprendront également les Seychelles, et se concrétiseront par une série de trois ateliers régionaux qui auront lieu dans la première moitié de 2013.
-

Tanzanie

9. Des nouvelles du site de démonstration de Bagamoyo


La Tanzanie met en œuvre des activités dans les trois domaines thématiques du projet COAST (*Eco-tourisme, systèmes de gestion environnementale et gestion des récifs et des loisirs nautiques*). Le bureau de l'ONUDI pour le projet COAST a fourni un soutien sur place à l'équipe de Bagamoyo, afin d'accélérer l'élaboration des dossiers des projets sur les SGE et sur la gestion des loisirs nautiques et des récifs (GLNR) pour leur mise en œuvre.

La zone de démonstration du projet éco-touristique de Bagamoyo se divise en trois sites, Dunda (*Bagamoyo Old Stonetown*), Mlingotini et les villages limitrophes à la ville de Bagamoyo Mlingotini et Kaole. Ceux-ci figurent parmi les neuf villages inclus dans le plan de développement éco-touristique du district de Bagamoyo, qui en est encore au stade de la planification.

Quelques Nouvelles sur les activités prévues

- ✓ L'équipe du projet COAST de l'ONUDI a visité un total de six hôtels (*les stations balnéaires Millennium Beach, Oceanic Bay, Travellers Lodge, Bomani Beach Bungalow, Livingstone Beach, New Bagamoyo Beach*) du 16 au 18 juin 2012 pendant le processus d'élaboration du dossier du projet sur les SGE. Le projet COAST de l'ONUDI espère obtenir un arrangement de travail avec certains de ces hôtels afin qu'ils mettent en œuvre des activités de SGE.

Quelques Nouvelles sur les actions de renforcement des capacités sur le site de Bagamoyo en Tanzanie

- ✓ Un Atelier « Top Management » a été mené à Bagamoyo le 21 juin 2012, suivi par des ateliers MPD / MTD le 22 Juin 2012. Ces ateliers ont été animés par le bureau du projet COAST et par EcoAfrica. Concernant la sensibilisation et le renforcement des capacités sur la GLNR, les intervenants ont convenu de certains événements locaux, nationaux et régionaux de formation, certains étant prévus pour les exploitants de bateaux et les guides touristiques.
-
- 

QUESTIONS ET REPONSES

Dr Hugh Gibbon est le coordinateur technique régional du projet COAST. Le bureau du projet COAST est basé à Nairobi, au Kenya au bureau kenyan de l'ONUDI.

Dans cette partie, Dr Hugh Gibbon répond à certaines questions sur le projet COAST et partage avec son point de vue sur l'avenir du tourisme côtier durable en Afrique.

QU'EST-CE QUE LE PROJET COAST ET QUE RECHERCHE-T-IL A ATTEINDRE EN AFRIQUE ?

L'objectif du Fond pour l'environnement mondial (GEF) avec le projet COAST est de «*soutenir et d'améliorer la conservation des écosystèmes marins côtiers d'importance mondiale et de leur biodiversité en Afrique sub-saharienne, en réduisant les impacts environnementaux négatifs créés par le tourisme côtier*». Le projet recouvre neuf pays d'Afrique subsaharienne (*Cameroun, Gambie, Ghana, Kenya, Mozambique, Nigéria, Sénégal, Seychelles et Tanzanie*). Dans toutes ces zones, (à l'exception des Seychelles¹), il existe des projets de démonstration permettant d'identifier et de tester de meilleures pratiques de développement respectueux de l'environnement et de tourisme côtier durable.

QUELS SONT LES RÉSULTATS ISSUS DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET À CE JOUR?

Le projet en est à sa quatrième année de mise en œuvre et révèle ses premiers résultats grâce à l'évaluation à mi-parcours (EMP) qui a montré la manière dont le projet pourrait être amélioré sur la période restante jusqu'à la fin 2013 et, en fonction de cela, a identifié un certain nombre d'étapes clés et de défis et a proposé des mesures d'intervention.

Certains des résultats qui ont émergé dans la première moitié du projet à ce jour sont les suivants:

- a) Plus de **35 ateliers de renforcement des capacités** régionaux distincts ont été organisés autour de tous les domaines thématiques clés du projet, à savoir: l'éco-tourisme, les Systèmes de gestion Environnementale (SME), la gestion des loisirs nautiques et des récifs (RMRM), et la gestion intégrée des zones côtières (ICZM). Ces formations ont permis aux principaux acteurs du projet et à ses bénéficiaires d'améliorer leur compréhension et leurs connaissances dans tous les pays partenaires du projet.
- b) Parmi les neuf pays partenaires, **sept** ont des activités **d'éco-tourisme**, **quatre** se concentrent sur les **SGE**, et **trois** agissent dans le domaine de la **GLNR**. Tous ces pays sont désormais actifs dans la conception et la prestation d'actions de formation localisées pour les membres du DSMC, qui font partie du gouvernement local, des collectivités locales ou des entreprises locales. Ces apports techniques contribueront à maintenir un engagement important de différentes parties intéressées locales dans l'accomplissement des objectifs du projet.

¹ Les Seychelles est l'un des Pays COAST ayant déjà reçu l'Eco-label SSL. Son rôle dans la structure actuelle du projet est de partager les meilleures pratiques apprises avec les autres Pays COAST

- c) Bien que le projet soit financé par le GEF, des financements supplémentaires considérables ont été obtenus d'un grand nombre d'organisations et d'agences multilatérales différentes, dont certaines au sein des pays-mêmes, comme les contributions de l'armée pour la protection des plages au Sénégal, des subventions de l'Etat de Lagos au Nigéria pour un programme d'amélioration des promenades, le financement de la Banque mondiale au Kenya et au Sénégal pour des mesures de protection du littoral et de diversification des moyens de subsistance, et les contributions des responsabilités sociales corporatives des hôteliers en Tanzanie, au Kenya et au Sénégal.
- d) Sur certains sites de démonstration de nos pays côtiers, nous avons établi des partenariats entre les secteurs public et privé qui fonctionnent bien grâce à la participation active du DSMC. Il s'agit d'un comité hautement représentatif des intérêts qui soutient les activités du projet et devrait marquer le début d'un mécanisme de durabilité à long terme pour chaque site.

QUELS SONT LES ENJEUX TOUCHANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET?

Il est important de souligner ici que le projet COAST est un projet régional qui fait appel à différents niveaux de partenaires pour sa mise en œuvre. Le projet est un projet du GEF mis en œuvre par le PNUE, et mis en exécution par l'ONUDI et l'OMT. Au niveau régional, nous nous trouvons au bureau régional du projet COAST de l'ONUDI qui reçoit des directives générales de la part d'un comité de pilotage du projet qui intègre les points focaux du GEF dans les ministères de l'Environnement et du Tourisme des pays membres COAST. Nous avons ensuite une équipe de dirigeants contractés dans chaque domaine du projet pour mettre en œuvre dans les pays les travaux selon chaque domaine thématique (Eco-tourisme, SGE et GLNR).

Comme vous pouvez le constater, cette structure organisationnelle présente des défis, car en tant que coordinateur régional, je dois veiller à ce que tous les partenaires jouent leurs rôles et parviennent aux résultats convenus et attendus de manière efficace et en temps voulu. Cela exige un dévouement constant, de l'engagement et de la cohérence pour s'assurer que tous les pays, et le projet dans son ensemble, atteignent les objectifs du projet afin de voir se réaliser les impacts et les résultats attendus.

En outre, nous avons eu un certain décalage entre les phases de conception et de mise en œuvre du projet, en raison d'un démarrage lent et d'une longue période de (re)négociation avec les pays partenaires. Cependant, nous avons maintenant reçu un nouvel élan grâce aux résultats de l'EMP qui nous ont servi dans la re-conception et le développement des outils du projet COAST pour accélérer sa mise en œuvre efficace dans sa deuxième moitié. Nous restons confiants dans le fait que ce projet aura un impact au niveau local et mondial, de par ses résultats et les leçons apprises. Un autre avantage serait que la question du tourisme côtier durable fasse partie intégrante de la question du développement durable en Afrique.

APRES LES NOUVELLES DU RECENT EXAMEN À MI-PARCOURS ET DE LA 4^{ème} RÉUNION DU COMITE DE PILOTAGE, QUELLES SONT LES DIRECTIVES À SUIVRE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME COAST?

Je dirais que l'EMP a contribué à réorienter le projet et à concentrer notre attention sur des objectifs

pratiques, limités par le temps et réalisables pour conduire la mise en œuvre vers les résultats voulus. Nous avons maintenant de nouveaux outils mis en place tels que les dossiers sur le projet, un document sommaire du projet amélioré (qui peut agir comme un remplacement pour le document de projet volumineux d'origine), un cadre de suivi et d'évaluation révisé qui fixe des objectifs réalistes, et l'accent mis sur la gestion des connaissances et les stratégies de mobilisation des acteurs qui visent à intégrer les principaux résultats et les leçons apprises, ainsi qu'à renforcer les activités sur le terrain.

EN TANT QUE COORDINATEUR TECHNIQUE REGIONAL, QUEL EST VOTRE MESSAGE AUX ÉQUIPES DES PAYS COAST DANS LEURS EFFORTS POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU PROJET DANS LEUR PAYS ?

Nous avons investi beaucoup de ressources humaines, de temps et de ressources financières précieux dans nos équipes nationales pendant la première moitié du projet (*y compris les représentants nationaux du Projet COAST dans les ministères du Tourisme et de l'Environnement, nos coordinateurs de projets de démonstration et les Comités de gestion des sites de démo*). Avec les connaissances et les compétences qui ont été partagées, nous croyons que les équipes des neuf pays joueront un rôle essentiel et efficace dans la mise en œuvre du projet. Nous continuerons à mettre en place des processus locaux de renforcement des capacités tout au long de la dernière moitié du projet, notamment au niveau local où nos activités visent à diffuser les meilleures pratiques et technologies pour encourager un tourisme côtier sain pour l'environnement. Nous espérons que cela favorisera le renforcement des liens avec le secteur privé, contribuera à l'élaboration de nouvelles initiatives de commerce écologique et catalysera le secteur des services verts pour améliorer la durabilité des initiatives.

LES CRITERES DE DURABILITE CONSTITUAIENT UNE PARTIE IMPORTANTE DU PROCESSUS DE RIO +20, QUEL EST VOTRE MESSAGE A LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE AU SUJET DU TOURISME COTIER DURABLE ?

Le projet COAST est en train de développer, documenter et diffuser les leçons importantes et les meilleures pratiques et technologies dans le domaine du tourisme côtier durable. Alors que nos expériences à partir des sites de démonstration se développent, nous devrions être en mesure de diffuser quelques leçons utiles sur la gouvernance, la gestion et la politique - propositions que nous voulons partager avec la communauté internationale. Il est donc important que celle-ci montre la voie en déterminant les critères réels de développement durable dans tous les secteurs. Enfin, le tourisme durable nous donne l'opportunité d'avoir des modèles de partenariat public /privé pour le développement durable, et le projet COAST vise à exposer ces modèles dans les activités des différents sites de démonstration.

**Pour plus d'information, contacter le Dr. Hugh Gibbon à l'adresse email suivante :
H.Gibbon@unido.org**



ANALYSE : Sélection d'exemples des meilleures pratiques et technologies disponibles dans le secteur du tourisme côtier en Afrique

Introduction

Le projet COAST couvre neuf pays d'Afrique subsaharienne (*le Cameroun, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, le Sénégal, les Seychelles et la Tanzanie*). Dans toutes ces régions, à l'exception des Seychelles, il existe des projets de démonstration qui visent à identifier et tester les meilleures pratiques pour un tourisme côtier durable et respectueux de l'environnement. Cela devrait réduire les impacts négatifs du secteur du tourisme sur les écosystèmes marins côtiers et leur biodiversité. Il existe sept sites de démonstration d'éco-tourisme dans sept pays de la côte, trois sites de démonstration de gestion des loisirs nautiques et des récifs (GLNR) dans 3 pays (Kenya, Tanzanie et Mozambique) et quatre sites de démonstration pour les systèmes de gestion environnementale (SGE) dans 3 pays (trois en Afrique de l'Est et un en Afrique de l'Ouest). Les sites de démonstration mettront en œuvre des activités de tourisme durable qui se traduiront par des processus et des technologies locales efficaces produisant à leur tour des résultats et des enseignements importants.

Définition: Qu'appelle-t-on "meilleures pratiques et technologies disponibles" (MPD/MTD)?

L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale définissent en général les Meilleures Pratiques Disponibles (MPD) et les Meilleures Technologies Disponibles (MTD) comme «*une contribution exceptionnelle à l'amélioration du cadre de vie*». En effet, la différence entre les MPD et les MTD n'est pas toujours évidente, et, même si les MTD comprennent une composante de bien capital et de transfert de technologie, dans la pratique, les MTD pourraient constituer une partie intégrante des MPD et inversement. Toutefois, pour que des technologies ou des pratiques données deviennent des MPD ou des MTD, elles doivent répondre à certains critères décrits dans le tableau ci-dessous:

Critères pour les MPD/ MTD dans le secteur du tourisme côtier

Critères MPD/ MTD	DEFINITION
Critères Primaires	
Impact	La pratique / technologie doit avoir un impact démontrable et tangible sur l'amélioration de la qualité de vie des gens.
Partenariat	Des partenariats efficaces entre les secteurs public, privé et / ou les secteurs civiques de la société doivent être clairement démontrés.
Durabilité	La pratique / technologie doit être socialement, culturellement, économiquement et écologiquement durable.
Critères secondaires	
Leadership et autonomisation des communautés	La pratique / technologie doit montrer: un modèle d'inspiration pour l'action et le changement, y compris les changements dans les politiques publiques, l'autonomisation des personnes, des quartiers et des communautés et la prise

	en compte de leurs contributions; Acceptation de et réceptivité à la diversité sociale et culturelle; adéquation aux conditions locales et aux niveaux de développement.
Egalité des sexes et inclusion sociale	La pratique / technologie doit accepter et répondre à la diversité sociale et culturelle, promouvoir l'égalité et l'équité sociale, par exemple sur la base du revenu, du sexe, de l'âge et de la condition physique ou mentale, et reconnaître et valoriser des aptitudes différentes.
Innovation dans le contexte local et cessibilité	La pratique / technologie doit montrer comment d'autres parties ont appris ou ont bénéficié de l'initiative; Elle doit pouvoir démontrer les moyens utilisés pour le partage ou le transfert des connaissances, l'expertise et les leçons apprises.
Transferts	La pratique / technologie doit créer: <ul style="list-style-type: none"> - un impact tangible résultant du transfert d'un ou de plusieurs des éléments suivants: des idées, des compétences, des processus, des connaissances ou de l'expertise et de la technologie; - des changements dans les politiques ou les pratiques de durabilité; - du transfert dans le cadre d'un processus continu de changement.

Ces définitions ont été adoptées par le Conseil économique et social des Nations Unies en 2006, l'Association mondiale des villes et des autorités locales qui s'est réunie à Istanbul, en Turquie en juin 1996, et la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains en février 1996. Plusieurs bases de données des meilleures pratiques ont adopté ces définitions, y compris la Plate-forme de l'ONU-Habitat pour de meilleures pratiques et leadership local, la ville de Vienne, et la Cérémonie du Prix international pour les meilleures pratiques de Dubai.

Les MTD/ MPD dans le tourisme côtier

Dans le contexte du tourisme, il faut noter que cette industrie continue de jouer un rôle important dans l'économie de nombreux pays sub-sahariens africains, en particulier les 32 États côtiers (*sur un total de 44 états*) en bordure de l'Océan Atlantique et de l'océan Indien. De nombreux pays en Afrique, notamment l'Afrique du Sud, le Maroc, les Seychelles, l'Égypte et le Kenya bénéficient énormément de ce secteur, et nous travaillons à améliorer leurs produits touristiques. Les questions comme celles du tourisme durable deviennent ainsi importantes afin de s'assurer que l'augmentation du nombre de touristes, causée par une publicité intensive pour ces régions, ne nuise pas aux écosystèmes fragiles rencontrés dans certains de ces sites côtiers.

Vu l'importance du nombre d'acteurs concernées (*les tour-opérateurs, les agences réceptrices, les hôteliers, les gouvernements locaux/ nationaux, les gestionnaires d'attraction / de parcs nationaux, les collectivités locales, les touristes*), cette interaction complexe des acteurs de l'industrie du tourisme rend le développement durable encore plus difficile d'accès. Par conséquent, la question des meilleures pratiques et technologies disponibles dans le tourisme devient une partie intégrante du discours mondial sur ce sujet. Ceci est particulièrement important afin de s'assurer que les écosystèmes fragiles des côtes sont utilisés de manière durable et conservés pour la postérité des peuples. De nombreux pays réalisent aujourd'hui que le monde devient un village planétaire. Alors que les médias sociaux sont de plus en plus utilisés comme outils de marketing des destinations et des produits touristiques, le modèle du statut quo, aussi rentable qu'il soit dans le domaine du tourisme n'est plus envisageable sur le long terme. C'est pourquoi des concepts tels que le tourisme responsable, le tourisme durable et

l'écotourisme gagnent du terrain. La Déclaration faite à Cape Town en 2002 sur le tourisme responsable a présenté ce que l'on considère comme un cadre utile pour établir une nouvelle voie pour le développement du tourisme en Afrique et dans le monde en général.

Le tourisme responsable et durable: de la déclaration du Cap de 2002 au sommet de Rio +20

Selon la Déclaration sur le tourisme responsable du Cap de 2002, les questions environnementales ont été classées parmi les facteurs à prendre en considération pour un tourisme responsable. Cette déclaration dénombre certains facteurs spécifiques importants pour assurer la responsabilité environnementale dans le secteur du tourisme:

- La nécessité d'évaluer les impacts environnementaux tout au long du cycle de vie et des opérations des établissements touristiques - y compris la phase de planification et de conception - et de veiller à ce que les effets négatifs soient réduits au minimum et les effets positifs élevés au maximum.
- La nécessité d'utiliser les ressources de manière durable, et de réduire le gaspillage et la surconsommation.
- La nécessité de gérer de façon durable la diversité naturelle et, le cas échéant, de la restaurer et la nécessité de considérer le volume et le type de tourisme que l'environnement peut supporter, ainsi que de respecter l'intégrité des écosystèmes fragiles et des zones protégées.
- La nécessité de promouvoir l'éducation et la sensibilisation au développement durable - pour toutes les parties prenantes.
- La nécessité d'améliorer les compétences de toutes les parties prenantes et de s'assurer que les meilleures pratiques sont suivies, et à cet effet consulter les spécialistes de l'environnement et de la conservation.

En résumé, la Déclaration du Cap de 2002 tend vers la création de *"meilleurs lieux de vie pour les gens et de meilleurs endroits à visiter pour les touristes"*. De la même manière, le récent Sommet de Rio +20 au Brésil a reconnu l'importance d'élargir le concept de tourisme responsable vers celui de tourisme durable. Pour la première fois, les dirigeants mondiaux ont convenu d'inclure les questions du tourisme côtier durable dans le document final énonçant les résultats de Rio +20. Ils ont reconnu que *«... bien conçu et géré, le tourisme peut contribuer de façon significative aux trois dimensions du développement durable, peut avoir des liens étroits avec d'autres secteurs, et peut créer des emplois décents et générer des opportunités commerciales ...»* (Extrait du document 2012 des résultats de Rio +20). Ce document détaille en outre l'importance des activités de tourisme durable et demande la mise en place de formations pertinentes pour promouvoir la sensibilisation à l'environnement, conserver et protéger l'environnement et respecter la faune, la flore, la biodiversité, les écosystèmes et la diversité culturelle. Ceci afin d'améliorer le bien-être et les moyens de subsistance des communautés locales, en soutenant l'économie locale et l'environnement naturel et humain dans son ensemble.

Le projet COAST vise à soutenir la conservation des écosystèmes côtiers et marins et leur biodiversité situés en Afrique subsaharienne mais importants pour le monde entier, grâce à la réduction des impacts environnementaux négatifs du tourisme côtier. Par conséquent, il est essentiel pour les acteurs du tourisme de s'assurer que leurs modèles sont conformes aux

aspirations de la Déclaration de 2002 de Cape Town² et aux résultats de Rio +20. Voici quelques-unes des questions auxquelles le projet COAST cherche à répondre.

Exemples pratiques de MTD/ MPD sélectionnés dans les sites de démo COAST

Domaine thématique	PAYS	Exemples sélectionnés de MPD et de MTD dans les projets du pays
ECOTOURISME	Cameroun, Ghana, Gambie, Kenya, Mozambique, Nigéria, Tanzanie	Programme de tourisme durable – éradication de la pauvreté (TD-EP) soutenu par l'OMT
Gestion des loisirs nautiques et des récifs	Kenya, Mozambique, Tanzanie	Mise en carte et démarcation de zones, et préparation de plans de gestion des zones côtières
Systèmes de gestion environnementale	Kenya, Mozambique, Tanzanie, Sénégal	Application de la méthodologie TEST de l'UNIDO au secteur hôtelier local. Une méthodologie intégrée qui consiste en : L'Évaluation de production plus propre (CPA), la Comptabilité de gestion environnementale (CGE), les Systèmes de gestion environnementale (SGE), la Technologie respectueuse de l'environnement (EST) et la Responsabilité sociale des entreprises (CSR).
	Seychelles	Label d'écotourisme durable

Conclusion

En un mot, le Projet COAST vise à aider les neuf pays à intégrer les trois composantes principales, l'impact, le partenariat et le développement durable, dans les MPD / MTD pour que l'industrie du tourisme améliore ses pratiques environnementales durables et aide à la conservation des écosystèmes côtiers. Les projets de démonstration dans tous les pays énumérés ci-dessus démontrent leur impact, leurs partenariats et leur durabilité de bien des façons. Plus de résultats provenant de ces sites seront partagés dans les prochains mois pour assurer que nous avons contribué à créer, "de meilleurs lieux de vie pour les gens et de meilleurs lieux de visite pour les touristes ", comme énoncé dans la déclaration de Rio +20 par les dirigeants mondiaux et dans la Déclaration du Cap de 2002.

Dans les prochains produits de gestion des connaissances et les prochaines éditions de la Newsletter du projet COAST, nous décrirons d'autres MPD / MTD issus des sites de démo des pays COAST.

² Disponible sur

http://www.capetown.gov.za/en/tourism/Documents/Responsible%20Tourism/Tourism_RT_2002_Cape_Town_Declaration.pdf;

REFERENCES

1. Agence canadienne de développement international, 2009. Gestion axée sur les résultats.
<http://www.acdi-cida.gc.ca/gar>
2. Prix international de Dubai. Prix de Dubai des meilleures réalisations pour l'amélioration du cadre de vie. 2008. Guide et format de soumission. 9^e Cycle-année 2012.
http://www.unhabitat.org/downloads/docs/160_4_594213.pdf
3. Cape Town Declaration de Cape town de 2002. http://www.dubaiaward.ae/web/page_477.aspx;

OPINION: Pourquoi la gestion des connaissances est essentielle pour le succès du projet COAST

Qu'est-ce que la gestion des connaissances?

Il existe autant de définitions de la gestion des connaissances qu'il existe d'organisations, et il n'existe toujours pas de consensus sur la manière la plus efficace de définir la «KM» (acronyme couramment utilisés). Alors que certaines institutions définissent la KM comme référant aux systèmes et aux technologies, d'autres ont défini la KM par des personnes, des processus et des organisations ou systèmes d'apprentissage. Ces différentes caractéristiques organisationnelles ont toutes une certaine idée de ce que signifie réellement KM, mais ceci varie d'une organisation à l'autre.

Certaines agences des Nations Unies (UNICEF, PNUD) ont défini la KM comme «*une approche intégrée et systématique d'identification, de gestion et de partage des connaissances d'une organisation, pour permettre à des groupes de personnes de créer de nouvelles connaissances collectives afin d'atteindre les objectifs de l'organisation*». Une telle définition tente d'élargir la portée opérationnelle de la KM pour y inclure la connaissance humaine (intelligence) inhérente à l'organisation. Le Fonds pour l'environnement mondial (GEF), de son côté, définit la Gestion des connaissances comme «*... un ensemble d'actions spécifiques développées (collecte de données, analyse des processus, des résultats et des expériences personnelles, rapport et partage des leçons apprises), de sorte que la connaissance d'un individu ou d'une institution atteigne, en temps opportun, le plus grand nombre de personnes pouvant en bénéficier ...* » (GEF KMI 2011).

Comment la KM est-elle mise en application dans les différentes institutions ?

Étant donné que la gestion des connaissances est un terme encore nouveau et en évolution, sa définition reste assez ambiguë. Cependant, la plupart des institutions ont adopté un ou plusieurs élément(s) composant(s) la KM et la/les mettent en application pour améliorer leur efficacité opérationnelle, leur documentation, la mesure de leurs résultats et le partage d'informations. D'autres institutions ont intégré la KM dans leurs documents de stratégie importants pour permettre le

« redressement » de l'entreprise. Par exemple, la stratégie de gestion des connaissances de l'ONUDI cherche à mettre sa stratégie de KM en application comme un pas vers la transformation de l'institution d' «... une plate-forme multiple, un environnement de gestion des connaissances rigide à une organisation préparée à l'avenir, avec une plate-forme unique et une collaboration axée sur la collaboration et les connaissances ». La KM cherche donc à répondre aux différents besoins et aux objectifs de diverses organisations ou institutions pour en améliorer les résultats.

Par exemple, les institutions du secteur privé préfèrent une définition ou un modèle de la KM qui pourrait améliorer la productivité et donc améliorer les marges de profit et l'efficacité générale. Les institutions gouvernementales pourraient préférer des modèles de KM qui se traduisent par l'amélioration des services, la responsabilisation et l'ingéniosité de ses citoyens. Pour les institutions de développement, et donc, les agences des Nations Unies telles que l'ONUDI, le PNUE et l'OMT, des plateformes de connaissances résultant de l'amélioration des capacités à créer un changement sociétal et à stimuler des actions novatrices en faveur du développement durable seraient plus pratiques et plus adaptées.

La KM dans le cadre du projet COAST: A quoi pouvons-nous attendre en ce qui concerne la mise en œuvre du projet?

Dans le cadre du Projet COAST, et alors que nous allons mettre en œuvre les recommandations de l'évaluation à mi-parcours, un changement stratégique a eu lieu en faveur d'une stratégie de KM qui mettra l'accent sur la collecte et la diffusion des connaissances, des pratiques exemplaires et des leçons apprises par le projet COAST. La Stratégie vise à développer et à mettre en œuvre des activités susceptibles de favoriser un nouveau niveau d'engagement de la part de tous les acteurs du tourisme côtier impliqués dans ce projet aux niveaux local, national et international. Cette stratégie a aussi pour objectif d'aider les pays partenaires à renforcer l'intégration et l'impact des objectifs et des activités du projet, ainsi que pour intégrer les principaux résultats dans les politiques et les pratiques locales, nationales et internationales.

Les leçons apprises et les études de cas pratiques, ainsi que le savoir-faire sur les processus appropriés et les recommandations concrètes pour améliorer l'environnement et la gestion des zones côtières seront réintégrées dans les différents outils de gestion des connaissances. Notre stratégie de KM sera mise en œuvre en utilisant différents outils et approches de gestion des connaissances (par exemple des documents écrits et visuels comme des bulletins, des fiches d'information, des exposés et comptes-rendus, etc.) Ces outils et approches engageront des agences médiatiques à portée nationale et mondiale, les ministères respectifs du Tourisme et de l'Environnement dans les pays partenaires, les acteurs du tourisme littoral local et les communautés environnantes des activités du projet COAST.

La stratégie vise donc à une meilleure sensibilisation du public, à le rendre plus exigeant quant aux actions à éviter, et à contrôler la dégradation des écosystèmes marins et côtiers contre la pollution et la contamination potentielle.

Domaines de résultats de la gestion des connaissances du projet COAST

La stratégie de gestion des connaissances du projet COAST aura quatre domaines de résultats principaux, résumés dans le tableau ci-dessous :

Domaines de résultats de la gestion des connaissances du projet COAST

THEME 1: MEILLEURES PRATIQUES ET TECHNOLOGIES COTIERES – Ces produits de KM décrivent certaines des meilleures pratiques et des processus au sein des trois grands domaines thématiques du Projet COAST (SGE, Ecotourisme, gestion des loisirs nautiques et des récifs) issus des sites de démonstration COAST. Ils mettront l'accent sur la présentation de MPD ou de MTD démontrées et localisées. La représentation des meilleures pratiques contiendra des informations complètes sur les différents procédés et technologies appliqués dans les réalités locales respectives.

THEME 2: VOIX LOCALES COTIERES – Ce domaine de résultat de la KM de COAST mettra l'accent sur la description des impacts du projet dans et pour les communautés locales. Il nécessitera un suivi avec les chefs de projet, les bénéficiaires et les communautés dans tous les pays et la prise en compte de leur voix pour fournir un compte-rendu humain de la manière dont leurs interactions avec le projet ont amélioré leurs moyens de subsistance. Il utilisera des méthodes et des approches participatives pour nous assurer de bien décrire les histoires humaines du tourisme côtier durable en Afrique.

THEME 3: DYNAMIQUE ECONOMIQUE ENVIRONNEMENTALE ET COTIERE – L'écosystème côtier est très précieux pour les pays où nous travaillons. Ce domaine de résultat de la KM cherchera donc à démontrer la valeur de notre travail dans la réalité économique. Il donnera une importance particulière aux acteurs du secteur privé et à la façon dont la mise en œuvre des thèmes du projet COAST (GLNR, SGE, Eco-tourisme, et y compris l'évolution des petites et moyennes entreprises (PME)) contribue à l'amélioration des résultats. On s'attend à ce que les acteurs du secteur privé orientent les travaux afin d'assurer la durabilité à long terme.

THEME 4: PROCESSUS DE CHANGEMENT DE POLITIQUE COTIERE -- La stratégie de KM du projet COAST cherchera à identifier quelques-unes des interventions politiques émergentes et celles qui sont nécessaires pour renforcer le tourisme côtier durable aux niveaux national, régional et mondial. Celles-ci suivront de près le travail de gouvernance du Tourisme Durable dirigé par l'OMT et l'ONUDI dans le cadre du Projet COAST.

Conclusion

Le rôle de la stratégie de communication et de gestion des connaissances du projet COAST est maintenant et plus que jamais d'une importance cruciale pour des communications soutenues. Grâce aux quatre thèmes de la KM, c'est à dire les meilleures pratiques et technologies ; les voix locales côtières ; les dynamiques côtières économiques et environnementales ; les processus de modification des politiques côtières, le projet COAST va générer des produits utiles qui permettront d'éclairer le débat public dans le domaine du tourisme durable en Afrique et qui pourront contribuer à la poursuite du dialogue mondial sur celui-ci. Il est à espérer que les leçons apprises et les savoir-faire issus du Projet COAST seront transformés en recommandations spécifiques qui pourront servir de contributions et d'apports précieux dans le tourisme national et les stratégies, politiques et pratiques environnementales, et dans les initiatives futures similaires à ce projet. De cette façon, le projet COAST sera en mesure de contribuer à des changements politiques dans les pratiques touristiques et à inspirer des projets semblables ou dérivés dans le cadre de cette stratégie de KM.

L'équipe du projet COAST

MR. EDUARDO ZANDRI
GESTIONNAIRE DES TACHES DU UNEP/GEF,
, NAIROBI, KENYA



Eduardo Zandri est responsable de la conception et de la supervision d'un portefeuille diversifié de projets du GEF sur la biodiversité, la zone multifocale et des projets relatifs aux eaux internationales dans plus de 40 pays. Quelques-uns des domaines techniques couverts comprennent les services éco systémiques, les espèces migratrices et la conservation des voies de migration, le développement durable du tourisme côtier, la conservation des habitats marins et côtiers, la gestion des zones protégées et la conservation des espèces menacées en Afrique et dans la région de l'Arctique. Il a précédemment travaillé aux Pays-Bas, au Cap-Vert, au Yémen, en Jordanie, dans la gestion de projets du GEF, du PNUD, de la Banque mondiale et de l'UNOPS. Sa formation universitaire est en écologie tropicale et subtropicale et en sciences agricoles.

LUDOVIC BERNAUDAT
DIRECTEUR DU PROJET AU SIEGE DE
L'UNIDO, VIENNE, AUTRICHE



Ludovic Bernaudat est un agent de développement industriel dans l'unité de gestion de l'eau de la Direction de la Gestion de l'Environnement de l'ONUDI. Il a travaillé à l'ONUDI en tant que chef de projet pendant 8 des 11 dernières années. Il possède un diplôme d'ingénieur et une maîtrise en sciences de l'environnement qu'il a obtenus en France. Son portefeuille actuel comprend des projets dans le domaine de la pollution par le mercure, le plus souvent à cause des mines d'or artisanales et à petite échelle et dans l'amélioration de l'efficacité de l'eau pour l'industrie. Ludovic est aussi l'une des personnes qui travaillent à la mise en œuvre du projet de méthodologie TEST (transfert des technologies respectant l'environnement) à l'UNIDO, et, dans le cadre du projet COAST, il effectue des formations au Sénégal et au Kenya relatives à la composante thématique SGE. En collaboration avec Marla, il gère le projet COAST au Siège de l'ONUDI à Vienne et offre un soutien à l'équipe dévouée de Nairobi.

MARLA McCARROLL PINTO RODRIGUES
COORDINATRICE TECHNIQUE AU SIEGE DE
L'UNIDO, VIENNE, AUTRICHE

Marla McCarroll Pinto Rodrigues est une spécialiste de la gestion de l'environnement travaillant à l'Unité de gestion de l'eau, au bureau de la gestion de l'environnement de l'ONUDI, où elle gère le projet COAST avec Ludovic. Elle est l'une des formatrices de la composante thématique SGE au Mozambique et en Tanzanie dans le cadre du projet de méthodologie TEST de l'ONUDI. Elle a plus de dix ans d'expérience dans la conception de projet et la gestion d'équipes multiculturelles dans les secteurs privé, gouvernemental, et des organisations internationales



(ONU, Banque Mondiale), dans divers domaines techniques de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Marla a vécu et travaillé dans plusieurs pays en Afrique, en Asie, en Europe, en Amérique latine et aux Etats-Unis. Elle a obtenu une maîtrise en sciences environnementales à l'école d'économie et de science politique de Londres au Royaume-Uni. Elle parle couramment cinq langues.

MR. MARCEL LEIJZER
COORDINATEUR DE PROGRAMME POUR
L'OMT, MADRID, ESPAGNE



Marcel Leijzer est titulaire d'une maîtrise en géographie humaine et en sciences politiques de l'Université de Nijmegen, aux Pays-Bas. Il a une vaste expérience des questions telles que l'application des lois environnementales, le développement du tourisme durable, de la formulation et de la mobilisation des ressources pour les projets d'aide au développement. Auparavant, il a travaillé avec l'Organisation néerlandaise de développement SNV en tant que conseiller touristique en Tanzanie et en Bolivie avant de devenir agent de développement du tourisme et du secteur privé au siège de la SNV aux Pays-Bas. Depuis 2006, il travaille comme coordinateur des programmes de services et de coopération techniques pour l'OMT, où il est en charge de la mise en œuvre d'un portefeuille d'environ 100 projets TD-EP (Tourisme durable - Éradication de la pauvreté) dans le monde, ainsi que de la mise en œuvre des composantes "éco-tourisme" et "tourisme durable" du projet COAST.

HUGH GIBBON
COORDINATEUR TECHNIQUE REGIONAL,
NAIROBI, KENYA



Hugh Gibbon est le coordinateur technique régional du Projet COAST dans les bureaux de l'ONUDI de Nairobi, au Kenya. Il détient un doctorat en géographie et en aménagement du territoire et a plus de 25 ans d'expérience professionnelle en Europe, en Afrique et en Asie dans les domaines de la conservation, des forêts, du tourisme et dans des projets de développement institutionnel. Il dirige aussi depuis plus de quinze ans des équipes pluridisciplinaires travaillant dans la conservation des ressources naturelles, l'évaluation des projets, le tourisme, la biodiversité et les moyens de subsistance en milieu rural, en mettant l'accent sur la réduction de la pauvreté et sur l'amélioration des moyens de subsistance.

HARVEY GARCIA
AGENT TECHNIQUE, NAIROBI, KENYA



Harvey John D. Garcia est un agent recruté aux Philippines, son pays d'origine, par le biais du service de volontariat international. Placé en tant qu'agent technique de projet (Environnement et Eco-tourisme) pour le Projet COAST de l'ONUDI, il travaille dans le domaine technique pour le bureau COAST de Nairobi, le site de démo de Watamu au Kenya et le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie. Il est aussi l'un des formateurs dans le cadre du projet de méthodologie TEST relatif à la composante thématique SGE au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie. Il a huit ans d'expérience dans la conservation de l'environnement. Il possède une solide expérience dans la recherche sur la conservation et dans la logistique, la gestion de projet et l'éducation environnementale.

GRACE HALLA
AGENT TECHNIQUE AU SIEGE, VIENNE, AUTRICHE



Grace Halla est une spécialiste de la gestion de l'environnement travaillant à l'Unité de gestion de l'eau, au bureau de la gestion de l'environnement de l'ONUDI. Elle compte plus de 11 années d'expérience professionnelle aux États-Unis, en Asie et en Europe. Elle possède une connaissance approfondie dans le domaine de la recherche, de la coordination, de la mise en œuvre, du suivi et du rapport de projets environnementaux dans différents sujets, notamment l'énergie propre, les changements climatiques, l'eau, l'air, les déchets et les substances toxiques. Au sein de l'ONUDI, elle est principalement impliquée dans le développement et la mise en œuvre des mines d'or artisanales et à petite échelle (ASGM) et d'autres projets liés au mercure. Elle travaillera à la gestion du Projet COAST à temps partiel.

HEDY ROVERSI
ASSISTANTE DE PROJET AU SIEGE DE L'UNIDO, VIENNE, AUTRICHE



Hedy Roversi est une assistante de projet à l'Unité de gestion de l'eau de l'ONUDI. Elle possède plus de vingt ans d'expérience professionnelle dans différentes organisations internationales allant des services bancaires à l'aide à la mobilisation de fonds en passant par la gestion de projet. Elle a obtenu une licence en sciences politiques et en administration publique à l'Université américaine de Beyrouth, au Liban. Elle a travaillé au Moyen-Orient et en Europe et parle couramment quatre langues.

GEOFFREY OMEDO
AGENT DE COMMUNICATION ET DE GESTION DES CONNAISSANCES, NAIROBI, KENYA

Geoffrey Omedo est responsable de la gestion des connaissances et de la communication pour le projet COAST de l'ONUDI. Il est spécialiste du développement environnemental avec 6 ans d'expérience pratique dans la



gestion des connaissances, la gestion et la planification environnementale, les changements climatiques (adaptation et atténuation), la gouvernance et la communication pour le développement. Omedo a travaillé comme agent volontaire avec le programme VNU pour le PNUD au Kenya, et il possède une expérience professionnelle à l'UNOPS (Centre des Opérations au Sénégal (SNOC)), au Programme africain d'adaptation (PAA) du PNUD, au secrétariat du NEPAD pour le gouvernement Kenyan, et dans un certain nombre d'organisations de la société civile dans les domaines du développement des jeunes et du développement durable



LES EQUIPES DU PROJET PAR PAYS

EQUIPES DES PAYS PARTENAIRES DU PROJET COAST		
EQUIPE DIRECTRICE AU CAMEROUN		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	M. Moussa SEIBOU	moussaseibou@yahoo.fr ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	M. Mohamadou KOMBI	mohkombi@yahoo.fr ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATIONS	M. Christopher FEKA	beced2002@yahoo.co.uk ;
EQUIPE DIRECTRICE EN GAMBIE		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	M. Momodou SUWAREH	momodoujama@yahoo.co.uk ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Fatou BEYAI RAJI	beyairaji@yahoo.co.uk ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATIONS	M. Abubacarr KUJABI	kabubacarr@yahoo.co.uk ;
EQUIPE DIRECTRICE AU GHANA		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	M. Kwamena ESSILFIE QUAISON	kequaison@gmail.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Dr. Joel SONNE	jlsonne2004@yahoo.co.uk ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATIONS	M. Agyeman YAW DICKSON	yaw652006@yahoo.com ;
EQUIPE DIRECTRICE AU KENYA		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL

COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	M. Baraza WANGWE	barazawangwe@yahoo.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Lilian AYIMBA	layimba@yahoo.com ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATIONS	M. Samuel NGANGA KALOKI	ngangakaloki@yahoo.com ;
EQUIPE DIRECTRICE AU MOZAMBIQUE		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	M. Alexandre BARTOLOMEU	apmbart24@gmail.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Maria CIDALIA MAHUMANE	cida72cida@gmail.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Oraca CUAMBE	oracacuambe@gmail.com ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATIONS	M. Luzio Luis FRANCISCO NHAVERNE	luzhavene@gmail.com ;
EQUIPE DIRECTRICE AU NIGERIA		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	M. Sanuth A. HASSAN	aitch_ay@yahoo.co.uk ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Anthonia M JOHNSON	baivijohnson2004@yahoo.co.uk ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATION	M. Peter OLAIDE-MESEWAKU	petermesewaku@yahoo.com ;
EQUIPE DIRECTRICE AU SENEGAL		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	Mme Diallo SOKHNA SY	sy@gmail.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Dibor SARR FAYE	diborsar@yahoo.fr ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATION	M. Babacar SY	bsy@sapco.sn ;

EQUIPE DIRECTRICE AUX SEYCHELLES		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	Mme Shama BLAGA	shamaamesbury@gmail.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	Mme Sinha LEVKOVIC	Sinha.l@seychelles.com ;
EQUIPE DIRECTRICE EN TANZANIE		
EQUIPE	NOM	ADRESSE EMAIL
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR L'ENVIRONNEMENT	Dr. J NINGU	jkningu@yahoo.com ;
COORDONNATEUR DE REFERENCE POUR LE TOURISME	M. Deograsias MDAMU	djmdamu@yahoo.com ;
COORDONNATEUR DU PROJET DE DEMONSTRATION	M. Thomas J CHALI	tomaschali@yahoo.com ;

Clause de non-responsabilité de l'UNIDO

Ce document a été réalisé sans modification formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni le tracé de leurs frontières ou limites, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement.

La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI.

Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONUDI ni ses États Membres n'assument aucune responsabilité pour les conséquences pouvant résulter de l'utilisation de ces matériaux.

Ce document ne peut être librement cité ou reproduit sans reconnaissance préalable.



Deuxième édition du bulletin d'information du projet COAST



Février 2013

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	3
FRÉDÉRIC PIERRET	3
EN PREMIERE PAGE	5
ANALYSE	12
DES NOUVELLES DU PROJET COAST	20
DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST.....	27
La Gambie	27
Ghana.....	28
Kenya	29
Mozambique	31
Nigéria.....	32
Sénégal.....	34
Seychelles.....	36
Tanzanie.....	37
QUESTIONS ET REPONSES	39
OPINIONS.....	44
CLAUDE DE NON-RESPONSABILITE DE L'UNIDO	49

AVANT-PROPOS

MESSAGE DU DIRECTEUR EXECUTIF DE L'OMT,

FRÉDÉRIC PIERRET



Chers lecteurs,

Bienvenue à la deuxième édition du bulletin d'information du projet COAST. Ce bulletin est un outil important dans le partage d'informations et de ressources concernant le projet ainsi que de nouvelles avec nos intervenants, nos partenaires et avec l'ensemble de la communauté mondiale sur notre travail dans le tourisme côtier durable en Afrique.

L'importance des zones côtières en Afrique

Dans de nombreux pays en Afrique, comme ailleurs dans le monde, les zones côtières constituent une ressource touristique importante, où se concentrent les investissements et les installations touristiques. L'une des principales raisons pour lesquelles les côtes sont si importantes pour le tourisme est que les visiteurs sont fortement attirés par les milieux côtiers (*plages, beaux paysages, récifs coralliens, oiseaux, poissons, mammifères marins et autres espèces sauvages*) et par l'intérêt culturel qui leur est associé (*villes côtières, villages, sites historiques, ports, flottilles et marchés de pêche et autres aspects de la vie maritime*). En même temps, cet environnement particulier est sensible et fragile. En outre, de nombreuses côtes contiennent des habitats importants et ont une biodiversité très riche. Terre, eau et autres ressources naturelles sont souvent rares sur les côtes, en partie en raison de la pression du développement et des activités urbaines dans ces zones.

Le projet COAST: une initiative collaborative

Par conséquent, l'OMT est heureuse de collaborer avec le PNUE et l'ONUDI dans la mise en œuvre du Projet d'actions collaboratives pour le tourisme durable en Afrique (COAST) financé par le FEM. Ce projet considère que le tourisme côtier en Afrique peut apporter des avantages importants pour l'économie locale, la société

et l'environnement, tels que la production de revenus, la création d'emplois, le développement d'infrastructures, la conservation du patrimoine culturel et naturel, et qu'il peut offrir une source alternative et durable de moyens de subsistance pour les communautés locales. C'est dans ce contexte que le Projet COAST s'efforce d'assurer que des initiatives importantes soient prises pour encourager le développement de formes durables de tourisme le long des côtes africaines. Celles-ci devraient alors permettre de réduire la dégradation des milieux marins et côtiers et de contribuer au bien-être de la population locale.

Le rôle de l'OMT dans le projet COAST

Dans le cadre du Projet COAST, l'OMT est spécifiquement chargée des composantes de l'éco-tourisme, et de la gouvernance du tourisme durable. Le volet sur l'éco-tourisme s'appuie en grande partie sur la grande expérience acquise par l'OMT grâce à son programme TD-EP (Tourisme durable - Élimination de la pauvreté), qui a été lancé lors du Sommet mondial pour le développement durable en 2002. L'initiative TD-EP a pour objectif de réduire la pauvreté à travers le développement et la promotion de formes durables de tourisme. Dans le projet COAST, l'OMT a organisé trois séminaires régionaux du programme TD-EP pour renforcer les capacités des parties prenantes du projet et appliquer la méthodologie TD-EP dans leurs pays. D'après les enseignements tirés jusqu'à maintenant, les agents de liaison COAST et les coordonateurs des sites de démonstration ont effectué des analyses rapides des chaînes de valeur du tourisme dans leurs sites et ont commencé à formuler et à exécuter des projets d'éco-tourisme contribuant à la réduction de la pauvreté et à la conservation de la biodiversité. Plus de détails sur ce domaine sont présentés dans le Bulletin en pages 4, 5 et 6.

L'avenir du tourisme côtier en Afrique

En conclusion, il a été gratifiant de constater le retour très positif reçu lors de l'évaluation à mi-parcours des progrès réalisés dans les composantes de l'éco-tourisme et de la gouvernance du tourisme durable. Ceci n'aurait pas été possible sans la participation efficace de toutes les parties prenantes dans les neuf pays COAST. Nous tenons à exprimer notre sincère gratitude pour leur collaboration active.

Nous apprécions fortement l'initiative prise par le Projet COAST de diffuser les connaissances et les informations récentes concernant les activités du projet, ainsi que ses découvertes et ses résultats, à un public plus large par le biais du Bulletin d'information COAST, et nous espérons que sa 2e édition sera utile aux nombreux organismes et particuliers confrontés à, ou intéressés par la question du tourisme durable et de la conservation de la biodiversité en Afrique et au-delà.

Bonne lecture!

Frédéric Pierret
Directeur exécutif
OMT

EN PREMIERE PAGE

Les mécanismes de gestion et de gouvernance du projet COAST pour le tourisme durable dans les zones côtières en Afrique.

Par Marcel Leijzer, OMT



Des enfants en train de planter des arbres sur le site de démonstration de Kribi. Le tourisme côtier durable entend d'investir pour l'avenir.

Quelle est la position de la gouvernance durable dans l'industrie touristique?

Le Projet d'actions collaboratives pour le tourisme durable (COAST) est un projet de cinq ans dont la quatrième année de mise en œuvre est en cours. Il s'agit d'un projet financé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et dont l'agence exécutive est le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en partenariat avec l'agence des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'Organisation mondiale du tourisme (OMT). Dès le départ, lors du processus de formulation du projet, les neuf pays participants (Le Cameroun, le Sénégal, le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique, la Gambie, le Ghana, le Nigéria et les Seychelles) ont identifié la nécessité d'une approche plus intégrée de la planification du tourisme côtier. Ils avaient tous conscience de la nécessité de protéger la biodiversité en plus des priorités socio-économiques et

culturelles, et de la nécessité d'un cadre réglementaire complet et efficace pour assurer la viabilité à long terme du secteur touristique.

... Il s'appuie également sur la compréhension que la gouvernance du tourisme durable exige l'engagement et la coordination du tourisme, de l'environnement, de la communauté et des intérêts plus larges de développement au niveau local

Il est important de noter ici que même les pays qui avaient déjà commencé à élaborer une politique et un cadre stratégique pour le tourisme durable (de bons exemples étant les Seychelles et le Sénégal) ont jugé nécessaire de renforcer leur cadre politique et réglementaire pour faire du tourisme durable une priorité essentielle. À cet égard, il a été estimé qu' un manque de mécanismes de planification à moyen ou long terme du développement et des réglementations des activités touristiques avait des répercussions directes sur la santé et le bien-être de l'environnement marin et côtier, et sur la qualité de vie des populations locales.

Le projet COAST comprend donc une composante de gouvernance et de gestion durable du tourisme (GGDT) intitulée "*Développement et mise en œuvre de mécanismes pour le tourisme et la gestion durable*". Ce volet est mis en œuvre par l'OMT par le biais de recherches documentaires et sur le terrain sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable dans les zones côtières d'Afrique.

Les objectifs de la recherche sur la gouvernance et la gestion du tourisme durable sont les suivants:

- Déterminer si les politiques des neuf pays facilitent la viabilité à long terme du tourisme et identifier les lacunes, les besoins et les options en matière de gouvernance et de gestion du tourisme durable.
- Proposer une vision et des recommandations sur la forme la plus appropriée de mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable.
- Guider les principales parties prenantes dans les neuf pays sur la réforme de la gouvernance et de la gestion du tourisme durable dans le domaine du tourisme côtier.

... un manque de mécanismes de planification à moyen ou long terme du développement et des réglementations des activités touristiques avait des répercussions directes sur la santé et le bien-être de l'environnement marin et côtier, et sur la qualité de vie des populations locales.....

Vers une gouvernance du tourisme durable: L'approche et la méthodologie de l'OMT.

L'OMT a adopté une méthodologie fondée sur l'analyse documentaire et la concertation avec les parties prenantes dans les neuf pays du projet COAST. La recherche porte sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable tant au niveau national que local (site de

démonstration). Elle est fondée sur le fait que la condition fondamentale de la gouvernance du tourisme durable, est de disposer d'un engagement efficace des principaux organismes publics ou privés concernés dont les politiques et les actions peuvent influencer sur l'impact du tourisme. Elle s'appuie également sur le fait que la gouvernance du tourisme durable exige l'engagement et la coordination des entreprises concernées par le tourisme, l'environnement, la communauté et le développement en général au niveau local.

En effet, c'est à ce niveau que la majeure partie des prestations essentielles comme la planification, le renforcement des capacités, l'utilisation d'un réseau de connaissances et l'information prend place. C'est aussi au niveau local que le tourisme doit être efficacement intégré dans le développement durable. Une question particulière est de savoir comment les politiques nationales et les processus de gouvernance sont élaborés et mis en œuvre au niveau local, ce qui peut être influencé par les politiques et les mesures de décentralisation ainsi que par la capacité de gouvernance locale et les structures de participation communautaire. Pour ce faire, la publication de l'OMT en collaboration avec le PNUE «*Vers un tourisme durable, guide à l'usage des décideurs*», a inspiré l'approche et la direction de la recherche, de par ses lignes directrices sur les structures de gouvernance, les objectifs de développement durable et les instruments de gestion pertinents pour tout type de destination (OMT et PNUE, 2005).

Missions sur le terrain dans les pays du projet COAST



Le consultant de l'OMT Dr. Richard Denman accompagné de certains acteurs du secteur touristique après une réunion de concertation à Watamu, au Kenya.

La première phase de la recherche était fondée sur une série de missions sur le terrain dans chacun des neuf pays partenaires du projet COAST se déroulant entre mars et juillet 2011. Chacune de ces missions duraient environ sept jours, temps passé entre la capitale du pays pour la concertation avec le gouvernement et autres organismes nationaux, et les sites de démonstration du projet COAST, pour la concertation avec les acteurs locaux et l'observation de la situation sur le terrain. Fondée sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du projet COAST, une deuxième phase est venue s'ajouter à l'étude, et s'intéresse plus particulièrement aux motifs financiers de la gouvernance du tourisme durable. Les recherches documentaires et sur le terrain se sont achevées lors du dernier trimestre de 2012, comprenant des missions en Tanzanie et au Ghana et des entretiens téléphoniques avec des acteurs importants sélectionnés dans d'autres pays.

Les recherches documentaires et sur le terrain initiales se penchaient en particulier sur les objectifs politiques en rapport avec :

- Les impacts environnementaux - la diversité biologique, l'intégrité physique et la pureté de l'environnement. Ceci reflète le financement du FEM et le but ultime du projet de conserver les écosystèmes marins et côtiers et la biodiversité et concerne les paysages côtiers, les habitats terrestres et marins, la gestion des déchets et la lutte contre la pollution, entre autres.
- Les moyens de subsistance durables - la prospérité locale, l'équité sociale et le bien-être communautaire. Ceci prend en compte l'impact positif et négatif du tourisme sur les communautés côtières et la corrélation entre la lutte contre la pauvreté et la conservation.

L'étude a examiné la mesure dans laquelle les politiques et la gestion dans les neuf pays recouvrent les domaines potentiels d'intervention en vue de parvenir à un tourisme plus durable. Les domaines présentant un intérêt particulier pour le tourisme côtier, évalués au cours de la recherche, comprennent une orientation stratégique des destinations côtières et l'influence sur le développement du tourisme, le fonctionnement des entreprises touristiques et le comportement des visiteurs. La recherche a identifié et évalué les cadres politiques actuels dans les neuf pays qui ont le potentiel d'influer sur la durabilité du tourisme.

Une attention particulière a été accordée:

- Aux politiques touristiques, qui peuvent être contenues dans les stratégies touristiques nationales et peuvent correspondre, ou non, aux objectifs de durabilité.
- Aux politiques environnementales, qui peuvent, ou non, faire une référence particulière au tourisme, mais qui doivent poser un fondement pour influencer le développement et la gestion du tourisme.
- Aux politiques de développement durable et / ou aux stratégies de réduction de la pauvreté plus spécifiques, qui peuvent, ou non, faire une référence particulière au tourisme.
- Aux politiques et aux programmes destinés expressément à la gestion des zones côtières, comme les stratégies et les plans de gestion intégrée des zones côtières.

Quelques premiers résultats des travaux en cours

1. Les résultats de politiques cohérentes en matière de tourisme côtier durable au niveau national

Alors que nous passons aux questions d'élaboration de politiques, il faut noter que, selon ce qu'indique la recherche, la gouvernance efficace du tourisme côtier durable exige qu'un cadre politique cohérent guide et dirige l'action et que les organismes compétents veillent à ce que les politiques soient mises en œuvre. Pour renforcer les cadres stratégiques du tourisme côtier durable, il convient de s'assurer que les politiques de développement identifient avec précision le rôle du tourisme durable et que les objectifs de développement durable soient intégrés dans les politiques touristiques révisées. De même, les possibilités et les enjeux du tourisme côtier devraient être clarifiés dans les politiques et les stratégies nationales touristiques. Il faut placer un accent particulier sur la planification et les mesures prises en matière de tourisme durable au niveau de la destination, et travailler à des politiques et des lois plus vastes pour encourager la transparence de la planification de l'aménagement du territoire et des processus de développement touristique.

2. L'importance de la participation et d'une coordination efficace.

Pour que les structures de gouvernance du tourisme côtier durable soient efficaces, il faut que les différentes entreprises concernées soient engagées sérieusement à tous les niveaux, tout en clarifiant les rôles et les responsabilités et en assurant la capacité d'offrir les services proposés. Il faut maintenir une liaison et une coordination solide entre les ministères, les départements et les agences travaillant dans le secteur du tourisme et de l'environnement, et le secteur privé devrait être encouragé à s'engager dans la question de durabilité, par exemple par le biais des organismes de coordination entre les secteurs public et privé. Le développement et l'exploitation d'organismes de gestion des destinations multipartites peuvent être considérés comme une clé de la gouvernance et de la gestion efficaces du tourisme durable au niveau de la destination.

3. La conservation de l'environnement est essentielle pour la durabilité.

D'après l'étude, tous les pays participant au projet COAST disposent de procédures en vigueur pour l'évaluation et le contrôle du développement sur les zones côtières, mais qui pourraient être considérablement renforcées pour rendre le processus plus efficace, tout en encourageant le développement du tourisme durable à obtenir des résultats plus positifs. L'efficacité des études d'impact environnemental (EIE) concernant les projets de développement touristique du littoral peut être renforcée en rendant plus claires et plus cohérentes les conditions et les procédures d'EIE pour les projets touristiques, et en renforçant les concertations avec la communauté et l'engagement dans les EIE.

4. La coordination des questions environnementales est décisive.

Les ministères du tourisme devraient élaborer des directives pratiques concernant les types de développement considérés comme les plus adaptés pour certains endroits, comprenant des conseils sur la conception, l'impact sur la biodiversité, l'énergie, l'eau et la gestion des déchets. Les développeurs ne devraient avoir qu'un seul point de contact pour les aider à guider la procédure et leur offrir des conseils sur les conditions requises. Dans certains pays, les organismes de promotion du développement peuvent remplir cette fonction. Pour améliorer le suivi des activités des entreprises touristiques, la portée et la puissance des processus d'inspection devraient être renforcés et les entreprises devraient être encouragées et aidées à améliorer leur gestion de l'environnement et de la durabilité.

5. Un financement des mesures de conservation par les autorités touristiques est nécessaire.

Plusieurs questions concernant la gestion du littoral, comme la gestion des déchets, l'érosion côtière et la conservation de la biodiversité, peuvent avoir une forte influence sur l'avenir du tourisme côtier dans les différentes destinations. Celles-ci peuvent être traitées en générant des ressources par le tourisme pour soutenir la conservation et la gestion ainsi qu'en sensibilisant la communauté et en encourageant sa participation dans la conservation et la gestion. Le partage des avantages apportés par le tourisme avec les communautés locales doit être considéré comme un objectif de durabilité important en soi. Cela peut être encouragé en améliorant les conditions d'offre et de demande pour augmenter l'emploi local, créer et maintenir des chaînes d'approvisionnement locales, gérer les commerces informels locaux et promouvoir les initiatives communautaires qui répondent aux conditions de durabilité et de réussite.

6. Toutes les personnes concernées (Gouvernement, secteur privé et société civile) ont un rôle à jouer.

La responsabilité générale des actions proposées pour améliorer la gouvernance et la gestion du tourisme côtier durable en Afrique devrait incomber au gouvernement, qui se doit de fournir le cadre politique et législatif pour la protection et le développement durable, et de s'assurer que des processus de gestion efficaces soient en place. Bien sûr, les entreprises touristiques et leurs associations doivent aussi s'engager à agir de manière responsable envers l'environnement et les communautés, engagement soutenu par des mesures appropriées. En outre, les ONG et les organisations de la société civile ont potentiellement un rôle très important à jouer en matière de mobilisation, de facilitation et de renforcement des capacités. Les ONG locales ont l'occasion de participer là où elles se trouvent en réunissant les différentes personnes intéressées et en apportant leur aide et leur expertise. Les organismes universitaires et de recherche, les établissements de formation et les consultants locaux peuvent aussi contribuer en apportant leurs connaissances et leurs services précieux.

Sans oublier les agences internationales qui doivent continuer à aider les pays africains dans la planification et la gestion du tourisme sur leurs côtes. Elles doivent considérer le tourisme

comme un sujet essentiel faisant le lien entre l'économie et l'environnement, deux domaines qui concernent les programmes internationaux. L'aide internationale peut aider à la fois en apportant un soutien financier et technique, et en permettant le partage d'expériences et de connaissances entre les pays.

Conclusion et actions à suivre

Résultant des travaux du Projet COAST dans le domaine de la gouvernance du tourisme durable, des rapports individuels pour chaque pays ont été préparés, qui examinent de manière approfondie le contexte politique, les structures de gouvernance et les processus de gestion relatifs au tourisme côtier ainsi que les expériences et les besoins des sites de démonstration. Ces rapports nationaux contiennent des recommandations pour le pays dans son ensemble et pour les sites de démonstration, et seront utilisés comme base pour la préparation d'un cadre d'action pour la gouvernance et la gestion durables du tourisme dans les zones côtières de chacun des pays participant au projet COAST. Le rapport général final de l'étude sur la gouvernance du tourisme durable sera publié en 2013, et utilisé comme base dans l'organisation d'ateliers régionaux de formation pour les acteurs du projet COAST. Lors des ateliers, les différents agents de liaison pourront échanger leurs points de vue et leurs expériences sur la façon de mettre en œuvre les recommandations de l'étude sur la gouvernance du tourisme durable, et d'autres directives seront données en ce qui concerne l'utilisation du cadre d'action pour renforcer les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable dans chacun des pays et des sites de démonstration du projet COAST.

Sources et documentation relative à cet article.

Vers un tourisme durable: Guide à l'usage des décideurs. PNUE/ OMT disponible sur <http://www.unep.fr/shared/publications/pdf/DTIx0819xPA-TourismPolicyFR.pdf>;

Site de l'OMT <http://www2.unwto.org/fr>

Site du projet COAST disponible sur : www.coast.iwlearn.org

ANALYSE

Œuvrer pour une vision partagée du tourisme côtier durable à Kribi, Cameroun

Le but de ce bulletin d'information est de donner aux pays du projet COAST l'occasion de présenter certains des travaux sur leurs sites de démonstration pour une diffusion plus large. Dans cette section, nous mettons en évidence certaines enseignements tirés, expériences vécues et pratiques exemplaires mises en œuvre sur notre site de démonstration COAST de Kribi au Cameroun.

Toile de fond du projet COAST à Kribi, Cameroun.

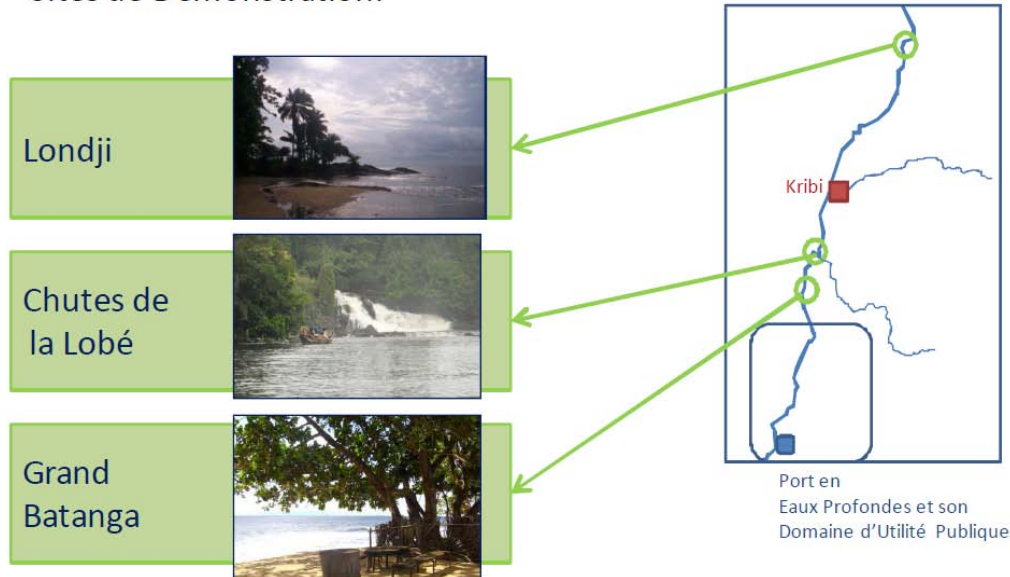


Plan du site de démonstration de Kribi, au Cameroun.

Le projet de tourisme durable sur les zones côtières au Cameroun est mis en œuvre à Kribi depuis 2011, en tant que projet national de démonstration du Projet COAST exécuté par le Ministère de l'Environnement, de la protection de la nature et du développement durable (MINEPDED). La composante touristique du projet est exécuté par le Ministère du Tourisme et des Loisirs (MINTOUL) en partenariat avec l'initiative de l'OMT "tourisme durable et élimination de la

pauvreté" (TD-EP), grâce à une généreuse contribution de la Fondation DT-EP de l'OMT. Le site de démonstration de Kribi se divise en trois zones à savoir Londji, les chutes de la Lobé et le grand Batanga.

Sites de Démonstration:



Kribi est la ville principale sur le site de démonstration et la capitale de la Division de l'océan, une région administrative dans la partie sud du pays d'une population estimée à 83 243 habitants (selon les statistiques de recensement de 2010). Kribi est la première destination touristique du Cameroun, réputée pour ses plages de sable blanc, faisant du tourisme l'une des activités économiques les plus importantes de la région. La région autour du site de démonstration dispose actuellement de nombreuses activités touristiques émergentes avec des plages de sable blanc sereines, des cascades, des palétuviers et des réserves animalières fondées sur la richesse des ressources naturelles de la région, comme tortues de mer. Cette région ouvre également la voie en ce qui concerne le marketing du tourisme de conférence naissant au Cameroun en fournissant des lieux de séminaires et d'ateliers.

Un autre trait caractéristique de la région de Kribi est l'industrialisation rapide de la ville et, plus particulièrement, de la Division l'océan. Actuellement, la région du site de démonstration est au cœur de nombreux projets industriels, agro-industriels et de transport. Par exemple, un complexe régional de port en eaux profondes est en cours de construction. En plus de la croissance urbaine rapide et du développement du réseau de transport, tous ces facteurs contribuent à une pression accrue sur les écosystèmes côtiers et marins. L'équipe du projet COAST à Kribi doit donc relever le défi de rendre compatibles les développements touristiques et industriels dans la région.

Certains des problèmes environnementaux dans la région comprennent:

- L'érosion côtière aggravée par les activités humaines telles que creuser le sable, et la déforestation;
- L'augmentation de la pression urbaine sur le littoral;
- Les polluants industriels et les risques de déversements de pétrole;
- La gestion non durable des ressources naturelles;
- L'absence de structures adéquates de gestion durable résultant de la mise en vigueur de politiques inadéquates et l'absence de plan de gestion pour l'utilisation des terres.



Mr Santiago Ormeno pose avec les élèves de l'école primaire après une activité de plantation d'arbres au site de Démonstration de Kribi.

Présentation des activités du projet COAST sur le site de démonstration de Kribi

a. Le projet COAST travaille à l'amélioration de Londji par l'éco-tourisme

Londji est l'une des régions du site de démonstration du Projet COAST à Kribi, qui travaille à changer sa réputation de «*village sale*» grâce à l'appui du Projet COAST. Il est désormais en passe de devenir la prochaine destination éco touristique au Cameroun. Situé à 15 kilomètres à l'ouest de Kribi, Londji est le plus grand village de pêcheurs et marché aux poissons au Cameroun. Le village présente une grande diversité de peuples et de groupes ethniques, en raison du

dynamisme des activités de pêche qui a attiré des communautés de toute l'Afrique de l'Ouest au cours des dernières années. La communauté est hétérogène, mais intégrée.

L'effervescence de ces activités a donné à Londji le nom de « petit port » à cause des nombreuses marchandises entrées dans le pays par ce village. Dans les années 70, Londji et ses longues plages de sable blanc ont été classées « zone de développement touristique » par l'ancien président Ahidjo Amadou. Cependant, de nombreuses années se sont écoulées et peu a été fait pour voir ce projet se concrétiser. D'autre part, les activités illégales, le mauvais état des routes et la gestion inadaptée des déchets ont donné à Londji une mauvaise réputation. Pourtant, la région est toujours considérée comme « la plus belle baie du Cameroun », selon la plupart des guides internationaux (*Bradt, Petit Futé*), mais a perdu beaucoup de son attrait en tant que destination touristique.

Le projet COAST, conscient que les déchets et la mauvaise hygiène représentent un danger réel pour la santé des habitants de Londji, a constitué, grâce à des réunions participatives régulières, un groupe communautaire qui a pris la responsabilité de nettoyer régulièrement la plage, et de coordonner le développement de nouveaux produits éco-touristique. L'idée sous-jacente était qu'« un environnement propre tient les maladies à l'écart et attire les touristes », et cela a fonctionné. Le groupe a récemment obtenu l'accord de travailler comme opérateur de tourisme communautaire sous le nom de « groupe éco touristique de Londji ».

En outre, le projet vise à encourager les efforts de conservation de palétuviers en cours, et à créer de la valeur touristique grâce à la promotion de produits de tourisme durable tels que des sentiers 'nature' dans les palétuviers, des promenades et des excursions en bateau. La position de Londji comme principal port de pêche à l'ouest de Kribi lui donne un potentiel important comme point de départ pour des excursions en bateau vers les plages vierges et inexplorées des estuaires de Lokoundje et de Nyong. A côté d'une ville de Kribi de plus en plus urbanisée, la côte devient un petit paradis avec ses plages immaculées et ses zones humides, où des lamantins et des dauphins peuvent être observés pendant certaines périodes de l'année. Il est important de noter ici que le projet COAST travaille à être mis en œuvre par un partenariat qui aide la communauté locale à tirer de réels avantages économiques des activités touristiques, et favorise donc une relation où la communauté locale et l'industrie locale puissent trouver une façon de vivre et de travailler en harmonie avec l'environnement. En outre, les activités touristiques qui se déroulent actuellement sont contrôlées pour être durables et positives pour l'environnement, mais aussi pour leur intérêt économique et le moyen de subsistance qu'elles représentent.

L'objectif est de donner aux touristes visitant Kribi une bonne raison de faire une excursion supplémentaire, de s'arrêter à Londji pour acheter du poisson frais et fumé, ou tout simplement de se détendre sur les plages désormais propres. Pour cette année, un certain nombre d'activités sont prévues par le Projet COAST, notamment une formation sur les services à la clientèle et la gestion du tourisme pour le personnel d'un certain nombre d'hôtels de la région.

b. Le projet COAST inspire une étude pour effectuer un suivi des changements dans les zones côtières de Kribi.

Le travail du projet COAST au Cameroun a inspiré l'initiative d'une équipe de chercheurs de l'Université Polytechnique de Madrid en Espagne d'élaborer et de publier un document intitulé, « L'utilisation des images satellitaires pour le suivi des changements dans les espaces naturels du littoral ». Notre membre de l'équipe du projet COAST, Mr Santiago Ormeno, faisait partie de l'équipe de recherche qui a participé à l'élaboration de cette étude. Celle-ci montre que les méthodes basées sur des images satellites peuvent être utilisées avec succès pour effectuer le suivi des changements environnementaux dans les zones côtières. L'étude a été motivée par le constat que 48 000 km de côtes en Afrique sub-saharienne sont menacés par l'impact des activités liées au développement. Dans la région du site de démonstration de Kribi, le tourisme, la pêche, l'agro-industrie et les activités portuaires se font concurrence pour dominer dans un contexte d'urbanisation et d'industrialisation rapides. Avec une biodiversité riche d'habitats vulnérables, il est important d'intégrer les principes de conservation dans la région.

Pendant la recherche, l'équipe travaillant dans le domaine de la géodésie (*La science qui mesure et effectue le suivi de la taille et de la forme de la Terre, ainsi que de son champ de gravité et qui détermine l'emplacement de certains points sur la surface de la Terre {NOAA 2013}*) et de la télédétection de l'École polytechnique de Madrid a développé une méthodologie technique qui produit des résultats utiles pour le suivi et l'évaluation des changements survenus dans la bande côtière. Lors de cette étude, les images fournies par les satellites Landsat 5 et 7 ont été utilisées pour obtenir des indicateurs environnementaux et des paramètres biophysiques. L'étude indique une réduction de près de 50% de la couverture végétale dans la bande côtière de 1984 à 2010.

Les changements dans l'utilisation des terres observés dans le secteur de Londji à Kribi, sont plus importants que ceux observés entre Kribi et Grand Batanga. Deux typologies de changements ont été identifiées; ceux résultant de l'intensification des activités agricoles et ceux dues à l'expansion de l'agglomération et de son réseau de communications. L'étude conclut que les méthodes basées sur des images satellites peuvent être utilisées avec succès pour effectuer le suivi des changements environnementaux dans des cas similaires. Le modèle présenté a été utilisé dans les études mentionnées et a aussi fait ses preuves après utilisation par ses auteurs dans d'autres domaines. Ces méthodes peuvent également être appliquées dans l'analyse des changements dans les zones côtières, et l'on espère que les résultats de cette étude seront mis à l'échelle et utilisés pour influencer les nouvelles actions entreprises par tous les acteurs du projet à Kribi.

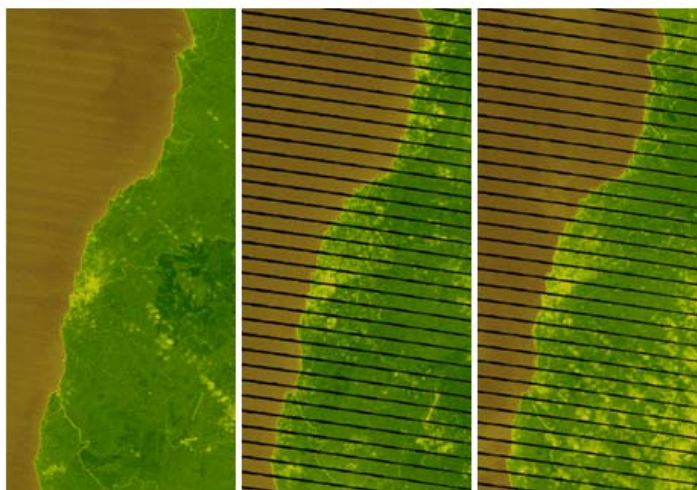


Figure 1: Entre 1984 et 2010, la végétation a diminué de 50% dans la région de Londji-Kribi.

c. Le projet COAST soutient les efforts locaux de plantation d'arbre à Kribi.

Les plages de la côte de Kribi souffrent de l'érosion côtière extrême résultant des fluctuations des marées, phénomène lié au réchauffement climatique. Cette érosion réduit l'extension du littoral et représente un risque réel pour la durabilité des activités touristiques côtières dans de nombreux secteurs de Kribi. Ces problèmes d'érosion sont généralement aggravés par des facteurs anthropiques tels que les activités illégales de creusement du sable et l'urbanisation rapide de la côte de Kribi, qui entraîne la déforestation et la perte de la couverture végétale. Ceci expose les terres limitrophes à l'érosion éolienne et marine.

En collaboration avec l'Agence nationale de développement forestier (ANAFOR), et le premier conseil municipal de Kribi, le projet COAST au Cameroun a lancé un projet pilote de plantation d'arbres dans le site de démonstration de Bongahélé (Grand Batanga) en Mai et Juin 2012. L'initiative a reçu le nom de «Un arbre, un enfant». Les enfants de la communauté locale ont planté plus de 235 arbres mis à disposition par le premier conseil municipal de Kribi, des touristes individuels et des associations locales.

Cette action a été menée en coopération avec le groupe d'écotourisme de Grand Batanga et approuvé par le chef traditionnel du village. Un forum éducatif sur l'érosion côtière et ses effets sur les moyens de subsistance a également été organisé en coopération avec des ONG environnementales (*Model Forest, WWF*). Une deuxième action de plantation d'arbres, organisée en juin 2012, a fait l'objet d'une importante couverture médiatique par la télévision nationale. Cette action a permis de tirer des leçons précieuses concernant les conditions techniques requises pour mener à bien une activité de plantation d'arbres sur les bordures de plage, tels que l'importance de choisir des variétés adaptées et de prendre en compte les marées, la nécessité d'effectuer un suivi constant dans les stades précoces, et de sensibiliser efficacement les communautés, car les arbres sont souvent les cibles très faciles du vandalisme. À long terme, un certain nombre de pépinières devraient être créées pour améliorer la durabilité de ces initiatives.

Le projet COAST vise à étendre cette initiative à d'autres villages de Kribi touchés par l'érosion côtière, en particulier dans les chutes de la Lobé. Un projet de plus grande envergure visant à effectuer le reboisement des plages de Kribi sera considéré par la mairie de la ville de Kribi lors de son prochain conseil d'administration.

Autres activités du projet COAST à Kribi

- a. Les 21 septembre et 17 décembre 2012, le Projet COAST a organisé deux ateliers à Kribi pour valider les plans de gestion durable du tourisme rédigés par le projet et pour examiner les actions environnementales prévues. Plus de 50 représentants de la communauté, du gouvernement et du secteur privé ont participé à ces réunions, dont le principal objectif était de construire une vision commune en matière de développement des activités de tourisme durable et les priorités de développement dans les sites de démonstration.
- b. Le projet COAST et les partenaires du tourisme côtier durable ont présenté les activités d'écotourisme dans le site de démonstration de Grand Batanga. Le projet a également soutenu la 5e édition du Festival culturel international de Kribi, un festival culturel et touristique qui, année après année, a pour objectif de devenir un «*carrefour d'échanges culturels entre les différents pays et entre les générations*» au Cameroun.
- c. Le projet est entré en partenariat avec le service de conservation du parc national de Campo Ma'an et les initiatives de conservation des tortues de mer d'Ebotour dans la région de Kribi. Les deux sites d'écotourisme reposent sur l'idée que le tourisme peut soutenir les efforts de conservation des espèces en voie de disparition (*les grands singes et les éléphants à Campo Ma'an et les tortues de mer à Ebodgé*).

Conclusion

Certains des résultats issus du site de démonstration de Kribi placent clairement le site en position avantageuse pour diriger les plans nationaux de tourisme côtier durable au Cameroun. Les investissements du projet COAST à Londji, Grand Batanga et dans les chutes de la Lobé, dans le cadre du projet de tourisme côtier durable, se traduiront par l'amélioration des écosystèmes et de la biodiversité s'ils sont maintenus sur le long terme. De cette façon, le projet atteint son objectif de démontrer et de soutenir l'adoption de pratiques exemplaires en matière de tourisme durable, qui réduisent la dégradation des milieux marins et côtiers dont l'importance va au-delà des frontières. Sur le site de démonstration de Kribi, les activités en cours sont la création de partenariats qui aident les communautés locales à profiter de réelles retombées économiques de l'industrie du tourisme. Cela a conduit à une relation où la communauté et l'industrie touristique locales ont trouvé un moyen de vivre et de travailler en harmonie avec l'environnement. En outre, les activités touristiques se déroulent actuellement d'une manière contrôlée durable et respectueuse de l'environnement.

Il faut noter ici que, par la sauvegarde de l'environnement dans l'industrie du tourisme à Kribi, les moyens de subsistance et les revenus durables sont en train de devenir réalité et sont assurés sur le long terme. Alors que les défis liés à l'urbanisation et l'industrialisation rapides sont toujours d'actualité, d'autres partenariats doivent être encouragés pour assurer la durabilité de ces initiatives. Par exemple, les résultats de l'étude sur les changements survenus dans la zone côtière de Kribi bénéficieraient grandement d'actions concertées entre tous les acteurs, notamment des partenariats public-privé, afin de réduire les effets néfastes des activités humaines dans la zone côtière. À ce propos, il ne faut pas laisser le nombre croissant de touristes avoir un impact négatif sur les écosystèmes fragiles de Kribi, et cela est au cœur du projet COAST sur ce site de démonstration. Celui-ci contribue grandement à la mise en place d'une vision commune du tourisme durable dans les zones côtières en Afrique.

DES NOUVELLES DU PROJET COAST

DES NOUVELLES DE L'ÉQUIPE RÉGIONALE DU PROJET COAST

INTRODUCTION

Le projet COAST a coordonné et entrepris un certain nombre d'ateliers et de missions de renforcement des capacités au cours du dernier trimestre de 2012. Ces activités visaient toutes à l'autonomisation de nos acteurs dans les pays pour améliorer la mise en œuvre des activités du projet COAST. Certaines de ces missions avaient également pour objectif de partager quelques-uns des premiers résultats avec nos partenaires de la communauté IW:LEARN, et d'identifier d'éventuelles opportunités de renforcer les partenariats et le partage des enseignements tirés, des expériences et de nouvelles pratiques exemplaires. Cette partie partage certaines des questions importantes issues de ces ateliers et des événements et activités du projet COAST.

Le projet COAST présente une affiche lors de la Conférence Scientifique « Eaux Internationales » (IW) du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) en 2012.

Le projet COAST a présenté un poster lors de la conférence scientifique IW du FEM qui s'est tenue à Bangkok, en Thaïlande, du 24 au 26 Septembre 2012. Mr Harvey John Garcia, l'agent technique du projet COAST, en a été le représentant lors de cette conférence. L'objectif général de la conférence scientifique IW était de connecter la science et la politique pour discuter de la situation et de la gestion des systèmes d'eau à l'échelle mondiale, régionale et locale en se concentrant sur des questions essentielles. Cette conférence a réuni des experts concernés par la science et la gestion des plans d'eau reliés entre eux, comme les aquifères, les lacs, les rivières et les grands écosystèmes marins (GEM), comme les zones côtières et les océans ouverts.

L'un des principaux objectifs de la conférence scientifique IW était d'aborder la relation entre politique et science où des groupes de travail ont discuté les points suivants:

1. Le rôle de la science en rapport avec l'IW dans l'appui de la coopération régionale;
2. L'analyse (TDA), le suivi et les indicateurs des progrès (SAP) ;
3. La mobilisation efficace des connaissances;
4. Le continuum entre science et politique.

La conférence a également lancé le rapport de synthèse du projet FEM IW: Science sur les eaux souterraines, les lacs, les sources de pollution de la terre, les grands écosystèmes marins et les océans ouverts, les bassins fluviaux et les solutions au problème de la relation entre science et politique.

Au cours de cette conférence, le Projet COAST a présenté une affiche intitulée: « *Comment associer et relier les meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD / MTD) dans le monde aux projets côtiers dans les domaines thématiques de l'éco-tourisme, des systèmes de gestion environnementale (SGE) et de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN) au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie* ». L'affiche reliait l'examen mondial du projet COAST sur les meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD / MTD) qui a été effectué en 2009 avec les activités actuelles de MPD / MTD que le projet COAST met en œuvre dans les pays partenaires.

L'affiche montre les points suivants:

Au cours de cet atelier, le projet COAST a pu entamer un dialogue avec plusieurs projets concernant les GEM en Afrique australe (notamment les GEM du courant Benguela et du courant des Aghulas/ Somali) pour essayer de profiter d'opportunités de jumelage.

1. L'approche de « transfert de technologies respectueuses de l'environnement » de l'organisation de Nations-Unies pour le développement industriel (ONUDI) en tant que MPD pour les systèmes de gestion environnementale. (Visiter <http://www.unido.org/index.php?id=7677g/> pour de plus amples informations)
2. Le programme « Tourisme durable – Elimination de la pauvreté (TD - EP) » de l'organisation mondiale du tourisme comme MPD pour l'éco tourisme. (Visiter <http://www.unwtostep.org>; pour de plus amples informations)
3. Une approche intégrée de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN) grâce à l'utilisation de cartes des endroits important, la vérification des récifs et l'installation de bouées de démarcation et / ou d'amarrage.

(Pour lire l'affiche du projet COAST, veuillez visiter notre site web www.coast.iwlearn.org)

Le projet COAST participe au deuxième atelier régional d'IW-LEARN sur l'évaluation économique des services pour les écosystèmes.

L'IW: LEARN, en partenariat avec la division de la sécurité alimentaire et de la durabilité de la CEA et le Secrétariat de l'ONU-Eau Afrique a organisé un atelier pour les gestionnaires de projets du FEM IW; agences du FEM et d'autres partenaires multilatéraux / organisations régionales dotées de mandats d'eau. La réunion a eu lieu à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba, en Ethiopie du 12 au 14 Novembre 2012. Le Docteur Hugh Gibbon, le coordinateur régional technique pour le projet COAST a participé à la réunion.

L'objectif global de l'atelier était de renforcer les capacités des gestionnaires de projets du FEM IW et des représentants d'organisations partenaires sur la question de l'évaluation économique, ainsi que les paiements des services pour les écosystèmes et les approches fondées sur les écosystèmes.

L'atelier a eu un certain nombre d'objectifs, notamment:

- Exposer les principales approches et méthodologies d'évaluation économique, le paiement des services pour les écosystèmes et les approches fondées sur les écosystèmes des eaux douces aussi bien que des milieux marins;
- Échanger les expériences sur l'application des diverses méthodes d'évaluation économique par les projets du FEM IW dans la région et les résultats de cette mise en application;
- Décider quelles seront les prochaines étapes ou prendre des engagements en ce qui concerne l'évaluation économique ou l'élargissement de la convention de l'eau dans le cadre des projets du FEM IW.

Au cours de cet atelier, le projet COAST a pu entamer un dialogue avec plusieurs projets concernant les GEM en Afrique australe (*notamment les GEM du courant Benguela et du courant des Agulhas/ Somali*) pour essayer de profiter d'opportunités de jumelage. Cela permettra au projet de bénéficier de leurs stratégies de communication efficaces et d'intégrer certaines de ces expériences au sein du Projet COAST, ainsi que de partager avec eux notre travail sur la stratégie de gestion des connaissances et communication du projet. Tous ces partenaires ont convenu que le partage des meilleures pratiques et expériences respectives contribue à l'intégration, l'amélioration et la réutilisation probable de différents indicateurs de durabilité.

Plus d'informations sur le sujet dans nos prochains bulletins d'information COAST

Le projet COAST participe à l'atelier de formation aux TIC pour l'Afrique d'IW Learn en Octobre 2012

En Octobre 2012, le Projet COAST a participé à l'atelier régional sur les TIC pour l'Afrique d'IW: LEARN. Le but de cet atelier était d'aider les projets dans la création et la gestion d'un site web pour le projet à l'aide de la boîte à outils d'IW : LEARN qui est disponible gratuitement. D'autres sujets liés aux TIC ont aussi été abordés, tels que le développement et la syndication de contenus ainsi que de nouveaux sujets comme les publications pour les gadgets de téléphones portables, la visualisation de données collaboratives en ligne, et l'utilisation de l'espace de travail communautaire de l'IW: LEARN. Le responsable de la gestion des connaissances du projet COAST, Mr Geoffrey Omedo, a participé à cette formation.

Le projet COAST a tiré profit de cet atelier en s'équipant de compétences techniques utiles et d'une meilleure compréhension et expertise pour gérer et maintenir son site web relooké, disponible sur <http://coast.iwlearn.org/>. La formation comprenait des séances pratiques sur la

gestion de sites web avec le système de gestion de contenu Plone. Parmi les sujets abordés figuraient la gestion, la promotion, le suivi et la visualisation des données de sites web.

Le premier atelier de gestion des connaissances et communication a eu lieu à Badagry, au Nigéria.

Le responsable de la gestion des connaissances et de la communication du projet COAST a organisé et animé le 1er atelier de gestion des connaissances et communication (GCC) qui a eu lieu à Badagry, au Nigéria, du 25 novembre au 2 Décembre 2012. Cet atelier était conçu pour les gestionnaires de projet de démonstration (GPD) des sites de Badagry, au Nigéria, d'Ada, au Ghana, et de Kribi, au Cameroun. Il visait à renforcer leur capacité pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de GCC du projet COAST.

Les objectifs et les résultats de l'atelier étaient les suivants:

1. Les besoins en GCC du Nigéria, du Cameroun et du Ghana ont été examinés et incorporés dans la stratégie de GCC du projet COAST ;
2. Les gestionnaires de projet de démonstration et les agents de liaison du projet ont suivi une formation sur la plateforme « gestion connaissances et communication » du projet COAST (*communauté de pratiques du site web, partie du bulletin d'information dédiée aux nouvelles des pays, etc.*);
3. Les participants ont eu la possibilité de partager des leçons, des expériences et des leçons pour encourager un dialogue sur les futurs échanges pertinents d'information de la GCC;
4. Les participants ont été guidés dans l'adoption de certains plans d'action pour améliorer la gestion et des connaissances et la communication dans les sites de démonstration.

Au cours de l'année 2013, d'autres ateliers de ce type sont prévus pour le reste des pays du projet COAST. Les informations, les expériences et les résultats issus de ces ateliers seront présentés dans les prochaines éditions de notre bulletin.

Restez en contact!

Près de 12 institutions du secteur privé (hôtels, restaurants) au Mozambique, au Sénégal et au Kenya ont suivi la formation TEST et se sont engagés à mettre en application les cinq outils de la méthodologie TEST dans le cadre de la composante thématique SGE du projet COAST.

Des nouvelles des formations sur la méthodologie TEST de l'UNIDO pour les pays du domaine thématique SGE, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie et le Mozambique.

Une équipe de formateurs et d'experts de la méthodologie TEST de l'ONUDI composée du gestionnaire du projet COAST, Mr Ludovic Bernaudat, de la coordinatrice technique aux quartiers généraux, Mme Marla Pinto Rodrigues, de l'experte en CGE de l'ONUDI Mme Yolanda Cachu et de l'agent technique Mr Harvey Garcia, a mené avec succès la formation de l'ONUDI appelée

« méthodologie de transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (TEST) dans les sites de démonstration du Sénégal (6 au 10 novembre), du Kenya (11 au 18 novembre), de Tanzanie (19 au 24 novembre) et du Mozambique (25 novembre au 1 décembre) lors d'une série de missions se déroulant sur une période de quatre semaines. Au cours de ces missions, des agents de liaison, les gestionnaires de projets de démonstration, les membres du DSMC et tous les intervenants du secteur privé dans les quatre pays du domaine thématique SGE du projet, ont participé activement aux formations. Ils se sont engagés à mettre en application les cinq outils de la méthodologie TEST de l'ONUDI dans leurs hôtels et établissements touristiques du secteur privé respectifs.

La méthodologie consiste à introduire cinq outils de gestion au niveau de l'entreprise afin de changer les pratiques de gestion de manière globale, d'assurer la mise en place durable de pratiques écologiques et de favoriser la compétitivité des entreprises.

Les cinq outils de la méthodologie sont les suivants:

- **Evaluation d'une production plus propre (EPP):** Cet outil met l'accent sur l'identification systématique des possibilités d'utiliser des techniques préventives de sources de pollution qui proviennent généralement de l'inefficacité des processus. Les mesures adoptées de prévention de la pollution (mesures de production plus propres) permettent non seulement de réduire la pollution, mais aussi les coûts d'exploitation.
- **Comptabilité de gestion environnementale (CGE):** Cet outil est défini comme l'identification, la collecte, l'analyse et l'utilisation de deux types d'information pour la prise de décision interne. Des informations physiques sur l'utilisation, le débit et la destination de l'énergie, de l'eau et des matériaux (y compris les déchets) de la société, ainsi que des informations monétaires sur les coûts, les bénéfices et les économies relatives à l'environnement. Il se concentre sur l'optimisation de la production et des produits en remontant à la source de tous les coûts environnementaux, en particulier le coût de la pollution qui est «dissimulé» dans les coûts de production. CGE est l'outil le plus utile pour obtenir l'accord du directeur d'une entreprise car elle permet de mettre le doigt sur le coût réel des processus de production inefficaces.
- **Système de gestion environnementale (SGE):** Cet outil met l'accent sur l'identification et la gestion des aspects environnementaux, et est largement utilisé pour assurer la conformité avec les normes environnementales, mais pour fonctionner correctement, il doit être intégré aux autres systèmes de l'entreprise. Il fait partie du système de gestion global qui inclut la structure organisationnelle, les activités de planification, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources nécessaires à l'élaboration, la mise en œuvre, la réalisation et le maintien des politiques environnementales.

- **Les technologies respectueuses de l'environnement (TRE):** Cet outil désigne les technologies qui ont le potentiel d'améliorer considérablement la performance environnementale par rapport à d'autres technologies. Ces technologies protègent l'environnement, sont moins polluantes, utilisent les ressources de manière durable, recyclent davantage leurs déchets et produits et gèrent tous les déchets résiduels d'une manière plus respectueuse de l'environnement que les technologies qu'elles visent à remplacer.
- **La responsabilité sociale d'entreprise (RSE):** Il s'agit d'un mécanisme d'autorégulation intégré à un modèle commercial que les entreprises utilisent pour se conformer aux normes d'éthique et aux réglementations internationales. Il est basé sur une coopération étroite avec les parties prenantes et intègre toutes les considérations de durabilité (sociale, environnementale et économique) dans le fonctionnement des entreprises.

Les formations TEST ont été menées dans les quatre pays mettant en œuvre le domaine thématique SGE. Dans certains de ces pays, des discussions préliminaires sont en cours pour entrer en partenariat avec les centres nationaux de production propre, qui possèdent une expertise sur les productions propres et efficaces dans leur utilisation des ressources, cette expertise étant adaptée à la réalité de chaque pays. Ces CNPP finiront par travailler en étroite collaboration avec les équipes de la méthodologie TEST de l'ONUDI. Sur le site de démo d'Inhambane au Mozambique, trois hôtels et un bar - restaurant se sont engagés à appliquer les cinq outils de la méthodologie TEST dans le cadre de la composante thématique SGE du projet COAST. Sur le site de démo de Saly au Sénégal, quatre hôtels ont suivi la formation TEST. Celle-ci a aussi été présentée à deux hôtels et deux ONG sur le site de démo Watamu, au Kenya, qui se sont engagés à l'appliquer dans leurs activités quotidiennes. Quatre hôtels du site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie ont suivi la formation et se sont engagés à appliquer la méthodologie TEST.

Dans tous ces sites de démonstration, les acteurs qui se sont engagés à mettre en œuvre les cinq outils de la méthodologie TEST bénéficieront du savoir-faire de l'EPP, de la CGE, et de la SGE et de propositions en matière de RSE qui sont faites pour identifier et recommander des options «sans frais» et «à faible coût», afin de générer des avantages environnementaux, économiques et sociaux. Grâce à l'outil TRE, les technologies et équipements environnementaux à faible coûts identifiés seront transférés vers les sites respectifs pour traiter certaines des questions décisives concernant l'eau, l'énergie ou les déchets. Puisqu'il s'agit d'un processus participatif, les hôteliers et les établissements touristiques ont été chargés de concevoir un plan collectif clair, concernant la gestion, le financement et la durabilité des TRE, en coopération avec les communautés locales environnantes, afin que tous les acteurs puissent continuer à profiter des avantages après la fin du projet COAST.

L'équipe de la méthodologie TEST de l'ONUDI et leurs partenaires soutiendront les quatre pays de manière continue jusqu'à la fin du projet COAST à la mi-2014. Les avantages environnementaux,

économiques et sociaux seront suivis tout au long du projet de manière à obtenir des résultats concrets d'ici sa fin, qui pourront servir d'indicateurs et être intégrés, améliorés et réutilisés dans des projets similaires ailleurs dans le monde.

Les expériences et résultats de la mise en application de la méthodologie TEST de l'UNIDO seront décrits dans les prochaines éditions du bulletin d'information du projet COAST!

Restez en contact!

DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST

La Gambie

Des Nouvelles Du Site De Demonstration De Kartong



Des communautés locales soutenues par le projet COAST en train de travailler ensemble à Kartong, Gambie.

L'équipe du projet COAST en Gambie a rejoint la communauté internationale lors de la Journée Internationale du Nettoyage des Côtes le 13 Octobre 2012, en organisant des activités de nettoyage. L'exercice s'est déroulé pour enlever les débris des plans d'eau, dont la côte et les plages, et a servi à sensibiliser le public sur les effets des déchets ou des débris sur l'écosystème aquatique. Au cours des activités de nettoyage, les participants ont rappelé l'importance de la conservation de l'environnement côtier. L'exercice a été mené en collaboration avec l'Association nautique et de pêche de Denton Bridge à Bakau, Tanji, Gunjur, Barra, Yelli Tenda / Bamba Tenda et Kartong.

Quelques nouvelles sur les activités prévues à Kartong:

- Le recrutement d'un consultant en SIG pour produire des cartes de la région du site de démonstration et améliorer la restauration des habitats et les activités de tourisme durable;
- L'organisation d'un atelier des « champions de la sauvegarde de la biodiversité » par l'OMT afin d'améliorer les efforts visant à promouvoir la conservation dans la région du

site de démonstration. Kartong accueillera également le 2^e atelier de gestion des connaissances et communication au cours de cette période.

Ghana

Des Nouvelles Du Site De Démonstration d'Ada



Patrouille nocturne pour l'observation de tortues marines, une activité rentable aux Ada Hotels.

L'observation nocturne des tortues de mer sur le site d'Ada

Le Ghana met en œuvre le programme de gestion et de planification intégré des destinations d'écotourisme dans l'estuaire d'Ada dans le cadre du Projet COAST. Ce projet vise à mettre en œuvre des activités qui améliorent la conservation de l'environnement côtier, des espèces et des habitats, la santé et l'hygiène, et dont le but général est de promouvoir des pratiques durables de tourisme côtier. L'estuaire d'Ada possède un certain nombre d'attractions touristiques importantes allant des enclaves et sanctuaires animaliers, aux plages, aux bois sacrés, aux palétuviers, et aux systèmes de vie aquatique, entre autres. Le site dispose également d'une biodiversité variée avec des sites de nidification des tortues, de nombreuses espèces d'oiseaux, de reptiles (tortues, varans, pythons) et de mammifères (lamantins, singes). Tout cela fait d'Ada le havre de paix d'un fragile écosystème à fort potentiel touristique.

Dans le cadre du Projet COAST, il existe une collaboration intéressante qui permet aux touristes de voir les tortues de nuit. Trois des espèces mondialement menacées de tortues nichent le long de la côte du Ghana. Ces espèces sont la tortue olivâtre (*Lepidochelys olivacea*), la tortue luth (*Dermochelys coriacea*) et la tortue verte (*Chelonia mydas*). Dans le cadre de ce projet de collaboration, les stations balnéaires et les maisons d'hôtes ont été encouragées à ajouter la promotion de la conservation des espèces sauvages, en particulier des tortues de mer, en plus des équipements et des services qu'ils proposent.

La visite guidée nocturne est organisée par la Division de la faune de la Commission des forêts Ghanéenne. La collaboration avec les communautés locales et des personnes volontaires sélectionnées pour ces excursions a permis des opportunités d'emploi importantes et la génération de revenus dans le secteur informel. Certains hôtels ont pu bénéficier de cette collaboration comme la station balnéaire Dreamland Beach. Il s'agit de l'un des bénéficiaires d'un

programme de formation organisé par le Projet COAST qui a commencé à promouvoir les observations nocturnes des tortues, et qui a observé un taux d'occupation de plus de 95% l'an dernier. Pour se maintenir à ce niveau, la station balnéaire a même dû employer du personnel supplémentaire en cours de saison grâce à l'amélioration du chiffre d'affaires. Il est à espérer que cette expérience sera partagée avec les autres hôtels et centres balnéaires afin de pouvoir la reproduire.

Autres activités sur le site de démonstration d'Ada.

- En ce qui concerne la communication et la sensibilisation dans les zones délimitées du projet, quatre écoles et huit communautés de la région du site de démonstration ont suivi une formation de sensibilisation sur les avantages du projet COAST, la conservation et l'hygiène;
- L'équipe Coast du Ghana a participé à l'atelier de gestion des connaissances et de communication qui a eu lieu à Badagry, au Nigéria;
- Plus de quatre formations de renforcement des capacités et des compétences ont été suivies par le personnel d'hôtels, les exploitants de bateaux et les guides touristiques.

Activités prévues sur le site de démonstration d'Ada.

- Un travail de cartographie du site de démonstration d'Ada est prévu pour courant 2013.

Kenya

Des Nouvelles Du Site De Démonstration De Watamu

Le projet COAST met en œuvre des activités sur le site de démonstration de Watamu dans les domaines thématiques « écotourisme », « Systèmes de gestion Environnementale » (SGE) et « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN). Le domaine écotourisme est dirigé par notre partenaire OMT, tandis que le SGE est exécuté par l'ONUDI. EcoAfrica exécute le domaine thématique GRLN sous la supervision générale de l'équipe de gestion du projet COAST de l'ONUDI. En 2012, l'équipe COAST à Watamu a finalisé la préparation des engagements de deux hôtels à Watamu dans la mise en œuvre du SGE. Ces hôtels sont pris en charge dans le cadre du Projet COAST pour entreprendre des projets de transfert de technologies allant du compostage des déchets (digesteur biologique) au recyclage (hacheuse plastique portable). Les travaux d'EcoAfrica dans le domaine de GRLN ont commencé avec des évaluations initiales des récifs menées au début de 2013. Cette évaluation d'EcoAfrica est la première étape vers une cartographie des « points sensibles en besoin de conservation » dans la région et de soutenir les efforts visant à améliorer la gestion des loisirs de récif à Watamu.



Les produits éco touristiques faits avec des déchets recyclés, synonyme de visages heureux à Watamu.



Le Projet COAST soutient des activités éco touristiques à Watamu, telles que l'élevage de crabes.

Autres activités sur le site de démonstration de Watamu

Dans le cadre du projet de l'OMT "tourisme durable pour l'élimination de la pauvreté" qui soutient la composante écotourisme, l'association marine de Watamu, membre du comité de gestion du site de démonstration du projet COAST, entreprend le projet de développement de l'écotourisme et du tourisme durable à Watamu. Le but principal de cette initiative est de mettre en place et d'aider à développer les petites entreprises touristiques fondées sur la communauté et l'écotourisme.

Ce projet s'est déroulé avec succès jusqu'à présent et a abouti à :

- La reconstruction d'un sentier et d'un restaurant en bordure des palétuviers.
- L'installation de cages à crabes et la formation sur l'élevage des crabes de palétuviers.
- La formation de cinq groupes communautaires aux techniques d'apiculture.
- L'installation de 80 ruches dans cinq groupes communautaires.

- La formation à la gestion de petites entreprises.
- La formation de certains membres de la communauté à la création d'objets d'art avec des déchets recyclés revendus dans les magasins touristiques.
- Le don de 8 pirogues à des groupes d'écotourisme de la crique de Mida.
- La formation de membres de la communauté au recyclage du plastique.

Mozambique

Des Nouvelles Du Site De Démonstration d'Inhambane



Sensibilisation des communautés riveraines contre la pollution de l'océan produite par les déchets plastiques à Inhambane.

Le projet COAST met en œuvre des activités sur le site de démonstration d'Inhambane dans les domaines thématiques « écotourisme », « Systèmes de gestion environnementale » (SGE) et « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN). En ce qui concerne les SGE, le projet COAST utilise la méthodologie TEST de l'ONUDI afin d'améliorer la gestion de l'environnement et la compétitivité des hôtels qui y participent. La méthodologie TEST de l'ONUDI contient 5 outils de gestion qui visent à modifier les pratiques de gestion de manière holistique, afin d'assurer la mise en place durable de pratiques «vertes», où seule la mise en œuvre coordonnée de l'ensemble des 5 outils peut assurer le succès et la durabilité des changements apportés. Les cinq outils de la méthodologie TEST sont: l'évaluation de production propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnemental (SGE); les technologies respectueuses de l'environnement (TRE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Un certain nombre d'hôtels sont intéressés par la mise en application de la méthodologie TEST de l'ONUDI.

Autres activités sur le site de démonstration d'Inhambane

1. En 2012, l'équipe COAST à Inhambane a organisé plus de douze événements de nettoyage des plages tous les derniers samedi du mois. Un plus grand intérêt a été porté à la plage de Tofo en partenariat avec l'association ALMA et le conseil municipal. Ces événements de nettoyage des plages a fourni une bonne plate-forme pour le partage des enseignements

tirés et des pratiques exemplaires dans l'amélioration de l'environnement et de la gestion des déchets;

2. Le projet COAST a également soutenu le développement d'une stratégie de gestion et de suivi des récifs convenue entre tous les acteurs de la région de la baie de Tofo, et un certain nombre de cartes des récifs ainsi qu'un code de conduite pour l'association de plongée est en cours de production;
3. L'équipe a également développé et essayé les MPD et MTD pour réduire la pollution provenant des terres et la dégradation de l'environnement. Cela a abouti à l'exemple du plan d'utilisation des terres de Pomene qui sera présenté en détail dans une prochaine édition du bulletin d'information COAST;
4. Une réunion s'est tenue en juillet avec l'association de plongée AMAR pour achever et soumettre le code de conduite des centres de plongée du site de démonstration;
5. Dans le cadre du programme TD-EP de l'OMT, une association locale (ALMA) a fait l'objet d'un don de 32.000MT (1185 USD), pour développer les initiatives d'écotourisme impliquant les communautés locales. Ces fonds ont pour but de soutenir les pratiques d'écotourisme locales telles que les boutiques de souvenirs vendant des produits fabriqués à partir de déchets recyclés. Un certain nombre de formations pour les entrepreneurs locaux ont été données sur le site de démonstration d'Inhambane.

Nigéria

Des Nouvelles Du Site De Démonstration De Badagry



Les guides touristiques apprennent l'importance de la sécurité lors d'une formation du projet COAST à Badagry, Nigeria.

Le projet COAST, en collaboration avec l'OMT, met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » sur le site de démonstration de Badagry au Nigéria. Le site de démonstration de Badagry au Nigéria a été choisi comme site de démonstration COAST en raison de son riche patrimoine culturel et historique en tant qu'ancienne enclave du commerce des

esclaves. Le site a une certaine valeur historique significative au Nigéria. Par exemple, il dispose du premier bâtiment à étages, construit en 1842 et , achevée en 1845 par le révérend C.A Gollmer (voir photo). En outre, Badagry a été la première région de l'avènement du christianisme au Nigéria en 1842. En tant que ville côtière, elle était le principal port desservant la région de Yoruba dans l'arrière-pays jusqu'à la seconde moitié du 19ème siècle. En dehors de son importance historique, la région dispose également de considérables ressources naturelles, notamment une lagune d'eau douce, des plages bordées de cocotiers sur les rives de l'Atlantique, les palétuviers, un certain nombre d'îles vierges et environ un quart de million d'habitants amicaux.

Grâce à cette riche histoire, Badagry est souvent désigné comme le « *pilier du tourisme* » dans l'État de Lagos. En l'an 2000, la ville a été déclarée « paradis touristique » par l'UNESCO. Le projet COAST travaille en collaboration avec le ministère du tourisme et des relations intergouvernementales de l'État de Lagos et avec le ministère de l'Environnement de l'Etat de Lagos pour assurer que l'industrie touristique émergente n'ait pas d'impact négatif sur les écosystèmes et la biodiversité riche dans cette région.

Activités du projet COAST sur le site de démonstration de Badagry.

En 2012, l'équipe COAST à Badagry a tenté d'améliorer la mise en œuvre du projet et a récemment effectué un certain nombre d'activités:

- ✓ L'équipe a organisé une conférence de sensibilisation sur les déchets et les ressources naturelles. Cette série de présentations a été tenue les 15 et 16 octobre 2012. Les présentations visaient à informer les principaux acteurs de l'industrie touristique à Badagry sur les impacts des pratiques non durables sur l'environnement;
- ✓ L'équipe COAST à Badagry a également effectué deux formations sur les pratiques exemplaires en matière d'activités de plaisance et de visites guidées du 15 au 23 octobre 2012. Ces formations avaient pour but de renforcer les liens entre les navigateurs de plaisance à Badagry et le tourisme, en les équipant de techniques de base en matière de santé et de sécurité et d'autres pratiques usuelles de sauvetage. Le projet est parvenu à équiper les navigateurs de plaisance de techniques et de compétences nécessaires à l'exploitation de bateau;
- ✓ En novembre 2012, le site de démonstration de Badagry a également accueilli le tout premier atelier du projet COAST sur la gestion des connaissances et la communication. Cet atelier a réuni les coordinateurs de projet de démonstration du Ghana, du Cameroun et du Nigéria et les membres du DSMC du Nigéria pendant trois jours. L'atelier a identifié des stratégies pour améliorer la visibilité du projet COAST aux niveaux local et régional;
- ✓ L'équipe COAST à Badagry a également participé à l'organisation et au déroulement du Festival annuel de Badagry. Le Festival de Badagry est un festival annuel qui célèbre la riche histoire de Badagry en tant qu'ancienne enclave du commerce des esclaves. Le festival a attiré des milliers de touristes venus de Badagry mais aussi de plus loin.

Certaines des activités prévues pour Badagry en 2013 comprennent:

- ✓ la création d'un guide touristique pour les visiteurs de Badagry.
- ✓ Des campagnes de sensibilisation à Badagry pour encourager l'amélioration de la gestion des déchets et la gestion durable des ressources naturelles.
- ✓ la création d'une carte du site de démonstration de Badagry.
- ✓ Un programme de formation sur la production de souvenirs pour améliorer les activités d'écotourisme autour de Badagry.

Sénégal

Des Nouvelles Du Site De Démonstration De Saly



Conservation des plages à Saly, Sénégal.

Le Sénégal travaille à la mise en œuvre d'activités dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnemental »(SGE). En Décembre 2012, l'équipe du projet COAST du site de démonstration de Saly a soutenu l'organisation de formations TEST de l'UNIDO réussies. La

méthodologie TEST vise à améliorer la gestion de l'environnement et la compétitivité des hôtels participants. Au Sénégal, cinq hôtels sont volontaires pour travailler avec le projet COAST à l'intégration de principes technologiques durables dans leurs opérations, à savoir, l'Hôtel Bougainville, l'Hôtel Filaos, l'Hôtel Lamantin, l'Hôtel Palm Beach et Hôtel Teranga. Après la formation TEST, l'équipe du projet COAST à Saly a finalisé le dossier du projet SGE, et attend le démarrage officiel des activités du projet dans chaque hôtel.

Les activités du projet COAST à Saly sont un complément aux efforts d'autres partenaires des Nations Unies dans l'aménagement de la côte à Saly. Par exemple, le programme d'adaptation de l'Afrique a investi 160 000 dollars dans la protection d'une plage à Saly par la construction d'une série de digues en rocher. Ces efforts contribueront grandement à la restauration et à l'aménagement des plages de sable blanc de Saly.



La destruction de la bande côtière à Saly est une cause de préoccupation pour l'activité touristique.

Des Nouvelles Des Seychelles



Le sceau SSTL un outil pour promouvoir la durabilité de l'industrie touristique.

Les activités du projet COAST, par le biais de son projet «Intégrer la gestion de la biodiversité dans les activités du secteur de production», commence à porter ses fruits aux Seychelles. Les trois premiers établissements touristiques qui ont été évalués sont maintenant certifiés par le label de tourisme durable des Seychelles (SSTL) pour l'intégration de pratiques durables dans leurs activités commerciales. Il s'agit des stations balnéaires Berjaya Beau Vallon Bay et Constance Ephelia et de la résidence de villégiature Hanneman. Le SSTL est un programme de gestion et de certification du tourisme durable conçu spécifiquement pour les Seychelles. Il est volontaire, facile d'utilisation et conçu pour inspirer des moyens plus efficaces et plus durables de faire des affaires. Le SSTL est actuellement applicable aux hôtels de toutes tailles. Sa vision est d'assurer que « *Chaque entreprise hôtelière aux Seychelles intègre des pratiques de durabilité dans leurs opérations commerciales* ».

Des Nouvelles de Bagamoyo



Cet auberge à Bagamoyo est en harmonie avec la nature.

Le projet COAST, en collaboration avec l'OMT, met en œuvre un certain nombre d'activités sur le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie. Ces activités relèvent des domaines thématiques « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale » et « gestion des récifs et des loisirs nautiques ». L'équipe du projet COAST à Bagamoyo a lancé le projet d'écotourisme le 10 janvier lorsque le commissaire du district de Bagamoyo, Mr Ahmed Kipozi, a coupé le ruban lors du lancement officiel des activités du projet d'écotourisme à Bagamoyo. Ce volet du projet vise à renforcer les capacités des communautés locales dans la gestion durable des ressources marines et côtières afin de générer des revenus et d'améliorer les moyens de subsistance. Les villages sur lesquels le projet est centré comprennent Dunda, Kaole, et Mlingotini, situés le long de l'océan Indien dans le site de démonstration de Bagamoyo.

S'exprimant lors du lancement du projet d'écotourisme, le commissaire du district de Bagamoyo, M. Kipozi, a déclaré « les résidents de Bagamoyo devraient être fiers de ce projet car il s'agit d'une opportunité d'emploi, en outre, il exposera le potentiel du site sur l'arène internationale, notamment dans des perspectives touristiques ». Il a ordonné aux autorités compétentes d'utiliser les fonds du projet aux fins visés afin de maintenir la bonne image de Bagamoyo et du pays dans son ensemble. De plus, il a appelé à la transparence et à la participation des populations dans les activités touristiques. Il a déclaré s'attendre à ce que le projet crée de nouvelles compétences dans différents groupes, notamment les guides touristiques et les pêcheurs.

Autres activités du projet COAST sur le site de démonstration de Bagamoyo

En 2012, l'équipe du projet COAST à Bagamoyo a mis en place un certain nombre d'activités présentées ci-dessous :

- ✓ Le projet COAST a soutenu le processus d'élaboration d'un cadre d'action pour la gouvernance et la gestion du tourisme durable dans les zones côtières de la Tanzanie. Ceci a été entrepris dans le cadre de vastes concertations avec le gouvernement, les institutions non gouvernementales, la société civile et les membres des communautés locales. Dr Richard Denman, un consultant en tourisme de l'OMT, a mené cet exercice avec l'appui de l'expert local, Mme Mary Lwoga. Des plans de mise en œuvre d'un cadre d'action global pour la gouvernance et la gestion du tourisme durable en Tanzanie sont actuellement en cours.
- ✓ L'ONUDI a organisé des formations à la méthodologie TEST sur le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie du 19 au 24 novembre 2012. La formation a été suivie par les hôtels suivants : Millennium Sea Breeze Resort, Millennium Old postal, Hôtel La Renaissance, Bomani Beach Bungalows et Oceanic Bay Resort. Pendant la formation, les directeurs des cinq hôtels ont été exposés aux 5 outils de gestion de la méthodologie TEST. Après la formation, les hôtels étaient très intéressés et ont grandement apprécié que l'ONUDI leur présente un ensemble d'outils de gestion aussi utiles dans la résolution des préoccupations commerciales mais aussi environnementales qui surviennent au cours de leurs opérations quotidiennes.



Le Coordonateur local du Projet COAST, Mr Thomas Chali, avec deux membres de l'ONG ÉcoAfrica après un atelier sur la Régénération de Récifs Coralliens à Bagamoyo.

QUESTIONS ET REPONSES



Mr Marcel Leijzer est le coordinateur du programme de services et de coopération technique de l'OMT. Il est basé à Madrid, en Espagne et supervise la mise en œuvre des domaines thématiques « écotourisme » et « gouvernance du tourisme durable » du projet COAST.

Dans cette partie, Mr Marcel partage les progrès de la mise en œuvre des composantes « écotourisme » et « gouvernance du tourisme durable » du projet COAST et comment ces progrès contribuent à l'avenir du tourisme côtier en Afrique.

- 1. Pourriez-vous expliquer à nos lecteurs le rôle de l'OMT dans le partenariat qui met en œuvre le projet COAST en Afrique?**

L'OMT est une agence partenaire associée au projet COAST et responsable en particulier des domaines thématiques de l'écotourisme et de la gouvernance du tourisme durable. Le premier domaine thématique vise à développer et à tester des initiatives d'écotourisme qui profitent à la fois aux communautés locales, en réduisant la pauvreté, et à la conservation de l'environnement côtier, en réduisant les effets néfastes des activités touristiques sur la biodiversité dans les sites de démonstration. Les résultats sont ensuite documentés et diffusés à grande échelle. En conséquence aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours effectuée en 2011, la composante de la gouvernance et de la

gestion du tourisme durable (GGTD) est devenue une priorité dans le Projet COAST, et donnent des directives pour atteindre les résultats secondaires du projet, intitulé « *identification et amélioration de mécanismes nationaux et locaux soutenant la gestion et la gouvernance du tourisme durable pour faciliter l'adoption des MPD et MTD* ». La composante GGTD donne des conseils aux pays participants sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable. Actuellement, une mission consultative a été entreprise pour chacun des pays de la côte.

Dans les prochaines étapes, chaque pays du projet COAST va dorénavant préparer un cadre d'action pour donner suite aux recommandations des rapports nationaux sur la gouvernance du tourisme durable. Cela peut inclure des actions dans les domaines de la planification de politiques et de la réglementation, de l'influence sur le développement et le fonctionnement des entreprises touristiques côtières, de la gestion des environnements côtiers liés au tourisme, et du soutien des moyens de subsistance de la communauté. Un rapport d'ensemble sur les mécanismes de gouvernance et de gestion du tourisme durable sera publié. Celui-ci servira de base à des ateliers régionaux de renforcement des capacités pour les acteurs du Projet COAST sur la façon d'utiliser les divers mécanismes visant à assurer que le tourisme se développe de manière durable le long de la côte africaine.

2. Nous en sommes à la quatrième année de mise en œuvre du projet. Quels sont certains des résultats du travail de l'OMT dans le domaine thématique de l'écotourisme du projet COAST ?

Le projet a organisé trois ateliers régionaux de formation sur l'écotourisme, lors desquels nous avons partagé l'approche et les expériences acquises grâce à l'initiative de l'OMT TD-EP (Tourisme durable - Élimination de la pauvreté) avec les agents de liaison, les coordonnateurs de sites de démonstration et d'autres acteurs. D'après les enseignements tirés au cours des ateliers, les sept pays qui travaillent dans le domaine thématique « écotourisme » ont effectué une analyse de la chaîne de valeur sur leur site de démonstration, pour évaluer les flux de revenus qui s'y trouvent et identifier les opportunités pour les populations locales issues d'un milieu pauvre de bénéficier davantage de l'industrie touristique.

Ensuite, dans chaque site de démonstration, un plan de travail pour le projet d'écotourisme a été mis au point et les premières activités du projet, notamment les conseils et la formation donnés aux populations locales pour leur permettre de proposer des biens et services aux touristes et aux entreprises touristiques, ont été réalisées. Par exemple au Ghana, 28 guides et 25 navigateurs de plaisance ont été formés pour organiser des excursions d'écotourisme, et au Kenya, un sentier le long des palétuviers et un restaurant local ont été rénovés, offrant des revenus venant du tourisme à un groupe de plus de 26 membres de la communauté locale.

3. Comment envisagez-vous le travail de l'OMT sur l'écotourisme par rapport aux autres domaines thématiques du projet COAST ?



Figure 2: Mr. Marcel Leijzer en train de diriger une formation TD-EP pour les agents de liaisons et coordinateurs de projet COAST à Watamu, au Kenya.

Le projet COAST vise à soutenir et améliorer la conservation des zones côtières et des écosystèmes marins en Afrique sub-saharienne en réduisant les impacts environnementaux négatifs du tourisme côtier. Les domaines thématiques « *gestion des récifs et des loisirs nautiques* » et « *Systèmes de gestion environnementale* » traitent plus directement les impacts environnementaux du tourisme. Toutefois, la réduction de l'impact environnemental du tourisme ne peut pas être atteinte de manière isolée. Afin de transformer les communautés locales en champions de la conservation de la biodiversité et de la protection de l'environnement, il faut aussi que les communautés voient qu'elles bénéficient du développement du tourisme. Le domaine thématique « *écotourisme* » offre aux communautés locales une bonne opportunité de tirer des avantages économiques de l'industrie du tourisme, même lorsqu'ils dirigent les mesures de conservation au sein de ces destinations touristiques.

Les projets d'écotourisme aident les membres de la communauté à générer des revenus en proposant des biens et des services aux touristes et aux entreprises touristiques. En même temps, les projets sensibilisent les communautés à l'environnement, encouragent les populations locales à le protéger et, dans certains pays, nous essayons d'introduire des mécanismes pour augmenter les revenus du tourisme pouvant être utilisé pour la

conservation de la biodiversité, par exemple, des frais de conservation payés par les touristes qui souhaitent faire une excursion d'observation des tortues sur le site de démonstration du Ghana.

4. Quels sont certains des problèmes rencontrés lors de la mise en œuvre du projet et comment peuvent-ils être résolus ?

D'après la conclusion de l'évaluation à mi-parcours, les projets d'écotourisme sont sur la bonne voie pour aider les collectivités locales à générer des revenus supplémentaires grâce au développement du tourisme, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires afin de faire en sorte que les projets contribuent également de manière importante à la conservation de la biodiversité. Pour remédier à ce problème, les acteurs du projet ont été invités à identifier les interventions possibles qui pourront générer des revenus pour la conservation de la biodiversité et, finalement, aider à protéger ces milieux côtiers. Des campagnes de plantation d'arbres au Cameroun, de replantation de palétuviers en Tanzanie et de recyclage des déchets en Gambie constituent certains exemples de nouvelles interventions. En outre, nous développons un nouveau séminaire de formation qui met l'accent sur la transformation des employés du tourisme en champions de la conservation de la biodiversité et de la protection de l'environnement, qui sera tenu dans l'un des pays COAST et pourra être reproduit dans d'autres pays.

5. Le motif principal du projet COAST est d'identifier les meilleures pratiques et technologies disponibles pour la gestion des impacts de la pollution de la terre causée par le tourisme. Quelles sont certaines de ces MPD et MTD attendues des sept pays qui mettent en œuvre un travail dans le domaine thématique de l'écotourisme ?

Dans les projets d'écotourisme dans les pays, nous nous attendons à trouver des expériences pertinentes et des exemples sur la façon dont les populations locales peuvent générer des revenus à partir de l'écotourisme. Cela peut se produire de différentes façons. Par exemple, grâce à la formation professionnelle organisée au Mozambique, les membres de la communauté peuvent maintenant obtenir un emploi dans les entreprises touristiques. Les collectivités peuvent désormais gérer efficacement les restaurants et les boutiques d'artisanat au Cameroun et au Kenya. Cela permettra aux communautés bénéficiaires d'utiliser au mieux les conseils et le soutien commerciaux pour la construction et la rénovation des installations prévues par le projet COAST ou pour l'organisation d'excursions pour les touristes, après avoir reçu un soutien et une formation sur le marketing et les visites guidées, ce qui est un élément principal des projets d'écotourisme en Gambie, au Ghana, au Nigéria et en Tanzanie. En outre, nous espérons trouver de bons exemples sur la façon dont les projets d'écotourisme ont contribué à la conservation de la biodiversité et à la protection de l'environnement, notamment par des initiatives de recyclage des déchets et de plantation d'arbres, de palétuviers, et par les

frais de conservation payés lors des excursions et utilisés pour la gestion des zones protégées.

6. Un plan de durabilité: d'après votre expérience dans ce domaine, comment souhaitez-vous voir les activités du projet COAST continuer au-delà de la durée de vie du projet lui-même ?

Pour commencer, il faut noter ici que le projet COAST considère important d'intégrer les stratégies de durabilité des projets dans les trois domaines thématiques. En ce qui concerne le domaine thématique de l'écotourisme, nous avons adopté un certain nombre de stratégies visant à assurer la durabilité après la fin du projet. Pour ce faire, il est primordial d'intégrer les activités dans le travail des organisations locales, et de profiter de la forte demande pour les nouveaux produits et services offerts aux touristes et aux entreprises touristiques. Ceci pour faire en sorte que les acteurs voient un intérêt économique en continuant de fournir et d'acheter les produits et services.

En ce qui concerne le projet COAST en général, le cadre d'action pour la gouvernance et la gestion du tourisme durable (GGTD) peut jouer un rôle important pour aider à maintenir les activités du projet COAST. Il donnera des possibilités intéressantes pour l'intégration et l'amélioration de pratiques exemplaires, et, nous l'espérons, stimulera leur application dans l'industrie. En outre, un cadre de gouvernance adéquat permettrait d'intégrer les résultats des domaines thématiques de la GRLN et des SGE, pour créer un ensemble de synergies et finalement atteindre les objectifs généraux. Le cadre d'action est supposé donner un aperçu des principaux mécanismes nationaux et locaux qui seront utilisés pour soutenir la gouvernance et la gestion du tourisme durable dans les zones côtières. Il sera indiqué si chaque mécanisme pourra être mis en place à court terme ou à moyen terme, et si des fonds peuvent être mis à disposition par les sources gouvernementales existantes ou devront être générés ailleurs, par exemple par les donateurs privés qui sont actifs dans le pays. De cette façon, le cadre d'action peut conseiller les acteurs du projet COAST afin de maintenir le suivi des principaux résultats obtenus et des recommandations données dans le cadre du projet COAST.

En outre, grâce à une diffusion à grande échelle des résultats du projet COAST à travers des publications, des bulletins d'information électroniques et des conférences, nous espérons que les enseignements tirés et les expériences acquises dans le cadre du projet COAST pourront également être utiles pour d'autres destinations.

OPINION

Le partage des expériences du projet COAST: Vers une gestion environnementale efficace des hôtels africains.

Aperçu

Le projet COAST met en œuvre la méthodologie de transfert des technologies respectueuses de l'environnement (TEST) dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale » du projet au Kenya, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie. Il s'agit d'une méthodologie intégrée composée de cinq éléments: l'évaluation de production propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnementale (SGE); les technologies respectueuses de l'environnement (TRE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). La mise en œuvre de la méthodologie TEST aboutit à des pratiques et des stratégies exemplaires concrètes de tourisme durable dans l'industrie hôtelière sur les sites de démonstration du Projet côte.

Sur le long terme, le domaine thématique des SGE vise à aider les hôtels sélectionnés dans ces quatre pays à intégrer les principes de tourisme durable dans leurs systèmes de gestion au sein de leurs sites de démonstration. En début 2012, le projet a travaillé à l'identification de problèmes environnementaux spécifiques et à trouver des solutions concises de gestion de l'environnement de par une approche de formation participative avec les acteurs sur les sites de démonstration COAST à Saly (Sénégal), Watamu (Kenya), Bagamoyo (Tanzanie) et Inhambane (Mozambique). Diverses personnes ont participé à ce processus, bien que le secteur privé ait joué un rôle important. Pour atteindre cet objectif, le projet COAST a recruté deux conseillers pour commencer le travail comme condition préalable avant le lancement officiel de la méthodologie TEST de l'ONUDI. M. Léandre Yameogo et M. Edgar Ambaza (présents sur la photo) ont soutenu ce processus en tant que conseillers au soutien technique et ci-dessous, ils partagent certaines de leurs expériences sur la façon dont les processus ont été menés et quels enseignements en ont été tirés.

LA GESTION ENVIRONNEMENTALE DANS LES HOTELS D'AFRIQUE DE L'EST: LES CAS DU KENYA ET DE LA TANZANIE



Par Mr Edgar Ambaza, Conseiller Technique

Introduction

Les institutions d'accueil dans l'industrie du tourisme doivent faire face à un certain nombre d'aspects environnementaux, dont, parmi les plus importants, l'eau, les déchets (solides et liquides) et l'énergie. À l'aide des résultats du Projet COAST, qui vise à intégrer les principes de durabilité environnementale dans le tourisme dans le cadre du domaine thématique des systèmes de gestion environnementale, celui-ci a mené un certain nombre de formations et d'ateliers de sensibilisation à la direction hôtelière sur les sites de démonstration de Watamu et Bagamoyo au Kenya et en Tanzanie, respectivement. Ces ateliers avaient pour but de sensibiliser les acteurs du secteur privé des sites de démonstration sur l'importance d'intégrer des mesures de conservation dans leur fonctionnement quotidien. Ceci est également important selon la norme internationale ISO 14001 sur la gestion environnementale.

Analyse de l'écart

Pour commencer le travail, une analyse de l'écart initiale portant sur les principales questions environnementales a été menée dans les hôtels participants des sites de démonstration au Kenya et en Tanzanie.

Vous pouvez trouver ci-dessous un résumé des observations et des constatations faites:

- La majorité des aménagements des hôtels visités lors de la mission sur le site de démonstration de Watamu au Kenya sont faits selon une politique environnementale, alors que la majorité des hôtels sur le site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie n'ont encore aucun type de politique environnementale interne qui ait été documentée et mise à la disposition du public;
- Un seul site dans la région du site de démonstration de Watamu sur la côte kenyane avait une politique de santé et de sécurité documentée. Les autres installations du site de démonstration ne possédaient aucune procédure documentée sur l'identification des aspects environnementaux et la détermination des aspects importants;
- La plupart des institutions d'hôtels dans les régions des sites de démonstration au Kenya et en Tanzanie n'avaient pas de registre des aspects environnementaux (*les aspects environnementaux sont des éléments des activités, produits ou services d'une organisation qui peuvent avoir une influence sur l'environnement*) contenant des précisions sur les aspects environnementaux significatifs qui peuvent avoir un impact sur l'environnement;
- Certains des aspects environnementaux significatifs qui demandent une intervention stratégique, parmi tous les hôtels visités sur les sites de démonstration de Watamu et de Bagamoyo étaient l'eau, l'énergie et les déchets (*solides et liquides*);
- Certaines options technologiques propres de production ou environnementales pour l'eau et l'économie d'énergie ont été constatées en deux endroits sur le site de démonstration de Watamu au Kenya, à savoir l'utilisation de robinets à détection, de cartes électroniques pour l'ouverture et la fermeture des portes et l'allumage automatique des lumières. Aucune des ces technologies n'a été documentée dans les hôtels de la région du site de démonstration de Bagamoyo.

Conclusion

Selon les constatations faites dans les hôtels, un seul aménagement hôtelier a été jugé conforme aux exigences la norme ISO 14001. À cet égard, il faut rappeler ici que la plupart des organisations hôtelière sur les sites de démonstration de Watamu et de Bagamoyo n'ont pas encore mis en place de procédures d'identification des ou d'accès aux conditions légales en matière d'aspects ou de risques concernant la santé, la sécurité et l'environnement. Les raisons sont variées et comprennent notamment le manque de savoir-faire, le manque de capacités humaines et financières, la mise en application faible des réglementations, cela aboutissant à un manque de conformité. Nous estimons que, d'après notre travail au Kenya et en Tanzanie, le projet COAST possède maintenant les matériaux de base, les outils nécessaires et le potentiel pour aider ces établissements touristiques à améliorer leurs approches de durabilité environnementale pendant la mise en œuvre du projet.

(Les opinions exprimées ici sont les points de vue personnels de Mr Ambaza fondées sur son travail en tant que conseiller pour le projet COAST)

GESTION ENVIRONNEMENTALE AU SENEGAL ET AU MOZAMBIQUE



Par Mr. Léandre Yameogo, Conseiller Technique

Introduction

Le projet COAST nous a employés pour étudier l'état de la gestion environnementale dans certains hôtels situés le long des côtes du Sénégal et du Mozambique, sur les sites de démonstration du projet à Inhambane et à Saly respectivement. Notre étude était fondée sur la norme ISO14001. Pour entamer notre travail, nous avons mené une analyse de l'écart initiale concernant les principales questions environnementales dans les hôtels participants sur les sites de démonstration d'Inhambane et de Saly.

Vous pouvez trouver ci-dessous un résumé des observations et des constatations faites:

- Le Sénégal et le Mozambique possèdent tous deux une industrie touristique naissante qui est fondée sur la richesse de leur biodiversité et de leurs cultures. Il existe certaines différences entre ces deux pays en ce qui concerne leur approche de la conservation des écosystèmes marins. Le Sénégal, par exemple, a impliqué son armée dans la restauration du littoral et les collectivités locales dans la gestion des déchets et la sensibilisation. Le Mozambique, en revanche, concentre son attention sur la conservation marine et la restauration des palétuviers qui demande une participation optimale des communautés locales;
- Les deux pays ont planifié et mis en œuvre des activités avec d'autres organisations locales pour la sensibilisation de la communauté, l'apprentissage empirique et le partage des résultats. Les activités du projet COAST dans les deux pays comprennent le renforcement des capacités des acteurs locaux de l'industrie hôtelière. Des formations SGE ont été offertes aux hôteliers par des conseillers SGE, et ils ont identifié les aspects environnementaux devant être pris en compte;

<ul style="list-style-type: none"> • Dans les deux pays, les structures de gouvernance locales sont considérées extrêmement importantes pour une intégration efficace des principes de développement durable dans les destinations touristiques;
<ul style="list-style-type: none"> • Pour que les objectifs du domaine thématique des SGE soient atteints totalement sur les sites de démonstration des deux pays, il serait utile d'encourager la direction des hôtels à planifier et accomplir des actions pour atteindre les objectifs souhaités en mettant en place des structures, des responsabilités, des formations adéquates, et en utilisant des processus de sensibilisation et de communication efficaces;
<ul style="list-style-type: none"> • Des efforts devraient être faits pour améliorer certains éléments des SGE comme la documentation, le contrôle opérationnel, la préparation et les réactions face aux situations d'urgence, le suivi et l'évaluation; la non-conformité et les mesures de correction ou de prévention ainsi que les vérifications comptables et de gestion. Tous ces éléments sont très peu présents dans les établissements hôteliers des deux pays;
<ul style="list-style-type: none"> • L'intégration des principes de gestion environnementale ne peut fonctionner dans les hôtels que si les employés en « font l'expérience ».

Conclusion

En conclusion, il faut noter ici que pendant longtemps, la conservation de l'environnement n'a pas été considérée comme une question primordiale dans le secteur de l'hôtellerie en Afrique. Au cours de l'année 2012, au Sénégal et au Mozambique, le projet COAST a travaillé à sensibiliser les hôtels sur l'importance d'adopter des principes du tourisme durable. Les formations ont permis l'amélioration de la connaissance, le renforcement des capacités et la transparence des processus, et il est désormais possible aux directions des hôtels de repérer le potentiel d'optimisation et de réduction des coûts en énergie, en eau et en gestion des déchets. Les autres avantages sont une amélioration générale de l'image de l'établissement et un effet positif sur les relations avec les communautés locales et les autorités gouvernementales dans les deux pays.

Grâce à une gestion hôtelière éclairée qui comprend parfaitement comment aborder les aspects environnementaux dans leur fonctionnement, on réalise peu à peu que la conservation est une question qui se trouve en réalité au cœur de l'hôtellerie en Afrique. Cela contribue grandement à surmonter les difficultés attribuées à la conservation de l'environnement dans les hôtels. Dans la plupart des cas, c'est à cause de la mauvaise allocation des ressources humaines et financières pour la gestion environnementale dans les hôtels que la conservation de l'environnement a été laissée de côté. Il faut noter le grand intérêt des hôteliers des deux pays à être impliqués dans le projet ainsi que la motivation des comités de gestion et l'engagement des secteurs publics et privés dans chaque pays.

(Les opinions exprimées ici sont les points de vue personnels de Mr Yameogo fondées sur son travail en tant que conseiller pour le projet COAST)

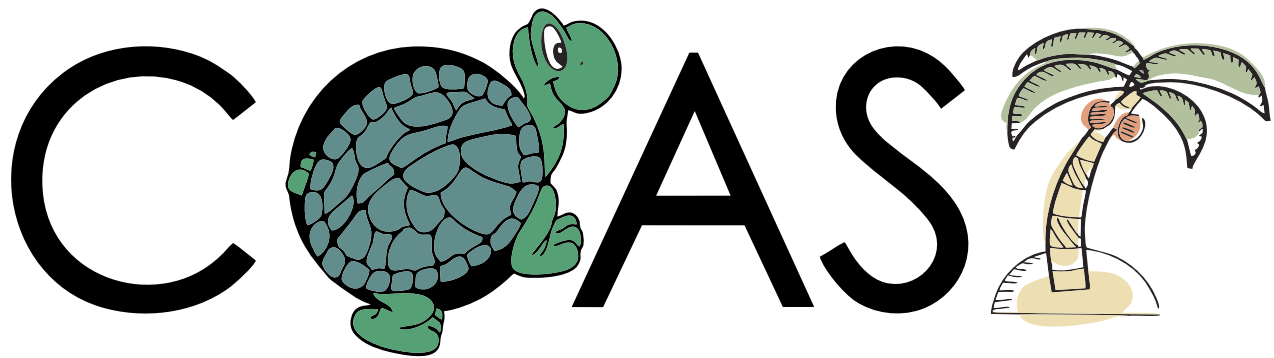


CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'UNIDO

Ce document a été réalisé sans modification formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni le tracé de leurs frontières ou limites, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI.

Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONUDI ni ses États Membres n'assument aucune responsabilité pour les conséquences pouvant résulter de l'utilisation de ces matériaux.

Ce document ne peut être librement cité ou reproduit sans reconnaissance préalable.



COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM

3ÈME EDITION DU BULLETIN D'INFORMATION

JUIN 2013 / EDITION SPECIALE
JOURNEE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

ACTIVITÉS, RÉSULTATS ET LEÇONS APPRISES DE KARTONG EN GAMBIE...

ET AUTRES HISTOIRES



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET



ÉQUIPE ÉDITORIAL

ÉDITEUR

UNIDO COAST PROJECT

EQUIPE EDITORIALE

GEOFFREY OMEDO
MARLA PINTO RODRIGUES

CONCEPTION & REALISATION

BRAND AFRICA CREATIVE VILLAGE

PHOTOGRAPHIE

UNIDO COAST PROJECT

COLLABORATEURS

LUDOVIC BERNAUDAT
HUGH GIBBON
HARVEY GARCIA
SANTIAGO ORMENO
SIMON MILNE
ABUBACARR KUJABI
ULRIKE KLOIBER
SIBYLLE RIEDMILLER
JULIEN MARIE

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU GESTIONNAIRE DE PROJET OU PROJECT MANAGER DE L'ONU DI	13
EN COUVERTURE: LEÇONS DE KARTONG	4
ANALYSE: CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRES DE SITES INTERNET À WATAMU	8
ÉTUDE DE CAS: PROJET GESTION DE L'EAU À WATAMU	11
NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST	14
• CAMEROUN	14
• GHANA	15
• KENYA	16
• MOZAMBIQUE	17
• NIGÉRIA	18
• SÉNÉGAL	19
• SEYCHELLES	20
• TANZANIE	21
GALERIE D'IMAGES	22
QUESTIONS ET RÉPONSES, AVEC LE PROFESSEUR SIMON MILNE	24
OPINION: LE PARC DE CORAIL DE L'ÎLE DE CHUMBE AU ZANZIBAR	26



Ce bulletin d'information est une publication du projet COAST réalisée avec le soutien du FEM, Fonds pour l'Environnement Mondial. Les points de vue et les avis exprimés dans cette publication ne sont pas forcément représentatifs de la position des bailleurs de fonds. Nous sommes une organisation à but non lucratif engagée dans l'adoption des meilleures pratiques et approches pour le tourisme durable qui réduit la dégradation de l'environnement marin et côtier d'importance transfrontalière.

Les correspondances sont à adresser à:
EQUIPE EDITORIAL - PROJET COAST - UNIDO

E-mail: G.Omedo@unido.org

Les matériels et photos envoyées seront utilisées sans restriction pour sa publication.
Les articles remis seront traités en accord avec la politique éditoriale du magazine.



AVANT-PROPOS ONUDI

Chers lecteurs,

Voici la 3^e édition de la lettre d'information du projet COAST, qui couvre les mois de mars à juin 2013.

Nous espérons que vous trouvez nos bulletins d'information intéressants et utiles. Ces bulletins constituent le moyen principal utilisé par le projet COAST pour documenter et diffuser les enseignements tirés, les expériences et les meilleures pratiques en matière de tourisme côtier durable qui nous viennent des pays partenaires du projet en Afrique. Nous utilisons les données et les informations provenant des neuf sites de démonstration au Cameroun, en Gambie, au Ghana, au Kenya, au Mozambique, au Nigéria, au Sénégal, aux Seychelles et en Tanzanie pour diffuser des nouvelles et des articles visant à renforcer les connaissances sur des sujets importants dans tous les pays du projet COAST en Afrique.

Pourquoi le tourisme côtier durable?

Le tourisme est une industrie dynamique qui arrive en tête de liste des plans économiques de nombreux pays d'Afrique. Pour les neuf pays participant au projet COAST, le tourisme côtier est primordial. Tandis que les gouvernements nationaux cherchent à accroître le nombre de touristes qui visitent leurs côtes pour les loisirs et le sport, il faut protéger les fragiles écosystèmes marins afin d'en éviter la destruction. En outre, les communautés locales vivant au cœur de ces ressources naturelles se doivent d'être pleinement intégrées au sein de cette industrie, afin qu'elles puissent profiter des avantages économiques apportés par les sites qui leur appartiennent. Les acteurs du secteur privé, notamment le personnel, les gestionnaires et propriétaires d'établissements d'accueil touristiques, doivent également être pris en compte comme agents actifs pour un tourisme côtier durable.

Les résultats démonstratifs du projet COAST

La collaboration entre l'ONUDI, le PNUE et l'OMT vise à intégrer les principes du développement durable dans le secteur touristique de ces pays, en mettant en œuvre, de manière expérimentale, les meilleures pratiques et technologies disponibles dans la gestion de la pollution d'origine terrestre,



LUDOVIC BERNAUDAT

réduisant ainsi la dégradation des milieux marins et côtiers transfrontaliers. Pour ce faire, nous avons établi de nombreux partenariats avec les principaux intervenants du secteur touristique dans les neuf pays et nous mettons en œuvre un certain nombre de projets et d'activités visant à mettre en évidence les meilleures pratiques et les meilleures technologies disponibles (MPD / MTD) pour améliorer l'interrelation entre le tourisme et le développement durable. Alors que nous sommes en 2013, « l'Année internationale de la coopération dans le domaine de l'eau » des Nations Unies, il est important de rappeler que ces partenariats et activités constituent des opportunités utiles pour promouvoir et faire respecter les engagements internationaux concernant la coopération dans le domaine de l'eau.

Dans le cadre du domaine thématique « écotourisme », mis en œuvre en collaboration avec l'OMT, nous mettons en valeur la manière dont les communautés locales continuent de bénéficier de l'industrie touristique, de par la mise en œuvre d'activités d'écotourisme telles que l'élevage de crabes à Watamu au Kenya, le développement de l'artisanat à Inhambane au Mozambique et des « éco-hôtels » appartenant à la communauté de Kartong en Gambie. Nous travaillons aussi au traçage de cartes de huit sites de démonstration, afin d'assurer que tous les points importants et les informations touristiques soient disponibles sur une seule carte, qui marquera clairement les zones écologiquement sensibles.

En ce qui concerne les écosystèmes sensibles des récifs coralliens de Bagamoyo en Tanzanie, d'Inhambane, au Mozambique et de Watamu, au Kenya, le projet COAST travaille avec l'association « Ecoafrica » pour identifier les principaux points affectés par les activités humaines telles que la plongée sous-marine ou avec tuba et la pêche, afin d'améliorer leur gestion, de planifier leur exploitation, et de rendre les loisirs nautiques plus durables. Tout cela se fait dans le cadre du domaine thématique « Gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN).

Le projet COAST exécute également la méthode TEST de l'ONUDI (transfert de technologies respectueuses de l'environnement) dans certains établissements touristiques sélectionnés au Kenya, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale » (SGE). Cela devrait se traduire par l'adoption et le respect des meilleures pratiques disponibles en matière de gestion de l'environnement au sein de ces hôtels et des communautés environnantes, ainsi que par le développement de partenariats public-privé concernant les technologies respectueuses de l'environnement. De plus, en ce qui concerne les politiques touristiques, nous travaillons avec notre partenaire, l'OMT, pour mettre en valeur certains des plans politiques et des structures de gouvernance exigés pour améliorer la gouvernance du tourisme durable.

Au final, nous envisageons qu'une interaction sans faille entre ces domaines se traduira par un ensemble de matériaux transmissibles, convaincants et accessibles au public, qui continueront d'informer de la croissance et du développement du thème du tourisme côtier durable en Afrique. Nous espérons que les résultats, les expériences et les leçons qui seront amassées sur les sites de démonstration seront utilisées pour le développement de ce sujet dans les mois et les années à venir et au-delà de la fin du projet COAST à la mi-2014.

Je me réjouis de la 5^e réunion du Comité directeur du projet COAST prévue pour Septembre 2013 en Tanzanie, où nous allons travailler ensemble pour planifier l'exécution efficace de la phase finale des activités du projet COAST.

Vous souhaitant à tous bonne lecture !

LUDOVIC BERNAUDAT
GESTIONNAIRE DE PROJET



LE PROJET COAST TRAVAILLE SUR LE TOURISME COTIER DURABLE À TRAVERS L'ECOTOURISME

EXPOSITION DES ACTIVITES, RESULTATS ET LEÇONS PROVENANT DU SITE DE DEMONSTRATION DE KARTONG EN GAMBIE.

1. VUE D'ENSEMBLE DU TOURISME EN GAMBIE.

Le tourisme est important en Gambie, car il s'agit de l'un des principaux apports de devises étrangères et d'un pilier de l'éradication de la pauvreté. À cet égard, la politique du gouvernement est de promouvoir le tourisme et sa contribution à la croissance économique par la présentation du pays comme la « côte souriante de l'Afrique », une destination d'hiver populaire et abordable qui cherche à attirer les touristes en quête de soleil, de sable, de la mer et de riches expériences culturelles. L'objectif principal est d'accroître la contribution du tourisme dans l'économie et d'élever le niveau de vie général de tous les Gambiens. Pour ce faire, le gouvernement poursuit ses efforts pour élargir le marché du tourisme, améliorer les normes de qualité et assurer une utilisation rationnelle de la zone de développement touristiques du pays en soutenant les idéaux de tourisme responsable et durable. La Gambie est l'un des neuf pays participants. Ses activités sont exécutées sur le site de démonstration de Kartong, grâce à une collaboration avec l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), le conseil touristique de Gambie (GTB) et l'Agence nationale gambienne pour l'environnement (NEA).

2. INFORMATIONS DE FOND SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE KARTONG.

Kartong est l'une des plus anciennes communautés de la Gambie, située à environ 43 km de Banjul (la capitale) et à seulement 10 minutes de la région sénégalaise de Casamance, séparée par une rivière. La région se développe rapidement et compte actuellement une population estimée à 5

000 personnes d'origine multiethnique et de pratiques religieuses différentes. Les principales activités sont l'agriculture, la pêche, le commerce et surtout les activités liées au tourisme. La forme de Kartong (également connu localement sous le nom de Kartung) est étroite, et le village est bordé sur trois côtés par Casamance (Sénégal) et par un élément naturel bien célèbre connu sous le nom de « Hallahin Bolong » (rivière). Pour traverser vers l'autre rive de la Hallahin Bolong (rivière), il existe un passage ne prenant pas plus de cinq minutes en pirogue. La zone du site de démonstration est réputée pour ses « éco-lodges » (NdT : hôtels écologiques), ses danses traditionnelles, ses expériences culturelles authentiques, ses excursions fluviales, l'observation des oiseaux, sa grande diversité de plats locaux, ses zones de pique-nique et ses plages vastes et propres. Pour entrer en contact avec les gens du pays, un détour par le bassin du crocodile sacré, populairement connu sous le nom de « Folonko » ainsi que le centre de vin de palme « Balanta » qui sont un vrai plaisir pour les visiteurs.

3. EXPOSITION DU TRAVAIL DU PROJET COAST EN GAMBIE.

Le projet COAST exécute des activités visant à démontrer et soutenir l'adoption d'approches concernant les meilleures pratiques et des meilleures technologies disponibles (MPD / MTD) pour le tourisme côtier durable, et pour réduire la dégradation des milieux marins et côtiers transfrontaliers. Auparavant, le projet avait mis en place des activités dans trois sites de la Gambie (Tumani Tenda, Denton Bridge et Kartong), mais une révision à mi-parcours réalisée en 2012 a recommandé de placer un accent stratégique sur le site Kartong,

les deux autres sites bénéficiant du partage des connaissances et de l'intégration des enseignements tirés et des MPD/MTD en matière de tourisme côtier durable. Kartong est également en train de devenir une icône nationale pour le tourisme responsable et durable, et devrait montrer l'exemple grâce à ses enseignements et ses résultats précieux qui stimuleront un réveil national pour placer les critères de développement durable en tête de liste dans les plans de développement touristique en Gambie.

4. LE TRAVAIL AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES POUR METTRE EN PLACE DES PRATIQUES DE TOURISME DURABLE À KARTONG

Grâce à la collaboration avec l'OMT, le GTB et l'AEN, le projet met actuellement en œuvre un certain nombre d'activités dans le cadre du domaine thématique éco-tourisme. Ce domaine thématique vise à fournir aux communautés locales de nombreuses occasions de s'engager dans, et de bénéficier de l'industrie du tourisme. Il vise à assurer également que le lien entre l'environnement et la communauté mène finalement à des pratiques de tourisme durable qui seront bénéfiques pour la région de Kartong.

Certaines des activités entreprises par le projet COAST sont décrites ci-dessous :

a. Sensibilisation de la communauté sur la protection et la gestion de l'environnement marin et côtier

Ceci a été réalisé grâce à une série d'ateliers, de formations et de forums publics qui ont été entrepris afin de s'assurer que les communautés locales et les touristes dans la région contribuent efficacement à la



La rivière Hallahin Bolong, qui sert de frontière entre le Sénégal et la Gambie. Elle est en plein essor grâce aux activités de pêche, à l'ostréiculture, au tourisme et à la culture (Photo: Projet COAST)

préservation de l'environnement et ainsi de protéger l'environnement marin et côtier. Par exemple, le projet a organisé la formation de plus de 20 membres de la communauté sur les questions environnementales pour protéger les écosystèmes marins et côtiers, et une formation de 25 membres du personnel des établissements touristiques et hospitaliers sur la façon de devenir des ambassadeurs de la biodiversité. Le projet organisera aussi un séminaire de formation des formateurs pour les 6 membres de l'Association pour le tourisme responsable de Kartong (KART) et le Comité de développement du village afin de renforcer les capacités au sein de la communauté et qu'ils puissent mener leurs propres programmes de formation sur l'environnement. Le projet soutient également un certain nombre de nettoyages des plages et des ateliers de sensibilisation de la communauté à Kartong. Pendant le Festival culturel annuel de Kartong, un

événement de triathlon d'une journée devrait être organisé, celui-ci comprendra des activités telles que l'athlétisme, l'équitation, le cyclisme et une régata d'aviron sur la rivière Hallahin. Le message principal de cet événement sera la nécessité de protéger la richesse de l'environnement marin et côtier de la région.

Pour soutenir toutes ces activités, le projet COAST soutient l'Association de Kartong pour le tourisme responsable (KART) en équipant et en meublant leurs bureaux locaux d'énergie solaire, d'un ordinateur, d'une imprimante et d'outils bureautiques de base. Le manque d'électricité dans la région est un obstacle majeur au fonctionnement d'un tel centre, et donc l'achat et l'installation de panneaux solaires prévus cette année donneront les moyens à l'Association KART d'agir efficacement dans les plans d'écotourisme pour la région de Kartong. Un

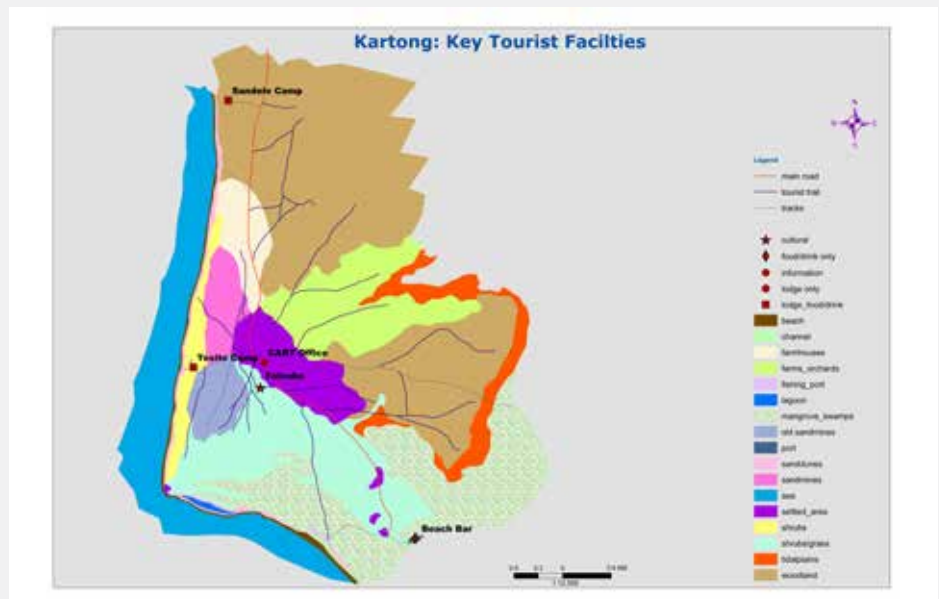
programme de suivi et de formation est aussi prévu pour cette année, afin de doter le personnel principal de compétences dans les domaines des affaires et de l'administration, compétences nécessaires pour diriger le bureau de KART et le personnel du camp Tesito, géré par la communauté. Cette formation portera sur des domaines administratifs, comme la tenue de dossiers, le service client, l'informatique, l'hygiène alimentaire et la gestion d'entreprise.

b. Le recyclage et la production de fumier pour la gestion des déchets solides

Le projet COAST travaille en collaboration avec ses partenaires locaux à Kartong pour soutenir les efforts de gestion durable des déchets solides dans la région. À cet égard, le projet a acheté 20 poubelles pour ses sites touristiques, dont 10 poubelles vertes pour les déchets dégradables et 10 rouges pour les déchets non dégradables. Une série d'ateliers de sensibilisation communautaire sera menée pour enseigner aux populations locales la façon d'utiliser ces poubelles afin que celles-ci servent efficacement leur objectif. Ces poubelles ont été distribuées dans la région, et se trouvent sur des sites touristiques importants pour contribuer à résoudre le problème généralisé de la gestion des déchets dans la région. Il est regrettable que les touristes visitent un site et y trouvent une montagne de sacs plastiques, également connus pour causer des blessures mortelles et la mort de nombreuses espèces marines. Grâce à cette initiative, le Projet COAST espère encourager les partenaires locaux de Kartong à adopter ces poubelles et à mener des activités régulières de nettoyage pour aider à débarrasser la région des déchets. Outre les poubelles, le projet prévoit de former 25 habitants sur le recyclage des déchets en engrais organiques et en objets d'artisanat (bracelets, chaussures, etc.), qui pourront être vendus à des touristes visitant la région.

c. Les efforts d'écotourisme pour la création d'emplois et l'autonomisation des communautés locales à Kartong.

La question de l'autonomisation économique des communautés locales est au cœur du projet d'écotourisme entrepris par le Projet COAST à Kartong. En effet, si les communautés locales parviennent à bénéficier des ressources issues de l'industrie touristique, elles renforceront



Carte montrant les principaux sites touristiques du site de démonstration de Kartong (Photo: Projet COAST)

leur appropriation des lieux et ceci pourra améliorer leur niveau de vie. De plus, cela peut conduire à d'immenses avantages pour l'environnement, puisque les populations locales considéreront leur environnement local comme une ressource précieuse ayant des répercussions directes sur leurs moyens de subsistance. L'éco-tourisme est donc important, car il s'agit d'une plate-forme pour soutenir les pratiques de tourisme durable et responsable. Le projet COAST a identifié un certain nombre d'opportunités et de projets importants qui injectent directement des ressources dans les ménages locaux.

Ils comprennent:

- Le développement du Camp Tesito, un établissement appartenant à la communauté locale, c'est un camping fonctionnant à l'énergie solaire et équipé de toilettes, de douches et d'un système d'élimination des déchets approprié. D'autres activités éco-touristiques impliqueront la mise en place de cours de cuisine gambienne, dirigés par les femmes du village pour les visiteurs;

- L'organisation d'un séjour de familiarisation à Kartong pour les tour-opérateurs locaux et internationaux, afin d'élargir le marché des excursions inter-villages en Gambie du sud vers de nouveaux opérateurs, excursions combinant brousse et aventures sur la rivière, qui parcourent les villages de Sifoe et de Berending avant de s'achever à Kartong;

- Le développement de l'artisanat local par la présentation de nouveaux produits d'artisanat tels que la poterie, ainsi que la construction d'ateliers et de points de vente pour les artistes de Kartong.

- La réhabilitation et la construction d'une barrière autour du bassin aux crocodiles de Folonko, pour empêcher l'intrusion d'animaux et introduire un prix d'entrée au site sacré, afin de générer des revenus et de soutenir la population locale et leurs efforts de conservation.

- L'achat de 10 vélos pour introduire des activités plus respectueuses de l'environnement comme la location de vélos pour les visiteurs lors des visites des villages, disponibles à Sandele, au camp d'Hallahin et au bureau d'information touristique de l'association KART. Dix jeunes de Kartong suivront une formation de guide pour conduire les visiteurs à pied ou à vélo.



Les responsables de la NEA et du GTB avec la représentante du projet COAST lors de la remise des poubelles à la communauté locale de Kartong (Photo: Projet COAST)

5. LE TOURISME CÔTIER DURABLE: DES PRATIQUES EXEMPLAIRES PROVENANT DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KARTONG.

- Ecolodge de Sandele – Il s'agit d'un merveilleux éco-lodge qui a réussi à intégrer la conservation de l'environnement et l'engagement communautaire à Kartong. Il constitue l'un des meilleurs centres de villégiature et de conférences à Kartong. Il fonctionne exclusivement aux énergies renouvelables (solaire et éolienne) et n'emploie que des membres de la communauté locale. Il dispose également d'un fonds fiduciaire spécifique gardant un certain pourcentage des ressources générées par le lodge qui sera mis au service de la communauté locale. Bien que le terrain sur lequel repose le centre appartienne à la communauté locale, les habitants l'ont remis entre les mains des propriétaires de Sandele pour un bail de 25 ans, après quoi toute l'installation reviendra à la communauté locale.

- Le camp écologique de TESITO – Il s'agit de l'une des meilleures pratiques émergentes attendues à Kartong. Le camp de Tesito est un camping essentiellement écologique appartenant à, et géré par la communauté, qui jouxte la plage de Kartong. Il avoisine le site marécageux de Ramsar, dispose de vastes espaces de pique-nique et de camping et d'une belle plage pouvant attirer les touristes. Avec une gestion adéquate, le camp de Tesito a le potentiel de se faire

connaître comme l'exemple type de la façon dont les communautés locales peuvent être impliquées dans l'industrie touristique grâce à la possession et la gestion d'un camp écologique ayant pour but de générer des revenus financiers qui stimuleront le développement de la région. Le projet COAST continuera à travailler avec ses partenaires (OMT, GTB et NEA) pour améliorer les principes de gestion de l'environnement sur ce site et pour concevoir un modèle commercial viable pour le camp.

- L'Association KART – L'Association pour le Tourisme Responsable de Kartong (KART) est une association de petites entreprises qui vendent leurs biens et services aux touristes à Kartong. Le groupe reconnaît chaque membre de la communauté de Kartong comme un acteur direct ou indirect ayant un rôle dans l'industrie touristique florissante. L'association KART est un membre actif du comité de gestion du site de démonstration du projet COAST (DSMC), et il s'agit d'un ambassadeur du tourisme responsable et durable dans la région. Par exemple, l'association KART a élaboré un code de conduite pour ses membres dans le secteur du tourisme et a également adopté une politique de tourisme responsable qui reconnaît l'importance de respecter les principes de développement durable pour le bénéfice des membres des collectivités locales. Les bureaux de l'association KART servent de centre d'information touristique central à Kartong. Le bureau se trouve en centre ville, et dispose d'informations

touristiques visibles qui présentent le contexte de la région, certaines informations sur les sites touristiques populaires et l'histoire de la communauté. Le projet COAST, à travers les activités d'écotourisme s'emploie à responsabiliser les membres de l'association KART pour devenir les ambassadeurs du tourisme durable à Kartong.

- La ferme des reptiles – La ferme des reptiles, située en périphérie du site de Kartong offre une opportunité rare pour les touristes de voir un certain nombre de reptiles communément rencontrés dans la région. La ferme dispose de tortues, d'un certain nombre d'espèces de serpents (mamba noir, mamba vert, pythons, cobras), de crocodiles, de lézards et bien plus encore. Les serpents sont normalement conservés pour la recherche médicale (venin), pour la conservation et pour leur valeur esthétique. Il existe une nouvelle pratique exemplaire de la part de la communauté locale, qui, depuis sa sensibilisation, informe systématiquement la direction de la ferme des reptiles de la présence de ces reptiles dans leur quartier. Ceux-ci sont alors capturés et pris en charge en toute sécurité dans la ferme des reptiles. Ceci a permis de réduire l'élimination de certains d'entre eux, surtout les serpents.

- Le site sacré de Folonko – Il s'agit d'un lieu sacré pour le peuple de Kartong, de par la valeur de son héritage culturel profond pour la communauté. Le site contient quelques crocodiles sacrés et est connu comme lieu de prière pour différentes personnes ayant des demandes spécifiques, qui, selon les habitants, sont normalement accordées après s'être rendu sur le site et avoir rendu hommage aux crocodiles. Beaucoup de touristes le visitent également, et peuvent entrer en contact avec les membres de la communauté vivant dans les environs.

6. CONCLUSION

Aux vues de nos travaux continus sur le site de démonstration de Kartong en Gambie, il est clair que le projet COAST est sur la bonne voie pour atteindre son objectif principal de soutenir et de renforcer la conservation des écosystèmes marins et côtiers importants au niveau mondial, et de la biodiversité qui leur est associé en Afrique subsaharienne, de par la réduction des répercussions



Le point focal pour l'environnement Mr. Momodou Suwareh lors de la remise des 10 vélos à l'association KART (Photo: projet COAST)



Participants du séminaire de communication et gestion des connaissances à Banjul, Gambie (Photo: Projet COAST)

environnementales négatives du tourisme côtier. Les activités d'écotourisme sur le site de démonstration devraient contribuer à renforcer l'impact économique du tourisme local, inciter les populations locales à protéger l'environnement et la biodiversité de la région, et faire de Kartong un site de destination touristique mettant l'accent sur les pratiques de tourisme durable et responsable en Gambie. Nous espérons que des leçons et des expériences précieuses pourront être tirées des activités entreprises à Kartong, qui pourront être utiles pour les professionnels et les institutions travaillant

dans le secteur du tourisme côtier durable en Afrique et au-delà. Lorsque toutes ces activités auront été exécutées sur le site de démonstration de Kartong, le projet COAST mettra en avant des résultats et des expériences utiles ainsi que de bonnes leçons qui pourront être dupliquées sur d'autres destinations côtières de la région. Nous espérons aussi que ces activités se poursuivront après la clôture du projet COAST pour renforcer la position du site de démonstration de Kartong comme destination touristique côtière durable en Gambie.



Les participants à la formation sur la construction communautaire de sites internet lors d'une visite sur le sentier de bois de Dabaso, une activité soutenue par le projet COAST sur le site de démonstration de Watamu (Photo : projet COAST)

LE PROJET COAST SOUTIEN UN PROJET DE FORMATION SUR LA CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE DE SITES INTERNET SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU

CONTEXTE

Le projet COAST s'emploie à exposer certaines des meilleures pratiques et technologies qui peuvent améliorer la croissance et le développement du tourisme durable sur les zones côtières de neuf pays d'Afrique (le Cameroun, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Mozambique, le Nigéria, le Sénégal, les Seychelles et la Tanzanie). Afin de fournir un appui aux pays du projet COAST de par leur familiarisation à certains outils de la technologie de l'information en Afrique, le projet a offert une formation de construction communautaire de sites internet aux représentants du site de démonstration de Watamu (Kenya) et de Kribi (Cameroun). Cela a été fait dans le cadre de la stratégie de gestion des connaissances et de communication du projet.

Ces deux pays partenaires du projet COAST, le Kenya et le Cameroun, ont été sélectionnés pour cette formation après qu'une évaluation rapide des applications web les ait identifiés comme les mieux placés pour en bénéficier et pour démontrer aux autres pays participant au projet la façon dont les applications internet peuvent être utilisées comme pratiques exemplaires dans des destinations touristiques cherchant à se développer. Les résultats qui en découlent, les expériences et les enseignements tirés de cette formation seront documentés et partagés avec tous les pays du projet COAST, et certains résultats tangibles particuliers seront convertis en une boîte à outils de formation à internet qui pourra facilement être utilisée par les représentants des zones touristiques des pays partenaires qui cherchent à développer leur marque sur Internet.

La formation de renforcement des capacités sur la construction communautaire de sites internet du projet COAST pour le Kenya et le Cameroun

Cet atelier de trois jours a été organisé au club de plage de Turtle Bay du 20 au 23 Mars 2013. Les participants kenyans étaient composés de représentants du secteur privé et des organisations de la société civile ainsi que d'acteurs gouvernementaux. Ces acteurs jouent un rôle essentiel dans le travail du Projet COAST au niveau local. Le site de démonstration de Kribi était représenté par M. Santiago Ormeno, le fonctionnaire technique de l'ONUDI qui soutient les activités du projet COAST sur le site de démonstration du Cameroun. M. Ormeno va exécuter un certain nombre d'activités de suivi et de formation sur la construction des sites internet dans le site de démonstration de Kribi afin d'améliorer la présence en ligne de l'éco-tourisme à Kribi et de renforcer les capacités du secteur touristique local en matière d'outils de marketing en ligne.

Qu'est-ce que la construction communautaire de sites internet et comment s'applique-t-elle aux destinations touristiques ?

Le professeur Simon Milne, professeur de tourisme et directeur adjoint de l'Institut de recherche sur le tourisme en Nouvelle-Zélande (NZTRI), présente la construction communautaire de site internet comme une « pratique exemplaire en matière de l'amélioration du travail des communautés dans l'industrie du tourisme ». Le Professeur Milne a mené de nombreuses recherches sur ce sujet en Nouvelle-Zélande et dans les

îles du Pacifique en général. Par son travail, il démontre de façon convaincante comment la technologie de l'information (TIC) et un accès à Internet peuvent considérablement améliorer l'expérience du touriste en leur exposant des sites authentiques jusqu'ici inconnus. En outre, grâce à la construction communautaire de sites internet, les collectivités locales et les prestataires de services peuvent être plus engagés dans l'industrie du tourisme et donc avoir une chance de bénéficier des revenus directs qui entrent dans ces communautés. Le professeur Simon Milne a été invité à fournir son expertise technique afin d'aider le projet COAST à exécuter cet atelier de formation et à évaluer la présence sur internet des deux sites, pour leur recommander des stratégies de renforcement de cette présence dans les mois à venir (voir l'interview détaillée avec le professeur Milne dans la section Q & R à la page 24.

Quel rôle joue la construction communautaire de sites internet dans la valorisation sur le marché d'une destination touristique ?

Le concept de construction communautaire de sites internet utilise la technologie de l'information (TIC) et l'accès à internet pour assurer une meilleure image de marque et une valorisation sur le marché des destinations touristiques. La NZTRI conçoit la construction communautaire de site internet comme un processus qui peut permettre aux communautés et aux acteurs concernés d'utiliser internet afin d'exploiter au maximum le potentiel du tourisme en tant qu'outil de développement économique durable. Un accent important est placé sur la façon d'utiliser internet pour renforcer les liens économiques entre le tourisme et l'économie environnante tout en réduisant les répercussions négatives sur la qualité de vie des collectivités et sur l'écosystème au sens large. Selon le professeur Milne, la construction communautaire de sites

internet n'est pas une fin en soi, mais plutôt un processus qui se déroule selon un certain nombre d'étapes et peut être personnalisé pour répondre aux différentes réalités culturelles, environnementales et économiques.

Ce concept a été mis en œuvre avec succès dans certaines parties du globe, et en particulier en Nouvelle-Zélande, à Tonga et dans les îles Eua (îles situées dans le Pacifique Sud) afin d'améliorer de manière significative à la fois l'expérience du visiteur et les possibilités commerciales et de prestation de services pour les collectivités locales. A partir de ces exemples de construction communautaire de sites internet, les entreprises et les communautés locales ont combiné leurs ressources pour fournir un aperçu plus approfondi des expériences qui attendent le visiteur. Finalement, les communautés qui, auparavant étaient mal représentées sur le marché du tourisme national et international et été constamment « contournées » en terme de dépenses touristiques et de possibilités de participation des visiteurs, ont trouvé un véritable créneau pour travailler et également soutenir des pratiques touristiques qui leur profitent aussi. Ceci constitue également une bonne occasion d'intégrer les principes de durabilité environnementale au sein de l'industrie touristique.

Le projet COAST: résultats de l'évaluation internet concernant les sites de démonstration de Watamu et de Kribi

Il est important de souligner que le point de départ de la plupart des touristes pour obtenir des informations sur une quelconque destination touristique est internet. Les moteurs de recherche principalement utilisés sont Google, Yahoo, Bing, Ask et AOL. En ce qui concerne les touristes, un certain nombre de sites donnant les opinions des voyageurs, dotés de mécanismes interactifs qui leur permettent de publier leurs réactions sont de plus en plus populaires. Nous pouvons citer par exemple TripAdvisor, Lonely Planet et Wiki. Ainsi, lors de cette recherche sur Internet, les touristes souhaitent voir une image de marque positive et obtenir plus d'informations sur les sites d'attraction à visiter avant même de quitter leur pays d'origine. D'une certaine façon, les touristes souhaitent faire l'expérience de la visite réelle, avant même de partir. Après avoir réalisé ceci, une équipe de chercheurs de la NZTRI a effectué une évaluation internet des sites de démonstration de Watamu et de Kribi avant la formation. L'évaluation consistait en un examen exhaustif des ressources en ligne principales auxquelles un visiteur éventuel pourrait faire référence en ce qui concerne les sites de démonstration de Watamu et de Kribi.



Un groupe de touristes profite d'une balade en mer à bord d'un bateau avec du sol en verre panoramique à Watamu (Photo : Projet COAST)



Un pêcheur local à Watamu utilisant des méthodes artisanales (Photo: Projet COAST)



« Local Ocean Trust » est une organisation spécialisée dans la sauvegarde des tortues marines prises dans des filets des pêcheurs, à Watamu (Photo: Projet COAST)



Photo de groupe des participants de la formation au sujet du « Webraising », pendant une visite de terrain (Photo: Projet COAST)

DONC, LA QUESTION EST: QUE VOIENT SUR INTERNET LES TOURISTES QUI VEULENT VISITER WATAMU OU KRIBI, AVANT DE PARTIR EN VACANCES ? LES RÉSULTATS PRINCIPAUX DE CETTE RECHERCHE SONT DÉCRITS CI-DESSOUS :

EVALUATION INTERNET POUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU

En tapant le mot « Kenya », aucun moteur de recherche ne renvoyait le mot « Watamu ». Pourtant, plusieurs liens indiquaient d'autres régions qui sont des zones de destination touristiques plus populaires, comme Diani, situé sur la côte sud du Kenya. D'autres recherches avec les mots « tourisme Kenya », « Kenya tourisme », « Kenya éco-tourisme » ou mots similaires ne faisaient aucune référence à Watamu sur les 3 premières pages. Seulement après avoir tapé « Kenya éco-tourisme marin », Watamu est apparu sur la zone de recherche principale sur les sites internet de l'Association Marine de Watamu (WMA), de « Magical Kenya », du service kenyan de la faune (KWS), du ministère du Tourisme du Kenya, d'Ecotourism Kenya et de l'hôtel Turtle Bay.

Il faut noter que quelques-unes des pages trouvées offrent de nombreuses informations détaillées sur Watamu, en particulier sur les communautés locales, les infrastructures, la culture et le développement économique local ou les efforts de conservation. Les informations données concernent surtout les aspects esthétiques et les attractions de la destination.

En tapant « Watamu Kenya », des sites comme TripAdvisor, Lonely Planet, Wikipedia, l'hôtel Turtle Bay et d'autres hôtels de la région tels qu'Hemingways Watamu, disposaient d'un plus grand nombre d'information sur le site de démonstration. Ces informations étaient plus détaillées, et décrivaient certaines attractions spécifiques qui pourraient attirer les visiteurs, mais comprenaient peu de liens avec la communauté ou l'environnement. En revanche, les hôtels de Watamu avaient reçus de très bons commentaires des visiteurs sur le site de notation des destinations touristiques, TripAdvisor (avec un total de 5866 commentaires).

La présence de Watamu sur les médias sociaux s'est avérée impressionnante, avec de nombreuses pages Facebook et Twitter dédiées à la valorisation de sa région, dont les pages de la WMA, d'Hemingway, de l'association de Watamu, de « Local Ocean Trust » etc. En tapant « images Watamu » sur les moteurs de recherche, des plages très attirantes et des activités séduisantes concernant la vie marine sont apparues, mais les populations locales, la culture et l'authenticité étaient totalement inexistantes.

L'ÉVALUATION INTERNET DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KRIBI

En tapant le mot « Cameroun », le mot Kribi n'est jamais apparu dans les résultats. Même des liens touristiques pour le Cameroun sont apparus sur l'un des moteurs de recherche (Bing), mais sans lien particulier avec le conseil touristique national.

En tapant les mots « Cameroun Tourisme », « Cameroun écotourisme », et « Cameroun écotourisme marin » aucun des résultats des principaux moteurs de recherche mentionnent le site de démonstration de Kribi. Même les sites internet gouvernementaux, qui apparaissent dans ces recherches, ne font aucune référence particulière à Kribi. Même en élargissant la recherche vers « Tourisme marin et côtier au Cameroun », les résultats n'ont pas changé;

En tapant le mot « Kribi », le moteur de recherche Google redirige l'internaute vers trois organisations touristiques principales qui offrent des informations sur la région de Kribi : Le ministère du tourisme du Cameroun, l'Association camerounaise pour le tourisme responsable (CAMAST) et Camtours.org (le site internet d'un voyageur), mais toujours peu d'information sur le site de démonstration de Kribi en soi.

Les seuls sites internet disposant d'informations sur Kribi sont Wikipedia et certains liens vers des vidéos sur Youtube. Il est nécessaire de commencer à appliquer le concept de construction communautaire de sites internet, en encourageant d'abord les sites internet gouvernementaux principaux à faire au moins une référence spécifique au site de démonstration de Kribi.

La plupart des nouvelles de Kribi sur internet concernent le développement industriel. La destination touristique de Kribi n'existe pas sur TripAdvisor. La création d'un profil sur ce site est la façon la plus facile d'améliorer la visibilité du site lors des évaluations internet à venir. Certains des hôtels de Kribi sont en revanche bien notés sur TripAdvisor, comme l'hôtel Ilomba, l'hôtel Costa Blanca, Les gites de Kribi et l'hôtel du phare entre autres.

En ce qui concerne les médias sociaux, une page communautaire a été créée sur Kribi, mais elle est surtout utilisée pour la promotion d'un hôtel local. Les pages ne sont pas régulièrement mises à jour. En revanche, la recherche d'images pour le site de démonstration de Kribi présente diverses photos de ressources naturelles, de la population locale, de la culture (cuisine) et de l'authenticité du site.

CONCLUSION

Lors de cette formation, un certain nombre de questions importantes ont été soulevées, accompagnées d'un plan d'action en cours d'adoption pour soutenir les efforts fournis par le DMSC de Watamu et améliorer la présence sur internet du site de démonstration du projet COAST. Concernant Kribi, un plan d'action impliquant de nouvelles formations a été développé pour aider les acteurs locaux à se familiariser avec les possibilités qu'offrent internet dans la promotion de leurs produits touristiques afin de fidéliser des touristes réguliers et de concevoir de nouveaux outils de valorisation sur le marché de la destination touristique. En résumé, il faut noter que, s'il est pleinement intégré dans l'industrie du tourisme, la construction communautaire de

sites internet peut contribuer à la création d'une nouvelle réputation pour les régions qui ne sont pas nécessairement connus comme destinations touristiques ainsi qu'à la promotion d'une perception positive par les touristes et les investisseurs potentiels. Il peut également améliorer la visibilité et la valeur marchande d'une zone touristique qui ne correspond pas à la définition classique, comme c'est le cas pour de nombreuses autres destinations en Afrique subsaharienne, qui restent hors des sentiers battus du tourisme de masse.

Des sites internet comme AirBnB (séjours dans des maisons locales), TripAdvisor (informations sur les sites touristiques et les hôtels), et Google Places (situation géographique de petites entreprises) ouvrent des nouvelles voies directes pour le tourisme

basé sur la communauté et l'écotourisme. La construction communautaire de site internet a donc le potentiel de créer plus de revenus directs du tourisme au sein des communautés locales, et donc d'accroître les bénéfices directs pour une société donnée. Puisque le sujet de la consommation verte et du tourisme responsable s'est popularisé au cours de ces dernières années, ce concept peut être utilisé efficacement pour valoriser sur le marché des destinations touristiques qui mettent un accent particulier sur les questions de durabilité. Par conséquent, les leçons et les expériences qui résulteront de l'application du concept de construction communautaire de sites internet du projet COAST au Kenya et au Cameroun seront partagées afin d'assurer l'adoption plus large lors des prochaines étapes d'exécution du projet.



L'ONU SOUTIEN LE PROJET POUR L'EAU DANS LA COMMUNAUTE

DE CHIPANDE, DANS LA REGION DU SITE DE DEMONSTRATION DE WATAMU

« L'eau est indispensable au bien-être des hommes et de la planète. »

M. Ban Ki-Moon, secrétaire général des Nations Unies dans un message vidéo pour l'année internationale pour la coopération dans le domaine de l'eau (2013)

INTRODUCTION

À l'aube du nouveau millénaire, en l'an 2000, la communauté internationale s'est engagée dans une série de nobles objectifs, les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Il s'agissait de déclarations de politique générale comme réduire de moitié les taux de pauvreté extrêmes, stopper la propagation du VIH/Sida ou assurer l'éducation primaire pour tous, avant l'année 2015. Cette date approchant, nombreux sont ceux qui surveillent de près si ces objectifs ont été atteints ou non. Alors que les acteurs du développement des chiffres et des statistiques en grande quantité afin d'évaluer si les objectifs de réduire de moitié les taux de pauvreté, améliorer l'accès à l'éducation, améliorer la santé maternelle, réduire les taux de mortalité infantile à la naissance, entre autres, ont été atteints, une prise de conscience se généralise sur le fait qu'au centre de tous ces efforts se trouve les objectifs des OMD sur la durabilité environnementale, dont l'une des composantes spécifique est de réduire de moitié la proportion de personnes sans accès durable à l'eau potable avant l'an 2015. Tous ces OMD sont cependant largement dépendantes de l'OMD numéro 8, qui vise à mettre en place un partenariat mondial pour le développement. (<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/>).

En effet, tel est le message central de l'année 2013, qui est l'année de la coopération mondiale dans le domaine de « l'eau, un ingrédient de la coopération mondiale pour la paix, la prospérité et le développement durable ». Lors de la célébration de la Journée mondiale de l'eau le 22 mars dernier, les dirigeants de la communauté mondiale ont clairement souligné que la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme, l'environnement, le développement socio-économique et la réduction de la pauvreté dépendent tous de l'eau. De ce point de vue, la coopération autour de cette précieuse ressource devient essentielle pour la sécurité, l'éradication de la pauvreté, l'équité sociale et l'égalité des sexes.

LES OMD SUR L'ACCÈS À L'EAU: DE LA POLITIQUE À L'ACTION.

Dans un effort pour transformer ces objectifs en actions concrètes, l'ONU, dans le cadre d'un partenariat avec le gouvernement de

Slovénie, soutient un projet de traitement des eaux dans la région de Kilifi, au Kenya, pour la communauté locale autour de l'école primaire de Chipande. Le projet d'eau a été conçu en 2010 avec pour objectif principal de contribuer à donner à plus de personnes de la communauté Watamu-Mida un accès à une distribution d'eau potable propre et fiable. L'ONU a demandé le soutien du gouvernement slovène, qui a fait don de matériel de traitement de l'eau pour la purification de l'eau. Cet équipement est composé d'une unité mobile autonome pour la filtration de l'eau, qui utilise l'osmose inverse. Celui-ci est supposé produire 130 litres d'eau potable pure par heure, et peut donc aider à la purification de l'eau saline qui est une question récurrente dans la région de Chipande depuis des décennies.

Cet équipement devrait permettre de réduire les maladies hydriques causées par l'utilisation d'eau insalubre par les communautés locales. À cet égard, le projet



Une photo de l'équipement de traitement des eaux qui utilise la technologie d'osmose inversée (Photo: Projet COAST)



Le projet d'eau aidera l'école primaire de Chipande en leur donnant accès à de l'eau propre. Actuellement, l'école utilise de l'eau saline pour l'usage domestique (Photo: Projet COAST)



La construction de la plateforme pour la station d'épuration est maintenant terminée. L'installation de l'équipement de l'eau est prévue dès que possible (Photo: Projet COAST)

d'eau est un exemple d'une manière concrète dont l'ONUDI a établi un partenariat avec le gouvernement de Slovénie, dans le cadre des efforts déployés par la communauté internationale, pour atteindre l'objectif numéro sept d'assurer la durabilité de l'environnement dont la question de l'accès à l'eau potable fait partie. Le projet COAST apporte un appui technique et travaille à intégrer certains des principaux résultats qui émergeront de ce projet dans les politiques de l'Autorité Nationale de Gestion de l'Environnement (NEMA) (un organisme du gouvernement Kenyan), pour le bénéfice des communautés locales et des habitants du site de démonstration de Watamu. Ce projet s'appuie également sur les activités actuelles exécutées par le projet COAST sur le site de démonstration de Watamu.

L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ POUR SOUTENIR LE PROJET EAU

Selon M. Haroon Papu, le président du projet Eau de la communauté de Chipande, les problèmes d'eau dans la région, qui résultent de la haute salinité de l'eau, constituent une source de préoccupation majeure. Au total, la communauté de Chipande comprend près de 6000 membres et est composée d'un mélange dynamique d'écoles communautaires, d'églises et d'hôtels privés qui souffrent tous d'un manque d'eau potable, ce qui entraîne un fort taux de maladies hydriques. La connaissance de ce contexte fut utile quand, en 2010, le coordinateur technique régional du projet COAST, le Dr Hugh Gibbon, a visité la région, rencontré les communautés locales et a constaté le problème de stress hydrique affectant la région. Cela a ensuite servi de point de départ de l'identification et la sélection finale du site pour la construction de la station d'épuration de l'eau.

Le projet d'eau est lié au projet COAST par le domaine thématique « Systèmes de Gestion Environnementale » (SGE). Il utilise une « meilleure technologie disponible »

(MTD), un équipement utilisant l'osmose inverse alimenté par l'énergie solaire et éolienne. Cette technologie est durable aussi bien au niveau environnemental que social et économique, et la connaissance ainsi que l'expertise nécessaire à sa gestion sont transférées aux communautés par des formations données sur place.

Le projet d'eau a débuté officiellement le 25 mai 2011 par un accord formel entre l'ONUDI et les communautés locales concernant les clauses du projet d'eau sur le site de l'école primaire de Chipande, dans la région de Kilifi. A la suite de ces discussions, la communauté locale s'est ensuite réunie pour former un groupe communautaire comprenant le chef local, le directeur de l'école, les doyens et les représentants des femmes, pour mener les efforts locaux nécessaires à la réussite de ce projet. Ce comité de 15 membres s'occupe des questions de l'identification du site, de l'obtention des approbations requises de la part des dirigeants locaux, du soutien de la communauté, et du renforcement de la prise en compte de l'opinion de la communauté dans les décisions ainsi que son appropriation des lieux. Il prévoit également de continuer à contrôler la durabilité de l'utilisation de l'eau au sein de ce projet. Cela implique de s'assurer que les plans de durabilité de ce projet sont bien en place.

« Le chemin a été long et difficile, les gens s'attendaient à des résultats du jour au lendemain. Les membres de la communauté avaient des attentes différentes, mais qui concernaient toutes la disponibilité d'une eau pure et saine dans la région », a souligné Mr. Haroon Papu, président du groupe communautaire.

Durant cette phase préparatoire, le comité du projet d'eau de Chipande a persévéré, avec un sens particulier d'unité et de détermination, et a réussi à s'attirer un soutien important de l'ensemble de la communauté. Le comité continue d'encourager la communauté en lui fournissant autant d'informations que possible, et avec l'arrivée de l'équipement

au port de Mombasa, le 6 Mars 2013, un sentiment général de soulagement se fait sentir, parce que leurs efforts sont sur le point d'être récompensés. Le directeur adjoint de l'École de Chipande, M. Wytone Lewa a constaté que la communauté scolaire attend impatiemment la finalisation du projet d'eau. Il est à espérer que le projet Eau résoudra les problèmes d'eau qui affligent la communauté et atténuera les problèmes associés à l'utilisation constante d'eau salée impure par les élèves et les enseignants.

LES PROBLÈMES AFFECTANT L'ORGANISATION DE LA COMMUNAUTÉ ET LEURS SOLUTIONS

Dans la période précédant l'expédition par bateau, lors de la construction et l'installation des équipements de traitement de l'eau à l'école primaire de Chipande, le comité local a dû surmonter un certain nombre de défis pour maintenir le projet sur la bonne voie. Ceux-ci comprennent:

1. *Gérer les attentes de l'ensemble de la communauté* de Chipande s'attend à ce que ce projet d'eau offre une solution permanente à leurs problèmes d'eau constants. D'une certaine manière, ils voient ce projet comme la solution miracle, et comme une baguette magique pour résoudre tous leurs problèmes d'eau. Pour améliorer la compréhension de la communauté locale concernant les éléments techniques du projet, le comité s'efforce de fournir en permanence des informations fiables, tout en encourageant la population locale à être prudemment optimiste et se tenir prête à soutenir le projet.

2. *Gérer les problèmes d'hygiène qui pourraient encore survenir après la mise en place du projet* - Il faut noter que, même après l'installation et la mise en marche de l'équipement de purification de l'eau, les problèmes liés à l'hygiène de l'eau sont susceptibles de continuer. Ces défis en matière d'hygiène peuvent résulter de l'utilisation

et de la réutilisation par la communauté de seaux d'eau contaminés, qui peuvent contaminer d'autant plus l'eau purifiée. Bien que les spécifications techniques de l'équipement de l'eau prévoient que l'eau purifiée corresponde à des normes strictes en matière d'hygiène, l'utilisation continue par la communauté locale de ces seaux contaminés peut finir par annuler le principe même du projet Eau. Il peut également créer la perte de confiance par la communauté locale et le retrait de sa coopération, surtout si ces problèmes d'hygiène entraînent des problèmes de santé. En prévision de cela, le comité local envisage d'entreprendre des campagnes de sensibilisation accrocheuses, afin d'encourager les habitants à acheter des seaux d'eau neufs et plus propres, qui devront être occasionnellement nettoyés pour s'assurer que les bénéfices attendus de ce projet soient maintenus sur le long terme.

3. Gérer les problèmes de capacité de l'eau purifiée – Lors des discussions avec les membres de la communauté de Chipande, l'atmosphère d'espoir est palpable, car enfin, après des décennies de stress hydrique dans la région, ce projet soutenu par l'ONUDI est sur le point d'offrir une solution durable et à long terme pour les problèmes d'eau de la communauté. Toutefois, les discussions avec M. Imran Jalalkhan, le coordinateur national du travail sur le projet d'eau, montrent que l'eau propre qui est attendue peut ne pas être suffisante pour tous les ménages de la région. Il explique que la production de 130 litres d'eau par heure ne représente qu'environ 1300 litres d'eau par jour, et à cause de la dépendance des sources d'énergie renouvelables (éolienne et solaire), ceci peut ne pas être suffisant pour la communauté. Un certain nombre de réservoirs ont été installés dans l'enceinte de l'école, mais il est nécessaire d'investir dans plusieurs cuves pour s'assurer que l'eau soit stockée et éviter son gaspillage et sa contamination en raison d'un mauvais stockage.

LES PLANS DE DURABILITÉ PROPOSÉS PAR ANTICIPATION

À court et à long terme, ces projets importants ne peuvent atteindre leurs objectifs que si les questions de durabilité sont bien intégrées dans le processus de mise en œuvre. C'est pourquoi la communauté est d'ores et déjà en train de réfléchir à quelques-unes des façons d'améliorer la durabilité du projet Eau. Des questions telles que la maintenance, le remplacement des pièces de l'équipement à cause de l'utilisation quotidienne, la sécurité des installations de traitement de l'eau et la génération de revenus exigent des réponses novatrices de la part des dirigeants de la communauté.



M. Imran Jalalkhan le coordinateur du projet Eau (à droite) en discussion avec le coordinateur du projet de démonstration du projet COAST, M. Samuel Nganga lors d'une visite sur le site du projet Eau de Chipande (Photo: Projet COAST)

Selon M. Imran Jalalkhan, les dirigeants de la communauté locale pensent déjà aux moyens d'améliorer la durabilité, la sensibilisation et l'éducation généralisées sur le projet. Diverses idées ont été avancées par les membres de la communauté et en étant bien exécutée, celles-ci peuvent apporter des avantages optimaux pour la collectivité, et des solutions à long terme pour le déficit en eau dans la région.

- *Des sources d'énergie alternatives pour compléter les sources d'énergie renouvelable:* - Certains des problèmes que la communauté locale veut résoudre afin d'améliorer la productivité de l'usine d'eau comprennent l'approvisionnement en électricité pour compléter les sources d'énergie renouvelable. L'équipement est prévu pour fonctionner à l'énergie éolienne et solaire, mais des discussions ont eu lieu entre la communauté et les dirigeants locaux sur la façon de recevoir l'électricité dans le cadre du plan pour le développement de l'électricité dans les zones rurales du gouvernement kenyan. Ainsi, la production pourrait augmenter grâce à son approvisionnement en électricité même la nuit, et donc, de la capacité de l'usine sera renforcée.

- *La création d'un plan économique viable pour l'eau purifiée:* - Si la capacité du perméat ne parvient pas à satisfaire tous les ménages de la région, le comité de la communauté de Chipande proposera une carte des points où l'eau sera disponible gratuitement pour les services publics de la région tels que l'école, et cherchera des partenaires pour soutenir la mise en bouteille et la vente de cette eau à bas prix dans la communauté locale. De cette façon, le projet pourra générer des revenus

qu'il pourra réutiliser, afin de favoriser le contrôle de la communauté locale et la croissance de ce projet.

CONCLUSION

Il est important de réaliser que les efforts mondiaux en cours pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable des communautés en situation de stress hydrique doivent se faire réellement sentir au niveau de la communauté. Si les communautés de la région côtière du site de démonstration de Watamu bénéficient de ce projet d'eau, ces expériences réussies doivent être documentées et diffusées largement pour encourager des efforts similaires ailleurs dans le monde. La communauté locale de Chipande comprend que les bénéfices tirés de ce projet leur donnent la responsabilité d'élaborer de nouvelles stratégies qui permettront d'améliorer sa durabilité. L'ONUDI, le gouvernement du Kenya et le gouvernement de Slovénie n'ont fait qu'injecter des ressources dans la région, mais le défi d'assurer sa durabilité repose sur les habitants, et dans les jours et mois à venir, les dirigeants locaux devront donner à ce projet les moyens de continuer à avancer et à fournir de l'eau propre pour la communauté sur le long terme. Alors que la communauté locale continue d'attendre l'arrivée de l'eau pure, la mise en œuvre de ce projet a dû surmonter un certain nombre de défis logistiques associés à la livraison et l'installation finale de cette usine hydraulique. Cependant, la plupart de ces obstacles ont depuis été éliminés, et les membres de la communauté de Chipande sont maintenant dans l'attente de l'eau potable, le produit final de ce partenariat mondial soutenu par l'ONUDI.

1. CAMEROUN

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KRIBI

De janvier à mai 2013, le projet COAST a continué de mettre en œuvre des activités visant à démontrer et soutenir l'adoption d'approches de pratiques exemplaires pour le tourisme durable dans trois villages à Kribi (Les chutes de la Lobé, Grand Batanga et Londji) avec la participation des administrations et communautés locales.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- La région du site de démonstration de Kribi a organisé une conférence sur le tourisme vert organisé par l'association Go Africa du 15 au 17 mars 2013. Lors de cette conférence, M. Christopher Feka, le coordinateur du projet de démonstration du projet COAST, a partagé les progrès réalisés dans la mise en œuvre du projet et a décrit les perspectives du projet COAST sur les possibilités de développement des industries vertes, dans un environnement qui soutiendrait les pratiques de tourisme durable. Le projet COAST a également organisé un stand d'exposition en marge de cette conférence, qui faisait la promotion des produits d'écotourisme qui se développent à Kribi. Il s'agissait notamment des spécialités culinaires locales des sites du projet tels que les brochettes d'escargot, frites de l'arbre à pain et poisson épicé;

- Entre mars et avril 2013, le Projet COAST a mené un programme de construction communautaire de sites internet pour des membres des associations locales et des professionnels de l'écotourisme. Le séminaire visait à fournir des connaissances informatiques et internet de base aux dirigeants de la communauté et aux travailleurs informels. Le séminaire a débouché sur la création de pages Facebook pour les petites entreprises touristiques communautaires ("La Crevette" des Chutes de la Lobé et la "Plage Halles deco" à Grand Batanga). D'autres formations auront lieu en juin;

- En mars 2013, le groupe des « femmes dynamiques de Bongahélé » (site de Grand-Batanga) a reçu une formation pratique de cuisiniers experts de la délégation régionale du tourisme sur la préparation et la présentation des plats d'escargots. L'objectif de cette formation était de présenter des plats d'escargots attrayants pour les hôtels

et les restaurants et de créer une brochure pour l'association locale des femmes, puisque les escargots sont un met rare de la cuisine française et camerounaise, et peu d'hôtels et de restaurants les proposent.

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE):

- En février 2013, le ministère de l'environnement a organisé un atelier de formation de trois jours sur les systèmes de gestion environnementale pour les industries du tourisme, les hôtels et les hôpitaux dans la région de Kribi. La formation visait à sensibiliser les directeurs sur des techniques pratiques pour mettre en œuvre un système de gestion environnementale, en utilisant les principes SGE de gestion des déchets, de consommation d'énergie et de processus de certification.

Les activités prévues pour les quelques mois à venir comprennent

1. Un atelier de formation pour les établissements touristiques locaux sur la façon d'utiliser les outils de construction de sites internet pour valoriser sur le marché leurs installations touristiques.
2. L'impression et la distribution d'une carte d'écotourisme de Kribi.



Les spécialités gastronomiques de Kribi, des mets très appréciés par les visiteurs
(Photo: Projet COAST)



Le représentant de l'ONUDI au Cameroun, M. Koffi Edme visite le stand du projet COAST pendant la Foire du tourisme vert de Kribi (Photo: Projet COAST)



Atelier de formation des communautés locales à Kribi en Internet et bureautique basique (Photo: Projet COAST)



Un panneau sur une plage du site de démonstration d'Ada pour guider les touristes (Photo: Projet COAST)



Des touristes à bord d'un nouveau bateau à Ada
(Photo: Projet COAST)



Des mangroves blanches trouvées dans le site
(Photo: Projet COAST)

2. GHANA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE ADA

Le Ghana est l'un des pays participant au projet COAST qui met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » avec la collaboration de l'OMT et du site de démonstration d'Ada. L'équipe COAST à Ada a fourni un certain nombre d'initiatives de renforcement des capacités qui ont permis aux acteurs locaux de tirer profit de l'industrie touristique.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- En Janvier 2013, plus de 20 producteurs et vendeurs de gin ont suivi une formation pour renforcer leurs capacités, leurs compétences et leurs connaissances et améliorer la qualité et le résultat de leur production quotidienne. La formation visait à aider les producteurs de gin à appréhender les ressources touristiques à Ada et ses environs, et à répondre efficacement au marché dynamique créé par le tourisme;

- Les efforts ont été renforcés sur le site pour éduquer les communautés locales vivant et travaillant le long des plages à protéger les tortues en nidification. Soutenus par une équipe engagée de membres du personnel travaillant pour la division de la faune de la commission des forêts, des patrouilles de nuit continuent à circuler pour arrêter les braconniers et protéger les espèces de tortues en nidification.

- L'éducation à la conservation dans les écoles a aussi été très utile pour enseigner aux élèves l'importance de protéger les oiseaux migrateurs qui se perchent, se nourrissent et nichent sur le site de démonstration.

- La livraison d'un nouveau bateau à moteur pour les croisières des touristes le long du site de Songor Ramsar a augmenté le nombre de promenades de touristes individuels et de groupes organisés.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. L'organisation d'un exercice de nettoyage des plages grâce à un partenariat public-privé auquel participent Zoomlion, une entreprise locale du secteur privé travaillant dans la collecte et la gestion des déchets et la communauté locale vivant autour des plages.

2. La mise en place de réunions de sensibilisation dans les écoles et les communautés locales comme les églises et les programmes de loisirs.

3. La publicité dans les médias grâce à des tables rondes sur radio Ada et des activités de sensibilisation pour marquer la journée mondiale pour l'environnement.

3. KENYA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU

Le Kenya met en œuvre des activités du projet COAST dans les cadres des trois domaines thématiques « écotourisme », « SGE », et « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN). Les activités du projet COAST sur ce site de démonstration avancent bien.



Passage en bois de Dabaso, à Watamu
(Photo: Projet COAST)



Images de l'évaluation du corail à Watamu
(Photo: Projet COAST)



De belles fleurs fabriquées à partir de déchets solides recyclés sur le site de démonstration de Watamu (Photo: Projet COAST)

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Un abri (banda) a été construit pour les danses culturelles et les attractions touristiques. Ces activités permettent à certains membres de la communauté de gagner un revenu à temps partiel sur l'île de Kirepwe dans la réserve de Mida Creek.
- Une formation à la construction communautaire de sites internet a été offerte à certains membres du comité de gestion du site de démonstration de Watamu. Cette formation a équipé les membres du CGSD de compétences et de savoir-faire pratiques pour améliorer la présence sur internet du site de démonstration de Watamu.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN):

- Une évaluation préliminaire des récifs a été effectuée par EcoAfrica sur le site de démonstration. L'équipe a entrepris une enquête préliminaire sur deux récifs (« Les jardins de corail » et le « récif de Bennett » aussi connu sous le nom de « récif des tortues ») pendant la mission de janvier 2013 sur le site de démonstration. Des enquêtes préliminaires supplémentaires ont aussi été effectuées sur deux sites de plongée populaires (« Brain Coral » et « drummer reef »)

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Concernant la mise en œuvre de la méthodologie TEST de l'UNIDO, un protocole d'accord a été signé entre l'autorité nationale de gestion environnementale (NEMA) et le centre national pour la production propre du Kenya (KNCPC) le 21 mars 2013. Le KNCPC a été engagé pour mettre en œuvre trois des cinq outils TEST, à savoir « l'évaluation d'une production plus propre » (EPP), « les systèmes de gestion environnementale » (SGE), et « la responsabilité sociale des entreprises » (RSE).
- En ce qui concerne l'outil des technologies écologiquement rationnelles (TER), les hôtels participant (le centre balnéaire Hemingway et le Club de plage Turtle Bay) et les acteurs locaux sont chargés de l'élaboration d'un plan financier et d'utilisation durable des TER concernées. Cette proposition doit veiller à ce que tous les

acteurs aient des rôles et des responsabilités claires qui, tout comme la gestion financière de l'équipement, perdurent après la fin du projet COAST. Le but n'est pas que les hôtels privés tirent profit de l'utilisation des technologies, mais plutôt que toute la communauté et l'environnement en bénéficient. La proposition TER actuelle prévoit que la station balnéaire Hemingway et que le « Local Ocean Trust » à Watamu reçoivent un collecteur de biogaz, et que le club de plage Turtle Bay reçoive un composteur Rocket. Un partenaire local, l'Association Marine de Watamu recevra un collecteur de biogaz, un concasseur de plastique et quelques poubelles;

- Les hôtels travaillent individuellement avec les experts en comptabilité de gestion environnementale (CGE) de l'UNIDO dans le cadre de l'outil CGE de la méthodologie TEST.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. La construction d'un centre d'attraction touristique d'artisanat et de souvenirs fabriqués à partir de matières recyclées est prévu dans les quelques mois à venir. Le centre fait partie d'une usine de recyclage de verre et de plastique qui sera mis en opération par l'association marine de Watamu (WMA).
2. Le centre national de production propre du Kenya (KNCPC) conduira une mission à Watamu pour entreprendre les évaluations de production propre dans les hôtels qui se sont engagés à mettre en œuvre les cinq outils de la méthodologie TEST.
3. Le premier atelier sur la gestion et la gouvernance du tourisme durable (GGTD) conduit par l'OMT a été tenu à Nairobi, au Kenya pour quatre pays (le Mozambique, La Tanzanie, les Seychelles et le Kenya). Deux autres ateliers GGTD similaires seront tenus pour les autres pays partenaires du projet COAST. Ces ateliers visent à finaliser les plans d'action des politiques GGTD dans le cadre du projet COAST.
4. Des formations seront offertes sur les bateaux à fond transparent pour les guides touristiques et les navigateurs du site de démonstration de Watamu.

4. MOZAMBIQUE

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION D'INHAMBANE:

Le Mozambique, comme le Kenya et la Tanzanie, met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques, à savoir l'écotourisme, les systèmes de gestion environnementale (SGE) et la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN). Pendant la période d'évaluation, un certain nombre d'activités utiles ont été menées par le projet COAST sur le site de démonstration du projet COAST.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN):

- L'équipe d'EcoAfrica a effectué une mission de travail sur le site de démonstration du 18 au 28 mars 2013, qui a fourni des indications utiles sur les problèmes et les opportunités rencontrés sur le site de démonstration. Le projet COAST vise à fournir des cartes détaillées des récifs sur le site de démonstration, délimitées pour montrer les zones vulnérables aux activités humaines non durables, comme le tourisme;
- L'équipe GRLN a vérifié avec le CGSD que le site de démonstration inclue la bande côtière qui s'étend de Praia Das Rochas et Barra et qu'il s'avance de 5km dans les terres pour recouvrir les communautés affectées.
- L'équipe GRLN a identifié et confirmé certaines des zones sensibles sur le site de

démonstration en s'aidant des informations données par les acteurs. Celles-ci comprennent les zones de récifs populaires pour la plongée et la pêche ainsi que la zone du lagon.

- Une évaluation préliminaire des récifs du site de démonstration a été réalisée avec la participation d'un groupe local, les plongeurs de Bitonga, pour aider à renforcer les capacités d'évaluation locales des récifs au sein du site de démonstration.

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Les entreprises touristiques du site de démonstration d'Inhambane qui se sont engagées à mettre en œuvre la méthodologie TEST de l'ONUDI comprennent, Bayview Lodge, Vista do Mar, Farol da Barra et Dino's Bar. Une proposition de l'outil sur les technologies écologiquement rationnelles (TER) est actuellement en cours de finalisation par les entreprises touristiques engagées et les autres acteurs locaux;
- Le protocole d'accord entre le ministère de coordination des affaires environnementales (MICOA) et le centre national pour une production propre (MNCPC) a été signé le 15 avril 2013.
- La première mission du MNCPC à

Inhambane a eu lieu entre le 17 et le 21 mai et les résultats de l'évaluation de la production propre des établissements touristiques engagés sont attendus sous peu;

- Les établissements touristiques engagés travaillent individuellement avec l'expert en comptabilité de gestion environnementale (CGE) de l'UNIDO.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. Des nettoyages mensuels et des actions de sensibilisation sur le site d'Inhambane en partenariat avec ALMA, une ONG locale, et la municipalité d'Inhambane.
2. Des campagnes de sensibilisation environnementale dans neuf écoles pour les élèves mais aussi les professeurs. Celles-ci prendront la forme de compétitions de nettoyage entre les écoles et des tournois sportifs sur le thème de la sensibilisation environnementale.
3. La production d'outils de communication et de sensibilisation tels que des brochures à l'intention des enseignants dans les écoles, la production d'un documentaire vidéo et un certain nombre de panneaux de sensibilisation environnementale dans la région du site de démonstration.



Le coordonnateur local Mr Luzio Inhavene (à droite) avec les membres de la MNCPC qui ont conduit la comptabilité de gestion environnementale (CGE) dans une des entreprises touristiques partenaires du projet, d'accord à la méthodologie TEST de l'ONUDI (Photo: Projet COAST)



Un bateau « dhow » utilisé pour faire des excursions autour la baie d'Inhambane (Photo: Projet COAST)



Un membre de l'équipe d'EcoAfrica en train de filmer les filets de pêche (Photo: Projet COAST)

5. NIGÉRIA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION BADAGRY:

Le Nigéria est l'un des pays participants au projet COAST qui met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » en collaboration avec l'OMT. Entre janvier et mai 2013, l'équipe du projet COAST à Badagry a exécuté un certain nombre d'activités.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Un programme de formation sur la production d'objets d'artisanat et de souvenirs a été organisé en avril 2013 sur le site de démonstration de Badagry. Certaines des compétences pratiques qui ont été enseignées aux acteurs locaux ont inclus la fabrication de bibelots à partir de noix de coco et d'autres matériaux pour produire différents objets (colliers, porte-bouteilles, porte-clés, pendentifs, bracelets, boucles d'oreilles, bagues, porte-monnaie, sacs à main, balais colorés, tapis, etc.)

- D'autres compétences ont été enseignées comme le travail des perles pour produire des articles tels que des ceintures, des sacs à main, des chapeaux, des chaussures et des colliers. Les formations sur la fabrication artisanale d'objets de bambou portaient sur la préparation de tambours Sato, de tabourets, de tables pour les évènements spéciaux, de tambours et de xylophones. En ce qui concerne la formation dans le textile, les compétences principales imparties couvraient la production de tissus selon la méthode de « teinte nouée », de mouchoirs, de T-shirts, de chemises, de pantalons et de tops, entre autres.

Ainsi, la formation a permis aux communautés locales de:

1. Maximiser les bénéfices économiques locaux en augmentant les connections et en réduisant les fuites de capitaux, en assurant que les communautés soient impliquées et profitent du tourisme.
2. Créer des emplois par la production de souvenirs.
3. Créer des sources de revenus supplémentaires et alternatives par la production de souvenirs.
4. Créer un marché de souvenirs sur le site de démonstration.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. Une conférence publique sur les répercussions du tourisme sur l'environnement.
2. Une conférence de sensibilisation sur le besoin de créer des connections entre les acteurs du tourisme.
3. Une formation sur la prestation de service pour les acteurs du tourisme.



Des participants exposant des objets d'artisanat fabriqués à partir de noix de coco (Photo: Projet COAST)



Artisanat en bambou à Badagry (Photo: Projet COAST)



Formation textile en technique de Batik à Badagry (Photo: Projet COAST)

6. SÉNÉGAL

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE SALY

Le Sénégal met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre du domaine thématique « Systèmes de gestion environnementale » (SGE). Ce domaine thématique utilise la méthodologie de transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST) de l'ONUDI, au Sénégal comme dans les trois autres sites travaillant dans le domaine des SGE, méthodologie appliquée dans cinq hôtels du site de démonstration de Saly (hôtel Les Filaos, hôtel Lamantins, hôtel Les Bougainvilliers, hôtel Palm Beach, et hôtel Teranga).

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Les cinq hôtels participant ont signé des lettres d'engagement pour travailler avec l'ONUDI à l'application des cinq outils de la méthodologie TEST.
- La première phase des missions d'évaluation de l'efficacité énergétique a depuis été effectuée dans les hôtels participants.

- L'équipe locale d'experts du projet COAST continue d'aider les institutions dans la planification des autres options de mise en œuvre, comme les outils de suivi & d'évaluation et l'archivage de documents ceci afin de permettre de suivre la progression des activités.

Les pratiques exemplaires que les hôtels de Saly visent à améliorer sont décrites ci-dessous:

1. En ce qui concerne le domaine administratif, la direction des hôtels a donné des instructions claires au personnel pour éviter les impressions inutiles. Les hôtels encouragent le recyclage des papiers imprimés.
2. Toutes les bouteilles d'eau d'1,5 litre sont collectées par le personnel des hôtels, puis vendues à des entreprises de recyclage pour générer des revenus et protéger l'environnement des déchets plastiques.

3. L'utilisation d'ampoules à basse consommation d'énergie de 7 et 15 Watts à l'hôtel Les Filaos et l'hôtel Palm Beach.

4. La collecte des rouleaux de papier toilette commencés dans les chambres pour les utiliser dans les lieux publics

5. Le remplacement des sandales en plastique par des sandales lavables et réutilisables

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

- Aider la communauté locale à mettre en place des stratégies pour améliorer la gestion de l'érosion côtière et des déchets municipaux.
- Aider les villages d'artisans à travailler sur l'étiquetage écologique.



M. Martin Schmitz, personnel technique de l'hôtel Lamantin, avec les panneaux solaires installés dans la toiture de l'hôtel, utilisés pour le chauffage de l'eau de l'établissement (Photo: Projet COAST)



M. Martin Schmitz, présente les chaudières solaires qui sont utilisées pour le chauffage de l'eau dans la cuisine et la laverie de l'hôtel (Photo: Projet COAST)

7. LES SEYCHELLES DES NOUVELLES DES SEYCHELLES

Les Seychelles sont un groupe de très petites îles où chaque partie de chaque île est considérée comme une zone côtière. Ceci explique pourquoi le pays dépend largement du tourisme côtier, qui contribue à plus de 26% de son PIB. Contrairement aux huit autres pays du projet COAST, Les Seychelles est l'un des pays participant au projet COAST sans activités spécifiques du projet. Son rôle au sein de la structure actuelle du projet est de partager les meilleures pratiques et leçons avec les autres pays COAST, en particulier les leçons et les expériences tirées du label de durabilité touristique des Seychelles (SSTL). Cette norme écologique pour l'industrie du tourisme devrait fournir des résultats, des leçons et des expériences de grande valeur pour les autres pays.

Les problèmes de durabilité principaux auxquels Les Seychelles doivent faire face dans le secteur touristique sont:

- Equilibrer les demandes de l'industrie touristique et les besoins de la population locale (nourriture, eau, électricité, endroits pour les loisirs).
- L'augmentation des développements touristiques renforce la pression sur les ressources humaines et le besoin de recourir à des travailleurs étrangers.
- L'augmentation des arrivées touristiques crée également un risque de santé publique en raison de l'introduction de maladies dans le pays.

Les Seychelles ont deux sites de démonstration dans le cadre du projet sur

la biodiversité du PNUE, l'Hôtel Constance Ephelia et le centre balnéaire Denis Private Island. Constance Ephelia est le plus grand complexe hôtelier et spa aux Seychelles avec 247 chambres, 5 restaurants et plus de 700 membres du personnel. Il se trouve sur un site à proximité d'un marécage de palétuviers classé site « Ramsar » dans la région, le parc marin de Port Launay, qui se trouve sur la côte ouest de Mahé. (Le terme « site Ramsar » provient de la convention sur les zones humides d'importance internationale, où chaque Etat membre est autorisé à classer au moins une zone humide dans la liste des zones humides d'importance internationale). L'autre site de démonstration, Denis Island, est une île corallienne située à 95 km au nord de Mahé. Cette île est une propriété privée et abrite un petit hôtel de 25 chambres. Il a 1 restaurant et propose des excursions en bateau, et des activités de plongée et des installations de pêche.

Les principaux objectifs des sites de démonstration sont de fournir une plateforme d'apprentissage pour toutes les personnes intéressées par la question de l'environnement sur les principaux programmes de conservation de l'île, et de mettre en valeur les aspects importants de la gestion de la biodiversité dans les petites îles grâce à des aides visuelles. En outre, les sites doivent aider à continuer la mise en œuvre du plan de gestion des îles dans le cadre du programme national de conservation.

Une description détaillée du label de durabilité touristique des Seychelles sera effectuée dans les prochaines éditions du bulletin d'information COAST!



Les Seychelles sont connues par ses plages de sable blanc (Photo: Projet COAST)



Vue intérieure et extérieure de quelques établissements hôteliers aux Seychelles (Photo: Projet COAST)



Les Seychelles (Photo: Projet COAST)

8. TANZANIE

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO.

La Tanzanie est l'un des trois pays qui met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques, à savoir, l'écotourisme, les systèmes de gestion environnementale (SGE), et la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN). Entre janvier et mai 2013, le projet COAST a exécuté un certain nombre d'activités.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Le projet met en œuvre des activités relevant de l'écotourisme dans les villages de Dunda, Kaole et Mlingotini dans la région de Bagamoyo. Ces activités visent à sensibiliser la communauté sur le potentiel du tourisme et de la conservation de la biodiversité, l'augmentation de la génération de revenus grâce aux activités touristiques, au renforcement de l'entrepreneuriat local, à l'amélioration de la prestation de services et au soin donné aux plages et à l'environnement marin;

- Des campagnes d'éducation et de sensibilisation dans les écoles du site de démonstration. Des formations ont été offertes à 20 professeurs et 6 élèves de la région, dont les coordinateurs d'académies et des représentants officiels de l'éducation du Conseil de District et des autorités locales.

- La formation de 25 représentants de groupes d'artisanat venus des trois villages. La formation visait à améliorer la qualité de leur artisanat et à agrandir les marchés. La formation abordait aussi les thèmes de la cuisine et l'hygiène, les services et l'accueil clientèle, la sécurité alimentaire, et le logement.

- La formation de 40 représentants de l'industrie de la pêche et de groupes de culture d'algues venus de Kaole, Mlingotini et Dunda, abordant les thèmes de l'amélioration de produits marins, l'hygiène, et la culture d'algues.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GLNR):

- EcoAfrica, l'équipe qui exécute la GLNR, a mené une mission de terrain sur le site de démonstration où ils ont collectés des informations supplémentaires de la part des acteurs et les points GPS des récifs dans la région.

- L'équipe a ensuite vérifié l'existence de certains des récifs (le récif de Mshingwe et le récif de lazy lagoon) et ont effectué une évaluation préliminaire des récifs pour obtenir les informations nécessaires au processus de création d'une carte des points sensibles à l'activité humaine.



Réunion sur l'écotourisme à Bagamoyo (Photo: Projet COAST)

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Les hôtels qui se sont engagés à appliquer la méthodologie TEST de l'ONUDI comprennent les hôtels Millennium (Millennium Old Post Office et Millennium Sea Breeze), et les complexes hôteliers Oceanic, Bomani Beach Bungalows et Bagamoyo Beach and Country Club.

- Le protocole d'accord entre le bureau du vice-président de Tanzanie (division de l'environnement) et le centre de production propre de Tanzanie (CPCT) est en cours de finalisation et sera bientôt signé.

Les activités prévues pour les quelques mois à venir comprennent :

1. La Tanzanie recevra la cinquième réunion du comité directeur prévue pour septembre 2013 à Bagamoyo.

2. La première mission d'évaluation de production propre SGE sera conduite par le CPCT dès que le protocole d'accord entre les institutions principales aura été signé. Des formations sur la gestion et les compétences commerciales pour les directeurs d'entreprise touristiques, les coordinateurs de visites culturelles, les organisateurs de repas et de séjour chez l'habitant, les vendeurs de souvenirs, les groupes de pêcheurs etc. sont prévues.

3. La création de matériaux promotionnels touristiques comme des brochures, des dépliants, des affiches, entre autres.



Un groupe local en train de présenter leurs objets d'artisanat (Photo: Projet COAST)



Evaluation des récifs coralliens à Bagamoyo (Photo: Projet COAST)

GALERIE D'IMAGES



Perles faites des matériels recyclés à Badagry, Nigéria



Objets d'arts faits de noix de coco à Badagry, Nigéria



Formation en biodiversité à Banjoul, Gambie



Formation textile dans la technique du Batik à Badagry, Nigéria



Pannel de signalisation à Inhambane



Parc des reptiles à Kartong, Gambie



Mme Violet Njambi, Ecoafrica fait une présentation dans l'atelier sur la gouvernance et la gestion du tourisme à Nairobi, Kenya



Touristes à Ada, Ghana



Gestion des déchets Ada, Ghana



Site culturel de Folonko, Kartong, Gambie



Participants dans le premier atelier sur la gouvernance et la gestion touristique à Nairobi, Kenya



GALERIE D'IMAGES



Formation en écotourisme pour les enseignants, Bagamoyo, Tanzanie



Artisanat fait à base de matériels recyclés à Inhambane, Mozambique



Hôtel aux Seychelles



Ordures dans la plage à Bagamoyo, Tanzanie



Artisanat fait à base de matériels recyclés à Inhambane, Mozambique



Quelques produits écotouristiques à Inhambane, Mozambique



Produits écotouristiques à Watamu, Kenya



Récifs coralliens, Seychelles



Des outils de nettoyage sponsorisés par le projet Tourisme Côtier Durable à Kartong, Gambie (poubelles, vélos, brouettes...)



Partenaires du projet COAST dans l'hôtel Lamantin à Saly, Sénégal



L'ox cart est une attraction touristique aux Seychelles



Participants dans une formation d'artisanat à Bagamoyo, Tanzanie



Produits écotouristiques à Bagamoyo, Tanzanie





LA CONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE DE SITE INTERNET ET LE TOURISME COTIER DURABLE

Le professeur Simon Milne est professeur en tourisme et le directeur adjoint (Recherche et Développement), de l'École hôtelière et touristique de l'Institut de recherche sur le tourisme de Nouvelle-Zélande. Le professeur Milne a organisé une formation sur l'application de la construction communautaire de site internet aux destinations touristiques côtières de Watamu, au Kenya et de Kribi, au Cameroun. Cette formation s'est déroulée du 20 au 23 mars 2013 à destination de certains membres du comité de gestion du site de démonstration de Watamu et d'un représentant du site de démonstration de Kribi. Dans cet entretien, le professeur Milne nous fait partager quelques principes de construction communautaire de site internet et la façon de les appliquer sur les deux sites de démonstration.

1. L'impulsion principale du projet COAST est d'identifier les meilleures pratiques et technologies disponibles localement pour gérer les impacts de la pollution terrestre causée par les activités touristiques. Grâce à votre compréhension générale et votre expertise dans le domaine du tourisme, quelles perspectives entrevoyez-vous sur ce sujet?

Il s'agit d'un domaine essentiel de l'industrie du tourisme pour la recherche et l'élaboration de politiques. Atténuer les dommages environnementaux et sociaux du tourisme est un problème pour les communautés et les destinations touristiques du monde entier, et il est donc essentiel que ces meilleures pratiques et technologies soient partagées pour informer des nouveaux développements dans ce secteur. Il est encourageant de voir que le projet COAST met l'accent

sur un ensemble de régions servant d'études de cas dans ces neuf pays d'Afrique, ce qui montre le pouvoir de décision de la «zone» concernant les résultats des développements touristiques. Dans chaque cas, il est également gratifiant d'observer une prise de conscience du contexte plus large dans lequel la pollution et les autres impacts socio-environnementaux se produisent. En effet, il est important de regarder au-delà des répercussions elles-mêmes pour observer les contextes sociaux et politiques plus larges dans lesquels les développements se font. Il est également essentiel de comprendre l'impact que les technologies de l'information et de la communication peuvent avoir sur le travail des établissements touristiques locaux et c'est ici que des concepts comme la construction communautaire de sites internet entrent en jeu.

2. Pouvez-vous expliquer à nos lecteurs ce que le terme « construction communautaire de sites internet » signifie et pouvez-vous expliquer certains des outils et principes utilisés dans l'application de ce concept ?

La construction communautaire de sites internet est un concept qui a été adapté et utilisé dans de nombreuses situations et des contextes différents. L'Institut de recherche sur le tourisme de Nouvelle-Zélande (NZTRI) le perçoit comme un processus qui peut permettre aux collectivités et aux acteurs impliqués d'utiliser internet afin de maximiser le potentiel du tourisme comme outil de développement économique durable. L'objectif principal de la majeure partie de notre travail est de parvenir à utiliser internet pour renforcer les liens économiques entre le tourisme et l'économie environnante tout en réduisant les répercussions négatives sur la qualité de vie des collectivités et de l'écosystème au sens large.

La construction communautaire de sites internet est un processus qui se déroule selon un certain nombre d'étapes et peut être personnalisée pour répondre aux différentes réalités culturelles, environnementales et économiques. Des évaluations internet peuvent être effectuées pour mettre en évidence le niveau de « visibilité » sur internet et pour comprendre l'importance des liens et des réseaux qui ont été formés. Il est également intéressant d'examiner la façon dont la communauté locale et les gens sont dépeints dans les ressources en ligne. Un certain nombre de techniques sont ensuite utilisées pour encourager la collaboration entre les différents acteurs de la destination touristique afin de décider ensemble et de publier sur internet le contenu qui sera utile à la fois pour le visiteur et la communauté locale. Cette ressource permet d'augmenter le poids des collectivités locales dans les informations contenues, ce qui construit un sentiment d'appartenance à la fois pour les résidents et les visiteurs.

Le but final est de créer un site internet (ou d'améliorer des sites existants) qui permettra d'augmenter le nombre de visiteurs, de renforcer la compréhension et le soutien de la communauté concernant le tourisme et ses avantages et de réduire les répercussions socio-environnementales au sens large. Pour plus d'informations sur ce processus, vous pouvez visiter notre site internet www.nztri.org (NdT: non disponible en Français).

3. Pouvez-vous décrire à nos lecteurs quelques-unes des meilleures pratiques et technologies disponibles de certaines destinations touristiques qui ont efficacement appliqué le concept de construction communautaire de sites internet pour la promotion de leur région ?

Il existe un certain nombre de cas exemplaires sur lesquels le lecteur peut se pencher. Le cas de Western Southland, en Nouvelle-Zélande (voir www.westernsouthland.co.nz, NdT : Non disponible en français), est un bon exemple de site régional qui s'est développé grâce à l'apport d'acteurs multiples. Le site contient également des podcasts développés et produits localement - un exemple du tourisme comme déclencheur pour le développement de compétences individuelles en matière de TIC. Le cas de l'île Eua, à Tonga est un exemple intéressant de la manière dont les entreprises et les collectivités locales ont mis en commun leurs ressources pour fournir un aperçu plus approfondi des expériences qui attendent le visiteur. L'accent est mis sur l'amélioration de l'interaction entre les hôtes et les visiteurs ainsi que la compréhension et la maximisation des liens économiques de l'industrie (www.eua-island-tonga.com).

4. Concernant le tourisme durable, quel sont certains des principes requis pour assurer une synergie harmonieuse et une coexistence sans faille entre les touristes et les communautés locales, et comment cela concerne-t-il la construction communautaire de sites internet ?

Je ne suis pas sûr que l'on puisse un jour « assurer une synergie harmonieuse et une coexistence sans faille entre les touristes et les communautés locales », mais nous pouvons lutter pour réduire les niveaux de conflits quand ceux-ci existent, ou pour empêcher qu'ils n'arrivent dans des endroits où ils n'existent pas. Comme principes de base qui soulignent notre capacité à améliorer la durabilité du tourisme, nous pouvons citer :

- La nécessité d'une recherche solide sur laquelle fonder le développement de stratégies et de politiques. Ces recherches devront porter entre autres sur la demande des visiteurs, les perceptions de la communauté, l'évaluation des répercussions économiques et environnementales, etc.
- La nécessité d'un accès aux outils de communication pour tous les acteurs - il est important que chaque personne concernée ait une opportunité de faire entendre sa voix concernant le développement touristique.

c. «Les communautés travailleront pour le tourisme si le tourisme, en retour, travaille pour les communautés». Il est essentiel que l'industrie touristique fasse bénéficier ces groupes qui font face aux plus grandes externalités négatives du développement du tourisme, généralement les communautés d'accueil.

d. L'information est essentielle à la fois pour les visiteurs et pour les hôtes. Assurez-vous d'utiliser les TIC de manière aussi efficace que possible pour relier le tourisme aux avancés en matière de développement durable. Il est essentiel d'éduquer les visiteurs et les touristes avant leur arrivée.

e. En tant que communauté d'accueil, ne cherchez pas à « vous réinventer » lorsque vous essayez d'atteindre les touristes potentiels, n'oubliez pas que très souvent, c'est votre vie de tous les jours qui intéresse le plus les visiteurs, car c'est cela qui vous rend unique (combiné avec l'environnement plus large qui vous entoure).

5. D'après vos échanges avec certains des acteurs du site de démonstration de Watamu pendant cette formation, quelles sont vos sentiments et comment pensez-vous que ce processus sera mis en place ?

L'atelier de construction communautaire de sites internet a été une excellente expérience pour moi. C'était formidable de rencontrer un si grand nombre d'acteurs locaux, nationaux et internationaux regroupés dans une seule pièce pour apprendre, partager des connaissances et discuter de leurs expériences. Le processus de construction communautaire de sites internet est tout aussi important que les ressources en ligne finales qui sont créées, et je pense que nous avons très bien démarré ce processus. Dès maintenant, la NZTRI sera heureuse de continuer à fournir des commentaires et de l'aide à l'Association Marine de Watamu (WMA) et à d'autres groupes importants pendant l'optimisation de leurs ressources en ligne et la création d'un ensemble plus clair de liens entre le tourisme, le développement économique local et la protection de l'environnement.

6. Quels peuvent être les problèmes de la construction communautaire de site internet et comment peuvent-ils être résolus efficacement pour optimiser les résultats des sites de démonstration de Watamu et de Kribi ?

Les problèmes rencontrés lors de la construction communautaire de sites internet ont tendance à se préciser localement et peuvent être nombreux. Existe-t-il des champions ou des groupes d'individus qui ont la passion et la clairvoyance pour mettre en œuvre une stratégie

de construction communautaire de site internet? Est-ce que différents groupes de personnes impliquées peuvent collaborer efficacement? Une source durable de financement ou d'aide peut-elle être trouvée pour le site? Les réponses à ces questions varient d'un endroit à l'autre car les contextes locaux sont si différents les uns des autres.

Ce qui me donne de l'espoir pour Watamu, c'est qu'il existe une volonté claire de la part des entreprises, des ONG, des groupes communautaires et des représentants du secteur public de développer une industrie touristique plus durable et qui puisse faire davantage profiter les communautés locales. Comme le dit le proverbe : « Quand on veut, on peut ».

7. Le plan de durabilité: D'après votre expérience, comment aimeriez-vous que les activités de construction communautaire de site internet continuent après la fin du projet COAST ?

La construction communautaire de sites internet n'est qu'un moyen pour atteindre des résultats de développement touristique plus durables à Watamu. Mon espoir serait que la construction communautaire de sites internet permette non seulement d'obtenir une meilleure visibilité de Watamu sur internet et de créer un plus grand « sentiment d'appartenance », mais aussi que transparaisse une philosophie de collaboration plus approfondie découlant de ce travail. Il est essentiel qu'une stratégie soit élaborée pour le tourisme et je crois que le processus de construction communautaire de sites internet qui a maintenant commencé à Watamu (voir www.nztri.org pour plus de détails) facilitera et soutiendra le développement collaboratif et la mise en œuvre d'une telle stratégie. Nous espérons que NZTRI pourra continuer à contribuer à ce processus et que Watamu deviendra, à terme, un cas de pratiques exemplaires à partir duquel les autres pourront tirer des leçons.

(Pour contacter le Pr. Milne, merci de lui envoyer un email à simon.milne@aut.ac.nz)

VUE D'ENSEMBLE

PARTAGE DES EXPÉRIENCES DU PROJET COAST:

VERS UNE GESTION ENVIRONNEMENTALE EFFICACE

Le projet COAST s'emploie à mettre en valeur certains des meilleurs exemples et des meilleures pratiques émergentes qui cherchent à démontrer que le tourisme côtier durable en Afrique peut effectivement devenir une réalité. Dans cette édition, nous présentons le travail dans le parc corallien de l'île Chumbe à Zanzibar, en Tanzanie, et nous vous faisons partager la façon dont ils ont réussi à gérer le parc grâce à un certain nombre d'actions pour un tourisme côtier durable. Dans les prochaines éditions du bulletin, nous présenterons d'autres pratiques exemplaires dans les autres pays participant au projet COAST. Nous encourageons donc les pays partenaires à nous envoyer leurs exemples de telles pratiques afin de pouvoir les publier.

LE PARC CORALLIEN DE L'ÎLE CHUMBE À ZANZIBAR:

UN MODÈLE DE GESTION DE PARC MARIN FINANCIÈREMENT, ÉCOLOGIQUEMENT ET SOCIALEMENT DURABLE.

Par Ulrike Kloiber et Sibylle Riedmiller, parc corallien de l'île Chumbe.

« Un exemple notoire de PES (paiements pour services écosystémiques) dans le cadre des habitats dans les récifs coralliens est l'organisation privée et à but non lucratif « parc corallien de l'île de Chumbe Ltd » (CHICOP) en Tanzanie... Les pêcheurs locaux bénéficient du sanctuaire du récif, les résultats des recherches ayant confirmé que les poissons de la zone protégée en sortent et augmentent leurs proportions dans les environs »...

Rapport du Secrétaire général des Nations Unies devant l'assemblée générale sur la protection des récifs coralliens pour la durabilité des moyens de subsistance et du développement (2011)

CONTEXTE

Passant de gestionnaire de projet d'aide à entrepreneuse sociale, fondatrice et directrice du parc corallien de l'île de Chumbe (CHICOP), Mme Sibylle Riedmiller, suivit sa passion pour le monde sous-marin quand elle commença, en 1992, à mettre en place la première zone marine protégée privée au monde à Chumbe à Zanzibar, en République de Tanzanie. Cette petite île corallienne, jusqu'alors inhabitée, à 12 km au sud-ouest de la ville de Zanzibar est désormais une réserve naturelle officielle qui protège un sanctuaire de récifs coralliens de 30 hectares, où les poissons et les coraux se développent, une réserve forestière de coraux séchés qui couvre presque les 22 hectares de l'île et abrite des animaux rares et en voie de disparition.

Au cours des deux dernières décennies, CHICOP a créé un modèle de gestion de parc marin financièrement, écologiquement et socialement durable, où une collaboration d'actions pour le tourisme côtier durable soutient l'emploi, la conservation, la recherche et l'éducation environnementale pour les populations locales. Il est actuellement en tête de classement sur TripAdvisor.com (un portail internet rétroactif d'information aux voyageurs) qui montre que le parc de Chumbe est également devenu une destination de tourisme durable ayant

beaucoup de succès où le revenu généré par les visiteurs est réinjecté dans la préservation pour les générations futures de ce petit bout de paradis.

La mission de CHICOP est de maintenir l'intégrité des écosystèmes vierges de l'île pour la postérité. Dans cette perspective, chaque arbre de l'île a été préservé et seules des clairières naturelles ont été utilisées lorsque le centre d'accueil des visiteurs et les sept éco-bungalows ont été construits. Combinant styles et matériaux de construction traditionnels avec une éco-architecture moderne, les technologies pour l'approvisionnement en eau et en énergie, ainsi que pour la réduction et le recyclage des déchets de l'éco-lodge ont profité pleinement de la lumière du soleil, de la ventilation naturelle et de l'eau de pluie, grâce aux systèmes de récolte de l'eau de pluie, de la phytoépuration des eaux ménagères, de toilettes à compostage, de chauffage solaire de l'eau et de production photovoltaïque d'électricité.

Le modèle de tourisme durable de Chumbe qui développe et finance un parc marin et fait bénéficier les populations locales a suscité un grand intérêt parmi les organisations de conservation internationales et a rapporté à CHICOP de nombreux prix prestigieux et une reconnaissance mondiale.

I. REJOINDRE L'INITIATIVE SUR LE LONG-TERME DE ZEITZ

En 2008, CHICOP est devenu membre fondateur du programme phare de la fondation Jochen Zeitz, « l'initiative pour le long terme ». Cette initiative promeut et certifie les entreprises touristiques qui gèrent directement ou contribuent de manière significative à la gestion d'une zone naturelle qui doit être conservée et qui démontrent leur engagement dans la durabilité à travers les 4C: conservation, communauté, culture et commerce. Les performances et les processus des 4C sont évalués par un système de certification qui récompense les destinations de la mention « Sanctuaire Écosphère Mondial » (Global Ecosphere Retreat - GER) pour le plus haut niveau de durabilité.

Pour obtenir cette certification, CHICOP a partagé et discuté de ses réussites dans un environnement difficile et des leçons apprises en vingt ans d'histoire de Chumbe. Après être passé par un processus d'évaluation rigoureux par des experts externes, CHICOP est devenu la première « destination à long terme » certifiée GER en 2011, pour féliciter la promotion de la conservation marine en Tanzanie et la façon dont CHICOP montre l'exemple en matière de véritable tourisme durable ainsi que d'éducation et de sensibilisation environnementale.

Parmi environ 20 prix internationaux remportés par CHICOP de 1999 à ce jour, les plus prestigieux comprennent: vainqueur mondial du prix British Airways pour le tourisme de demain en 1999; vainqueur du palmarès mondial pour les réussites environnementales exceptionnelles du PNUF en 2000, vainqueur mondial du prix pour les destinations écotouristiques en 2001, prix sustainia du centre pour les destinations durables de National Geographic Society en 2012, entre autres.

II. LE TOURISME DURABLE À CHICOP LA FAÇON DONT LA COMMUNAUTÉ EN BÉNÉFICIE

Le parc corallien de l'île Chumbe est un investissement privé pour la conservation marine et forestière avec une composante commerciale, les éco-lodges, qui génèrent le revenu nécessaire à la gestion du parc. Ainsi, le revenu généré par le tourisme est réinvesti dans la gestion du parc et des programmes d'éducation environnementale. Ceci représente différentes motivations économiques pour les communautés locales puisque les lodges sont ouverts depuis 1998.

Parmi les avantages pour la communauté on observe:

Des opportunités d'emploi et de carrière: L'intégration réussie de l'environnement et de la communauté est un repère important pour le tourisme durable. Pour parvenir à cela en tant que réserve naturelle, et aussi en raison des écotecnologies particulières installées, les opérations de CHICOP sont très laborieuses. Avec seulement sept chambres, CHICOP a probablement la meilleure proportion d'employés par chambre de toutes les entreprises touristiques en Tanzanie, et trois fois la moyenne internationale pour les éco-lodges. Autant que possible, CHICOP emploie des gens des communautés villageoises proches, bien que leur éducation formelle soit limitée et qu'ils aient donc besoin de formations importantes. Sur les 43 employés, 95% sont Tanzaniens, dont plus de deux tiers sont issus des communautés locales, et 5% sont expatriés. D'anciens pêcheurs ont été recrutés et formés comme gardes forestiers et stationnés sur l'île. Les considérations de genre sont également essentielles, les femmes étant prioritaire et formant actuellement 40% de l'ensemble du personnel de Chumbe. Il est important de noter ici qu'un tiers du personnel est directement impliqué dans la gestion de la conservation et dans l'éducation.

Un marché pour les services, produits et artisanat locaux: Les visiteurs étant invités à consommer de la cuisine zanzibarite traditionnelle, qui est un délicieux mélange de gastronomie asiatique, arabe, africaine et européenne, le CHICOP a créé un marché pour les produits locaux plutôt que des aliments importés. Cela permet non seulement de réduire les déchets et la pollution en réduisant les matériaux d'emballage d'aliments transformés industriellement, mais aussi d'améliorer les connaissances et la fierté pour la culture locale. Les populations locales peuvent aussi obtenir des revenus grâce aux matériaux de construction pour les éco-lodges, à l'artisanat vendus dans la boutique, et l'externalisation du transport routier et par bateau et des services des artisans pendant l'entretien des lieux.

Un financement durable pour la conservation: La gestion durable et les services écosystémiques essentiels (pêche durable et conservation de la biodiversité) de la région de Chumbe ont été largement reconnus, notamment par la mention dans le récent rapport du Secrétaire général de l'ONU lors de l'assemblée générale sur la protection des récifs coralliens pour la durabilité des moyens de subsistance et du développement à Rio +20: « Un exemple notoire de PES (paiements pour services écosystémiques) dans le cadre des habitats dans les récifs coralliens est l'organisation privée et à but non lucratif Chumbe Island Coral Park Ltd (CHICOP) - Parc corallien de l'île de Chumbe Ltd -en Tanzanie Les pêcheurs locaux bénéficient du sanctuaire du récif, les résultats des recherches ayant confirmé que les poissons de la zone protégée en sortent et augmentent leurs proportion dans les environs».

Minimiser les répercussions environnementales – gestion de l'eau, de l'énergie et des déchets.

Un des principaux objectifs de CHICOP est de gérer l'éco-lodge comme un modèle de développement du tourisme durable, en fournissant des services de haute qualité aux visiteurs tout en favorisant la sensibilisation à l'environnement à travers des programmes d'éducation pour la communauté locale et les visiteurs de l'île. Comme de nombreux pays en développement, Zanzibar n'a pas de système efficace de gestion des déchets solides en place. En raison du manque d'infrastructures et de services publics, les déchets sont brûlés dans les rues ou jetés dans des sites illégaux, créant de graves problèmes de santé

publique et des risques environnementaux. Afin de minimiser les répercussions sur l'environnement, le CHICOP limite le nombre de visiteurs de l'île et permet d'éviter l'achat de produits non biodégradables. Lorsque cela est possible, les produits sont d'origine locale et transportés dans des paniers fabriqués localement, biodégradables. Les déchets de fruits et légumes non cuits sont recueillis, compostés et utilisés pour les toilettes à compostage de l'île, tandis que les déchets non biodégradables sont retirés de l'île et, si possible, recyclés. Seuls les détergents et les savons biodégradables sont utilisés et la lessive est faite en dehors de l'île.

Au cours de l'année 2012, le CHICOP a également organisé des ateliers de recyclage

des déchets avec l'aide de bénévoles, qui, par exemple, ont enseigné au personnel local la façon de transformer les restes de bougies des dîners des visiteurs en bougies de noix de coco recyclées. Des ateliers ont été organisés afin de créer des outils pratiques d'apprentissage pour les étudiants en visite en utilisant uniquement des matériaux recyclés pour illustrer la façon dont les déchets peuvent avoir une « seconde vie ». Ces activités illustrent l'engagement de CHICOP pour la durabilité environnementale et son engagement à partager les connaissances et l'importance de la gestion des déchets à travers des expériences d'apprentissage pratiques.

III. COMMUNICATION, ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE ET ENGAGEMENT DES PARTENAIRES

Alors que les communautés côtières dépendent de la pêche pour leur survie en Tanzanie continentale et à Zanzibar, il existe peu de signes d'une gestion efficace des récifs ou de sensibilisation sur les limites de cette ressource fragile. Dans l'ensemble, les politiques gouvernementales, les lois et les capacités de gestion ne se penchent pas sur les défis de la dégradation rapide de l'environnement et ont tendance à favoriser les investissements dans le développement non durable ainsi que dans les produits et les pratiques destructrices de l'environnement.

Par conséquent, la communication, l'éducation et la sensibilisation sur la vulnérabilité des écosystèmes marins et forestiers et sur l'importance du tourisme durable sont des piliers des programmes d'éducation environnementale de CHICOP (EE), qui sont régulièrement menées sur l'île de Chumbe et à Zanzibar. Les programmes offrent des excursions gratuites sur l'île, des ateliers de formation et des séances d'éducation pour les étudiants par leurs pairs, les enseignants et les membres de la communauté. Sur la base de l'approche de « l'éducation pour le développement durable », ces programmes aident à combler le fossé entre la connaissance théorique et pratique, à impliquer différents niveaux d'apprenants et trouver des solutions aux préoccupations environnementales qui s'appuient sur la connaissance, la culture et les traditions autochtones. En 2012, plus de 6000 écoliers et 900 enseignants avaient visité l'île pour découvrir l'environnement naturel et ses divers écosystèmes.



L'éducateur environnemental de CHICOP montrant les techniques de plongée à un groupe de filles de Zanzibar lors d'une visite éducative (Photo: CHICOP).

Les activités expérimentales à destinations des écoliers et de tous les visiteurs, comprennent la plongée avec tuba guidée dans le récif et des promenades le long des sentiers forestiers qui font appel à tous les sens : la vue, le toucher, l'ouïe, le goût et l'odorat tout en veillant à ce que les contenus d'enseignement restent en lien avec les programmes scolaires nationaux. Le CHICOP soutient également les écoles à travers des entretiens et des séminaires sur l'environnement et aide à organiser des clubs environnementaux, qui sont très encouragés par un concours populaire pour l'avenir durable des écoles, connu sous le nom de « compétition pour la récompense environnementale de CHUMBE ».

Le rôle de la recherche et de l'éducation: Le CHICOP a commencé ses activités en 1991 en menant des enquêtes de base sur les écosystèmes marins ainsi que la flore et la faune de la forêt de l'île. Le but était d'établir la valeur de la conservation des récifs et de la forêt de corail séché de Chumbe et de convaincre le gouvernement de Zanzibar que l'île devrait en effet être protégée. Cependant, il était clair que le parc ne pouvait

pas être développé sans la coopération des communautés locales. La recherche, la formation sur la conservation marine et forestière et le développement du tourisme durable pour la génération de revenus sont donc au centre de la mise en œuvre du projet. La mise en application de l'interdiction de pêcher dans les parcs marins est difficile partout dans le monde, en particulier lorsque la subsistance des communautés locales dépend de la pêche. D'autre part, après quelques années de fermeture efficace, les pêcheurs locaux bénéficient indirectement des parcs marins, puisque ceux-ci créent des sanctuaires de reproduction pour les poissons et autres organismes marins, qui repeuplent les zones surexploitées voisines et en amont, ce que l'on appelle populairement « l'effet de débordement ». La direction de CHICOP en a discuté lors des réunions de village au début des années 90 pour obtenir leur coopération, et il a été convenu que les pêcheurs devraient être employés et formés comme gardes forestiers pour éduquer leurs collègues pêcheurs sur le but et les avantages de l'interdiction. Cette approche a très bien fonctionné. Dès que l'on a pu observer l'effet de débordement dans le milieu des années 90, la mise en vigueur de l'interdiction n'a plus posé problème, et les pêcheurs locaux respectent maintenant les limites du parc et ont reconnu que le rendement de la pêche à l'extérieur des limites a augmenté depuis la création du parc.

Certains pêcheurs ont été formés à la collecte de données concernant les techniques de recherche, de gestion et de suivi de la barrière de corail et de la forêt pour devenir gardes forestiers. Ils ont aussi appris la langue anglaise et les compétences de guide nécessaires pour les visiteurs de l'île, dont des compétences sur l'éducation environnementale pour les écoliers locaux. Tous les autres employés



Le récif de corail de Chumbe (Photo: Projet COAST)



Une vue aérienne des éco-lodges de l'île Chumbe
(Photo: CHICOP)



Le CHICOP utilise uniquement l'énergie renouvelable avec ces panneaux solaires qui alimentent l'installation
(Photo: CHICOP)

de l'île, tels que les cuisiniers, agents de nettoyage et les serveurs sont également formés régulièrement sur des connaissances de bases sur l'écologie des récifs, l'écologie forestière, la langue anglaise, l'éco-tourisme et les écotecnologies.

Le renforcement des capacités du personnel gouvernemental: Le CHICOP a également contribué à accroître la sensibilisation à la conservation et la compréhension des conditions juridiques et institutionnelles parmi les représentants du gouvernement. La proposition d'investissement très innovante et inhabituelle de la création d'un parc marin et d'une réserve forestière privés exigeait la participation et l'approbation de sept départements gouvernementaux en tout. Cela a pris plus de quatre ans de négociations, suivis par d'intenses discussions sur les plans de gestion de 1995 à 2016, qui ont été élaborées par des consultants de CHICOP avec la participation importante de toutes les personnes concernées. Ce long processus a permis à CHICOP d'obtenir le soutien politique et a préparé le terrain pour l'amélioration du cadre juridique pour la conservation marine, ainsi que la protection et la gestion de l'environnement. En outre, un comité consultatif a été créé en 1995, composé des chefs de village, des responsables gouvernementaux, des universitaires locaux

et de la direction de CHICOP, et se réunit au moins deux fois par an pour discuter des réussites et des défis rencontrés.

IV. CONCLUSION SUR LES RÉSULTATS ET LES EXPÉRIENCES DE L'ÎLE CHUMBE.

Selon notre travail à Chumbe, à travers des enseignements accumulés sur une période de 2 ans, nous avons établi que la gestion privée des aires marines protégées peut être efficace et économiquement viable, même dans un contexte politique difficile. L'investissement dans la conservation et dans les technologies écologiquement rationnelles, ainsi que l'emploi de personnel supplémentaire pour les programmes d'éducation environnementale et pour la gestion du parc, augmente considérablement les coûts, ce qui rend la concurrence avec d'autres entreprises touristiques difficile. Les politiques et les taxes favorables à la conservation et à l'investissement devraient encourager de telles initiatives, mais celles-ci ne sont pas actuellement disponibles en Tanzanie. Une coopération étroite avec les organismes gouvernementaux pour établir et protéger cette réserve a amélioré la compréhension des questions environnementales entre les autorités locales et nationales. En outre, la création de la réserve naturelle de Chumbe s'est faite à l'avantage des communautés

locales en générant des revenus, en créant des emplois et un marché pour les produits locaux. Elle a également développé de nouvelles compétences professionnelles et a aidé au repeuplement des espèces commerciales de poissons dans les zones marines voisines. Pour éviter les conflits entre les utilisateurs, il vaut mieux préserver une zone que les communautés locales n'exploitent pas intensivement pour leur subsistance ou autres activités économiques.

Face à la menace du changement climatique, il est nécessaire que la conservation marine obtienne plus de soutien politique de la part des gouvernements et de la communauté internationale travaillant pour la conservation, et il faut reconnaître l'importance de la contribution potentielle du secteur privé à la fois dans la gestion efficace de la zone de conservation et dans les moyens de subsistance des populations locales sur le terrain. Le maintien à long terme de l'occupation des lieux et des contrats, ainsi qu'un environnement politique, juridique et institutionnel favorables sont nécessaires pour attirer davantage d'investissements privés et communautaires en matière de conservation marine en particulier dans les pays en développement. L'équipe du projet du parc corallien de l'île de Chumbe sera heureux de maintenir ces investissements dans les mois et les années à venir.

Cet article exprime des opinions personnelles des auteurs et ne représentent en aucun cas celles du Projet Coast



COAST

COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET



Tel | +254 20 7625286



facebook | COAST Project
<http://www.facebook.com/TheCoastProject>



E-mail | G.Omedo@unido.org



Twitter | @TheCOASTProject



Website | www.coast.iwlearn.org



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'ONU/UNIDO

Ce document a été réalisé sans édition formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou de leurs autorités, ni quant à la délimitation de ses territoires ou frontières, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI. Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONUDI ni ses États Membres n'assument la responsabilité pour les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation des matériaux. Ce document peut être librement cité ou reproduit, mais avec accord préalable.

COAS

COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM

4ÈME EDITION DU BULLETIN D'INFORMATION

DECEMBRE 2013



**INTEGRER LES PRINCIPES DE GESTION
DES RECIFS ET DES LOISIRS MARINS EN
AFRIQUE DE L'EST
...ET AUTRES HISTOIRES**

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	3
EN COUVERTURE: INTEGRER LES PRINCIPES DE GESTION DES RECIFS ET DES LOISIRS MARINS EN AFRIQUE DE L'EST	5
ANALYSE: LECONS TIREES DE LA CERTIFICATION POUR LE TOURISME DURABLE AUX SEYCHELLES	12
PARTENARIAT: LANCEMENT DU PROJET POUR L'EAU DE L'ONUDI A WATAMU, AU KENYA	18
ARTICLE SPECIAL EN IMAGE: JOURNEE MONDIALE POUR L'ENVIRONNEMENT	21
DES NOUVELLES DES PAYS DU PROJET COAST	26
CAMEROUN	26
GAMBIE	26
GHANA	27
KENYA	28
MOZAMBIQUE	29
NIGERIA	30
SENEGAL	31
TANZANIE	32
QUESTIONS ET REPONSES: DR. FRANCOIS ODENDAAL, PDG D'ECOAFRICA	34
OPINION: EXPERIENCE ET LECONS DE LA COMMISSION ACTUELLE DE BENGUELA	39



ÉQUIPE ÉDITORIAL

ÉDITEUR

- UNIDO COAST PROJECT

EQUIPE EDITORIALE

- GEOFFREY OMEDO
- MARLA PINTO RODRIGUES

CONCEPTION & REALISATION

- BRAND AFRICA CREATIVE VILLAGE

PHOTOGRAPHIE

- UNIDO COAST PROJECT
- TIBEA HAMMAN

COLLABORATEURS

- LUDOVIC BERNAUDAT
- HUGH GIBBON
- HARVEY GARCIA
- SANTIAGO ORMENO
- DR. FRANCOIS ODENDAAL
- BERNICE MCLEAN
- CLAIRE ATTWOOD
- JANICE BRISTOL
- SINHA LEVKOVIC
- JAYSHREE GOVENDER
- JONATHAN KINGWILL
- ESTHER MUNYITHIA

Ce bulletin d'information est une publication du projet COAST réalisée avec le soutien du FEM, Fonds pour l'Environnement Mondial. Les points de vue et les avis exprimés dans cette publication ne sont pas forcément représentatifs de la position des bailleurs de fonds. Nous sommes une organisation à but non lucratif engagée dans l'adoption des meilleures pratiques et approches pour le tourisme durable qui réduit la dégradation de l'environnement marin et côtier d'importance transfrontalière.

Les correspondances sont à adresser à:
EQUIPE EDITORIAL - PROJET COAST - UNIDO

E-mail: G.Omedo@unido.org

Les matériels et photos envoyées seront utilisées sans restriction pour sa publication.

Les articles remis seront traités en accord avec la politique éditoriale du magazine.



COORDINATEUR TECHNIQUE DE L'ONUDI

Chers lecteurs,

Bienvenue au quatrième bulletin d'information électronique du projet COAST!

Nos équipes ont travaillé intensément autant au niveau régional que national au cours des derniers mois et nous prévoyons que ce niveau accru d'activité continue jusqu'à la fin de la phase de mise en oeuvre du projet, le 31 Mars 2014! Suivra une période courte, mais intensive, réservée à la documentation des résultats, des expériences et des leçons afin de les partager à grande échelle avec notre public aux niveaux local, national et international avant la clôture définitive du projet COAST le 30 juin 2014.

Alors que nous élevons le niveau de mise en oeuvre du projet, nous sommes confrontés au défi essentiel d'identifier et de proposer de bonnes pratiques politiques qui favoriseront le tourisme côtier durable en Afrique. Il s'agit d'une caractéristique principale de notre travail dans les 9 pays participants. À cet égard, je voudrais attirer votre attention tout particulièrement sur l'article de ce bulletin qui présente notre travail dans le domaine thématique Gestion des Récifs et des Loisirs Nautiques (GRLN) à la page 4. Cet article fournit les principales informations et nouvelles sur les premiers résultats de notre partenariat avec EcoAfrica dans les trois pays GRLN (Kenya, Mozambique et Tanzanie).

Nous vous partageons également des informations et des nouvelles sur la façon dont les Seychelles ont mis en oeuvre leur unique certification de tourisme durable (SSTL) qui contribue à améliorer le tourisme côtier dans ce pays. Cet article présente quelques leçons importantes sur la façon dont d'autres pays peuvent efficacement institutionnaliser la



DR. HUGH GIBBON

certification écologique pour inciter leur industrie hôtelière à améliorer la durabilité de toutes leurs opérations. Dans la phase actuelle de mise en oeuvre du projet, notre partenariat avec l'OMT dans le cadre de la composante Gestion et Gouvernance du Tourisme Durable (GGTD) se terminera par 3 ateliers GGTD couvrant toutes les régions. Tous

les pays partenaires bénéficieront de ces événements durant lesquels nous espérons que de nombreuses idées et leçons auront été partagées entre tous les domaines thématiques du projet. Nous allons également continuer à rechercher et échanger avec d'autres projets similaires pour assurer l'intégration de nos résultats et identifier le potentiel de réplification.

Enfin, je suis heureux de vous annoncer que la 5e réunion du comité de pilotage du projet, organisée par l'équipe partenaire de la Tanzanie dans le site de démonstration de Bagamoyo, au nord de Dar-es-Salaam, s'est déroulée avec succès du 23 au 28 septembre 2013. Trente-huit participants y ont assisté, venant des 9 pays partenaires du projet, et comprenant également des représentants du PNUE, de la Convention de Nairobi, de l'ONUDI, de l'OMT et des conseillers régionaux d'EcoAfrica. Les participants de la réunion ont convenu que des progrès significatifs avaient été réalisés en 2013 dans les trois domaines thématiques du projet. Ils ont remarqué que les sites de démonstration des pays partenaires étaient désormais mieux placés que jamais dans le cycle de vie du projet pour mettre en oeuvre des pratiques et des technologies intéressantes et utiles pour la gestion de l'environnement côtier et du tourisme durable, qui pourront être améliorées, répliquées et avoir un impact à long terme.

Il s'agit donc d'un des moments les plus passionnants pour toutes nos équipes et partenaires du projet, et je tiens à vous encourager non seulement à lire ce bulletin, et la série de bulletins électroniques à venir, mais aussi de régulièrement visiter notre site Internet et nos médias sociaux pour suivre notre travail le plus récent.

DR. HUGH GIBBON



LE TRAVAIL DU PROJET COAST DANS L'INTÉGRATION DES PRINCIPES DE GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS MARINS EN AFRIQUE DE L'EST: ÉTUDES DE CAS AU KENYA, AU MOZAMBIQUE ET EN TANZANIE

« Le projet COAST propose des solutions pratiques pour favoriser la conservation, dans les pays membres, des écosystèmes marins et côtiers d'importance mondiale, et de la biodiversité qui leur est associée, grâce à la réduction des impacts environnementaux négatifs dont ils sont victimes principalement à cause du tourisme. »

COMPRENDRE LE POTENTIEL DU TOURISME EN AFRIQUE

Le tourisme dans les zones côtières est l'un des secteurs dont la croissance est la plus grande et la plus rapide, et qui a donc le potentiel de contribuer au bien-être économique et social des pays de destination. Pourtant, les habitants de la plupart des destinations les plus fréquentées sont plus susceptibles d'être victimes des effets négatifs de l'activité touristique, plutôt que de bénéficier de ses apports économiques. En effet, les communautés doivent vivre avec des impacts négatifs tels que la pollution croissante, la dégradation des écosystèmes marins fragiles et des zones côtières à cause de développements mal



Des coraux-éponges à Bagamoyo, en Tanzanie (Photo: Projet COAST)

planifiés, la concurrence pour l'eau douce, la surexploitation des ressources limitées pour nourrir l'industrie du tourisme, la hausse des prix de l'immobilier, les déplacements des communautés de pêche et d'élevage locales et les dommages irréversibles à la culture locale. La bonne nouvelle est la reconnaissance croissante que toutes les formes de tourisme ne sont pas égales et que le tourisme peut être géré de manière à assurer des expériences et des prestations de qualité pour les visiteurs, tout en faisant bénéficier l'environnement, la biodiversité, les économies et les moyens de subsistance locaux, au lieu de se limiter à attirer un grand nombre de visiteurs.

LE TRAVAIL DU PROJET COAST POUR MAXIMISER LA VALORISATION DES ÉCOSYSTÈMES MARINS.

En prenant en compte ces défis, le projet COAST s'emploie à appliquer, grâce à une série de projets de démonstration pratiques dans différents domaines thématiques, un certain nombre de meilleures pratiques disponibles et de meilleures technologies disponibles (MPD/ MTD) dans les destinations touristiques côtières sélectionnées en Afrique subsaharienne. Ces projets de démonstration sont tous destinés



Une équipe d'EcoAfrica lors de l'entretien avec des acteurs locaux à Watamu (Photo: Projet COAST)



De beaux coraux dans le site de démonstration d'Inhambane (Photo: Projet COAST)

à contribuer à la réduction des impacts négatifs sur l'environnement causés par les activités et les produits polluants du secteur touristique. Pour atteindre cet objectif, dans le domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs marins », l'association EcoAfrica est le sous-traitant principal de l'ONUDI travaillant dans trois pays (le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie). Le travail sur la GRLM se concentre sur des études des récifs et la cartographie SIG des zones sensibles et endommagées dans les sites de démonstration. Ce travail comprend aussi la planification des activités, la sensibilisation et le renforcement des capacités dans le cadre de la gestion et de la conservation des récifs pour réduire la pollution, la perte de la biodiversité et d'autres impacts négatifs sur les récifs et les zones marines.

Tout cela se fait compte tenu du fait que les écosystèmes sensibles marins et côtiers, en particulier les récifs coralliens, les herbiers marins et les palétuviers, sont très productifs et fournissent des biens et services économiques importants. Par exemple, ils protègent la côte contre les tempêtes, ils retiennent le carbone, et ils abritent et nourrissent de nombreux organismes marins, y compris des espèces de poissons à grande valeur commerciale. Ils accueillent également un nombre croissant de visiteurs

« Des études ont estimé la valeur totale des biens et services écosystémiques dans le monde à plus de 25 milliards de dollars » Conservation International

et d'activités récréatives, quelques-unes des principales attractions étant fournies par les écosystèmes marins eux-mêmes, y compris les promenades en bateau à fond translucide, la plongée avec tuba, et la plongée sous-marine récréative et sportive. Les retombées économiques générées par ces activités sont estimées à plus de 9 milliards de dollars au niveau mondial. La question reste de savoir dans quelle mesure les communautés locales tirent profit de ce revenu, étant donné qu'elles dépendent de ces ressources pour leur subsistance..

QUELS SONT LES OBJECTIFS DU DOMAINE THÉMATIQUE « GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS MARINS » ?

Dans le cadre de la mise en œuvre plus large du projet COAST, l'objectif du domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs marins » est de développer et de tester une gestion responsable des récifs et des loisirs marins grâce à la promotion et à l'expérimentation des meilleures pratiques et technologies disponibles (MPD et MTD) en termes de tourisme durable dans les sites sélectionnés. Cela inclut la documentation et la diffusion des résultats obtenus.

CECI SE FAIT GRÂCE À :

1. La sensibilisation sur les valeurs de conservation et sur les enjeux de la gestion durable des ressources marines et récifales en Afrique de l'Est au sein de toutes les parties prenantes.
2. Le travail avec les acteurs locaux pour concevoir et développer des pratiques et des technologies durables de conservation et de loisirs.
3. L'appui du renforcement des capacités et de l'amélioration des compétences en matière de gestion des loisirs marins dans les domaines prioritaires.
4. L'étude et l'expérimentation, à petite échelle, des possibilités de diversification des moyens de subsistance pour les habitants des zones côtières grâce à la planification participative du tourisme.
5. La mise en relation de toutes les interventions à petite échelle ci-dessus avec les meilleures connaissances scientifiques disponibles en matière de ressources naturelles. Le projet COAST

concentre son travail GRLN dans trois sites de démonstration de la région d'Afrique de l'Est: Tofo, Barra et Tofinho (Mozambique), Bagamoyo (Tanzanie) et Watamu (Kenya). Toutes ces régions ont, depuis le début du projet, été soumises à des évaluations intensives des récifs, des cartographies SIG, des renforcements des capacités et des actions de sensibilisation. Bien que tous ces sites soient dans la région occidentale de l'Océan Indien, il est important de noter que

chaque site vit des situations différentes en matière de tourisme, comme cela est décrit ci-dessous: since project inception been taken through intensive reef assessments, GIS and participatory mapping activities, capacity building and awareness creation. While all these sites are in the Western Indian Ocean region, it is important to note each site experiences different tourism-related realities and issues, as summarised below;

LES SITES DE DÉMONSTRATION DE TOFO, BARRA ET TOFINHO AU MOZAMBIQUE

Le site de démonstration de Tofo, Barra et Tofinho (TBT) est situé à environ 15 km de la ville historique d'Inhambane. Tofo est passé d'un petit village côtier de pêcheurs à une destination touristique importante. Les larges plages de sable, les récifs coralliens, les palétuviers et les vastes lagunes constituent un atout attractif et offrent des moyens de subsistance aux communautés locales qui ont une population grandissante. Les attractions touristiques marines reposent en grande partie sur l'accessibilité des espèces marines populaires de grande taille (ou mégafaune) et comprennent, l'observation des baleines, la plongée avec les raies manta dans les différentes zones coralliennes et la plongée avec les requins baleines et les dauphins lors de safaris marins.

Les grandes dunes de sable qui bordent la côte protègent les terres contre les tempêtes. Les forêts de palétuviers et les lits d'herbes marines s'épanouissent au Ponta da Barra et à l'intérieur de la baie d'Inhambane. Des recherches récentes dans la baie d'Inhambane confirment que ces zones sont des lieux essentiels de reproduction et d'alimentation pour de nombreuses espèces, allant des herbes marines aux hippocampes en passant par les dugongs qui sont en voie de disparition. Outre le tourisme, le principal moyen de subsistance de la population dans la région est la pêche artisanale et l'agriculture de subsistance.

En dépit de cette richesse naturelle, environ 80% de la population vit dans l'extrême pauvreté. Avec un vaste littoral tropical abondant d'un patrimoine naturel et culturel riche, le Mozambique a un important potentiel de développement touristique. L'environnement marin dans la zone TBT est toutefois menacé par la pêche destructrice et excessive, le développement côtier et la pollution. L'industrie du tourisme est l'un des principaux employeurs pour les populations locales et les menaces qui pèsent sur sa viabilité à long terme sont une préoccupation majeure pour les gens du pays, le secteur privé et le gouvernement lui-même.



Développement d'un documentaire de sensibilisation au site de démonstration de TBT (Photo: Projet COAST)

LE SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO EN TANZANIE

La zone côtière de la Tanzanie abrite une riche abondance de ressources naturelles et culturelles. Autrefois une plateforme pour la traite des esclaves en Afrique de l'Est, Bagamoyo est la plus ancienne ville en Tanzanie et un haut lieu historique et culturel. Le district de Bagamoyo est depuis peu classé septième site de patrimoine mondial de la Tanzanie. Le littoral de Bagamoyo se caractérise par des habitats marins importants, comme les estrans sableux ou vaseux, les palétuviers, les récifs coralliens, les herbes marines, et un système estuarien productif. Ces écosystèmes jouent un rôle majeur dans le soutien des communautés locales, fournissant une source de nourriture, de revenus et d'énergie sous la forme de bois de chauffage.

La zone marine de Bagamoyo se trouve dans le canal de Zanzibar. Un certain nombre de récifs sont situés au large des côtes de Bagamoyo, le plus grand et le plus éloigné étant Mwamba Kuni situé à 10 km des côtes. Quatre des récifs côtiers ont été fermés à la pêche par le biais d'un plan de gestion collaborative des pêches adopté par les villages environnants et par le district en 2006. Une pression constante sur les récifs a toutefois entraîné une diminution des pêches dans la région.

Bagamoyo est actuellement une destination de tourisme d'affaires, la majorité des visiteurs venant de Dar es Salaam pour des réunions et des conférences. La ville attire aussi les visiteurs de court séjour d'Afrique de l'Est. L'industrie du tourisme se développe principalement sur les terres, alors que les loisirs nautiques (plongée avec tuba) se font en grande partie grâce à des arrangements ponctuels avec les pêcheurs. La plongée sous-marine et les équipements de sécurité pour les excursions en mer sont actuellement indisponibles. Alors que de rares visites auraient parfois lieu dans des récifs proches du rivage, le récif le plus populaire pour la plongée avec tuba est Mwamba Kuni.



L'évaluation des récifs sur le site de démonstration de Bagamoyo (Photo: Projet COAST)

Etude des poissons au site de démonstration de Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)



LE SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU AU KENYA

Watamu, une réserve de biosphère reconnue par l'UNESCO, est située au nord du comté de Mombasa Kilifi au Kenya. Les caractéristiques physiques les plus notables de ce site de démonstration sont les plates-formes rocheuses, les falaises, les plages de sable, les récifs coralliens et les herbes marines. Mida Creek, une zone de la baie fermée qui contient des estrans vaseux et des marécages de palétuviers, constitue un habitat et lieu de loisirs et de pêche important. Cette région est l'un des principaux centres de loisirs marins du Kenya. Les principales attractions de la région sont les excursions en bateau, les sports nautiques, la plongée sous-marine, la pêche sportive et la plongée avec tuba. Le site de démonstration s'inscrit dans un complexe de zones protégées connu sous le nom de "zone de conservation marine de Watamu Malindi" (MWMCA). Ici, les parcs marins nationaux de Malindi et Watamu sont englobés dans la réserve marine nationale de Watamu et Malindi.

L'activité socio-économique la plus importante à Watamu est le tourisme qui dépend de la plage et des attractions des ressources marines. Les chiffres du tourisme sont relativement élevés par rapport aux deux autres sites de démonstration et de nombreux hôtels, chambres d'hôtes et gîtes nourrissent le commerce de plage et les activités de loisirs nautiques. La majorité des touristes viennent d'Europe et en particulier d'Italie. La pêche artisanale est une autre importante activité économique des habitants de la MWMCA. La pêche contrôlée est autorisée dans la réserve de la MWMCA mais interdite dans les parcs nationaux marins, qui sont des zones non-exploitable. Le développement du tourisme de masse a conduit à l'accès d'un public de plus en plus nombreux aux plages récréatives. D'autres menaces relatives aux loisirs nautiques comprennent la surexploitation des coraux et des coquillages pour les souvenirs, les dommages infligés au corail par le piétinement ou l'ancrage des bateaux et la pollution. Les récifs coralliens dans certaines zones à Watamu sont en mauvaises conditions en raison d'une importante couverture de mousse ou de micro-algues. L'augmentation de l'érosion et des traces minérales dans la zone de récif de Mida Creek en raison de la déforestation des palétuviers est aussi évidente.

RÉSULTATS ET LEÇONS: DES OPPORTUNITÉS DE CHANGEMENTS POSITIFS CRÉÉES PAR LE PROJET COAST.

À la suite des interventions du projet COAST dans les trois pays, un certain nombre d'opportunités ont émergé à travers les activités de GRLN pour l'amélioration pratique de la gestion des récifs et des loisirs nautiques dans chacun des sites de démonstration. Il s'agit notamment de:

- Une collaboration plus étroite entre les décideurs et entre le gouvernement, les collectivités locales, les chercheurs, le secteur privé et d'autres groupes d'intéressés, afin d'assurer des prises de décisions plus éclairées et d'améliorer l'application des réglementations régissant l'aménagement du littoral et du milieu marin.

- Une meilleure implication de la communauté dans la planification ainsi que la gestion des zones et des ressources marines pour assurer que leurs voix soient entendues et que la pression sur le milieu marin soit réduite grâce au renforcement des avantages locaux provenant du secteur touristique.

- Une plus grande prise de conscience de l'unicité, de la valeur et de la fragilité des écosystèmes sur lesquels l'industrie touristique est basée grâce à un meilleur accès à l'information dans les sites de démonstration, en particulier pour les visiteurs, les décideurs et d'autres groupes d'intéressés.

- L'amélioration des réseaux et de la collaboration entre les opérateurs du secteur privé pour auto-réglementer les activités et être plus responsables, afin de s'assurer que les visiteurs se comportent eux-aussi de façon responsable.

- Un soutien accru aux communautés locales de pêcheurs pour entreprendre des méthodes de pêche durables et pour accroître les bénéfices plus directs du tourisme. Cela demande de renforcer les liens avec le secteur privé pour améliorer la conservation et la gestion des ressources marines et côtières.

- Le renforcement des compétences des guides touristiques en matière de loisirs nautiques pour assurer des activités de loisirs durables et sans risque.

- Une meilleure sensibilisation des utilisateurs des ressources sur les politiques et les législations en vigueur qui régissent les ressources marines et côtières.

- L'harmonisation des rôles et responsabilités institutionnels afin que ceux-ci soient plus clairs en termes de gouvernance des ressources marines.

- Un meilleur suivi des écosystèmes au sein des sites touristiques les plus populaires et l'utilisation des informations pour faire face aux menaces qui pèsent sur ces zones sensibles.

L'OBJECTIF FINAL: VERS UNE GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS EN ACCORD AVEC LES PRINCIPES DE TOURISME CÔTIER DURABLE EN AFRIQUE.

Bien que l'on puisse avancer que la valeur inhérente des écosystèmes et organismes naturels marins est suffisante pour justifier leur protection, la réalité, en particulier sur les côtes de l'Afrique de l'Est, montre qu'il existe une concurrence importante et parfois même des conflits lorsqu'il s'agit de faire usage des ressources et des écosystèmes marins. Cela continue à poser de nombreux problèmes aux gestionnaires qui doivent équilibrer les usages et les besoins des différents groupes d'utilisateurs dans le cadre de paramètres naturels nécessaires pour

des écosystèmes sains. La prise en compte de la valeur des écosystèmes marins fragiles dans les décisions de gestion aide à faire en sorte que certains avantages du tourisme contribuent au bien-être économique des communautés côtières pauvres.

Pour qu'une industrie hautement consommatrice telle que le tourisme soit socialement, économiquement et écologiquement durable, elle doit répondre aux besoins, aux aspirations et aux sensibilités des réalités locales. Les communautés côtières locales doivent être placées au cœur de la planification et de la gestion à venir, si l'on veut améliorer la gestion des ressources marines. Il est évident que, pour que le tourisme dans les zones côtières de la région soit durable sur le long terme, le maintien d'écosystèmes marins sains est primordial. Il faut que les mentalités au sein des opérateurs et des approches du tourisme changent, afin d'améliorer la collaboration et le partage des avantages avec les populations locales. Les acteurs de l'industrie du tourisme doivent être plus responsables et améliorer leur autorégulation et leur collaboration, en particulier dans les zones où le cadre légal est faible, ou dans lesquelles les informations adéquates sur la prise de décision manquent, ou dans lesquelles le suivi et la conformité avec les lois existantes sont faibles.



Formation de guides dans le cadre du projet COAST (Photo: Projet COAST)

DOCUMENTS ASSOCIÉS

- <http://www.ecoafrika.co.za/>
 Conservation International. 2008. Economic Values of Coral Reefs, Mangroves, and Seagrasses: A Global Compilation. Center for Applied Biodiversity Science, Conservation International, Arlington, VA, USA. (NT : Valeur économique des récifs coralliens, des palétuviers et des herbiers marins: une compilation mondiale. Centre pour les sciences appliquées à la biodiversité, Conservation International, Arlington, Virginie, Etats-Unis. Document non-disponible en français.)
 O'Malley MP, Lee-Brooks K, Medd HB (2013) The Global Economic Impact of Manta Ray Watching Tourism. PLoS ONE 8(5): e65051. doi:10.1371/journal.pone.0065051 (NT: L'impact économique du tourisme d'observation des raies mantas. Document non-disponible en français.)
 2) INE, 2009. National Institute of Statistics. Internet material: Accessed APRIL 2013. (NT: Institut national de statistiques. Documents internet, avril 2013. Site internet non-disponible en français.)



Seychelles Sustainable Tourism Label
Safeguarding Seychelles for Tomorrow

APERÇU DU SECTEUR TOURISTIQUE AUX SEYCHELLES.

Le tourisme est l'un des piliers de l'économie des Seychelles. Le secteur contribue au moins à 25% du produit intérieur brut et représente environ 15% des emplois directs. Au cours de la dernière décennie, le secteur a connu une forte croissance avec de nouveaux produits touristiques commercialisés en ligne ce qui a permis de battre le record d'arrivées touristiques. Au cours des dernières années, le secteur a enregistré un nombre de visiteurs de plus en plus grand. Par exemple, les statistiques pour 2012 montrent le record avec un peu plus de 208 000 visiteurs, en majorité de France, d'Allemagne, d'Italie et de Russie, qui représentent 60% du nombre total de visiteurs dans le pays.

COMMENT ÉQUILIBRER LA CROISSANCE TOURISTIQUE DES SEYCHELLES ET LA PRÉSERVATION DE SA BIODIVERSITÉ FRAGILE.

La croissance du tourisme au cours des dix dernières années a augmenté la pression sur les ressources naturelles du pays. Ainsi, le gouvernement des Seychelles a dû trouver un équilibre entre les besoins de développement économique et la nécessité toujours croissante de réduire et d'atténuer les impacts négatifs de ces évolutions sur l'environnement et ses ressources naturelles. Cela a amené le pays à concentrer ses activités de marketing sur la promotion de Seychelles comme destination éco-touristique. Suite à cette initiative, le secteur touristique aux Seychelles est devenu plus conscient des principes et des pratiques de durabilité, ce qui a permis de développer des attractions,



PARTAGE DES RÉSULTATS SUR LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES (SSTL) DE LA PART DU PROJET COAST.

INTRODUCTION

L'archipel des Seychelles est l'un des pays partenaires du projet d'actions de collaboration pour le tourisme côtier durable (COAST). Le projet COAST est un projet mis en œuvre par le PNUE, financé par le Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) et exécuté par l'ONUDI, en collaboration avec l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme) et plusieurs autres partenaires. L'objectif du projet est de démontrer et soutenir l'adoption de meilleures pratiques en matière de tourisme durable qui permettraient de réduire la dégradation des milieux marins et côtiers d'importance transfrontalière.

produits et services touristiques plus fondés sur la nature.

En tant qu'écosystème fragile, l'archipel des Seychelles est un haut-lieu de la biodiversité dans le monde. Environ 47% de la masse continentale du pays, et quelques 228km² de son territoire océanique, sont officiellement protégés. Cependant, la biodiversité des Seychelles reste soumise au risque des différentes pressions engendrées par les activités humaines, ce qui donne à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité une importance vitale pour le développement durable du pays. À cet égard, de par son initiative de mettre en place la certification de tourisme durable

... Par exemple, on observe le personnel éteindre les lumières et des clients choisissant de ne pas faire laver leurs serviettes très fréquemment. Il existe aussi tout un ensemble de pratiques qui demandent un investissement dans les appareils électriques, l'isolation, le chauffage ou autres technologies efficaces en matière de consommation d'énergie. Les investissements sont souvent amortis en quelques années.

des Seychelles (SSTL), le gouvernement Seychellois a cherché à assurer la durabilité de l'un des secteurs les plus vitaux du pays, le tourisme, et les ressources naturelles dont il dépend, l'environnement.

LA CERTIFICATION SSTL: UN OUTIL POUR FAVORISER LE PASSAGE À LA DURABILITÉ DANS LE SECTEUR TOURISTIQUE DES SEYCHELLES.

Jusqu'à présent, cinq hôtels ont reçu la certification SSTL, à savoir le Complexe hôtelier et Spa Constance Ephelia, le complexe hôtelier et casino Berjaya Beau Vallon Bay, et l'hôtel Hanneman Holliday Apartment. Deux autres hôtels, la station balnéaire Kempinski Seychelles et l'hôtel Banyan Tree Seychelles ont été soumis à une évaluation et ont reçu leur certification le 21 septembre 2013. Un certain nombre d'hôtels ont aussi exprimé leur intérêt pour la certification et en sont à différentes étapes de préparation afin d'y accéder. Pour que les hôtels fassent une demande de certification, il faut passer par différentes correspondances, réunions et explications des critères et de leurs avantages. Le gouvernement encourage les petits établissements en les faisant bénéficier d'une

assistance technique gratuite.

Le concept à la base de la certification de durabilité des Seychelles (SSTL) est né dans le travail du département touristique du ministère du tourisme et des transports en vue des objectifs de la Vision 21, une stratégie nationale à partir de laquelle un plan directeur touristique d'ensemble pour la période 2001 à 2010 a été créé, aux côtés de la stratégie écotouristique des Seychelles pour le 21^e siècle (SETS-21). Le ministère seychellois du tourisme et des transports a adopté le projet de SSTL en 2004 (et, à son tour, le bureau touristique des Seychelles (STB) en 2007) et a mené des recherches préparatoires sur les certifications de tourisme durable. Ensuite, un comité d'intervenants a été créé avec un ensemble de critères préliminaires. Les critères provisoires ont été mis à l'essai par le STB, mais le système d'attribution de la certification SSTL ne pouvait pas être mis en œuvre en raison du manque de ressources financières. Après une pause de 5 ans, le projet de SSTL s'est accéléré vers la fin 2009 grâce à une initiative soutenue par le PNUE et le FME pour intégrer la prise en compte de la biodiversité dans les activités du secteur de la production.

FONCTIONNEMENT DE LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES:

Le SSTL vise à faire fonctionner les hôtels participants selon les principes de base suivants:

- a. Élaborer et mettre en œuvre une politique de développement durable.
- b. Suivi de l'énergie, de l'eau et des déchets au fil du temps.
- c. Prendre des mesures de conservation des ressources.
- d. Promouvoir les petites entreprises locales.
- e. Traiter le personnel de manière équitable et en conformité avec toutes les lois et règlements.
- f. Contribuer au développement communautaire et aux activités de conservation.

Bénéfices escomptés pour les hôtels participants

1. Bénéfices commerciaux

- La certification offre aux opérateurs un avantage concurrentiel en marketing par rapport à d'autres entreprises non certifiées;
- Les établissements certifiés sont mis en valeur dans le guide des hébergements du bureau touristique des Seychelles.
- Les hébergements certifiés ont le droit d'utiliser la certification sur leur site internet et dans leurs publicités.
- Les hôtels responsables sont promus régulièrement lors de foires commerciales.
- Les établissements certifiés sont listés sur le site internet de la SSTL.
- Les clients sont plus susceptibles d'être satisfaits lorsqu'on leur communique les réussites de l'entreprise en termes de durabilité.

2. Bénéfices financiers

- Les coûts opérationnels sont susceptibles de diminuer en raison de meilleures connaissances, d'un meilleur suivi et de l'utilisation des technologies améliorées.
- Les coûts de remplacement du personnel sont susceptibles de diminuer, les recherches montrant que l'engagement dans des initiatives de durabilité améliore la motivation et la fidélité du personnel à son entreprise.

LE PROCESSUS DE CERTIFICATION SSTL

ETAPE 1: COMMUNICATION

La première étape vers l'adoption de la SSTL est de communiquer le message de la certification et les avantages de son processus aux gestionnaires et aux propriétaires d'hébergements. Ceci demande la communication, l'engagement des parties prenantes, et la sensibilisation. Ce processus a débuté en septembre 2011 avec le lancement du logo et de la marque et il est toujours en cours.



ETAPE 2: DEMANDE

Les hôtels intéressés doivent faire une demande de SSTL par lettre ou courriel, et joindre une copie de leurs résultats de l'audit interne. Cette forme d'auto-évaluation est la même que celle utilisée par les évaluateurs mais au lieu de points, les hôtels doivent répondre "oui ou non" pour chaque critère. Des frais de demande existent: pour les petits hôtels (1 à 24 chambres): 400 €, pour les hôtels de taille moyenne (25 à 50 chambres): 800 € et pour les grands hôtels (51 chambres ou plus): 1000 €. La SSTL est officiellement ouverte aux demandes depuis le 1er juin 2012.



ETAPE 3: EVALUATION

La demande et la déclaration de conformité de l'hôtel sont réexaminées et, si cela est jugé complet, un évaluateur est identifié et une date d'évaluation est fixée pour l'hôtel.



ETAPE 4. VERIFICATION

Les formulaires d'évaluation sont vérifiés pour s'assurer qu'ils soient complets et la notation de chaque section est examinée. Si l'hôtel a marqué le nombre de points requis il est recommandé avec le statut «approuvé ». Si l'hôtel n'a pas marqué les points nécessaires minimum, il sera renvoyé pour une réévaluation dans les six mois avec le statut «en attente».



ETAPE 5. ATTRIBUTION

Un comité de certification se réunit au moins tous les deux mois pour examiner les recommandations formulées par la SSTL. Le groupe confirme la recommandation pour attribution, sauf si une irrégularité ou un besoin de renseignements supplémentaires sont identifiés. Un appel écrit peut être fait à la SSTL et sera examiné par le comité. Si une irrégularité est identifiée, l'hôtel sera réévalué par un évaluateur différent.

QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES PRINCIPALES DANS LE CADRE DE LA SSTL

1. LA GESTION : Cette partie comprend la politique, le suivi, la santé et la sécurité. Elle nécessite une documentation sur le développement durable qui assurera que les initiatives de durabilité de l'hôtel soient menées systématiquement.

2. LES DÉCHETS : Les déchets ont un certain nombre d'impacts environnementaux potentiellement graves, comme la santé des clients, du personnel et des communautés locales. La réduction des déchets est donc une forme largement comprise et visible des pratiques durables et représente une bonne occasion d'attirer le soutien de tous les acteurs. Réduire, réutiliser et recycler sont des moyens efficaces de réduire les coûts de l'entreprise.

3. L'EAU : L'objectif général des bonnes pratiques dans le cadre de l'utilisation de l'eau est de réduire la quantité d'eau douce utilisée par les hôtels. Cela réduit l'impact sur l'approvisionnement en eau douce ainsi que le potentiel de pollution de l'eau. Comme avec les déchets, la première étape consiste à réduire la consommation d'eau grâce à la conservation et à la collecte des eaux de pluie, et de se pencher sur les options de réutilisation et de recyclage de l'eau.

4. L'ÉNERGIE : L'énergie comprend généralement jusqu'à 50% des coûts d'exploitation de service d'un hôtel. Réduire la consommation d'énergie est le domaine susceptible d'avoir le plus d'avantages financiers importants pour une entreprise. Les pratiques de réduction de l'énergie peuvent consister en des pratiques de « gestion » pour changer les comportements du personnel et / ou des clients afin de réduire la consommation d'énergie.

5. LA CONSERVATION : La plupart des pratiques de durabilité se concentrent sur la réduction de l'impact négatif d'une entreprise sur l'environnement ou la communauté au sein desquels ils travaillent. Les critères communautaires et de conservation montrent qu'une facette importante du tourisme durable est de contribuer positivement à la vie de la communauté et dans les activités de conservation locales.

6. LE PERSONNEL : Les pratiques liées au personnel et aux clients sont extrêmement importants pour la durabilité des entreprises hôtelières et du tourisme aux Seychelles. Les critères du personnel visent à traiter le personnel de manière équitable et d'offrir des opportunités d'emploi juste à la population locale afin de réduire le roulement de personnel et d'encourager la fidélité.

7. LA COMMUNAUTÉ : Un hôtel ne peut être reconnu pour ses pratiques de participation et de conservation communautaire que s'il conserve tous les documents concernant ces activités. Cela peut inclure des reçus ou des lettres de remerciement des groupes communautaires, des photos de travaux de conservation, ou des témoignages des membres de la communauté.

8. LES CLIENTS : Les critères concernant les clients soulignent l'importance de leur satisfaction pour la durabilité de l'entreprise. Des clients satisfaits rentrent chez eux et recommandent les Seychelles à leurs amis. Le bouche à oreille est l'une des formes les plus efficaces de marketing touristique.

Documents associés

Site internet de la SSTL <http://www.seychelles.travel/sstl/index.php/certified-hotels>
(site internet non-disponible en français)

MOTIVER LA DURABILITÉ DANS LE TOURISME: DES LEÇONS DES SEYCHELLES SUR LE PLAN SSTL.

De toute évidence, l'adoption d'une certification verte ne vient pas sans ses défis. Bien que le gouvernement des Seychelles offre même des concessions financières en renonçant à des taxes sur l'importation d'appareils à économie d'énergie, par exemple, ces mesures d'incitation ne sont pas suffisantes pour encourager tous les hôtels à essayer d'obtenir la certification. Certains hôteliers plus petits estiment encore qu'ils ne devraient pas avoir à payer des frais pour participer au programme, et ont besoin de plus de concessions de la part du gouvernement.

En outre, pour que ces plans de durabilité réussissent, il faut que le pays mette en place des politiques, installations et infrastructures de soutien adéquates, en conformité avec les exigences d'une telle certification. Un bon exemple à cet égard est l'obligation de tous les hôtels participants à la SSTL de trier leurs déchets par catégories (organiques et inorganiques). Ce critère se révèle être difficile à exécuter car le pays manque d'installations locales de recyclage des déchets adéquates qui auraient énormément bénéficié des déchets triés qu'préalable. Cependant, le gouvernement est conscient de ce problème et travaille pour y remédier.

Enfin, pour assurer l'efficacité d'une telle certification, plusieurs paramètres doivent être pris en considération. Comme la SSTL, qui a été élaborée en conformité avec les critères du Conseil mondial du tourisme durable, la certification doit être fondée sur un cadre reconnu et respecté, ce qui facilite sa reconnaissance et améliore sa crédibilité globale. Il est également important de mettre en place un comité de récompense indépendant pour approuver les certifications et assurer la transparence du programme. La certification demande aussi une forte prise de conscience et un programme de renforcement des capacités lors de l'étape initiale du projet pour générer plus d'intérêt et d'adhésion. Le projet COAST est fier d'être associé à la certification de tourisme durable des Seychelles et la considère comme une meilleure pratique disponible qui peut être facilement reproduite dans les destinations touristiques en Afrique et au-delà.



UN APERÇU DE L'EAU ET DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT (OMD).

Un célèbre proverbe en swahili en Afrique de l'Est dit « Maji ni maisha » qui se traduit par « l'eau c'est la vie » en français. En effet, bien que ceci soit un fait, les réalités mondiales montrent encore que de nombreuses communautés dans le monde, en particulier dans les pays en développement, doivent faire face à des conditions de stress hydrique aigu. Le programme d'évaluation de l'eau des Nations Unies suggère que chaque personne a besoin de 20 à 50 litres d'eau par jour pour assurer leurs besoins essentiels en boisson, cuisine et nettoyage. Des statistiques récentes publiées par le programme commun OMS/ UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (JMP), montrent que « 11 % de la population mondiale, ou 783 millions de personnes, n'ont toujours pas accès à des sources améliorées d'eau potable ». Le JMP publie des rapports tous les deux ans sur les progrès accomplis vers l'objectif d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de l'OMD 7, son objectif spécifique numéro 10 visant à : « Réduire de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes sans accès durable à l'eau potable » entre 1990 et 2015.

Il résulte que les maladies d'origine hydrique telles que la diarrhée, qui est une cause principale de maladie et de décès au niveau mondial, continue de sévir dans les communautés. Cela explique pourquoi, à la suite de l'engagement des Objectifs du Millénaire pour le Développement, le monde a connu des partenariats entre les principales parties prenantes, les gouvernements, les partenaires au développement, les donateurs et les praticiens de l'eau visant à lutter contre le problème de la pénurie

L'ONUUDI LANCE LE PROJET SUR L'EAU À CHIPANDE DANS LE COMTE DE KILIFI, DANS LA REGION DU SITE DE DEMONSTRATION DE WATAMU



Le représentant de l'ONUUDI, Dr. Mpoko Bokanga et le directeur des services de l'eau du comté de Kilifi, Mr. Thomas M. Makanga, lors du lancement du projet de l'eau (Photo: Projet COAST)

d'eau. L'ONUUDI joue son rôle en veillant à ce que ce partenariat mondial puisse produire des résultats positifs, même alors que 2015 approche, l'année d'ici laquelle les OMD devraient avoir été complètement atteints.

DES ACTIONS MONDIALES AUX ACTIONS LOCALES: LANCEMENT PAR L'ONUUDI DU PROJET DE L'EAU À CHIPANDE.

Dans le cadre de la transformation des politiques globales en actions concrètes locales, l'ONUUDI, grâce à un partenariat avec le gouvernement de la Slovénie a soutenu

l'acquisition et l'installation d'une unité de purification de l'eau à Chipande, région de Matsangoni, dans le comté de Kilifi. Le projet a été conçu en 2010 avec pour objectif principal de contribuer à augmenter le nombre de personnes de la communauté de Watamu - Mida ayant un accès propre et fiable à l'eau potable. L'ONUUDI a demandé le soutien du gouvernement Slovène, qui a fait don de matériel de traitement de l'eau pour la purification de l'eau. Cet équipement se compose d'une unité mobile autonome pour la filtration de l'eau, qui utilise l'osmose inverse. En outre, cette usine de traitement

peut fonctionner efficacement dans une région qui n'est pas connectée aux réseaux électriques, car elle dispose de technologies d'énergie solaire et éolienne qui lui insufflent la puissance nécessaire. La station d'épuration de l'eau a été installée, et a été officiellement lancée le 5 septembre 2013. L'usine est actuellement opérationnelle et produit environ 130 litres par heure d'eau potable purifiée.

Le lancement officiel du projet de l'eau de Chipande a été honoré par le représentant de l'ONUDI pour le Kenya et l'Erythrée, le Dr Mpoko Bokanga et le directeur des services de l'eau du comté de Kilifi, M. Thomas M. Makanga. Un grand nombre de personnes y ont assisté, dont des représentants des collectivités locales (un chef et trois sous-chefs) de deux écoles locales (l'école primaire de Chipande et l'école primaire de Soyosoyo), ainsi qu'un certain nombre de chefs d'établissement et d'enseignants des écoles voisines. De nombreux représentants des ménages de la communauté locale étaient également présents lors de l'évènement.

Lors de son allocution officielle de lancement, le Dr Mpoko Bokanga a réitéré l'importance de l'eau pour la communauté, et a encouragé toutes les parties prenantes, y compris le nouveau gouvernement du comté de Kilifi, à assurer la viabilité et le bénéfice de ce projet à la fois sur le court et le long terme. Le Dr Bokanga a en outre souligné la nécessité pour la communauté locale de « s'approprier pleinement le projet » et veiller à ce qu'il devienne un modèle de réussite. Dans sa déclaration, le représentant



L'usine d'épuration de l'eau soutenue par l'ONUDI utilise l'énergie éolienne et solaire. (Photo: Projet COAST)

du comté de Kilifi, M. Thomas M. Makanga a reconnu la bonne intendance de l'ONUDI dans ce projet, et s'est engagé à apporter plus de soutien de la part du gouvernement pour s'assurer que le projet soit bénéfique pour la communauté locale. Il a exprimé l'intérêt du comté de Kilifi à utiliser ces projets comme modèles pratiques pour améliorer l'accès à l'eau pure et propre pour la consommation locale, en particulier pour

les écoles publiques, et comme moyens de créer des emplois durables pour les habitants au chômage.

LES PROCHAINES ÉTAPES: DES MODÈLES DURABLES POUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE.

Il est important de rappeler ici que le lancement du projet de l'eau de Chipande soutenu par l'ONUDI dans le comté de Kilifi en Septembre de cette année, n'est pas une fin en soi, mais le début d'un parcours. Tandis que le comité du projet de l'eau de la communauté de Chipande, dirigé par M. Haroon Papu - un hôtelier dans la région - se propose de gérer l'installation et d'assurer qu'elle soit productive et bénéfique, il est clair que ce projet d'épuration de l'eau est une pratique pilote exemplaire et utile, qui peut démontrer comment un projet communautaire de l'eau peut être géré de façon durable. C'est dans cet esprit que le comité local recherche des partenariats avec les acteurs du secteur privé de la zone touristique de Watamu Mida Creek, afin d'emballer et de vendre l'eau purifiée à ces établissements à un prix raisonnable. De cette façon, le projet pourra générer des revenus suffisants qui y seront réinjectés, afin qu'il puisse devenir autosuffisant.

Pour plus d'information, allez sur <http://www.micro-water.org/5001.html> (NT: site internet non-disponible en français)



L'usine d'épuration de l'eau soutenue par l'ONUDI utilise l'énergie éolienne et solaire. (Photo: projet COAST)



Évènement de sensibilisation sur la JME, au Cameroun (Photo: Projet COAST)

LES PAYS PARTENAIRES DU PROJET COAST CÉLÈBRENT LA JOURNÉE MONDIALE POUR L'ENVIRONNEMENT (5 JUIN 2013)

APERÇU DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT 2013

Le 5 Juin 2013, le projet COAST a rejoint la communauté mondiale en marquant la journée mondiale de l'environnement (JME) 2013. La JME est un événement annuel qui vise à devenir la journée de sensibilisation environnementale la plus grande et la plus célébrée. Les activités de la journée mondiale de l'environnement ont lieu toute l'année et culminent lors de cette journée chaque année, impliquant « des gens de partout ». Le thème des célébrations de cette année était « Pensez. Mangez. Préservez. ». Ce thème est une campagne contre le gaspillage

et la perte de la nourriture pour encourager la rationalisation de la consommation des individuels.

Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations-Unies (FAO), chaque année, 1,3 milliard de tonnes de nourriture sont gaspillées, soit l'équivalent de la quantité produite dans l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. D'un autre côté, une personne sur sept dans le monde s'endort le ventre vide et plus de 20 000 enfants de moins de 5 ans meurent chaque jour de faim (<http://www.fao.org/news/story/en/item/196220/icode/>). La campagne de cette année a rassemblé des gens

dans le but de démontrer la puissance de l'action collective pour réduire le gaspillage alimentaire, économiser de l'argent, réduire l'impact environnemental de la production alimentaire et rendre les processus de production des aliments plus efficace.

Pour marquer cette journée, cinq pays partenaires du projet COAST (la Cameroun, le Ghana, le Nigéria, le Mozambique et le Sénégal) ont organisé de leur propre gré un certain nombre d'actions allant d'ateliers de sensibilisation sur l'environnement, à des conférences publiques, en passant par des activités de nettoyage des plages est des espaces publics.

CERTAINES DE CES ACTIVITÉS SONT PRÉSENTÉES CI-DESSOUS DANS UN INTÉRESSANT RÉCIT PICTURAL:



Artisanat et produits d'écotourisme à Badagry, au Nigéria (Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À BADAGRY, AU NIGÉRIA

Pour marquer la journée mondiale de l'environnement, l'équipe du projet COAST sur le site de démonstration de Badagry au Nigéria a organisé une conférence publique sur les impacts du tourisme sur l'environnement. La conférence a attiré plusieurs types de participants comme des étudiants, des représentants du gouvernement, des organisations communautaires locales et des opérateurs touristiques travaillant dans la région. Cette conférence a ensuite été suivie par une activité de nettoyage au cours de laquelle de nombreux habitants ont nettoyé les rues de Badagry et la lagune. A la suite de ce nettoyage et des activités de la JME, plus de personnes sur le site de démonstration comprennent l'importance de garder des environnements propres.

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À KRIBI, CAMEROUN

Pour marquer la journée mondiale de l'environnement, les partenaires du projet COAST dans le site de démonstration de Kribi au Cameroun ont mis en place deux activités à savoir, une activité de sensibilisation à Londji Beach, consistant au nettoyage de la plage avec la participation des ménages locaux et des enfants, et une discussion éducative avec les enfants des écoles locales. Plus précisément, l'objectif de ces activités était de sensibiliser le public aux problèmes liés à la mauvaise gestion des déchets plastiques dans la zone. Ces activités ont été organisées en étroite collaboration avec la délégation départementale du Ministère de l'environnement et de la protection de la nature et l'association locale «Londji écotourisme». Afin de faciliter l'activité de nettoyage des plages à Londji, le

projet COAST a fourni des poubelles qui ont été utilisées pour la collecte des déchets. Pour rendre l'exercice plus attrayant, le projet a incité les participants en fournissant des petits prix et des rafraîchissements pour les participants ayant recueilli le plus grand nombre de sacs plastique. Les poubelles utilisées lors du nettoyage de la plage ont été données à la communauté et seront réutilisées lors des activités régulières de nettoyage des plages. Les partenaires du projet COAST à Kribi ont également participé à une marche populaire sur l'environnement organisée par le 1er conseil urbain de Kribi à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement. Ce rassemblement a regroupé de nombreuses personnes des communautés locales et des principales institutions gouvernementales à Kribi.



Une discussion éducative avec des enfants lors de la JME à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)



Des enfants montrant leurs récompenses de la JME à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À INHAMBANE, MOZAMBIQUE

Cette année, le Mozambique a célébré la JME sous le thème « Mettons de l'ordre dans nos quartiers afin d'améliorer nos vies », qui visait à sensibiliser l'ensemble du pays sur les avantages sociaux des pratiques et des planifications respectueuses de l'environnement. Dans la province d'Inhambane, un certain nombre d'activités organisées indépendamment par les représentants du gouvernement provincial ont été mises en place pour marquer cette journée.

Ces activités comprennent :

- La plantation d'arbres: Un total de 2 567 arbres ont été plantés dans l'ensemble de la province d'Inhambane, dont 120 étaient des arbres fruitiers, et 2447 des variétés locales. Il faut mentionner ici que dans la région de Tofo, Barra et Tofinho où le projet COAST est mis en œuvre, un total de 56 arbres d'espèces locales ont été plantés dans la forêt communautaire de Siquiriva.

- Des discussions sur l'environnement dans les écoles et les communautés: un total de 23 discussions ont eu lieu dans toute la province, avec la participation d'environ 6 297 personnes. Parmi les thèmes abordés dans ces discussions, se trouvaient le changement climatique, l'aménagement du territoire, l'assainissement, les feux sauvages et l'importance écologique des arbres et de la conservation des forêts, entre autres.

- Des concours de dessin et de rédactions dans les écoles, dans l'objectif d'accroître l'intérêt des étudiants sur les questions de conservation de l'environnement à l'école primaire de Mahalamba. Les meilleurs étudiants ont reçu du matériel scolaire.



Exposition sur la JME, à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)



Conférences publiques sur la JME à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À ADA, GHANA

La JME a été célébrée sur le site de démonstration du projet à Ada, au Ghana avec l'organisation d'un certain nombre d'activités visant à démontrer que la bonne gestion de l'environnement et des ressources naturelles peut assurer le maintien de la production alimentaire à partir de sources non polluées. Sur le long terme, des terres fertiles ainsi que des ressources naturelles et des écosystèmes préservés pourraient être laissés à la postérité.

Ces activités comprennent:

1. La participation communautaire dans la collecte de matières plastiques, caoutchouc et autres déchets le long des routes principales qui mènent à la plage et aux hôtels en bordure de mer dans deux communautés côtières, Otkrope et Totimekope;

2. La sensibilisation sur des méthodes de débarrasage des ordures simples mais efficaces pour stimuler l'élimination responsable des déchets et la participation communautaire;

3. L'achat et la distribution de matériels d'assainissement;

4. Un forum public modéré par le directeur de coordination du district pour l'environnement afin d'encourager les résidents à maintenir les activités de nettoyage des plages pour le bénéfice à long terme de la communauté.

Au cours des activités de nettoyage des plages, le projet COAST a fourni des balais longs, des brouettes, des gants et des poubelles pour les membres des communautés locales, en partenariat avec Zoomlion, l'un des leaders du secteur privé en matière de gestion des déchets au Ghana, qui s'est associé à l'événement. Cela va en accord avec le fait que les partenariats public-privé pour la gestion des déchets sont soutenus par le projet COAST et sont considérés comme meilleure pratique disponible dans la gestion de la pollution des sols. Ces objets resteront disponibles pour faciliter des activités de nettoyage régulières qui se tiendront sur le site de démonstration d'Ada. Le superviseur de district de Zoomlion, M. Bryan Abakan, s'est engagé à doter de poubelles certains sites d'enfouissement défrichés pour encourager le tri des déchets. À cet égard,

des efforts continueront dans la région pour sensibiliser la population et pour que les partenaires respectent leur engagement à assurer une infrastructure de collecte de déchets plus régulière, grâce à des nouveaux équipements, comme les poubelles qui seront installées dans la région.



Nettoyage de la plage d'Ada, au Ghana
(Photo: Projet COAST)



Nettoyage des rues d'Ada, au Ghana
(Photo: Projet COAST)

LA JME ET LA CONSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT CÔTIER À SALY, SENEGAL

Pour soutenir le thème de cette année « Pensez. Mangez. Préservez. », à Saly, Sénégal, les partenaires du projet COAST en étroite collaboration avec le bureau du maire, ont organisé une conférence publique intitulée « Journée mondiale de l'environnement: Agissez, Mangez, préservez ». Cette conférence a porté sur les produits locaux de la ville de Saly. L'orateur principal, M. Mansour Ndiaye, directeur exécutif de l'APAF (Association de Promotion de l'Agroforesterie et de la foresterie) a organisé un débat autour du sujet de l'agroforesterie et ses potentialités pour assurer l'autosuffisance alimentaire au Sénégal. Cet événement a été suivi par 40 participants dont des représentants de l'eau et des gestionnaires de forêt, L'ONG Sénégal Vert et des experts du domaine de l'agriculture.

En outre, l'un des partenaires du projet à Saly, la SAPCO (Société d'Aménagement

et de Promotion des Côtes et zones touristiques) a collaboré avec des associations sportives et culturelles, avec le soutien d'acteurs du secteur privé dans des activités de sensibilisation pour marquer la JME. Le point culminant de ces activités était une promenade publique organisée par l'équipe COAST en partenariat avec la mairie de Saly et la SAPCO pour sensibiliser les communautés locales sur l'importance de la mer. La marche a commencé à l'entrée de la ville et a attiré plus d'une centaine de participants portant des T-shirts arborant le message « Saly Ville Propre = station Durable ».

En plus de cela, les activités suivantes ont été mises en place pour célébrer la Journée mondiale de l'environnement de cette année:

- Les hôtels de Saly ont tous été mobilisés pour informer leurs clients sur l'importance et la signification de la JME en les

encourageant à participer aux activités.

- Une activité de collecte publique des déchets dans la région entreprise par le bureau du maire en impliquant des écoles locales.
- Une marche qui a commencé à l'entrée de Saly jusqu'au centre ville suivie par le nettoyage des rues dans la station balnéaire..
- Une projection publique en plein air d'un film documentaire, intitulé « La malédiction des plastiques », qui montre les effets ravageurs des matières plastiques pour l'environnement.



Nettoyages de Saly à l'occasion de la JME au Sénégal
(Photo: Projet COAST)



Activités de nettoyage à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)

1. CAMEROUN DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KRIBI

Au cours de la période de juin à octobre 2013, le projet COAST a poursuivi la mise en œuvre des activités visant à démontrer et soutenir la mise en exécution des plans d'action pour le développement de l'écotourisme dans trois villages côtiers de Kribi (les chutes de la Lobé, Grand-Batanga et Londji)..

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Deux séminaires de deux jours ont été organisés à Kribi pour fournir des compétences de base en informatique pour les guides touristiques et les acteurs du secteur hôtelier locaux. Cette formation s'est adressée à 15 représentants de groupes locaux de jeunes, 20 guides et 29 membres du personnel des hôtels voisins. Ceux-ci ont amélioré ses compétences en Internet et sur les moyens de renforcer la commercialisation de leurs activités à l'aide des médias sociaux et des outils gratuits basés sur Internet tels que Wikipedia, YouTube, Lonely Planet, Trip Advisor entre autres.

- Le site de démonstration a également réalisé quatre séminaires de formation sur l'éco-tourisme couvrant la conception et la création de produits touristiques, la cuisine et l'hygiène alimentaire ainsi que la santé et le tourisme dans trois villages de la région de Kribi (Villages Lobé Mbeka'a, Bongahélé et Londji). Un manuel de formation basique en tourisme a été élaboré et 81 guides locaux ont été identifiés comme accompagnateurs touristiques locaux.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. L'équipe du projet COAST à Kribi est en train de finaliser le processus de recrutement d'un expert qui créera des cartes indiquant les zones de tourisme durable sur le site de démonstration de Kribi.

2. LA GAMBIE DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE KARTONG:

La Gambie met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » en collaboration avec l'OMT sur le site de démonstration de Kartong. En tant que site de démonstration du Project COAST, Kartong dispose de nombreuses étendues d'eau douce naturelles et artificielles. Celles-ci constituent l'habitat de nombreux roseaux, poissons et autres oiseaux d'eau. Cet écosystème a été classé site Ramsar (*les sites Ramsar résultent de la convention sur les zones humides d'importance internationale, où chaque pays membre est autorisé à inscrire au moins un site de zones humides sur la liste des zones humides d'importance internationale*), ce qui a entraîné l'augmentation des visites d'amateurs d'oiseaux.

En raison de son habitat naturel riche, le développement des activités d'écotourisme autour des zones humides et anciennes carrières de Kartong autour de l'observation des oiseaux est tout à fait possible.

Le projet COAST continue de mettre en œuvre un certain nombre d'activités visant à rendre le site plus sensible aux questions de durabilité comme le soulignent les actualités ci-dessous.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Des cartes du site de démonstration, montrant tous les sites touristiques principaux de Kartong, ont été produites et validées par le comité de pilotage national du projet ainsi que par la communauté. Ces cartes seront disponibles sur place à l'office du tourisme et dans les établissements d'hébergement pour aider les touristes à avoir une vision graphique complète de la zone.

- Un certain nombre de réunions de sensibilisation des parties prenantes ont été organisées à Kartong pour s'assurer que les communautés locales reconnaissent l'importance de la conservation de l'environnement comme catalyseur des activités touristiques durables.

- Une formation sur le recyclage des déchets pour produire de l'artisanat et du compost a eu lieu du 8 au 10 juillet 2013 à Kartong. Cette formation vise à former les femmes et les jeunes de la région sur la façon de produire de l'engrais à partir des déchets biodégradables et de l'artisanat à partir de déchets non dégradables (plastique, bouchons de bouteilles et canettes), destiné à être vendu.

- Pour améliorer la durabilité des opérations du bureau de l'Association de Tourisme Responsable de Kartong (KART) qui sert de centre d'information touristique dans le site de démonstration, un ordinateur, une imprimante et une photocopieuse ont été achetés et installés dans leurs bureaux. Kartong n'ayant pas encore accès à l'électricité, un système solaire a également été acquis et installé afin que le centre d'information touristique puisse fonctionner.



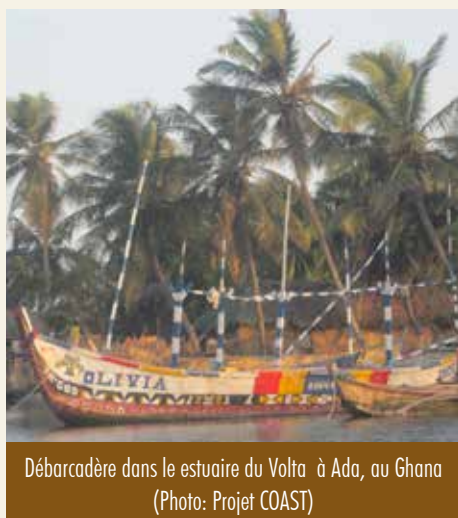
Nettoyage public à Folonko à Kartong, en Gambie (Photo: Projet COAST)



Ateliers pour l'engagement communautaire à Kartong, en Gambie (Photo: Projet COAST)



Production locale de gin à Ada, au Ghana (Photo: Projet COAST)



Débarcadère dans le estuaire du Volta à Ada, au Ghana (Photo: Projet COAST)

3. GHANA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION D'ADA

Le Ghana est l'un des pays participants au projet COAST et met en œuvre des activités dans le domaine thématique « éco-tourisme » en collaboration avec l'OMT sur le site de démonstration d'Ada. L'équipe COAST à Ada a mis en place un certain nombre d'activités durant la période de juin à octobre 2013, qui ont contribué à l'amélioration des retombées du tourisme pour les acteurs locaux.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- L'équipe du projet COAST à Ada a mis en œuvre un certain nombre d'événements de sensibilisation sur l'importance de la conservation des espèces et de leur habitat, ainsi que sur l'élimination des déchets, dans les écoles de la région (24 écoles primaires, 3 écoles secondaires et 1 établissement d'enseignement supérieur).
- Pour s'assurer que les communautés locales soutiennent les efforts visant à améliorer le nouveau rôle d'Ada comme destination du tourisme durable, 15 membres de la communauté locale ont été sensibilisés à la conservation des ressources naturelles pour la durabilité de la vie et la promotion du tourisme.

- A des fins informatives et de sensibilisation, plus de 5000 affiches, brochures et dépliants sur les questions de durabilité du secteur

touristique ont été produites, avec le soutien du projet COAST et en étroite collaboration avec la Division de la faune et l'Agence de protection de l'environnement, et distribuées dans les écoles et les collectivités de la région.

- Le 2e atelier sur la gestion et la gouvernance durable du tourisme, auquel ont participé le Nigéria et le Ghana, a eu lieu du 22 au 24 octobre 2013. Pendant l'atelier, les trois pays ont établi des priorités dans les plans d'action nationaux pour la gouvernance du tourisme durable. Des réunions parallèles avec chaque pays partenaires ont également eu lieu afin de discuter sur les mécanismes de suivi et évaluation à mettre en place pour la documentation des résultats importants à partager en 2014.. L'atelier a été également une bonne plate-forme pour le partage des connaissances entre les pays participants, et a compris une visite sur le terrain du site de démonstration et des interactions avec certains des acteurs locaux qui bénéficient déjà des activités du projet COAST.

Les activités prévues pour les prochains mois comprennent:

1. L'équipe du projet COAST à Ada est en train de finaliser le processus de recrutement d'un expert qui créera des cartes indiquant les zones de tourisme durable sur le site de démonstration.

4. KENYA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU



Des participants après un atelier d'évaluation à Watamu (Photo: Projet COAST)

Le Kenya met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale et transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (SGE/ TEST) et « gestion des récifs et des loisirs marins » (GRLM). En septembre 2013, une évaluation participative des acteurs a eu lieu pour évaluer les progrès des activités du projet COAST sur ce site.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- Les activités d'écotourisme à Watamu sont supervisées par l'association marine de Watamu (WMA) en partenariat avec les acteurs locaux et avec le soutien technique de l'OMT. La plupart des activités du projet ont été mises en œuvre avec succès. Actuellement, les activités comprennent le don de dix vélos pour deux collectivités, le soutien au tourisme agricole et fermier et à la ferme à serpents de Mida Creek.

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Pour aider à la mise en œuvre des activités SGE/ TEST sur le site de démonstration de Watamu, Le Centre national pour une production plus propre du Kenya (CNPP) a été recruté pour mettre en œuvre trois des cinq outils de gestion TEST, à savoir, l'évaluation pour une production plus

propre (EPP), les systèmes de gestion environnementale (SGE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

- L'autorité nationale de gestion environnementale du Kenya (NEMA) a transféré les ressources nécessaires au CNPP pour la mise en œuvre des activités EMS / TEST. La 1^{re} mission du CNPP est d'effectuer l'analyse de l'EPP, des SGE et de la RSE dans les deux hôtels partenaires du projet COAST, à savoir le complexe hôtelier Hemmingways et le club de plage de Turtle Bay, du 11 au 16 juillet 2013. Les résultats de la mission comprennent: l'évaluation détaillée de l'efficacité des ressources des hôtels; des recommandations détaillées sur les coûts inexistantes, faibles et élevés, et des plans de mise en œuvre des recommandations.

- Dans le cadre de la composante « technologies respectueuses de l'environnement » (TRE) de la méthode TEST, NEMA a commencé le processus d'acquisition de la technologie du composteur Rocket qui doit être installé au club de plage de Turtle Bay et utilisé pour aider les activités agricoles des communautés locales. Il s'agira de la première installation de cette technologie au Kenya. En outre, trois biodigesteurs doivent être distribués à l'hôtel Hemingway, l'Association Marine de Watamu (WMA) et l'association locale pour l'océan (LOT).

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GRLN):

- L'équipe du projet COAST a conseillé les membres du comité de gestion du site de démonstration sur certaines possibilités qui pourraient leur permettre d'accéder à des subventions lors de la séance d'information sur les modalités d'accès aux fonds de soutien de projets communautaires, animée par la direction du projet de développement des côtes du Kenya (KCDP) et le programme de microfinancements du FEM (SGP).

- Grâce au partenaire du projet COAST EcoAfrica, une formation communautaire visant à améliorer les bonnes pratiques dans les activités d'excursions guidées sur les récifs, intitulée « regardez à travers du fond transparent du bateau » a été conduite. Au cours de la formation, 57 participants de 11 organisations, dont des opérateurs de bateaux, des responsables gouvernementaux et des représentants du DSMC de Tanzanie ont été formés du 22 au 24 juillet 2013.



Sensibilisation environnementale dans les écoles à Watamu, au Kenya (Photo: Projet COAST)

5. MOZAMBIQUE DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION D'INHAMBANE

Le Mozambique met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale et transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (SGE/ TEST) et « gestion des récifs et des loisirs marins » (GRLN). Pendant la période de référence, un certain nombre d'activités ont été mises en œuvre sur le site de démonstration d'Inhambane:

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale/ transfert de technologies respectueuses de l'environnement (SGE/ TEST):

- À Inhambane, les établissements participants au domaine SGE/ TEST (Bay View Lodge et le Bar de Dino) ont accueilli la 1ère mission du centre national pour une production plus propre du Mozambique (CNPPM). Des rapports d'évaluation de production propre ont été produits lors de cette mission contenant des recommandations à mettre en œuvre sans coût, à faible coût ou à coût élevés pour les hôtels et les entreprises partenaires.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs marins (GRLM):

- Une formation sur les concepts de base du suivi et de l'évaluation participative a été donnée aux membres du comité de gestion du site de démonstration (DSMC).
- Les activités de nettoyage de la plage de Tofo sont devenues routinières, mises en œuvre tous les derniers weekends du mois par ALMA (une ONG locale qui travaille sur la gestion des déchets).

Les activités prévues pour les prochains mois à venir comprennent:

1. L'organisation continue d'ateliers de sensibilisation pour les acteurs qui prévoient la production de 9 panneaux pour la sensibilisation environnementale dans la région de TBT.



Evaluation des récifs à Inhambane, au Mozambique
(Photo: Projet COAST)



Balitage de la région de Pomene dans le cadre des activités de planification des terres au Mozambique
(Photo: Projet COAST)



Vainqueurs du trophée de la JME à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)



Activités de plantation d'arbres à Inhambane, au Mozambique (Photo: Projet COAST)



Un ancien marché aux esclaves à Badagry, au Nigéria (Photo: Projet COAST)



Des plages propres à Badagry, au Nigéria
(Photo: Projet COAST)



Le point focal pour le tourisme récompensant un guide
touristique en formation à Badagry, au Nigéria
(Photo: Projet COAST)

6. NIGÉRIA

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE BADAGRY:

Le Nigéria met en œuvre des activités dans le domaine thématique « écotourisme » en collaboration avec l'OMT. Au cours de la période de juin à octobre 2013, l'équipe COAST du site de démonstration de Badagry a mis en œuvre un certain nombre d'activités.

Des nouvelles de l'écotourisme:

- L'équipe du projet COAST à Badagry a organisé des formations de renforcement des capacités visant à générer des revenus à partir d'activités d'écotourisme, par exemple par la fabrication et la vente d'artisanat et de souvenirs sur le site de démonstration. Il s'agissait d'apprendre aux locaux à fabriquer des objets artisanaux à partir de noix de coco, de bambou, des perles et des textiles. Au total, 136 participants, principalement des membres des communautés locales, en ont bénéficié.

- Le processus de cartographie du site de démonstration a commencé, avec le recrutement d'un expert en cartographie, qui va créer des cartes détaillées de Badagry, indiquant tous les sites d'attraction touristiques importants (hôtels, sites du patrimoine, établissements publics, marchés et autres points de repère).

Les activités de renforcement des capacités du projet COAST ont permis envisager des changements positifs au sein des communautés locales:

- 1.
2. Un nombre important d'opportunités d'emplois locaux ont été créés grâce à la création et la vente de souvenirs.
3. Les moyens de subsistance se diversifient en créant des sources de revenus supplémentaires et alternatives dans le secteur touristique.

SÉNÉGAL

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE SALY

Le Sénégal met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale » (SGE). Ce domaine thématique particulier, de la même façon que les trois autres pays y travaillant, utilise la méthodologie « transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (TEST) de l'UNIDO dans le travail avec cinq hôtels sur le site de démonstration de Saly (l'hôtel les Filaos, l'hôtel Le Lamentin, l'hôtel Bougainvilliers, l'hôtel Palm Beach et l'hôtel Teranga).

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/TEST):

- Dans le cadre du domaine thématique SGE / TEST, les cinq hôtels ont signé des lettres d'engagement avec l'ONUDI, s'engageant à appliquer les cinq outils de la méthodologie TEST. Ils ont également participé à la première phase des missions d'audit sur l'efficacité énergétique qui a abouti sur un certain nombre de recommandations importantes à mettre en œuvre pour créer des avantages environnementaux et économiques.

- L'équipe COAST à Saly a également terminé l'analyse de toutes les questions réglementaires concernant les SGE/ TEST applicables aux aménagements des hôtels. L'analyse a porté sur des questions telles que l'eau, les déchets, l'air, le bruit, la santé et la sécurité, les technologies à risques, les produits chimiques et les récipients sous pression. Ces sujets seront abordés dans une série de formations avec les hôtels pour faire en sorte que les questions de protection de l'environnement soient intégrées dans leurs opérations.

Des nouvelles de la gestion et la gouvernance du tourisme durable (GGTD):

- L'équipe COAST à Saly a finalisé le processus d'élaboration d'un plan d'action pour la gouvernance et la gestion durable du tourisme dans les régions côtières du Sénégal.

- La composante de soutien de la communauté du projet COAST à Saly comprend des mesures pour soutenir les SGE en offrant une assistance technique à la ville et au village artisanal de Saly. À cet égard, les hôtels de la région continuent de bénéficier d'un soutien particulier sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE), grâce auxquelles ils peuvent se connecter plus avec les communautés locales.

Les activités prévues pour les mois à venir comprennent:

1. La création de cartes du site de démonstration a commencé avec le recrutement d'un expert en cartographie local qui créera des cartes indiquant tous les principaux sites touristiques et géographiques du site.



Campagne « Pensez. Mangez. Préservez » à Saly, au Sénégal (Photo: Projet COAST)



Activités environnementales publiques à Saly, au Sénégal (Photo: Projet COAST)



Conférence sur la préservation de la nourriture à Saly, au Sénégal (Photo: Projet COAST)

8. TANZANIE

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO



Boutre traditionnelle à Bagamoyo, en Tanzanie (Photo: Projet COAST)

La Tanzanie est l'un des trois pays qui met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques, à savoir « écotourisme », « systèmes de gestion environnementale et transfert de technologies respectueuses de l'environnement » (SGE/ TEST) et « gestion des récifs et des loisirs marins » (GRLM). Au cours de la période de référence, la Tanzanie a accueilli le cinquième comité de pilotage du projet COAST qui a rassemblé 38 participants venant des neuf pays partenaires du projet, ainsi que des représentants du PNUE, de l'ONU, de l'OMT, d'EcoAfrica et de la convention de Nairobi.

Des nouvelles des l'écotourisme:

Le projet met en œuvre des activités relevant du domaine thématique « écotourisme » dans les villages de Dunda, Kaole et Mlingotini du district de Bagamoyo. Ces activités visent à accroître la participation de la communauté au tourisme et à la conservation de la biodiversité, activités qui peuvent générer des revenus grâce au renforcement de l'entreprenariat local, et à l'amélioration de la prestation de services et la conservation de l'environnement marin.

Des nouvelles des systèmes de gestion environnementale (SGE/ TEST):

- Les hôtels Millenium (Millennium Old Post Office et Millennium Sea Breeze), l'hôtel Oceanic, Bomani Beach Bungalows et le Bagamoyo beach and Country Club se sont engagés à appliquer la technologie TEST de l'ONU.
- Le Centre de Production Propre de Tanzanie (CPPT) a effectué sa première mission pendant la première semaine d'octobre, qui

a commencé par une visite brève, et sera suivie par une évaluation en profondeur de production propre, afin d'identifier les formations nécessaires.

• Dans le cadre de la composante « technologies respectueuses de l'environnement » (TRE) de la méthode TEST, le conseil de district de Bagamoyo, en partenariat avec des acteurs du secteur privé impliqués dans la mise en œuvre des SGE/ TEST et le bureau du vice-président de Tanzanie (VPO) travaillent sur l'acquisition de 20 lampadaires solaires qui seront installés à Bagamoyo pour démontrer une meilleure pratique disponible en termes d'éclairage, qui ne soit pas néfaste pour l'environnement, et qui à son tour puisse aider à améliorer le secteur touristique (par moyen de l'amélioration de la sécurité dans le centre historique de la ville) et la communauté locale.

Des nouvelles de la gestion des récifs et des loisirs nautiques (GLNR):

- L'équipe d'EcoAfrica, en collaboration avec l'équipe locale du Projet COAST, a mené une série d'enquêtes sur les récifs de Bagamoyo (le récif de Mshingwe, Mwamba Kuni et le récif de Lazy Lagoon) pour informer davantage le processus de cartographie des zones sensibles touchées par les interventions humaines.
- Un certain nombre d'activités indépendantes de nettoyage des plages ont été menées par la communauté à Bagamoyo, visant à recueillir tous les déchets sur les plages et à les analyser afin de déterminer la quantité de matières plastiques et de déchets non dégradables que l'on y trouve.



Engagement de la communauté dans la replantation de palétuviers (Photo: Projet COAST)

GALERIE D'IMAGES



Photo de groupe au 5eme comité de pilotage à Bagamoyo, Tanzanie, du 23 au 28 septembre 2013 avec la participation de 31 partenaires (PNUE, OMT, ONUDI, EcoAfrica et des représentants des neuf pays partenaires) (Photo: Projet COAST)



Recyclage des déchets. Saly, Senegal (Photo: Projet COAST)



Réunion des parties prenantes. Kartong, Gambia (Photo: Projet COAST)



Collecte des ordures. Saly, Senegal (Photo: Projet COAST)



Récifs coralliens. Bagamoyo, Tanzania (Photo: Projet COAST)



Matériaux de publicité. (Photo: Projet COAST)



Hippocampe à Inhambane, Mozambique. (Photo: Tibeia Hamman)



Vue aérienne des Seychelles. (Photo: Projet COAST)



Musée de l'histoire de l'esclavage. (Photo: Projet COAST)



GALERIE D'IMAGES



Ordures collectées. Kribi, Cameroon (Photo: Projet COAST)



Des efforts pour la collecte de déchets. Ada, Ghana (Photo: Projet COAST)



Plan d'utilisation des terres. Pomene, Mozambique (Photo: Projet COAST)



Collecte de déchets. Ada, Ghana (Photo: Projet COAST)



Régénération des mangroves. Bagamoyo, Tanzania (Photo: Projet COAST)



Bénéficiaires du projet d'eaux. Watamu, Kenya. (Photo: Projet COAST)



Atelier de formation des artisans. Badagry, Nigeria. (Photo: Projet COAST)



Mr. Haroon Papu, président du projet d'eaux de Chipande. Watamu, Kenya. (Photo: Projet COAST)



Replantation des mangroves. Bagamoyo, Tanzania. (Photo: Projet COAST)



Pêche à Kartong. Gambia. (Photo: Projet COAST)



Plan d'utilisation de terres à Pomene, Mozambique. (Photo: Projet COAST)





ENTRETIEN SUR LA GESTION DES RÉCIFS ET DES LOISIRS

MARINS AVEC LE
DR FRANÇOIS ODENDAAL,
PDG D'ECOAFRICA

Le Dr François Odendaal est le directeur d'EcoAfrica, le sous-traitant de l'UNIDO menant les activités du domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs nautiques » (GRLN) dans trois pays (le Kenya, le Mozambique, et la Tanzanie). Basé à Pretoria, en Afrique du Sud, le professeur Odendaal dirige une équipe d'experts offrant leur soutien dans la GRLN aux trois pays COAST.

Dans cet entretien le Dr Odendaal nous partage le progrès effectué dans la mise en œuvre des activités du domaine thématique GRLN et la façon dont elles contribuent à l'avenir du tourisme côtier durable en Afrique.

1 Pourriez-vous expliquer à nos lecteurs le travail d'EcoAfrica et son rôle particulier dans la mise en œuvre du projet COAST en Afrique de l'Est ?

EcoAfrica est une équipe interdisciplinaire de professionnels hautement qualifiés qui se concentre sur les enjeux et les processus environnementaux et sociaux. L'équipe de consultants est soutenue par un groupe d'administrateurs à plein temps, des chercheurs, des spécialistes de l'informatique et des gestionnaires financiers. EcoAfrica est créé des entreprises indépendantes en Afrique australe et orientale. Depuis 1988, EcoAfrica a acquis une vaste expérience dans la gestion de l'environnement, de la conservation et du développement intégrés, et dans des domaines connexes. Nous faisons de notre mieux pour aider les personnes et les projets qui sont à la recherche de résultats durables et équitables.

EcoAfrica a une longue histoire de collaboration avec de nombreux organismes des Nations Unies dans de nombreux projets et initiatives qui remontent au siècle précédent, pour ainsi dire. La société a aidé le développement de projets et a également travaillé à la mise en œuvre de nombreuses initiatives financées par le FEM à travers l'Afrique. EcoAfrica a été recruté comme

sous-traitant par l'ONUDI pour la mise en œuvre du domaine thématique « gestion des récifs et des loisirs marins » du projet COAST en mai 2011. Nous travaillons dans trois des pays partenaires: le Mozambique, la Tanzanie et le Kenya.

Au début des activités de GRLN du projet, notre première tâche était de comprendre les modalités du projet COAST existantes et comment notre société pourrait mieux mettre en œuvre les activités de GRLN dans le cadre du projet déjà établi, qui a été créé au début du projet COAST en 2009. Il n'est pas toujours facile de s'intégrer dans un projet déjà en place et d'utiliser des structures de fonctionnement qui ont été établies avant notre entrée en jeu. Cependant, nous avons abordé le projet avec beaucoup d'enthousiasme et nous avons rencontré un soutien important au sein des comités de gestion des sites de démonstration.

Ensuite, l'évaluation à mi-parcours du projet COAST dans son ensemble a été réalisée en Décembre 2011. Le projet a ensuite été remanié pour répondre à l'objectif visé de réduire les effets néfastes des pratiques touristiques non-durables pour les écosystèmes côtiers, et un processus a été introduit afin d'identifier et d'intégrer les meilleures pratiques disponibles et les

meilleures technologies disponibles (MPD / MTD) dans le projet. EcoAfrica a aligné les activités du projet d'origine à ce processus et a pris des mesures de gestion de projet supplémentaires pour aider la mise en œuvre. Ces mesures supplémentaires comprennent l'identification d'une nouvelle capacité de personnel au sein d'EcoAfrica et l'établissement de mesures claires pour la mise en œuvre. Nous continuons d'intégrer nos activités et de travailler en coordination avec les domaines thématiques « systèmes de gestion environnementale » (SGE) et « écotourisme ».

2. Nous sommes dans la dernière année de mise en œuvre du projet. Quels résultats ressortent du travail d'EcoAfrica dans le domaine thématique GRLN du projet COAST?

En y repensant, je me dis qu'il aurait été bénéfique qu'EcoAfrica intervienne plus tôt dans le projet. Il n'est pas facile de faire avancer les choses sur le terrain en un court laps de temps (trois ans). Néanmoins, certains résultats se dégagent de la mise en œuvre du projet au niveau régional, comme:

- L'identification de certaines MPD/ MTD efficaces, l'identification et la création de cartes des zones marines sensibles importantes ainsi que le renforcement des capacités des acteurs locaux dans le tourisme nautique pour des participants de Tanzanie et du Kenya. Cela a permis de faciliter le dialogue et le partage d'information entre les deux sites de démonstration, de sensibiliser les acteurs à l'importance de maintenir le bien-être des écosystèmes marins et côtiers et de promouvoir le développement durable dans le secteur.
- EcoAfrica développe également une vidéo concernant le domaine thématique GRLM qui pourra être utilisée afin de mettre en évidence certains des problèmes et des opportunités liés au tourisme côtier et aux loisirs nautiques et de favoriser le tourisme durable dans la région. Des films ont déjà été recueillis dans les trois sites de démonstration, qui présentent des images de l'évaluation des récifs et certains aspects positifs et négatifs des loisirs nautiques. Une fois terminée, cette vidéo sera un outil utile pour la gestion du secteur touristique à l'avenir. EcoAfrica cherche des partenaires locaux supplémentaires pour

aider à traiter les problèmes rencontrés par les décideurs au sein et au-delà des sites de démonstration. Par exemple, l'équipe a présenté le projet Smart Fish, qui aide les autorités de la pêche à assurer le respect des réglementations concernant la pêche dans la région de Bagamoyo. L'équipe est également intervenue lors de la journée pour la durabilité des fruits de mer, organisée par le conseil d'intendance marine (MSC) à Zanzibar plus tôt cette année. Les efforts se concentrent maintenant sur le développement de plans de durabilité qui cibleront les différentes zones du site de démonstration. Ces plans doivent être aussi simples que possible, réaliste en termes de leur mise en œuvre et doivent s'inscrire dans le contexte spécifique de chaque site de démonstration. S'ils ne peuvent pas être mis en œuvre, ils ne vaudront pas le papier sur lequel ils seront imprimés.

Dans les trois sites de démonstration, nous avons terminé la recherche de base, qui a été effectuée pour donner un aperçu du contexte de chacun des sites de démonstration afin d'identifier les questions et les opportunités principales. Des évaluations préliminaires des récifs ont également été réalisées dans chacun des sites de démonstration, afin de guider les techniques de futures évaluations potentielles se penchant sur la gestion et

le suivi des sites sensibles, mais aussi pour avoir un aperçu de certaines zones sensibles. Des cartes du site de démonstration ont été réalisées pour indiquer la zone dans laquelle les activités de GRLM se déroulent. Celles-ci pourront également fournir une base pour la création de cartes des écosystèmes marins sensibles et des principales utilisations de ces zones par le secteur touristique.

3. Quels sont les défis affectant la mise en œuvre du projet et comment peut-on les résoudre?

Parmi ces défis, on observe un manque de coopération entre les acteurs travaillant au niveau local, de telle façon que le grand nombre et la diversité des initiatives de développement, des efforts et des acteurs de recherche ne s'établissent pas toujours sur des partenariats harmonieux. Un autre problème résulte de l'instabilité du secteur touristique avec la crise économique mondiale qui rend les efforts de planification quelque peu difficiles à gérer. Le contexte des activités du projet dans les trois sites de démonstration très différents d'Afrique de l'Est a mis en évidence l'importance de comprendre chaque contexte particulier et d'identifier des innovations et des solutions qui soient pertinentes et viables dans le contexte local particulier.



Une étoile de mer au large de la côte du site de démonstration de Bagamoyo en Tanzanie

Certains des principaux défis du projet vont de pair avec les pressions des grandes initiatives financées par des donateurs, comme la coordination entre les différents domaines thématiques, des exigences importantes en termes de rapports et la nécessité de répondre aux besoins du projet tout en essayant d'assurer sa mise en œuvre pertinente au niveau local. En adoptant une approche de collaboration et en se concentrant sur la réalisation des priorités identifiées par le DSMC, nous espérons que l'équipe de GRLN a surmonté la plupart de ces défis.

Certains défis logistiques ont été rencontrés dans les activités d'évaluation et de création de cartes, comme des conditions météorologiques défavorables, un manque de disponibilité de l'équipement nécessaire à Bagamoyo et des retards dans l'obtention et la vérification des données fournies par différentes sources. L'équipe continue à faire face à ces défis et cherche à identifier des solutions alternatives et créatives dans la mesure du possible.

4 . Le principal objectif à la base du projet COAST est d'identifier les meilleurs pratiques et technologies locales pour gérer l'impact de la pollution des terres provoquée par les activités touristiques. Selon votre travail dans le domaine thématique de la GLRM, comment cela peut-il se faire en Afrique de l'Est, et même au-delà de la portée géographique du projet?

Nous savons tous que le bien-être des écosystèmes marins est au cœur de la vie des autochtones des zones côtières sur les sites de démonstration du site. La pêche est une activité de subsistance essentielle pour de nombreuses familles alors que le secteur du tourisme en forte croissance offre des possibilités d'amélioration des moyens de subsistance, mais a aussi un impact négatif sur les traditions socioculturelles et les environnements marins et côtiers naturels. Parmi ces effets négatifs, on observe : la dégradation et la mutation des écosystèmes à cause de développements mal planifiés du littoral ou d'activités touristiques non contrôlées dans les zones sensibles, la surexploitation des ressources naturelles limitées, l'augmentation des sources de pollutions terres à cause de l'augmentation

de la production de déchets, et la perturbation de la faune marine à cause de l'augmentation du nombre de visiteurs et de leur comportement non contrôlé. Si le tourisme n'est pas développé et géré de façon durable, il peut aussi y avoir un conflit entre les exploitants locaux des ressources et les visiteurs.

Des tentatives ont été faites afin de comprendre ces effets négatifs par la recherche et le suivi ciblés, et d'atténuer certains impacts des activités touristiques dans les régions du projet grâce à l'utilisation de meilleures pratiques disponibles et de meilleures technologies disponibles (MPD/MTD). Par exemple, des progrès ont été accomplis dans l'élaboration de codes de conduite sur les sites de démonstration de Watamu et du Mozambique (TBT) afin de faire en sorte que les tour-opérateurs observent des pratiques responsables qui permettront de réduire leur impact sur les écosystèmes et les espèces marines. Certains opérateurs privés reconnaissent également l'importance de l'autorégulation dans le secteur pour tenter de réduire l'impact des activités de loisirs destructrices. Des efforts sont aussi placés sur le soutien de la gestion et de la conservation locale des écosystèmes récifaux sensibles grâce à la création de zones marines gérées localement. Une recherche ciblée sur les écosystèmes marins sensibles dans les zones pourrait fournir une base d'informations utiles pour la prise de décisions. Toutes ces activités doivent avancer dans un cadre bien planifié et coordonné. Afin de gérer de manière adéquate l'épée à double tranchant du tourisme côtier en Afrique de l'Est, c'est-à-dire réduire ses impacts négatifs potentiels et le transformer à l'avantage de l'économie locale. Une collaboration efficace est essentielle entre les autorités, les résidents et exploitants locaux des ressources, et le secteur touristique.

5 Au sujet du plan de durabilité: selon votre expérience dans le domaine, comment voudriez-vous que les activités du projet continuent après la fin du projet COAST?

Dans ce cas, il faut devenir aussi familier que possible avec le terrain, et toujours se rappeler que la mise en œuvre des plans est étroitement liée aux réalités locales.

L'approche d'EcoAfrica a toujours été basée sur la collaboration et la participation de sorte que toutes les activités qui menées soient entreprises de la manière la plus participative possible. Au cours de notre engagement avec le projet COAST, nous avons travaillé main dans la main avec les membres de la DSMC et les acteurs locaux de chaque site de démonstration dans toutes nos activités afin de faire en sorte que les connaissances et les informations soient partagées. Par exemple, À Bagamoyo, Muhisini Malekela, un membre de la DSMC a participé aux enquêtes préliminaires sur les récifs.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec les ONG locales et les organisations communautaires dans la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités. Par exemple, pour les enquêtes préliminaires sur les récifs du site de démonstration TBT au Mozambique, nous avons reçu l'aide de Kudzi Guicome, un jeune membre très capable de l'association locale de plongée, Bitonga Divers. Au Kenya, nous avons sous-traité l'association marine de Watamu (WMA) pour diriger la formation des guides touristiques qui visait à favoriser les meilleures pratiques lors des excursions en bateau à fond transparent.

Pour l'élaboration du plan de gestion de la durabilité, l'équipe de GRLM s'efforcera d'être constamment en concertation avec les acteurs locaux et de faire en sorte que le plan soit ancré localement dans le cadre de planification existant pour chaque site. Nous allons également mettre en évidence les besoins prioritaires pour la mise en œuvre des activités selon les plans de l'après projet COAST et tenter d'identifier des partenaires potentiels. Dans ce cas, la principale leçon est que les projets à court terme seront loin d'atteindre la durabilité qui est si recherché. Cinq ans, c'est trop court. Il faut des projets qui soient beaucoup plus longs, et au sein desquels le transfert aux collectivités locales peut se faire sur une période de dix ans au moins.

(Pour contacter le Dr Francois Odendaal, veuillez lui envoyer un email sur francois@ecoafrika.co.za <http://www.ecoafrika.co.za/>



EXPÉRIENCE ET LEÇONS DE LA COMMISSION DU COURANT DE BENGUELA

Par Claire Attwood

APERÇU

Le projet COAST s'emploie à mettre en valeur certaines des meilleures pratiques et certains exemples qui cherchent à démontrer que le tourisme côtier durable en Afrique peut devenir une réalité. Dans cette édition du bulletin d'information, nous présentons le travail de la commission du courant de Benguela (BCC), une initiative intergouvernementale multisectorielle de l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud. En juin 2013, le projet COAST et la BCC ont organisé un événement de jumelage soutenu par le FEM où des liens plus étroits et des accords de coopération mutuelle dans le partage des connaissances ont été élaborés et adoptés.

APERÇU DE LA COMMISSION DU COURANT DE BENGUELA

La commission du courant de Benguela (BCC) est une initiative intergouvernementale et multisectorielle entre l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud pour promouvoir la gestion et la protection durable du grand écosystème marin du courant de Benguela (GEMCB). Elle constitue, pour les trois pays susmentionnés, un véhicule pour introduire une « approche écosystémique de la gouvernance des océans » afin de travailler conjointement dans la résolution des problèmes qui affectent le milieu marin environnant. La BCC est la première commission dans le monde à utiliser l'approche des grands écosystèmes marins (GEM) dans la gouvernance des océans. La commission se concentre sur la gestion des bancs de poissons, le suivi de l'environnement, la biodiversité et la santé des écosystèmes, la réduction de la pollution et l'atténuation de l'impact de l'exploitation minière, pétrolière et gazière au large des côtes. Une gouvernance, une formation et un renforcement des capacités

environnementales efficaces sont à la base de son ordre du jour.

La BCC constitue, pour l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud, un véhicule pour introduire une « approche écosystémique de la gouvernance des océans ». Cela signifie que, au lieu de gérer les ressources vivantes et non vivantes au niveau national, les trois pays travaillent ensemble pour résoudre les problèmes qui affectent l'environnement marin.

INSTITUTIONNALISER LA GOUVERNANCE DES OCÉANS DANS UN CONTEXTE RÉGIONAL: LE CONCEPT DE LA CONVENTION DU COURANT DE BENGUELA.

La Commission du courant de Benguela a été créée en janvier 2007 grâce à un accord intérimaire qui a été signé par les trois pays susmentionnés. Le 18 mars 2013, les gouvernements se sont réunis à nouveau pour signer la convention du courant de Benguela, un traité environnemental révolutionnaire qui fait de la commission du courant de Benguela une organisation intergouvernementale permanente.

Une fois ratifiée, la convention du courant de Benguela obligera l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud à :

- Empêcher et éliminer la pollution et prendre des mesures pour protéger les écosystèmes marins contre tout impact néfaste.
- Entreprendre des évaluations d'impact environnemental pour toute activité qui pourrait avoir un impact négatif sur l'environnement côtier et marin.
- Collecter, partager et échanger des informations.
- Dans la mesure du possible, réduire et empêcher l'altération et la destruction des habitats.
- Protéger les espèces vulnérables et l'intégrité biologique.
- Améliorer les capacités et les infrastructures humaines.

Les trois gouvernements participants



Des bateaux de pêche sont ancrés au pied de Table Mountain à Cape Town. Les touristes affluent vers des attractions telles que Table Mountain, mais d'autres activités, comme la pêche commerciale, apportent aussi des avantages économiques pour les pays du courant de Benguela

ont convenu de ratifier la convention d'ici la fin 2013. Pendant le processus de ratification, chaque pays examinera le texte de la convention, en veillant à ce que son contenu soit conforme aux lois et politiques nationales. Le texte de la convention décrit l'intention des pays de conserver et de gérer le GEMCB conjointement, pour le bénéfice des générations présentes et futures. Les pays présenteront ensuite la convention à leurs chefs d'état pour signature. La convention du courant de Benguela entrera en vigueur 30 jours après sa ratification par chaque partie.

Le partenariat mondial pour équilibrer l'industrie et une gestion environnementale efficace.

Ceci n'est pas tâche facile compte tenu du fait que le Benguela est richement doté de ressources à la fois vivantes et non vivantes, y compris d'importantes pêcheries commerciales, d'importantes réserves de pétrole, de gaz et d'autres minéraux, comme les phosphates. Le défi de la commission du courant de Benguela est d'équilibrer les avantages des activités économiques comme l'extraction de pétrole et de gaz avec des pratiques efficaces de gestion de l'environnement. L'une des façons dont la BCC doit faire face à ce problème est en finançant et soutenant des programmes complets scientifiques, de formations et de

renforcements des capacités.

Certaines des approches stratégiques de la BCC sont les suivantes:

- Des projets de recherche sur les ressources marines et côtières: un financement généreux du programme scientifique de la BCC a été garanti par le gouvernement Norvégien et un certain nombre de projets de recherche qui visent à améliorer la compréhension des ressources marines et côtières de Benguela sont en cours.
- Le renforcement des capacités et les formations: L'agence de développement islandais, l'ICEIDA, soutient la mise en œuvre de la stratégie de formation et de renforcement des capacités de la BCC et l'union européenne a accordé une subvention pour financer le projet EcoFish qui devrait moderniser et améliorer la gestion des pêches marines en Angola, Namibie et Afrique du Sud. D'autres organisations de soutien comprennent l'organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations Unies, au travers de son projet EAF-Nansen, et l'organisation mondiale pour la conservation WWF.
- Le développement institutionnel des capacités de la BCC: en tandem avec les programmes scientifiques, de formation et de renforcement des capacités, la

..... « Le défi de la commission du courant de Benguela est d'équilibrer les avantages des activités économiques comme l'extraction de pétrole et de gaz avec des pratiques efficaces de gestion de l'environnement »

BCC met en œuvre un projet pour tester et renforcer sa propre structure et son efficacité. Officiellement intitulé « mise en œuvre du programme d'action stratégique du GEMCB pour la restauration des stocks appauvris et la réduction de la dégradation des ressources côtières », cette initiative de quatre ans est généralement connue sous le nom de « projet SAP-PMI ». Son objectif est de mettre en œuvre le Programme d'Action Stratégique du GEMCB (SAP) pour l'élaboration et l'adoption d'une structure de gestion efficace des GEM transfrontaliers. Le projet SAP-PMI est financé par le fonds pour l'environnement mondial qui, avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a joué un rôle clé dans le développement institutionnel de la BCC.

- L'amélioration de la gouvernance transfrontalière grâce au soutien politique: Le projet SAP-IMP cherche à atteindre cet objectif en aidant les trois pays à examiner

et harmoniser les politiques nationales, la législation et les pratiques opérationnelles afin d'assurer une approche de la gestion transfrontalière régionale des GEM. Un soutien est également fourni pour le renforcement des capacités, l'adoption de mécanismes financiers appropriés et la participation plus efficace des parties prenantes dans tous les secteurs, avec un accent particulier sur la participation de la communauté et de la société civile.

La BCC comme modèle de gouvernance durable des grands écosystèmes marins (GEM)

Le grand écosystème marin du courant de Benguela est l'un des écosystèmes les plus riches de la terre et un atout d'importance mondiale. La mise en place permanente de la commission du courant de Benguela est nécessaire pour la future gestion de l'écosystème, et le bien-être des populations de la région. Ce modèle, s'il est institutionnalisé et soutenu efficacement, a le potentiel de se développer en un modèle solide pour la gouvernance des grands écosystèmes marins transfrontaliers en Afrique, et même le monde.



Un travailleur sépare le naissain d'huître dans une ferme d'huîtres de la Namibie. L'aquaculture, le transport maritime, le tourisme côtier, la pêche commerciale, l'exploitation minière marine et la production de pétrole et de gaz sont les principales activités économiques de la régions du GEMCB



Bernhard Esau, ministre de la pêche et des ressources marines en Namibie, Edna Molewa, ministre de l'eau et de l'environnement en Afrique du Sud et Victoria de Barros Neto, ministre de la pêche en Angola, échangent des copies signées du courant de Benguela




Des bateaux de pêche sont ancrés à Porto Amboim, en Angola. À juste titre, la convention du courant de Benguela a été signée dans la ville angolaise de Benguela, qui partage son nom avec le courant froid de Benguela, source de nombreux biens et services écosystémiques


Pour plus d'informations sur la commission du courant de Benguela, veuillez visiter www.benguelacc.org
Ou contactez Mlle Claire Attwood sur claire@fishmedia.co.za

COAST

COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM



 Tel | +254 20 7625286

 facebook | COAST Project
<http://www.facebook.com/TheCoastProject>

 E-mail | G.Omedo@unido.org

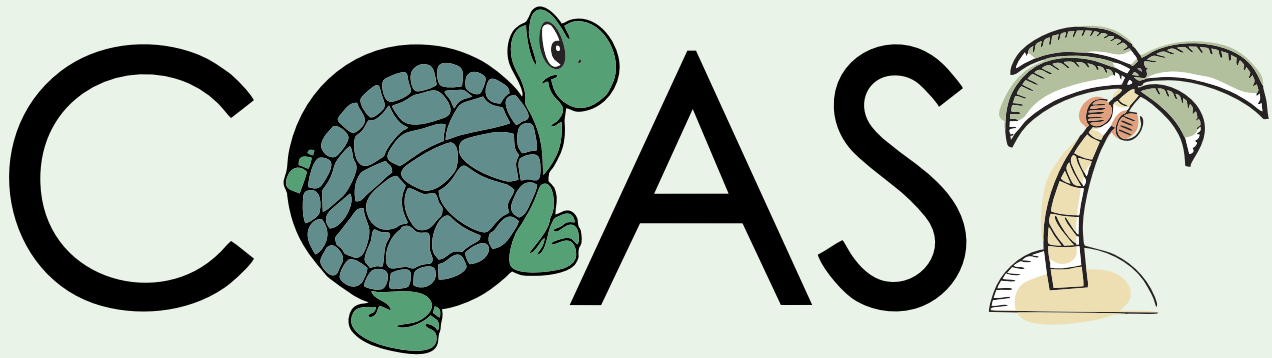
 Twitter | @TheCOASTProject

 Website | www.coast.iwlearn.org

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'ONUDI

Ce document a été réalisé sans édition formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou de leurs autorités, ni quant à la délimitation de ses territoires ou frontières, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONUDI. Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONUDI ni ses États Membres n'assument la responsabilité pour les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation des matériaux

Ce document peut être librement cité ou reproduit, mais avec accord préalable



COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM

5ÈME EDITION DU BULLETIN D'INFORMATION

JUNE 2014 / EDITION

LE PROJET COAST APPLIQUE LA MÉTHODOLOGIE
TEST DE L'ONUDI POUR CONTRIBUER

À LA MISE EN ŒUVRE DE PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES VERTES DANS

LE SECTEUR TOURISTIQUE EN
AFRIQUE SUBSAHARIENNE

... et autres articles



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
EN COUVERTURE: LE PROJET COAST APPLIQUE LA MÉTHODOLOGIE TEST DE L'ONU POUR CONTRIBUER À LA MISE EN PLACE DE PRATIQUES ENVIRONNEMENTALES VERTES DANS LE SECTEUR TOURISTIQUE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	4
EXEMPLES DE MISES EN OEUVRE DE TEST AU KENYA, AU MOZAMBIQUE, AU SENEGAL ET EN TANZANIE	10
NOUVELLES DES ATELIERS D'ÉVALUATION PARTICIPATIVE AU PROJET DANS LES PAYS DU PROJET COAST	23
• LA GAMBIE	23
• LE GHANA	24
• LE KENYA	25
• LA TANZANIE	25
• LE SENEGAL	26
QUESTIONS ET REPONSES: ENTRETIEN AVEC M. LUDOVIC BERNAUDAT, DIRECTEUR DU PROJET COAST DE L'ONU	29
OPINIONS: PARTAGE DES ENSEIGNEMENTS TIRES PAR LES PARTENAIRES DU PROJET COAST: LE CENTRE DE PRODUCTION PROPRE DE LA TANZANIE (CPCT)	32
LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES (SSTL)	34

ÉQUIPE ÉDITORIAL

ÉDITEUR

- UNIDO COAST PROJECT

EQUIPE EDITORIALE

- GEOFFREY OMEDO
- MARLA PINTO RODRIGUES

CONCEPTION & REALISATION

- BRAND AFRICA CREATIVE VILLAGE

PHOTOGRAPHIE

- UNIDO COAST PROJECT
- COUNTRY PARTNERS

COLLABORATEURS

- IGOR VOLODIN
- LUDOVIC BERNAUDAT
- HUGH GIBBON
- HARVEY GARCIA
- SANTIAGO ORMENO
- ESTHER MUNYITHIA
- JANICE BRISTOL
- JEANNETTE LARUE
- SINHA LEVKOVIC
- ANNA TOURE DE NIET

INSTITUTIONS

Cleaner Production Center Tanzania; Kenya National Cleaner Production Center; Mozambique National Cleaner Production Center; Watamu Marine Association, Kenya; Local Ocean Trust: Marine Turtle Watch; Turtle Bay Beach Club Resort, Watamu, Kenya; Hemingway's Resort, Watamu, Kenya; Millennium Resort Hotels, Bagamoyo, Tanzania; Bomani Beach Bungalows, Bagamoyo, Tanzania; Oceanic Bay Hotel, Bagamoyo, Tanzania; Dinos Bar, Inhambane, Mozambique; Bayview Lodge, Inhambane, Mozambique; Framissima Palm Beach Hotel, Saly, Senegal; Lamantin Beach Hotel Resort & Spa, Saly, Senegal; La Teranga Hotel, Saly, Senegal; Hotel les Bougainvillées, Saly, Senegal; Club Marmara Saly Les Filaos, Saly, Senegal; Berjaya Beau Vallon Bay Resort & Casino; Constance Ephelia Resort, Seychelles; Ensol Ltd., Tanzania; Kentainers, Kenya; Hospitality Procurement Ltd. and Tidy Planet, Kenya; Biogas Ltd., Kenya

Nous voulons adresser nos remerciements spéciaux aux points focaux, coordonnateurs des sites de démonstration et membres des comités de gestion des sites de démonstration.

Ce bulletin d'information est une publication du projet COAST réalisée avec le soutien du FEM, Fonds pour l'Environnement Mondial. Les points de vue et les avis exprimés dans cette publication ne sont pas forcément représentatifs de la position des bailleurs de fonds. Nous sommes une organisation à but non lucratif engagée dans l'adoption des meilleures pratiques et approches pour le tourisme durable qui réduit la dégradation de l'environnement marin et côtier d'importance transfrontalière.

Les correspondances sont à adresser à:

EQUIPE EDITORIAL - PROJET COAST - UNIDO

E-mail: L.Bernaumat@unido.org

Les matériels et photos envoyées seront utilisées sans restriction pour sa publication.

Les articles remis seront traités en accord avec la politique éditoriale du magazine.



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET



CHEF DE L'UNITE DE LA GESTION DE L'EAU, DIVISION DE LA GESTION ENVIRONNEMENTALE, ONUDI, VIENNE

Chers lecteurs,

Je profite de cette occasion pour vous souhaiter la bienvenue au cinquième bulletin d'information du projet COAST, une édition spéciale consacrée à la présentation de notre travail dans la mise en œuvre de la méthodologie TEST de l'ONUDI (Transfert de technologies écologiquement rationnelles), pour la première fois dans l'industrie du tourisme en Afrique.

La durabilité comme clé de l'avenir de l'industrie du tourisme.

L'ONUDI encourage le Développement industriel équitable et durable (DIED) pour maximiser le potentiel de l'industrie à assurer le développement et la prospérité durables pour tous. L'organisation se concentre sur trois priorités thématiques pour remplir ce mandat, un renforcement productif des capacités, le renforcement des capacités commerciales et l'efficacité des ressources industrielles et de production durables. La réponse stratégique de l'ONUDI au besoin de ressources industrielles et de production durables et efficaces est l'Initiative de l'industrie verte - un effort mondial visant à promouvoir la production et le développement industriels qui ne se font pas au détriment du bien-être de la nature et ne causant pas d'effets indésirables sur la santé humaine.

La méthodologie TEST est au cœur même de la vision de l'« industrie verte » de l'ONUDI et est motivée par la nécessité grandissante de faire en sorte que la croissance économique ne contribue pas à l'extraction des ressources et à l'augmentation de la pollution. En effet, il s'agit d'une partie intégrante des engagements de la communauté internationale tel qu'envisagé dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement et dans le nouveau programme de développement durable en cours de formulation pour faire suite aux OMD, après 2015, dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Dès le début, il est clair que, quel que soit le cadre de développement qui se dégage de l'arène de la gouvernance internationale dans le cadre des ODD, les questions de l'utilisation



IGOR VOLODIN

de ressources dans l'industrie, la croissance verte et la nécessité toujours croissante d'élargir les partenariats pour des résultats tangibles doivent être engendrés de façon réaliste pour la postérité.

Ceci est particulièrement important dans l'industrie du tourisme, un des secteurs clés dans la quête mondiale pour l'écologisation de l'économie mondiale. Il est admis que les pratiques de tourisme mal gérées exercent une pression énorme sur les destinations et contribuent à l'érosion des sols, à l'augmentation de la pollution marine et côtière de l'air et de l'eau, à la perte des habitats naturels et de la biodiversité, à l'augmentation de la pression sur les espèces en voie de disparition et à la vulnérabilité accrue aux changements climatiques. Ceci est encore plus difficile pour la société d'aujourd'hui, étant donné qu'en 2012, le total des arrivées de touristes internationaux mondiaux a atteint le chiffre astronomique d'un milliard de visiteurs.

L'utilisation de la méthodologie TEST de l'ONUDI dans l'industrie du tourisme.

La décision stratégique de l'ONUDI d'appliquer la méthodologie TEST comme un outil pour la mise en œuvre des systèmes de gestion environnementale dans le secteur de l'hôtellerie dans quatre états côtiers africains (le Kenya, la Tanzanie, le Mozambique et

le Sénégal) a été motivée par la nécessité d'assurer la mise en place durable de pratiques écologiques dans l'industrie du tourisme. Les formes populaires de tourisme côtier telles que le tourisme de plage, la pêche récréative, la plongée et le tourisme culturel demandent toutes l'exploitation des plages, des paysages, de la biodiversité, de la gastronomie et des patrimoines culturels et architecturaux. C'est pourquoi la méthodologie TEST combine cinq outils essentiels de gestion : l'évaluation de production plus propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnementale (SGE), les technologies respectueuses de l'environnement (TRE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces outils sont mis en place au niveau de l'entreprise et de l'industrie dans le but de modifier les pratiques de gestion de manière globale et d'améliorer la gestion et la compétitivité environnementales de chaque entreprise ou industrie.

Ce sujet est développé à la page 5-22 sur la méthodologie TEST

Dans cette édition du bulletin, nous partageons également un aperçu du label de tourisme durable des Seychelles (SSTL), une initiative intéressante de label pour la durabilité écologique du tourisme. Ces exemples prouvent que, dans l'ensemble, une vision de l'industrie verte pour le développement qui améliore à la fois la croissance économique et la réduction de l'utilisation excessive des ressources n'est pas seulement possible, mais réalisable!

Alors que le projet COAST est proche de sa finalisation dans les neuf pays du projet, nous avons hâte de partager plus d'enseignements, de meilleures pratiques et d'expériences qui ont émergé de ces sites de démonstration, par le biais de publications qui guideront le développement dans le domaine du tourisme côtier durable en Afrique.

Bonne lecture!

IGOR VOLODIN



LE PROJET COAST MET EN OEUVRE LA METHODOLOGIE

TEST DE L'ONUDI POUR CONTRIBUER AUX PRATIQUES ECOLOGIQUES DANS LE SECTEUR DE L'INDUSTRIE DU TOURISME EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

APERCU DU DOMAINE THEMATIQUE DES SYSTEMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (SGE).

L'évaluation à mi-parcours (EMP) du projet COAST a été demandée par le PNUE et l'ONUDI afin d'évaluer objectivement comment rendre le projet plus performant pendant sa deuxième moitié jusqu'à la mi-2014. Cette évaluation a été achevée à la mi-décembre 2012, et a abouti sur un certain nombre de recommandations importantes visant à améliorer la mise en œuvre du projet et à simplifier les résultats escomptés. L'une des principales recommandations a donné lieu à l'introduction de la méthodologie TEST de l'ONUDI comme outil de réalisation des objectifs SGE du projet.

Avant l'EMP, et dans le cadre de ce domaine thématique, le projet COAST se focalisait sur les systèmes de gestion de l'environnement internationaux et les systèmes de certification écologique volontaire par le biais de deux consultants SGE régionaux. Plus précisément, en termes de thématique SGE, l'EMP a conclu que les activités SGE se focalisaient trop sur les normes internationales (telles qu'ISO) et sur d'autres formes de certification écologique et de renforcement des capacités pour label écologique. La barrière empêchant les hôteliers participants d'adopter de telles mesures était leur coût important, en particulier dans le cas de la norme de gestion environnementale ISO 14001, pour être en mesure de réellement atteindre et de maintenir une telle certification internationalement reconnue. Il est difficile pour les petits hôtels dans ces sites de démonstration de subir de

tels coûts, en particulier si une telle certification n'est pas reconnue à l'échelle nationale étant donné que les pays participants n'ont pas d'exigences légales en ce qui concerne les certifications environnementales.

Les systèmes volontaires de certification seraient difficiles à mettre en œuvre dans le climat économique actuel, si ceux-ci n'apportaient aucun avantage économique direct. Par conséquent, la recommandation de l'EMP était que le projet se concentre sur l'identification et la démonstration de mesures SGE appropriées en élaborant et en mettant en valeur les avantages financiers de l'adoption de contrôle de la pollution, de traitement des déchets et de la gestion d'autres mesures SGE.

Pour mettre en œuvre cette stratégie révisée, l'EMP a recommandé de renforcer la révision initiale mondiale des MPD/MTD de SGE et donc l'ONUDI a entrepris une analyse qui a intégré les meilleures pratiques mondiales sélectionnées dans le domaine des SGE dans une perspective d'adoption localisée au niveau des sites de démonstration. Ainsi, il a été décidé qu'une meilleure pratique disponible appropriée serait d'appliquer une méthodologie de l'ONUDI développée appelée Transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST, dans ses initiales en anglais) qui est au cœur de la mise en place de pratiques écologiques qui donnent à la fois des avantages économiques et environnementaux.

La méthodologie TEST est au cœur même de la vision de l'industrie verte de l'ONUDI et est motivée par la nécessité toujours grandissante de faire en sorte que la croissance économique ne se fasse pas au détriment de l'environnement.



Le système de flexy biogaz dans Local Ocean Trust, à Watamu, Kenya, génère biogaz pour la cuisine (Photo: Projet COAST)

BIODIGESTEUR AU SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU

En plus de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, le secteur touristique a été retenu comme l'un des secteurs clés dans la quête de l'écologisation de l'économie mondiale. Ceci est particulièrement important pour l'Afrique, un continent qui travaille sérieusement à inverser la tendance de dégradation de l'environnement en tirant bénéfices des immenses possibilités offertes par la transition vers le développement afin de réaliser les OMD. Il est attendu des économies africaines qu'elles travaillent à devenir des économies de moyenne échelle, qui veulent passer à une croissance économique à deux chiffres, l'industrie du tourisme renforcera sa position de source de revenus supplémentaire, en plus des secteurs économiques traditionnels comme l'agriculture, l'industrie et le commerce..

Il est admis que les pratiques de tourisme mal gérées exercent une pression énorme sur les destinations et contribuent à

LE PROJET COAST: LA RECHERCHE D'UN LIEN DURABLE ENTRE LE TOURISME ET L'ENVIRONNEMENT.

Le projet COAST: la recherche d'un lien durable entre le tourisme et l'environnement. Le projet COAST, financé par le FEM, mis en œuvre par le PNUE, et exécuté conjointement par l'ONUDI et l'OMT vise à intégrer les meilleures pratiques disponibles de gestion de l'environnement dans l'industrie du tourisme, pour créer un lien entre le tourisme et l'environnement dans neuf pays côtiers participant au projet. L'objectif principal du projet COAST est d'appliquer, par une série de « projets de démonstration » pratiques, un certain nombre de meilleures pratiques disponibles ou de meilleures techniques disponibles (MPD / MTD) dans certaines destinations touristiques côtières en Afrique sub-saharienne, qui contribueront à réduire les impacts environnementaux négatifs et la pollution terrestre causés par les activités du secteur touristique.

Le projet, qui en est à sa dernière année de mise en œuvre travaille activement dans les trois sujets thématiques à savoir l'écotourisme, les systèmes de gestion environnementale (mettant en œuvre la méthodologie de Transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST) de



Formations à Saly sur la méthodologie TEST (Photo: Projet COAST)

l'érosion des sols, à l'augmentation de la pollution marine et côtière de l'air et de l'eau, à la perte des habitats naturels et de la biodiversité, à l'augmentation de la pression sur les espèces en voie de disparition et à la vulnérabilité accrue aux changements

LIEN DURABLE ENTRE LE TOURISME ET

l'ONUDI) et la gestion des loisirs nautiques et aux récifs (GLNR).

La méthodologie TEST est appliquée dans quatre sites de démonstration (au Kenya, au Mozambique, au Sénégal, en Tanzanie) en se focalisant sur le développement de partenariats durables public-privé-communautés (PPC) et en mettant l'accent sur les « technologies vertes » et les « pratiques écologiques de gestion et d'entreprise » afin, premièrement, de réduire la pollution et les niveaux de contamination à l'intérieur et autour de ces infrastructures touristiques, deuxièmement, d'améliorer l'utilisation des ressources et l'efficacité de la gestion des produits chimiques, de l'énergie, des déchets et de l'eau (qui augmente aussi les niveaux de rentabilité), et troisièmement, grâce aux partenariats Public- Privé-Communautés (PPC) (sur la base des modèles de responsabilité sociale des entreprises RSE), d'améliorer les relations entre les parties prenantes et les actions de collaboration pour la gestion durable des ressources côtières et marines, grâce au recyclage des produits et aux modèles de diversification de l'entreprise.

climatiques. Ceci est encore plus difficile pour la société d'aujourd'hui, étant donné qu'en 2012, le total des arrivées de touristes au niveau mondial a atteint le chiffre astronomique d'un milliard de visiteurs.



85 poubelles ont été distribuées autour du site de démonstration de Watamu, au Kenya (Photo: Projet COAST)

Près de 12 institutions du secteur privé liées au tourisme (hôtels, gîtes, restaurant) au Kenya, au Mozambique, au Sénégal et en Tanzanie ont bénéficié d'une formation TEST et se sont engagées à appliquer les cinq outils de la méthodologie dans le cadre du domaine thématique SGE du projet COAST afin d'introduire des pratiques de gestion environnementale.

METTRE EN ŒUVRE LA MÉTHODOLOGIE TEST DE L'ONU DI DANS L'INDUSTRIE DU TOURISME EN AFRIQUE: UNE PRIORITÉ IMPORTANTE.

La méthodologie de transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST) a été développée par l'ONU DI en 2000 et vise à améliorer la gestion et la compétitivité environnementales des entreprises des pays en développement et des économies en transition. Il s'agit d'une meilleure pratique disponible (MPD) qui a été mise en œuvre comme processus de gestion environnementale et d'entreprise dans de nombreux pays et a eu des résultats économiques et environnementaux très positifs. Elle a également l'avantage d'être applicable à un large éventail allant des micros, petites et moyennes entreprises aux grandes entreprises des secteurs de l'industrie et des services.

La décision stratégique de l'ONU DI de mettre en œuvre la méthodologie TEST dans le projet COAST comme outil pour la réalisation de son domaine thématique SGE dans le secteur hôtelier local dans quatre pays côtiers africains (le Kenya, le Mozambique, le Sénégal et la Tanzanie) marque la première expérience de mise en œuvre de la méthodologie TEST dans l'industrie du tourisme en Afrique sub-saharienne. La mise en œuvre de cette méthodologie dans le cadre des projets COAST visait à contribuer à la réduction des niveaux de pollution terrestre, de contamination et de dégradation de l'environnement associées au tourisme dans les sites de démonstration des pays cibles. Par conséquent, la méthodologie TEST de l'ONU DI a été adaptée pour répondre aux réalités locales des hôtels et des entreprises du secteur privé dans les quatre pays participants afin de mettre en place des modèles de partenariat et des mécanismes de coopération de meilleure qualité ainsi que des savoir-faire nationaux intégrés.

Ainsi la méthodologie TEST combine cinq outils de gestion essentiels: les évaluations pour la Production Propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnementale (SGE), les technologies écologiquement rationnelles (TRE) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces outils sont utilisés au niveau de l'entreprise ou de l'industrie dans le but de modifier les pratiques de gestion de manière globale et d'améliorer ainsi leur gestion et leur compétitivité environnementales, mais aussi pour engendrer des avantages environnementaux pour les milieux naturels environnants.



Sensibilisation environnementale dans la cérémonie de remise des trophées d'un tournoi de football pour enfants à Inhambane, Mozambique
(Photo: Projet COAST)

LES BENEFICES DE TEST DANS L'INDUSTRIE

- Au niveau local, les hôtels visant à devenir plus durables et à réduire leur empreinte écologique font face à un éventail de problèmes de gestion de l'environnement dans leurs activités quotidiennes, qu'ils soient influencés par des facteurs internes ou externes, qui peuvent avoir des répercussions économiques et environnementales sérieuses sur leurs entreprises et leur compétitivité dans un secteur déjà très concurrentiel. La méthodologie TEST est un outil qui aide les entreprises touristiques à répondre aux exigences croissantes du marché afin d'offrir des services plus écologiques, d'optimiser leur système opérationnel interne et de réduire les inefficacités environnementales, sociales et économiques.
- Les entreprises touristiques sont souvent confrontées à des coûts élevés pour l'élimination des déchets et la disponibilité de ressources comme l'eau et les ressources d'énergie, en particulier dans les zones côtières telles que celles des sites de démonstration de ce projet. Les ressources énergétiques et l'eau peuvent avoir un coût très élevé, en particulier dans les lieux où les températures sont très élevées ou très basses, et où la climatisation ou le chauffage sont nécessaire, ou bien dans des endroits éloignés où un certain pourcentage de l'électricité consommée est produit par des générateurs diesel. La méthodologie TEST aborde ces questions en optimisant les ressources utilisées par les hôtels, améliorant ainsi l'efficacité environnementale et économique générale de l'hôtel afin de réaliser des économies considérables.
- Dans le cadre de l'outil EPP, des recommandations « sans coût », « à faible coût » et « à coût important » sont générés. Les options réduisant les coûts, comme le passage aux ampoules basse consommation, peut être très bénéfique. Les factures peuvent également diminuer grâce à la mise en œuvre de MPD et de MTD qui ont un bon retour sur investissement. Ceci est aussi avantageux pour l'environnement puisque la méthodologie TEST contribue à réduire la pollution terrestre, grâce à la réduction de la consommation d'eau, de rejets hydriques, de déchets solides, ainsi que de l'utilisation des ressources énergétiques et non-renouvelables. Avoir une bonne politique environnementale en place signifie aussi que les hôtels seront en avance sur les législations environnementales et autres réglementations qui seront bientôt mises en vigueur.
- L'outil RSE est important dans l'écotourisme, puisque les hôtels peuvent obtenir des certifications concernant leur prise en compte des impacts sociaux et environnementaux du tourisme. Cela peut aider à améliorer l'image de l'hôtel et leur compétitivité. Toutefois, dans le cadre du projet COAST, les activités de RSE des hôtels sont volontaires et non motivées par un but économique, mais plutôt par une grande valorisation des collectivités locales environnantes et une volonté de leurs apporter de nombreux avantages, comme cela sera présenté dans les descriptions des activités mises en œuvre dans les pays individuels. Dans ces cas, les hôtels ont démontré leur crédibilité aux partenaires locaux grâce à des partenariats communautaires publics-privés établis, tout en allant au-delà des exigences légales et en répondant à des besoins de personnes qui à leur tour peuvent influencer sur leurs activités et leur image commerciales.
- Ainsi, la méthodologie TEST est un outil qui peut aider les gestionnaires à apporter des gains économiques, sociaux et environnementaux en les aidant à gérer leur planification et leurs opérations de manière plus stratégique et à gérer ainsi les risques grâce à l'identification de leurs responsabilités et de leurs faiblesses.

LES CINQ OUTILS DE LA MÉTHODOLOGIE TEST DE L'ONU.DI.

Les cinq outils de gestion mis en œuvre de manière combinée dans un cadre intégré sont:

OUTIL 1 : L'ÉVALUATION D'UNE PRODUCTION PLUS PROPRE (EPP):

Cet outil met l'accent sur l'identification systématique des possibilités d'utiliser des techniques préventives de sources de pollution qui proviennent généralement de l'inefficacité des processus. Les mesures adoptées de prévention de la pollution permettent non seulement sa réduction, mais aussi les coûts d'exploitation. Les mesures de production plus propres identifiées sont classées en trois catégories « sans coût », « à faible coût » et « à coût important » comme les technologies avancées de production propre. Ainsi, les entreprises devraient adopter des stratégies commerciales visant à maximiser l'efficacité de l'utilisation des ressources et la production propre, afin, si possible de suivre la règle des quatre R « réduire, réutiliser, recycler et rétablir ».

OUTIL 2: LA COMPTABILITÉ DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (CGE):

La CGE est un outil important pour aider les gestionnaires d'entreprise à comprendre comment les questions environnementales influencent leur comptabilité et leurs pratiques commerciales et financières. Cet outil est défini comme l'identification, la collecte, l'analyse et l'utilisation de deux types d'information pour la prise de décision interne. Des informations physiques sur l'utilisation, le débit et la destination de l'énergie, de l'eau et des matériaux (y compris les déchets) de la société, ainsi que des informations monétaires sur les coûts, les bénéfices et les économies relatives à l'environnement. Il focalise sur l'optimisation de la production et des produits en remontant à la source de tous les coûts environnementaux, en particulier le coût de la pollution qui est « dissimulé » dans les coûts de production. Le principe de base de la CGE est que tout ce que l'entreprise paye et qui ne fait pas partie du produit final doit être réduit au minimum. La CGE se penche sur le niveau « production » de la pyramide de gestion et il s'agit de l'outil le plus utile pour obtenir l'accord du directeur d'une entreprise car il permet de mettre le doigt sur le coût réel des processus de production inefficaces.

OUTIL 3: LES SYSTÈMES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE (SGE):

Les SGE font partie du système de gestion générale d'une entreprise qui comprend la structure organisationnelle, les activités de planification, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les processus et les ressources pour développer, mettre en œuvre, réaliser et maintenir les politiques environnementales. Cet outil met l'accent sur l'identification et la gestion des aspects environnementaux, et est largement utilisé pour assurer la conformité avec les normes environnementales comme ISO 14001 ou toute autre exigence environnementale nationale. Néanmoins pour fonctionner correctement, il doit être intégré aux autres systèmes de l'entreprise. Le SGE affecte un niveau plus bas, et donc plus complexe de la pyramide, à savoir le niveau des systèmes, et construit un processus par étape pour répondre et obéir aux recommandations faites par les SGE.

OUTIL 4: LES TECHNOLOGIES ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLES (TER).

Selon l'Agenda 21, « les TER sont des technologies qui ont le potentiel d'améliorer considérablement la performance environnementale par rapport à d'autres technologies ». Ces technologies protègent l'environnement, sont moins polluantes, utilisent les ressources de manière durable, recyclent davantage leurs déchets et leurs produits et gèrent tous les déchets résiduels de manière plus respectueuse de l'environnement que les technologies qu'elles sont destinées à remplacer. Cet outil s'appuie sur le concept des meilleures pratiques disponibles et peut inclure des solutions de bout de chaîne après que le potentiel des mesures de prévention possibles ait été exploré. Les TER couvrent généralement les recommandations des mesures de l'évaluation de la production propre (EPP) qui nécessitent des investissements supplémentaires.

OUTIL 5: LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES (RSE):

Il s'agit d'un mécanisme d'autorégulation intégré à un modèle commercial que les entreprises utilisent pour respecter les normes d'éthique et les réglementations internationales. Il est basé sur une coopération étroite avec les parties prenantes (RSE interne avec le personnel et RSE externe avec les communautés) et intègre toutes les considérations de durabilité (sociale, environnementale et économique) dans le fonctionnement des entreprises.

MISE EN ŒUVRE DE LA MÉTHODOLOGIE TEST DE L'ONU

Dans les quatre pays du domaine thématique SGE, le Kenya, le Mozambique, le Sénégal et la Tanzanie, des formations TEST ont été données en novembre et en décembre 2012 à des propriétaires ou gestionnaires (y compris les gestionnaires financiers requis pour le travail des SGE) d'établissements touristiques locaux, comme les hôtels et les gîtes, ainsi qu'aux coordonnateurs de projet de démonstration (CPD) et à plusieurs membres du comité de gestion des sites de démonstration (CGSD). La mise en œuvre des activités SGE et TEST dans les quatre pays participants en est maintenant à un stade avancé. Au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie les outils 1 (EPP), 3 (SGE), et 5 (RSE) sont mis en œuvre par les Centres nationaux de production propre (CNPP) de ces pays, où ce partenariat a été scellé par des protocoles d'accord entre le CNPP et le ministère de l'environnement (dans le cas de la Tanzanie, le bureau du vice président (VPO)). Dans le cas du Sénégal, ces trois outils ont été mis en œuvre par des experts SGE nationaux. L'outil 2 (SGE) est mis en œuvre à distance par un expert SGE de l'ONU qui a visité tous les sites de démonstration et les établissements participants et est en étroite collaboration avec chacun des participants des entreprises du secteur privé dans les quatre pays. L'outil 4 (TER) est dirigé par l'ONU et les pays devaient soumettre des propositions de projets durables concernant les technologies respectueuses de l'environnement, traitant un problème environnemental pertinent et qui soient construits autour d'un modèle de partenariat public-privé-communautés (PPC).

Tableau 1. Aperçu des agents mettant en œuvre les outils TEST dans les quatre pays participants.

OUTIL TEST	KENYA	MOZAMBIQUE	TANZANIE	SÉNÉGAL
Outil TEST 1-EPP Outil TEST 3-SGE Outil TEST 5-RSE	Centre national de production propre au Kenya (http://www.cpkkenya.org/ ;))	Centre national de production propre au Mozambique (www.mncpc.co.mz)	Centre national de production propre en Tanzanie	Experts SGE nationaux individuels formés à la méthodologie TEST
Outil TEST 2-CGE	Expert ONUDI CGE			
Outil TEST 4-TER	Experts TEST de l'ONU/ Partenariats public-privé - communauté			

Tableau 2. Aperçu des TER dans les quatre pays participants.

PAYS	TER	DESCRIPTION
Kenya	Composteur « Rocket Composter » (1 unité)	Entrée: déchets organiques sortie: composte Processus: processus rapide de compostage par la croissance microbienne/ fongique
	Système Flexi Biogaz (3 unités)	Entrée: déchets organiques Sortie: biogaz Processus: production de biogaz grâce à l'inoculation des déchets organiques de l'hôtel par les déchets organiques des boucheries et des bouses de vache
	Poubelles (85 unités)	Processus: utilisées comme récipients de collecte et placées stratégiquement dans différents endroits sensibles (hôtels, entreprise touristique, etc.) pour rejoindre l'installation de gestion des déchets soutenue par le projet COAST).
Mozambique	Équipement de découpe de verre artisanal (15 unités de kits de démarrage et contribution à l'atelier de construction)	Entrée: déchets solides Sortie: produits d'artisanat variés Processus: collecte et recyclage de déchets solide
Sénégal	Équipement de compostage (1 unité)	Entrée: déchets organiques Sortie: Composte
Tanzanie	Lampadaires solaires (20 unités)	Entrée: énergie solaire Sortie: lumière



M Ken Ombok, chargé de l'environnement à l'hôtel Turtle Beach Club à Watamu pose avec les plants que l'hôtel offre sans coût aux communautés locales (Photo: Projet COAST)



Le directeur général de NEMA, à gauche, reçoit formellement la technologie 'Rocket Composter' au Site de démonstration de Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)

CONCLUSION ET ACTIONS À VENIR: L'AVENIR DES SGE ET DE LA MÉTHODOLOGIE TEST

La méthodologie TEST est au cœur même de la vision de l' « industrie verte » de l'ONUDI et est motivée par la nécessité grandissante de faire en sorte que la croissance économique ne contribue pas à l'extraction non durable des ressources et à l'augmentation de la pollution. En effet, il s'agit d'une partie intégrante des engagements de la communauté internationale tel qu'envisagé dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement et dans le nouveau programme de développement durable en cours de formulation pour faire suite aux OMD, après 2015, dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Dès le départ, il est clair que, quel que soit le cadre de développement qui se dégage de l'arène de la gouvernance internationale dans le cadre des ODD, les questions de l'utilisation durable des ressources dans l'industrie, la croissance verte et la nécessité toujours croissante d'élargir les partenariats pour des

résultats tangibles doivent être engendrés de façon réaliste pour la postérité. À cet égard, il est important de noter que les avantages environnementaux, économiques et sociaux seront suivis de façon continue afin d'obtenir des résultats concrets qui seront utilisés comme indicateurs pour leur intégration et leur réplification à grande échelle pour des projets similaires ailleurs dans le monde.

La mise en œuvre de la méthodologie TEST a démontré la faisabilité et l'application des MPD / MTD impliquant un PPPC au niveau local pour accroître l'utilisation efficace des ressources et offrir des avantages économiques tangibles. Cela s'est traduit par la réduction évidente de la pression exercée sur la biodiversité et les écosystèmes locaux (réduction de la pollution et de la contamination). Elle a également contribué à renforcer les capacités au niveau local pour soutenir ces efforts. Le prochain article (voir page XXX) décrit les principaux projets de démonstration qui sont prêts pour une reproduction à plus grande échelle.



Le comité local de gestion du site de Démonstration de Watamu pose pour une photo après une visite à l'île de Kirepwe (Photo: Projet COAST)

EXEMPLES DE MISES EN OEUVRE DE TEST AU KENYA, AU MOZAMBIQUE, AU SENEGAL ET EN TANZANIE

RÉSULTATS TEST DANS LES PAYS:

1. KENYA – LE SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU AU KENYA

TEST et SGE à Watamu, au Kenya: Watamu, réserve de biosphère reconnue par l'UNESCO, est située au nord de Mombasa dans le comté de Kilifi au Kenya. Les caractéristiques physiques les plus notoires de ce site de démonstration sont des plates-formes rocheuses, des falaises, des plages de sable, des récifs coralliens et des herbiers marins. Watamu fait partie de Mida Creek, une étendue d'eau fermée qui comprend des marécages vaseux et des forêts de palétuviers qui constituent un habitat important et un emplacement de loisirs et de pêche. Cette région est l'un des principaux centres de loisirs marins du Kenya. Les principales activités de la région sont les excursions en bateau, les sports nautiques, la plongée sous-marine, la pêche sportive et la plongée avec tuba.

Le site de démonstration s'inscrit dans un groupe de zones protégées connues sous le nom de « zone de conservation marine de Malindi et Watamu » (MWMCA). Ici, les parcs marins nationaux de Malindi et de Watamu sont englobés dans la réserve marine nationale de Watamu et Malindi. L'activité socio-économique principale à Watamu est le tourisme et dépend des attractions de la plage et des ressources marines. Le nombre de touristes est relativement élevé par rapport aux deux autres sites de démonstration et les nombreux hôtels, maisons d'hôtes et gîtes alimentent le commerce de plage et les activités de loisirs nautiques. La majorité des touristes viennent d'Europe.

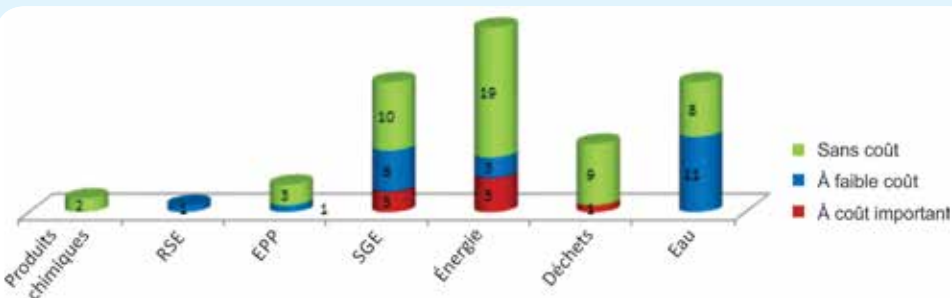
APERÇU

Les premiers résultats ont fourni des leçons et des expériences précieuses sur la façon dont l'industrie du tourisme des zones côtières d'Afrique sub-saharienne peut bénéficier de l'application de la méthodologie TEST de l'ONUDI, comme l'indique l'article ci-dessous dans les sites de démonstration des quatre pays.

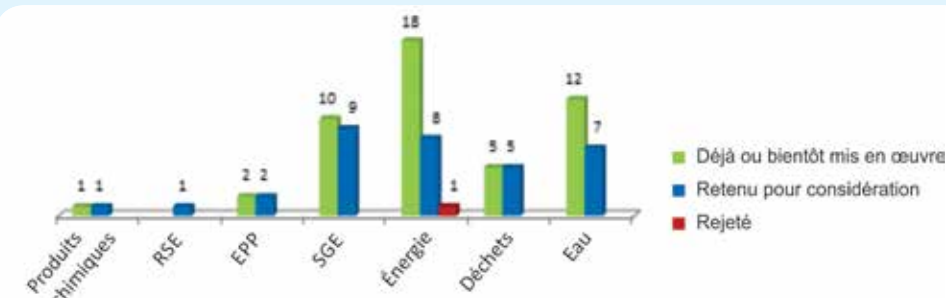
RESUME DES RESULTATS IMPORTANTS DE LA MISE EN OEUVRE DE TEST DANS LES QUATRE PAYS

L'article ci-dessous présente les exemples pays par pays de la mise en œuvre de la méthodologie TEST de l'ONUDI. Chaque partie montre les recommandations importantes des EPP et certaines sélectionnent des recommandations ainsi que les avantages économiques et environnementaux prévus. Comme on le comprendra, les recommandations ont été modifiées, d'un pays à l'autre. Les diverses recommandations en sont à un stade avancé de mise en œuvre dans les pays partenaires, un certain nombre d'équipements respectueux de l'environnement (composteur « Rocket Composter », système de flexi-biogaz et lampadaires solaires) étant installés et mis en service au Kenya et en Tanzanie.

Les figures ci-dessous montrent quelques-unes des recommandations des EPP qui ont été faites pour les hôtels participants du Kenya et des recommandations sélectionnées avec leurs avantages économiques et environnementaux prévus. Certaines d'entre elles sont déjà mises en œuvre par les hôtels et produisent des résultats et de nombreux effets positifs.



Aperçu des catégories de coût des recommandations du CP au Kenya



Aperçu de la prise en considération des recommandations EPP au Kenya



Des membres de la communauté en train de collecter des verres
(Photo: Projet COAST)



Récyclage des verres au site de démonstration de Watamu, au Kenya
(Photo: Projet COAST)



Lancement du bio-digesteur à Hemingways au site de démonstration de Watamu, au Kenya (Photo: Projet COAST)

APERÇU DES RECOMMANDATIONS DES EPP SÉLECTIONNÉES ET DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PRÉVUS AU KENYA.

REGROUPEMENT/ OPTION DE L'EPP	COÛT / INVESTISSEMENT (USD)	REVENU / ÉCONOMIES	PÉRIODE D'AMORTISSEMENT	AVANTAGES ENVIRONNEMENTAUX
Club de plage de Turtle Bay				
<p>Energie: Gestion de l'énergie dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réduction de l'éclairage excessif par la suppression de lampes dans les chambres et les salles de conférence. Remplacement des lampes usuelles par des lampes fluorescentes à basse consommation. • Réduire l'utilisation d'appareils électriques au besoin strict des clients, par exemple, éteindre les ventilateurs quand les clients ne sont pas dans le restaurant, sensibiliser le personnel à l'énergie et mettre des autocollants (éteignez-moi), éteindre les pompes lorsqu'elles ne sont pas en service. • Diviser les compteurs d'électricité entre les différents points de consommation. 	Peu coûteux: 427	Réduction de 29%, c'est-à-dire un total de 566 970 kWh par an.	Immédiate	Réduction de l'émission de carbone dans l'atmosphère
<p>Gestion de l'eau dont:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remplissage au maximum des machines à laver • Installation de compteurs pour mesurer l'utilisation de l'eau dans les différents secteurs en particulier la cuisine et la laverie. • Vérifications routinières du tuyautage pour prévenir ou stopper les fuites. • Utiliser l'eau sale pour arroser les jardins et tirer les chasses des toilettes du personnel 	Sans coût	Réduction de la consommation de l'eau publique. L'hôtel dispose de suffisamment d'eau pour les jardins donc le coût de leur maintien est réduit	Immédiate	Moins de pollution puisque la plus grande partie de l'eau est recyclée et utilisée au sein de l'établissement.

Gestion des déchets solides dont: <ul style="list-style-type: none"> • Le tri et le recyclage des déchets plastiques • Compostage de tous les déchets organiques • Installation de composteur rotatif 	À coût important: 31,161	Le revenu et les économies se traduisent par la réduction des engrais chimiques pour les jardins et par un apport de RSE aux communautés environnantes.	Immédiate	Réduction du nombre total de voyages effectués par le camion municipal sur le site d'élimination, réduction des émissions des véhicules et impact limité dans la décharge publique de Malindi. Le composte organique produit par le composteur rotatif est donné aux communautés locales, avec une formation en agriculture biologique dans le cadre de la RSE de l'hôtel.
SGE : Meilleure efficacité de l'équipe environnementale au sein de l'hôtel	Sans coût	Meilleure gestion environnementale et communication avec le reste du personnel	Immédiate	Il s'agit des avantages environnementaux globaux coordonnés grâce à la conservation de l'énergie des déchets et de l'eau.
Centre balnéaire Hemingways				
Energie : Mise en œuvre de différentes recommandations EPP concernant l'énergie	17,647 selon la valeur de bas	2 mois	Immédiate	Réduction de l'émission de carbone dans l'atmosphère
SGE: Création/ amélioration des politiques concernant l'énergie, politiques de gestion de l'eau, politiques d'achat, politiques du personnel, politique de gestion des déchets	Sans coût / temps des gestionnaires et du personnel	Contribue à la mise en œuvre des recommandations générales des EPP	Immédiate	Il s'agit des avantages environnementaux globaux coordonnés grâce à la conservation de l'énergie des déchets et de l'eau.



RRocket composteur installé à l'hôtel Turtle Bay Beach Club au Site de démonstration de Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)

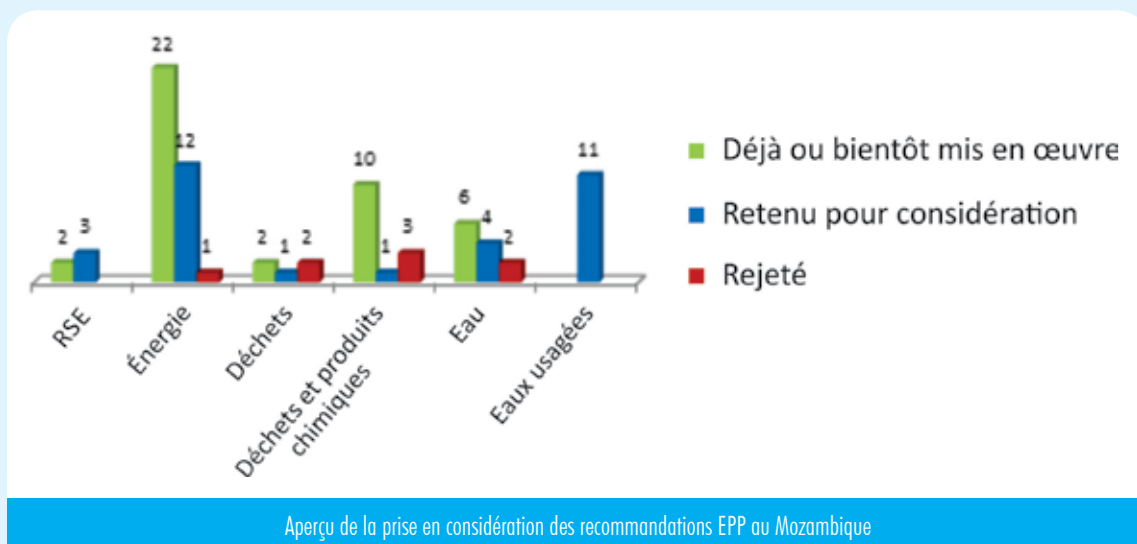
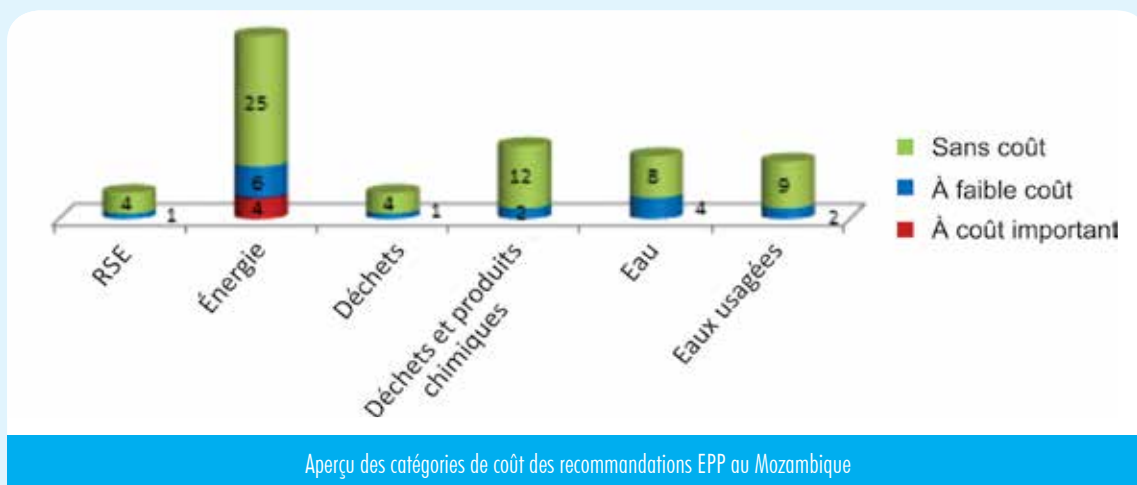
APERÇU DES TER AU KENYA

TER	PROBLÈME ENVIRONNEMENTAL À TRAITER	PARTENAIRES	RÔLE, RÉSULTATS ATTENDUS, ACTIVITÉ
<p>Composteur Rocket (1 unité):</p> <p>Cette technologie accélère le processus de compostage par différents changements dans la croissance des mycofaunes grâce à un environnement à température et humidité contrôlées. Cette TRE est liée à une activité de RSE qui fournit du composte et du savoir-faire en matière d'agriculture biologique.</p>	<p>Cette TER traitera le problème de la gestion des déchets solides surtout des déchets organiques.</p> <p>Cette TER, en collaboration avec la RSE, fournira aux communautés environnantes les engrais chimiques et une formation sur l'agriculture biologique, réduisant ainsi la quantité d'engrais chimiques qui polluent la côte.</p>	Administration nationale de gestion de l'environnement (NEMA), projet COAST (fonds attribués aux projets des pays); ONUDI/ Bureau du projet COAST	Aide le processus d'acquisition. Achat de l'équipement
		Club de plage de Turtle Bay (TTBC)	Bénéficiaire de la TRE, formation des fermiers locaux sur l'utilisation du compost, mise en service de l'équipement et démarrage de l'opération, maintenance
		Tidy planet (Royaume-Uni) par le biais de Hospitality Procurement Ltd. (Kenya)	Fournisseur, distributeur et installation de la machine, transport depuis le port de TTBC.
<p>Système Flexi Biogaz (3 unités):</p> <p>Cette technologie récolte du biogaz à partir de fumier et autres matériaux organiques, pour une utilisation alternative au GPL, surtout pour la cuisine. Elle est liée à une activité RSE d'éducation et de sensibilisation. Cette TER est aussi classée meilleure pratique disponible par le FAO et a un projet avec l'IFAD.</p>	<p>Cette TER, grâce à un modèle de RSE introduira la production de biogaz par l'utilisation de déchets organiques pour aider les activités économiques et ménagères, comme la cuisine.</p> <p>L'utilisation d'énergie alternative pour la cuisine soulage la pression sur les palétuviers qui sont coupés pour produire du charbon utilisé pour la cuisine.</p>	National Environmental Management Administration (NEMA COAST project country contract funds); UNIDO/ COAST Project Office	Aide au processus d'acquisition; fournit les fonds et fait l'acquisition; achat de l'équipement
		Hemingways/Local Ocean Trust (LOT) /Association marine de Watamu (WMA)	Bénéficiaires de la TRE, présentent le système Flexi Biogaz à leurs confrères comme énergie alternative, formation des membres de la communauté sur la production de biogaz.
		Biogas Ltd (Kenya)	Fournisseur, distributeur et installation
<p>Poubelles (environ 85 unités):</p> <p>Celles-ci seront placées stratégiquement dans les hôtels et au sein des communautés pour collecter les matériaux recyclables comme le verre, le papier et le plastique. Elle est liée à une activité de centre de recyclage soutenue par le projet COAST et initiée par le WMA.</p>	<p>La TER, grâce au modèle de RSE aidera à réduire la pollution de la terre de par la gestion des déchets solides, et en particulier le processus de tri sélectif à la source comme première étape du recyclage.</p>	Administration nationale de gestion de l'environnement (NEMA), projet COAST (fonds attribués aux projets des pays); ONUDI/ Bureau du projet COAST	Fournissent des fonds et aide dans le processus d'acquisition.
		Association marine de Watamu (WMA)	Bénéficiaire de la TRE, maintenance, forme les communautés locales et les hôtels sur le tri sélectif.
		Kentainers, Mombasa, Kenya	Fournisseur, distributeur et transport.

2. MOZAMBIQUE – SITE DE DÉMONSTRATION DE TOFU, BARRA ET TOFINHO

Site de démonstration SGE/ TEST de TBT à Inhambane, Mozambique: Le site de démonstration de Tofo, Barra et Tofinho (TBT), est situé à environ 15 km de la ville historique d’Inhambane. TBT est passé du statut de petit village de pêche côtier à une destination touristique importante. Les grandes plages de sable, les récifs coralliens, les palétuviers et le vaste système lagunaire fournissent une source de subsistance importante pour les communautés locales de plus en plus nombreuses. Les attractions touristiques marines reposent en grande partie sur la possibilité d’observer les grandes espèces marines populaires comme les baleines, la plongée sous-marine avec les raies Manta dans diverses communautés coralliennes et la plongée avec tuba pour observer les requins baleines et les dauphins lors de safaris océaniques.

Les graphiques et tables ci-dessous montre certaines des recommandations données par les EPP aux hôtels participants au site de Inhambane au Mozambique avec leurs avantages économiques et environnementaux.



APERÇU DES RECOMMANDATIONS EPP SÉLECTIONNÉES ET DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PRÉVUES AU MOZAMBIQUE

GROUPE/ OPTION DE PP	COÛT /	REVENU / ÉCONOMIES*	PÉRIODE	AVANTAGES ENVIRONNEMENTAUX
Bay View Lodge				
Eau: recommandations EPP pour la laverie / cuisine: <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système de réutilisation des draps, selon l'accord des clients. Introduire des réservoirs dans la laverie pour réutiliser l'eau. Former le personnel à remplir les machines à laver et les lave-vaisselle au maximum et à réduire les cycles de lavage. 	À coût important: 750 USD	Nécessité d'obtenir des informations de base supplémentaires	3 mois minimum	Réduit la pollution en réduisant la quantité de lessive utilisée tous les jours. Conservation de l'eau. Conservation de l'énergie car les machines tournent moins tous les jours.
Conservation environnementale: <ul style="list-style-type: none"> Se mettre d'accord avec les autorités maritimes pour obtenir des permis pour les visiteurs et s'assurer que leurs loisirs ne dérangent pas l'écosystème. Développer une ligne de conduite pour les clients de Bay View Lodge, en établissant les conditions d'utilisation de véhicules sur la zone côtière, leurs droits, leurs devoirs, la limite de leurs responsabilités et des pénalités de non-conformité. 	Sans coût	L'établissement améliore sa compétitivité en attirant les clients écologistes	Variable	Conservation des écosystèmes dans la région
Dino's Bar				
Énergie: recommandations pour la cuisine: <ul style="list-style-type: none"> Débrancher les appareils électriques lorsqu'ils ne sont pas en marche éviter l'accumulation de glace dans les appareils de réfrigération, éteindre la machine à café après chaque utilisation Organiser une maintenance préventive de l'équipement et du réseau électrique. Optimiser l'utilisation de la lumière naturelle au lieu d'utiliser la lumière artificielle. 	Peu coûteux: 100 USD	Variable et dépend des données de base et de la dépense en électricité réelle.	Variable	Réduction des émissions de carbone dans l'atmosphère



Kits pour la découpe artisanale de verre qui sont utilisés avec les déchets de verre des établissements touristiques dans la zone de TBT à Mozambique (Photo: Projet COAST)

APERÇU DES TER AU MOZAMBIQUE

TER	PROBLÈME ENVIRONNEMENTAL À TRAITER	PARTENAIRES	RÔLES, RÉSULTATS, ACTIVITÉS
Découpe de verre artisanale. L'activité implique l'installation d'un équipement de découpe de verre, un renforcement des capacités dans la découpe de verre artisanale, la mise en place d'un atelier et l'accès aux marchés pour vendre les produits.	Cette TER introduira le recyclage du verre dans un contexte local. L'activité et sa formation traite le problème de la pollution de la terre causé par les déchets de verre dont l'industrie du tourisme est la principale responsable.	Inhambane Directorat provincial de la coordination des activités environnementales (DPCA-I)/ Projet COAST (COAST fonds réservés aux projets de pays)	Supervision globale et suivi du projet/donateur principal et soutien fourni par le volontaire VSO sur le terrain
		Dino's Bar/Ms. Natalie Nordine	Approvisionnement et collecte de déchets de verre. Mise à disposition d'un site propice au projet. Approvisionnement en eau et en électricité. Apport de main-d'œuvre pour la construction. Contribution à l'achat de matériaux locaux pour la construction. Savoir-faire technique sur la découpe du verre artisanal. Planificateur de projet et formateur. Administration de fonds de roulement
		Directorat principal pour le tourisme d'Inhambane (DPTUR-I)	Promotion et soutien du projet auprès d'autres secteurs gouvernementaux (par exemple, le ministère de la santé) et soutien dans l'accès de marchés adéquats.
		Conseil municipal de la ville d'Inhambane (CMCI)	Soutien dans l'éducation et la sensibilisation sur le besoin du tri des déchets à la source.
		Membres de la communauté	Formation volontaire, récolte des déchets de verre et répliation de l'activité
		Partenaires du secteur privé et association touristiques et hôtelière (ASHT-I)	Identification des marchés et des possibilités de répliation de l'activité
		Directorat provincial de la santé (DPS)	Contrôle et inspection du verre produit pour assurer sa sûreté



Kits pour la découpe artisanale de verre qui sont utilisés avec les déchets de verre des établissements touristiques dans la zone de TBT à Mozambique (Photo: Projet COAST)

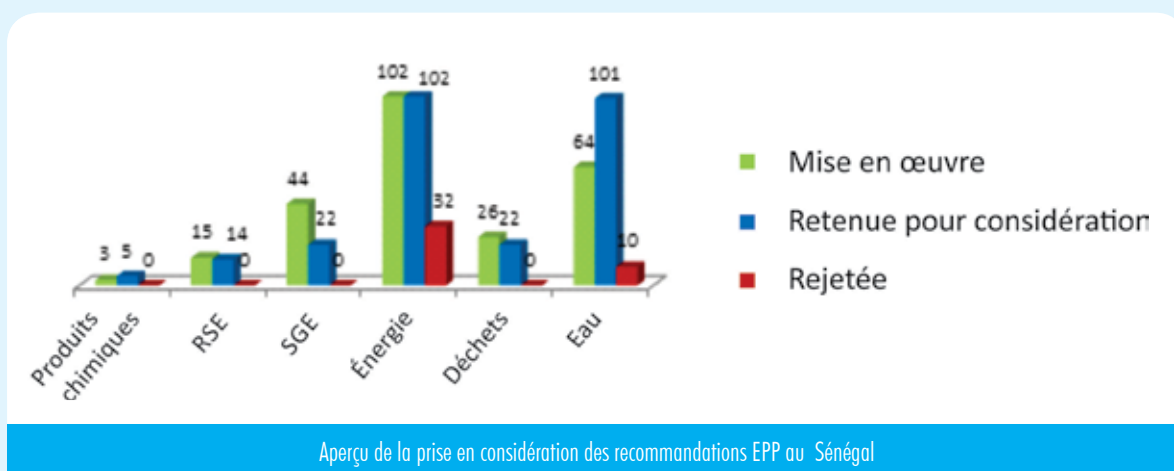


Exemples de verres artisanaux élaborés à partir des verres recyclés au Site de démonstration d'Inhambane, Mozambique (Photo: Projet COAST)

3. SÉNÉGAL – SITE DE DÉMONSTRATION DE SALY

SGE/ TEST à Saly, au Sénégal: Le Sénégal met en œuvre des activités dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale » (SGE) en appliquant la méthodologie TEST où il vise à améliorer la gestion environnementale et la compétitivité des hôtels participants. Pour le Sénégal, les cinq hôtels qui ont collaboré avec le projet COAST pour intégrer des pratiques et des technologies écologiques durables dans leurs opérations sont l'hôtel les Bougainvillées, Club Marmara Saly Les Filaos, , Hôtel et Spa Lamantin, Hôtel Framissima Palm Beach et l'Hôtel Teranga. Il faut noter que les activités du projet COAST à Saly complètent d'autres efforts fournis par nos partenaires des Nations Unies pour protéger la côte à Saly.

Les graphiques et tables ci-dessous montre certaines des recommandations données par les EPP aux hôtels participants au site de Saly au Sénégal avec leurs avantages économiques et environnementaux.



APERÇU DE RECOMMANDATIONS EPP SÉLECTIONNÉS ET DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX PRÉVUS POUR LE SÉNÉGAL

ÉTABLISSEMENT	GROUPE/ OPTION EPP	COÛT / INVESTISSEMENT (USD)	REVENU / ÉCONOMIES	PÉRIODE D'AMORTISSEMENT	AVANTAGES
Hôtel Framissima Palm Beach	Énergie: Installation d'une chaudière solaire de 5000 L	40,568	4,952**	8 ans	Réduction de 325 057 kg de CO2
Hôtel et Spa Lamantin	Énergie: Installation de 141 chaudières solaires de (85 l chacun)	143,002	20,224**	7 ans	Réduction de 221 267 kg de CO2 par an
La Teranga Hôtel	Énergie: Installation de 100 lampadaires solaires (50 hautes, 50 basses)	73,022	23,465**	3 ans	Réduction entre 48 400 kg et 53 800 kg de CO2 par an
Hôtel les Bougainvillées	Énergie: Installation de 86 chaudières solaires (85 l chacun)	87,221	15,786**	5,5 ans	Réduction de 181,837 kg de CO2 par an
Club Marmara Saly Les Filaos	Énergie: Installation de 120 chaudières solaires (85 l chacun)	121,704	16,620**	8 ans	172,712 kg of CO2 offset

** Valeurs prévues

APERÇU DES TER AU SÉNÉGAL

TER	PROBLÈME ENVIRONNEMENTAL À TRAITER	PARTENAIRES	RÔLE, RÉSULTAT, ACTIVITÉ	CONTRIBUTION DU PROJET COAST ET DE SES PARTENAIRES (EN DOLLARS)
Station de compostage (1 unité): Cette technologie vise à produire du compost mûr en deux mois à partir des déchets organiques des hôtels. Cette TER est liée à une activité RSE offrant du composte aux groupes de femmes participant qui vendent le produit final.	Cette TER, grâce à un modèle de RSE traite le problème de la gestion des déchets solides, en particulier les déchets organiques.	Société d'Aménagement et de Promotion de la Petite Côte (SAPCO)	Offre la formation à cette technologie et la maintenance de le TRE.	1,500
		ONUDI/ projet COAST (fond attribué aux pays du projet COAST)	Fournit des fonds pour l'équipement.	11,366
		AGROSEN (Sénégal)	Fournisseur, distributeur et installation de la plate-forme.	
		Saly City Hall	Institutional support to women groups; support maintenance of the technology; up scaling.	In Kind
		Les hôtels (Framissima Palm Beach, Lamantin, La Teranga, les Bougainvillées, Club Marmara Saly Les Filaos)	Provision of training to the women's groups in marketing and accounting. Clients potentiels, membres du comité de gestion de la TRE. Formation des groupes de femmes en marketing et comptabilité.	En nature
		Groupes de femmes	Gestion et vente du composte.	En nature



Le marché artisanal de Bagamoyo bénéficiera de l'illumination solaire grâce au projet COAST au Site de démonstration de Bagamoyo (Photo: Projet COAST)



Événement de réception officielle des lampadaires solaires au Site de démonstration de Bagamoyo, en Tanzanie (Photo: Projet COAST)



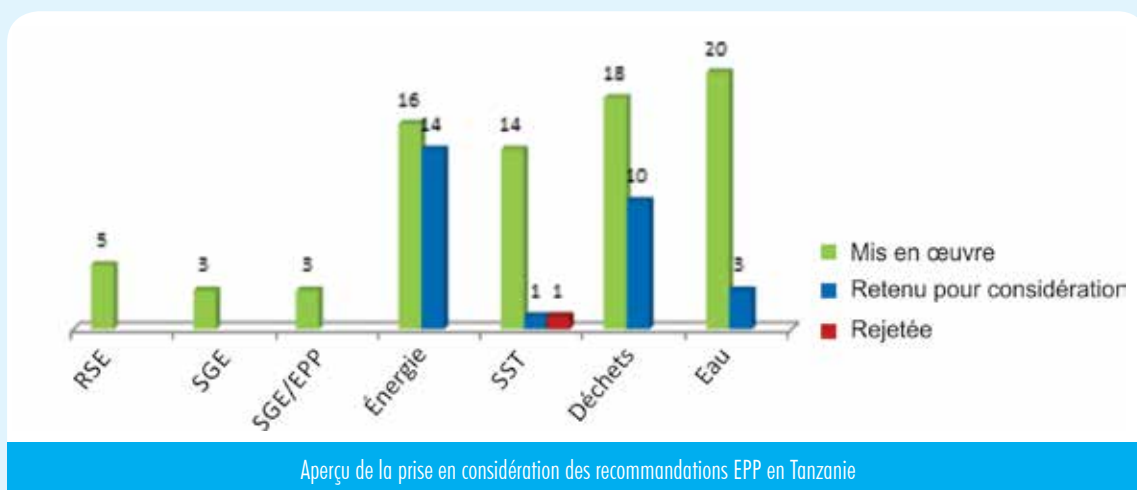
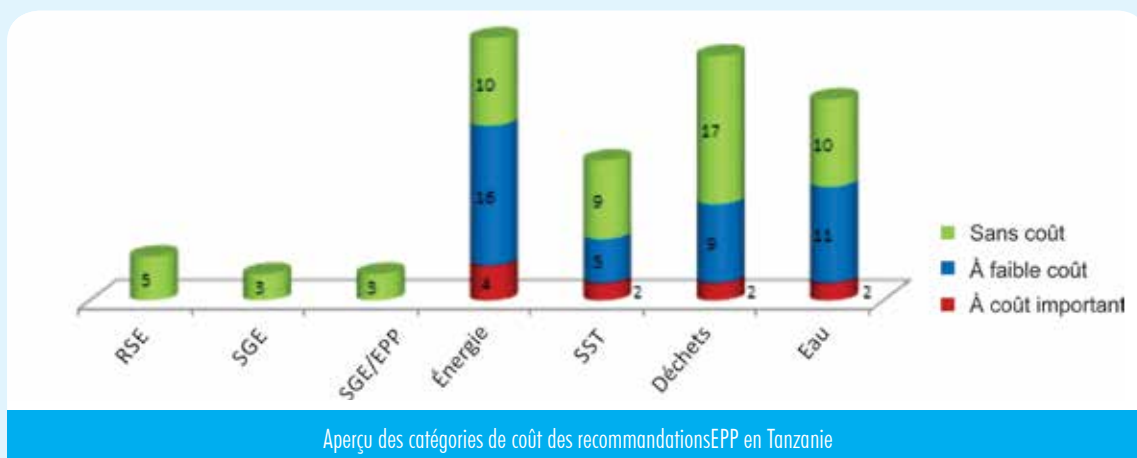
Une partie de l'équipe du Projet COAST lors du lancement de la technologie écologiquement rationnelle à Bagamoyo, Tanzanie (Photo: Projet COAST)

4. TANZANIE – SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO

SGE/ TEST à Bagamoyo, en Tanzanie: La zone côtière de la Tanzanie abrite une abondance de ressources naturelles et culturelles. Autrefois centre de la traite des esclaves d'Afrique orientale, Bagamoyo est la plus ancienne ville en Tanzanie et un centre d'intérêt historique et culturel. Le district de Bagamoyo a récemment été classé septième site du patrimoine mondial en Tanzanie. Le littoral de Bagamoyo se caractérise par des habitats marins importants, dont des estrans sableux ou vaseux, des palétuviers, des récifs coralliens, des herbiers marins et un système estuarien productif. Ces écosystèmes jouent un rôle majeur dans le soutien des communautés locales, fournissent une source de nourriture, de revenus et d'énergie de bois de chauffage.

Bagamoyo est actuellement une destination de tourisme d'affaires, la majorité des visiteurs arrivant de Dar es-Salaam pour des ateliers et des conférences. La ville attire également les visiteurs à court terme de l'Afrique de l'Est. L'industrie du tourisme est principalement terrestre tandis que les loisirs nautiques (plongée avec tuba) sont effectués en grande partie de manière improvisée avec les pêcheurs. La plongée sous-marine et les équipements de sécurité pour les excursions en mer sont limités. Bien que de rares visites aient parfois lieu sur des récifs proches du littoral, le récif de plongée le plus populaire est le récif de Mwamba Kuni.

Les graphiques et tables ci-dessous montre certaines des recommandations données par les EPP aux hôtels participants au site de Bagamoyo en Tanzanie avec leurs avantages économiques et environnementaux.



APERÇU DES RECOMMANDATIONS EPP SÉLECTIONNÉES ET DES AVANTAGES ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX EN TANZANIE.

GRUPE/ OPTION EPP	COÛT / INVESTISSEMENT (USD)	REVENU / ÉCONOMIES (USD)	PÉRIODE	AVANTAGES ENVIRONNEMENTAUX
Hôtel Millennium Old Post Office				
Énergie: Élaboration et mise en œuvre de stratégie de gestion de l'énergie pour suivre et minimiser la consommation d'énergie dans l'hôtel et nommer un membre ou un groupe du personnel pour superviser la mise en œuvre du programme d'économie d'énergie.	Sans coût: temps du personnel et des gestionnaires	3,140**	Selon les recommandations EPP adoptées	Réduction des émissions de dioxyde de carbone de 1,5 tonne, sur la base des tarifs de l'électricité
Eau: Élaboration et mise en œuvre de stratégie de gestion de l'eau	Sans coût: temps du personnel et des gestionnaires	296**	Selon les recommandations EPP adoptées recommandation adopted	Réduction de production d'eaux usagées de 405m3
Eau: Remplacer les robinets d'eau par 12 limiteurs de débit pour réduire la consommation d'eau	131	478**	3 mois	Conservation de l'eau
Hôtel Millennium Sea Breeze				
Énergie: Remplacer les néons (19) par des lampes à basse	53.44	81.83**	8 mois	Réduction des émissions de dioxyde de carbone

Eau: Gestion de l'eau: <ul style="list-style-type: none"> Élaborer une politique de gestion de l'eau, nommer un membre ou un groupe du personnel pour superviser la mise en application du programme d'économie de l'eau, sensibiliser le personnel et les clients sur la bonne utilisation de l'eau. Installer des compteurs individuels pour suivre la consommation d'eau dans les différents secteurs Modifier ou installer six limiteurs de débit sur les lavabos. 	179.4	826.45**	2 mois minimum	Conservation de l'eau
Déchets: Utilisation de poubelles colorées et tri sélectif à la source.	100	Variable, selon la vente des matériaux recyclables	1 mois	Réduction des déchets grâce au recyclage, à la réutilisation et à la récupération
SST: distribuer des fiches de données de sécurité (FDS) au sein du personnel et des secteurs de travail.	Un quart d'heure de formation interne mensuelle sans coût	Amélioration des normes de sécurité	1 mois	Amélioration du bien-être et de la préparation du personnel en cas d'accident
Hôtel Oceanic Bay				
Énergie: gestion de l'énergie: <ul style="list-style-type: none"> effectuer un audit sur l'énergie Installer un facteur de correction de puissance et remplacer les condensateurs Remplacer les néons par des lampes à basse consommation Sensibiliser les clients et le personnel d'éteindre les appareils électriques lorsqu'ils ne les utilisent pas. 	Peu coûteux: 430	4,321	2 mois	Réduction de l'émission de carbone dans l'atmosphère
Eau: gestion de l'eau: <ul style="list-style-type: none"> Nommer un membre du personnel pour superviser la mise en œuvre du programme d'économie d'eau Construire un système de collecte de l'eau de pluie avec un réservoir de 200 000 litres. Installer des compteurs d'eau Modifier ou installer des limiteurs de débit sur les lavabos des salles de bains et toilettes pour réduire la consommation d'eau. Sensibiliser le personnel et les clients sur l'utilisation efficace de l'eau. 	Peu coûteux: 521.4	Estimé à une réduction de 10-20% par rapport avec la valeur de base**	Immédiate	Réduit la pression sur les sources d'eau
SGE: Politique environnementale mise en place	Sans coût	Sert de guide pour la gestion de l'adoption des	Immédiate	Est en rapport avec les avantages environnementaux généraux grâce à la conservation de l'eau, de l'énergie et des déchets

APERÇU DES TER EN TANZANIE

TER	QUESTION ENVIRONNEMENTALE À TRAITER	PARTENAIRES	RÔLES, RÉSULTATS/ACTIVITÉ
SÉclairage solaire (20 unités): Installation de lampadaires solaires LED, relié à un partenariat communautaire public-privé qui prévoit un suivi communautaire mené par les hôtels et la maintenance gérée par le DED de Bagamoyo.	TCette TER démontre l'utilisation d'énergie renouvelable. L'éclairage de rue espère améliorer les activités de subsistance et la sécurité dans la zone touristique principale de Bagamoyo. Cette TER est en lien avec le domaine d'activité « écotourisme » (formations d'artisans et de vendeurs de produits alimentaires) dans la rue historique de Bagamoyo en créant des opportunités de continuer leur travail la nuit dans un environnement sûr et bien éclairé	Office du vice-président de Tanzanie ONUDI/ Projet COAST (fonds réservés aux pays COAST).	Financement, aide dans le processus d'acquisition de 20 lampadaires solaires.
		Le Directeur Exécutif de District et le conseil municipal de Bagamoyo.	Conclut un protocole d'accord avec le fournisseur et aide dans le processus d'acquisition. Bénéficiaire des TRE, s'occupe de la maintenance de l'équipement, dirige la communauté pour identifier les zones d'installation, responsable de la maintenance des lampadaires jusqu'à cinq ans après l'installation, institutionnalisation d'un groupe de surveillance communautaire avec les parties prenantes du privé pour créer un système de suivi des lampadaires tel que précisé dans le protocole d'accord.
		TEMESA	Dirige les activités de suivi pour s'assurer que l'équipement est conforme aux normes gouvernementales.
		Ensol Ltd.	Fournisseur, s'occupe des consultations et enquête de nuit pour identifier le site d'installation. Installation et responsable de la maintenance des lampadaires jusqu'à deux ans après l'installation.



Installation des lampadaires solaires à Bagamoyo, une activité sous la composante thématique SGE/TEST (Photo: Projet COAST)



Formation TEST (en coopération avec le CNPPT) à l'intention des gérants hôtelier à l'hôtel Oceanic Beach (Photo: Projet COAST)



Formation TEST (en coopération avec le CNPPT) à l'intention des gérants hôtelier à l'hôtel Millennium (Photo: COAST Project)

LEÇONS, RÉSULTATS ET EXPÉRIENCES DE LA MISE EN ŒUVRE DE TEST

- **Le secteur hôtelier, instigateur de pratiques écologiques.**

La méthodologie TEST de l'ONUDI a été conçue pour s'adapter aux réalités locales du secteur touristique dans les quatre pays participants et elle devient une instigatrice utile des pratiques écologiques dans le secteur du tourisme. La méthodologie TEST favorise les partenariats public-privé-communautés et donc fait en sorte que le projet COAST intègre toutes les parties prenantes dans sa mise en œuvre afin de renforcer la durabilité qui va au-delà de la durée de vie du projet.

- **L'investissement dans les technologies propres se traduit presque toujours par des bénéfices.**

L'investissement dans la méthodologie TEST de l'ONUDI apporte non seulement des avantages environnementaux, mais aussi économiques, car de nombreuses économies sont faites dans la gestion de l'énergie, de l'eau, et des déchets. Ces apports économiques peuvent alors facilement être réinvestis dans de nouvelles mesures de gestion de l'environnement et des technologies ou pratiques écologiques. Il s'agit en effet d'une idée judicieuse pour les entreprises du secteur privé hôtelier qui adoptent cet outil afin d'améliorer leur rentabilité.

- **Le recyclage, une pratique exemplaire de gestion des déchets qui résiste à l'épreuve du temps.**

Les déchets sont une caractéristique permanente de la plupart, sinon de toutes les opérations de production, et constituent une préoccupation majeure pour les établissements hôteliers. La direction des hôtels est préoccupée au quotidien par la façon de disposer des monticules de déchets toujours grandissants, engendrés par la plupart des opérations de l'hôtel, notamment les déchets organiques de la cuisine. En utilisant les outils TEST, l'ONUDI a démontré que le recyclage est une pratique exemplaire de gestion des déchets qui résiste à l'épreuve du temps et aide aussi à améliorer la rentabilité. L'utilisation d'équipements technologiques tels que le composteur Rocket s'est avérée utile pour le compostage des produits animaux qui sont souvent éliminés car ils génèrent des odeurs nauséabondes si le composteur utilise des moyens classiques. Ce processus produit des engrais biologiques qui sont utilisés dans le jardin et contribuent à l'aménagement paysager. Le recyclage de l'eau est également une entreprise digne de considération par les établissements de tourisme.

- **Les avantages communautaires du secteur touristique, des avantages pour presque tout le monde.**

La composante RSE de la méthodologie TEST SGE est un outil important pour renforcer l'engagement de la communauté dans le secteur touristique. Tous les efforts possibles doivent être fournis pour faire en sorte que les communautés locales soient impliquées et approuvent le cycle touristique. C'est pourquoi, dans notre travail avec les 8 hôtels des quatre pays SGE, nous avons contribué à renforcer les initiatives communautaires bénéficiant du secteur touristique. En Tanzanie, dans le cadre de l'outil TRE, l'installation d'éclairage solaire aura un impact remarquable, notamment en offrant aux communautés locales une meilleure sécurité, une augmentation des heures de travail au marché local et stimulera ainsi les activités économiques de la région. À Saly, au Sénégal, les hôtels travaillent avec les communautés locales pour améliorer la salubrité de la région grâce au recyclage et à la réutilisation des bouteilles en plastique.

- **Le travail avec les institutions locales améliore les résultats.**

Dans trois des pays SGE TEST (le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie), l'ONUDI a des accords de coopération avec les institutions locales chargées de superviser l'adoption de pratiques de production propre. Un partenariat avec les CNPP a été mis en place afin de renforcer l'expertise nationale, assurer l'efficacité des ressources et faire en sorte que les pays participants aient un savoir-faire et des partenaires nationaux appropriés avec qui communiquer après la fin du projet COAST. Des accords ont été signés avec les centres nationaux pour une production propre (d'abord institutionnalisés par le PNUE et l'ONUDI) afin de renforcer les meilleures pratiques/technologies disponibles (MPD / MTD) et les savoir-faire locaux. Les CNPP ont effectué leurs évaluations de production propres et des rapports EPP pour que les partenaires du secteur privé dans chacun des pays désignés puissent appliquer ces recommandations. En revanche au Sénégal, des rapports et des plans d'action sur l'économie d'énergie et la réduction des déchets ont été élaborés individuellement pour chacun des cinq hôtels participants par une équipe locale d'experts SGE.

CONCLUSION ET ACTIONS FUTURES

De nombreux défis environnementaux, dont le changement climatique, exigent actuellement des changements fondamentaux dans la façon dont fonctionne l'économie mondiale. En effet, il est de plus en plus nécessaire de faire passer l'économie mondiale d'une économie dépendante des fortes émissions de carbone à une économie à faible émission de carbone, dont le but principal est d'améliorer l'efficacité. À cet égard, il est essentiel que le secteur touristique, en tant que moteur de la croissance dans les pays de démonstration en Afrique, continue de grandir, mais d'une manière durable. Les gouvernements, le secteur privé et tous les citoyens ont un rôle collectif important à jouer dans l'application de pratiques écologiques et dans l'évolution des modes de consommation et de production au quotidien. La communauté internationale a aussi un rôle important à jouer dans le soutien de l'évolution des pays en développement par tous les moyens possibles pour améliorer l'accès au savoir-faire technique et de gestion des modèles de meilleures pratiques, ainsi que l'accès au financement pour guider un développement durable du tourisme qui se fasse en harmonie avec l'environnement naturel, la biodiversité et les écosystèmes environnants. Étant donné que leur valeur est internationale et non plus seulement localisée mais mondialisée, le transfert de la responsabilité vers une société collective mondiale est fondamental.

Ainsi, grâce à la mise en œuvre de la méthodologie TEST de l'ONUDI, le projet COAST a démontré la faisabilité et l'application de MPD / MTD impliquant des partenariats public-privé - communauté au niveau local pour améliorer l'efficacité des ressources (eau, énergie, déchets). La méthodologie TEST contribue également à l'augmentation des revenus dans les institutions, découlant des économies considérables qui s'inscrivent dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Cela a contribué à réduire les impacts négatifs et la pression sur la biodiversité, les écosystèmes et les communautés de ces sites de démonstration qui ont maintenant achevé de mettre en place des projets de démonstration clairs et prêts à être reproduits à grande échelle.

DES NOUVELLES DES ATELIERS D'ÉVALUATION PARTICIPATIVE AU PROJET (ORRP) DANS LES PAYS DU PROJET COAST

APERÇU

Le projet COAST est dans son dernier mois et cela marque une étape importante puisqu'il a commencé il y a 5 ans. Le parcours a été fascinant et nos partenaires dans les pays se sont activement engagés dans la finalisation des activités du projet dans les sites de démonstration. L'une des principales activités menées dans la plupart des régions des sites de démonstration COAST est l'outil de rapport des résultats participatifs (ORRP). Il s'agit d'ateliers participatifs qui ont eu lieu à Kartong, en Gambie, à Ada, au Ghana, à Watamu, au Kenya, à Saly, au Sénégal et à Bagamoyo, en Tanzanie.

Les objectifs principaux des ateliers ORRP étaient de :

- Soutenir l'engagement des parties prenantes par un travail de suivi et d'évaluation des activités du projet COAST dans les sites de démonstration.
- Examiner les activités conduites dans les sites de démonstration et les comparer aux sept critères MPD MTD COAST.
- Documenter les enseignements tirés, les défis et les recommandations dans la mise en œuvre des activités du projet COAST.
- Discuter des possibles occasions de reproduction à grande échelle et de la durabilité des initiatives en place.

Méthodologie des ateliers ORRP

La méthodologie suivante a été utilisée dans tous les sites de démonstration concernés :

- Remarques d'introduction du coordinateur et/ou des points focaux nationaux.
- Un tour de présentation des participants, qui donnent leur nom, le nom de leur organisation et un élément pour des activités brise-glace interactives.
- Un travail de groupe pour classer les opinions des acteurs au sujet des activités satisfaisantes pour la communauté, par un système de smiley (J, K et L), suivi par une discussion sur les leçons apprises, les défis et les recommandations.
- Conclusion officielle par un représentant du gouvernement.

Nous allons maintenant partager certains des moments marquants de ces ateliers ORRP en Gambie, au Kenya, au Sénégal et en Tanzanie.

1. GAMBIE

DES NOUVELLES DE L'ATELIER ORRP SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE KARTONG

Le projet COAST a mené des activités d'écotourisme en étroite collaboration avec l'initiative ST-EP de l'OMT sur le site de démonstration de Kartong. Ces activités visaient à renforcer les rôles des communautés locales dans la région afin qu'elles puissent bénéficier du tourisme en générant des revenus grâce à la promotion d'entreprises touristiques durables et responsables.

Voici quelques-uns des faits marquants de l'atelier ORRP qui a eu lieu à Kartong en avril 2014, présentés par les acteurs principaux dans la région :

Activités du projet préférées par les participants :

1. Les activités du projet COAST les plus positives selon les parties prenantes sont les activités de sensibilisation à l'environnement au sein de la communauté locale, les activités de formations de base sur les services clientèle et le soutien du tourisme et le renforcement de l'association locale KART.
2. Le renforcement de l'association locale KART a aidé l'organisation à consolider son rôle directeur sur le site de démonstration de Kartong. Par exemple, KART tient maintenant un registre de tous les visiteurs du village.

Activités du projet les moins appréciées par les participants :

1. L'éco-camp de Tesito nécessite de plus grands efforts pour être pleinement opérationnel, par exemple des efforts pour le faire connaître et attirer un plus grand nombre de visiteurs afin d'assurer sa durabilité à court et à long terme.

Opportunités futures pour le site de démonstration.

1. KART semble avoir besoin d'améliorer leur modèle de gestion interne, car certains signes montrent que la participation communautaire est en baisse. Il est aussi nécessaire de renforcer les partenariats avec d'autres groupes.
2. La plupart des activités et des visites de journée ne sont pas encore officielle à Kartong et aucun prix n'a été fixé (sauf pour les locations de vélo).
3. Certaines des nouvelles activités touristiques développées par le projet COAST, comme l'éco-camp de Tesito, les activités de cuisine et la location de vélos, doivent être promues.



Les participants posent pour une photo après la formation sur la méthodologie TEST au site de démonstration de Kartong, en Gambie (Photo: Projet COAST)

4. Les activités et les formations sur le recyclage semblent être appréciées de la communauté et elles pourraient continuer puisqu'elles offrent aussi des possibilités de générer des revenus.

Autres nouvelles du site de démonstration de Kartong:

1. Un soutien technique pour la conception d'un site internet pour Kartong (<http://kartongtourismgambia.jimdo.com/>).
2. Des cartes du site de démonstration, qui présentent tous les sites touristiques de Kartong ont été produites et validées au niveau du comité directeur national et au niveau de la communauté.



L'agent de liaison du projet COAST au site de démonstration d'Ada pose à côté de la nouvelle plaque du centre d'information touristique (Photo: Projet COAST)



Le partenariat avec Zoomlion a rendu possible un nombre d'actions de plantation d'arbres et de nettoyage des plages au site de démonstration d'Ada (Photo: Projet COAST)

2. GHANA

DES NOUVELLES DE L'ATELIER ORRP SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION D'ADA:

Le Ghana est l'un des pays participants au projet COAST qui met en œuvre des activités dans le domaine thématique « éco-tourisme » en collaboration avec l'OMT sur le site de démonstration d'Ada. L'atelier ORRP a eu lieu sur le site d'Ada en Avril 2014 et il a constitué pour les parties prenantes de la région une bonne plate-forme pour apporter leurs commentaires sur la mise en œuvre du projet dans la région, qui sont résumés ci-dessous:

Activités du projet préférées par les participants:

1. Plantation de cocotiers et de palétuviers et nettoyage des plages.
2. Renforcement des capacités sur la protection des tortues.
3. Renforcement des capacités pour les hôtels et les restaurants.

Activités du projet les moins appréciées par les participants:

Les participants n'ont classé aucune activité du projet négativement, mais ils ont apporté les commentaires suivants pour améliorer les activités.

1. Renforcement des capacités pour les bateliers et les guides touristiques – nécessité d'avoir une meilleure représentation des deux sexes parmi les personnes formées.
2. Renforcement des capacités pour les

producteurs de légumes et de gin nécessité de donner plus d'informations aux femmes et de les impliquer dans la formation.

3. Il faut améliorer la collaboration entre les guides touristiques, les agents de voyages et les bateliers du site de démonstration.

Opportunités futures pour le site de démonstration:

1. Besoin d'activités ciblées sur le marketing des produits touristiques disponibles à Ada.
2. Certains membres de la communauté d'Ada porte un intérêt particulier aux activités de production de légumes mais ils ne peuvent pas adopter de nouvelles méthodes faute de financement.

Autres nouvelles du site de démonstration.

1. La principale nouveauté à Ada est la formation réussie d'un réseau de parties prenantes.
2. Un soutien technique dans la conception d'une page internet pour Ada (http://www.tripadvisor.com/Attractions-g1202779-Activities-Ada_Northern_Region.html);
3. Le travail de cartographie et des cartes GIS est finalisé en 2014.

3. KENYA

DES NOUVELLES DE L'ATELIER ORRP SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE WATAMU

Le Kenya met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des domaines thématiques « Eco-tourisme », « Systèmes de gestion environnementale/ Transfert de technologies écologiquement rationnelles » (SGE/ TEST) et « gestion des loisirs nautiques et aux récifs » (GLNRN). Voici quelques-uns des faits marquants de l'atelier ORRP qui a eu lieu au Kenya en avril 2014, présentés par les acteurs principaux de Watamu:

Activités du projet préférées par les participants:

1. Les formations sur l'artisanat, les activités et les formations sur l'apiculture, les formations sur le service client, les formations sur les visites en bateaux à fond transparents et les évaluations SGE/ TEST de production propre dans les hôtels de Watamu.
2. Les activités et les formations sur l'apiculture qui ont contribué à augmenter la production de miel.
3. Le restaurant communautaire avec son activité de randonnée sur chemin de bois qui est devenu une attraction touristique

importante.

Activités du projet les moins appréciées par les participants:

1. L'élevage de crabe qui manque de mesures de durabilité.
2. Les formations des tour-operators doivent être améliorées.
3. Les activités de la ferme aux reptiles dont les cages à serpents doivent être certifiées par le service kenyan de gestion de la faune et la flore - le Kenya Wildlife Service

Opportunités futures pour le site de démonstration:

1. Les produits apicoles et éco-touristiques ainsi que les expériences touristiques authentiques gérées par la communauté doivent maintenant être promues afin d'augmenter leur valeur économique pour la population de Watamu.
2. L'installation des équipements SGE/ TEST (Rocket composter, poubelles et unité de flexi-biogaz) créé des opportunités de gérer la pollution terrestre dans les écosystèmes marins de Watamu.



Les membres du comité local de gestion du projet à Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)



Panneau de signalisation de l'entreprise de location des vélos géré par un groupement féminin au site de démonstration de Watamu (Photo: Projet COAST)

4. TANZANIE

DES NOUVELLES DU SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO

La Tanzanie est l'un des trois pays qui met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre des trois domaines thématiques « Eco-tourisme », « Systèmes de gestion environnementale/ Transfert de technologies écologiquement rationnelles » (SGE/ TEST) et « Gestion des loisirs nautiques et des récifs » (GRLN).

Voici quelques-uns des faits marquants de l'atelier ORRP qui a eu lieu à Bagamoyo en avril 2014, présentés par les acteurs principaux de ce site :

Activités du projet préférées par les participants:

1. La plantation de palétuviers à Bagamoyo
2. La cartographie de la région et la formation sur les excursions en bateau à fond transparent dans le cadre du domaine

thématique « Gestion des loisirs nautiques et aux récifs » (GLNR).

3. Les lampadaires solaires installés à Bagamoyo dans le cadre du travail SGE/ TEST du projet COAST.

Activités du projet les moins appréciées par les participants:

1. Les ateliers avec les vendeurs de produits alimentaires, les fabricants de savon et les artisans.
2. Les excursions éducatives et expérimentales à Arusha, en Tanzanie.
3. La signalisation installée dans la région dans le cadre du projet COAST.

Opportunités futures pour le site de démonstration

- Le projet de lampadaires solaires à Bagamoyo a donné l'occasion aux vendeurs de produits alimentaires ou artisanaux de proposer leurs produits aux touristes jusque tard le soir et donc de générer des revenus supplémentaires.
- Les lampadaires solaires contribuent à améliorer la sécurité sur le site de démonstration de Bagamoyo.



Atelier ORRP à Bagamoyo (Photo: Projet COAST)



Saly, Sénégal (Photo: Projet COAST)



Efforts de gestion de l'érosion côtière à Saly, Sénégal
(Photo: Projet COAST)



Le problème de l'érosion côtière à Saly, Sénégal
(Photo: Projet COAST)

5. SENEGAL

DES NOUVELLES DE L'ATELIER ORRP SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE SALY

Le Sénégal met en œuvre les activités du projet COAST dans le cadre du domaine thématique « systèmes de gestion environnementale/ Transfert de technologies écologiquement rationnelles » (SGE/ TEST). Ce domaine thématique applique la méthodologie de Transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST) de l'ONUDI pour mettre en œuvre les cinq outils TEST dans cinq hôtels sur le site de démonstration de Saly (hôtel Les Filaos, l'hôtel Lamatin, l'hôtel Bougainvilliers, l'hôtel Palm Beach et l'hôtel Teranga).

Voici quelques-uns des faits marquants de l'atelier ORRP qui a eu lieu à Saly en avril 2014, présentés par les acteurs principaux de ce site :

Activités du projet préférées par les participants:

- Les hôtels participants ont reconnu l'importance de l'application des SGE car, premièrement, il s'agit d'un outil qui systématise et simplifie la gestion environnementale, deuxièmement, ils sont essentiels pour réduire les coûts d'exploitation dans un environnement commercial difficile et troisièmement, les hôtels sont maintenant mieux placés pour répondre à la sensibilité croissante concernant la conservation de l'environnement.

Activités du projet les moins appréciées par les participants:

- Les activités de gestion des déchets: il faut mieux impliquer les communautés locales dans les activités de gestion des déchets sur le site. Il est important de continuer à utiliser les partenariats entre la communauté, les hôtels et les autorités responsables de la gestion des déchets (SAPCO et le conseil municipal) qui existent déjà. Les employés des hôtels peuvent devenir les porte-paroles d'une meilleure gestion environnementale dans leurs quartiers et leurs villages.

Opportunités futures pour le site de démonstration:

- Le projet COAST a démontré des formes innovantes de coopération entre les communautés et le secteur privé. Cependant, un plus grand engagement est nécessaire de la part des hôtels dans les activités de sensibilisation locales. Plusieurs initiatives de sensibilisation à l'environnement seront prises en charge par la mairie de Saly.

- il est nécessaire de reproduire les pratiques SGE dans d'autres hôtels du site surtout ceux qui n'ont pas forcément les moyens d'investir dans les technologies propres et auraient donc besoin d'instruments économiques pour les financer.

- Le bureau de mise à niveau, un fond gouvernemental qui aide les hôtels à améliorer leurs équipements, pour aider à reproduire les activités du projet COAST dans d'autres hôtels qui veulent adopter les solutions SGE.



Activités touristiques affectées par l'érosion côtière (Photo: Projet COAST)

GALERIE D'IMAGES



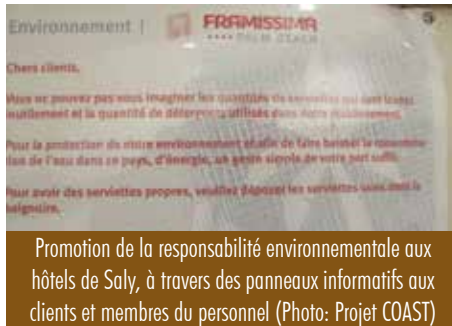
Les membres du comité de pilotage du projet COAST lors d'une visite de terrain à Mahe, Seychelles (Photo: Projet COAST)



Système de flexy biogaz installé dans l'association Watamu Marine Association au site de démonstration de Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)



Activité de sensibilisation sur les déchets avec les enfants de la communauté à Inhambane, Mozambique (Photo: Projet COAST)



Promotion de la responsabilité environnementale aux hôtels de Saly, à travers des panneaux informatifs aux clients et membres du personnel (Photo: Projet COAST)



Poubelles à Bagamoyo (Photo: Projet COAST)



6ème comité de pilotage à Mahe, Seychelles (Photo: Projet COAST)



Pieds d'arbre que l'hôtel Turtle Bay Beach Club offre aux communautés locales sans coût (Photo: Projet COAST)



Promotion de la responsabilité environnementale dans les hôtels de Saly avec des panneaux informatifs pour les clients et membres du personnel (Photo: Projet COAST)



Station de recyclage à Inhambane, Mozambique (Photo: Projet COAST)



GALERIE D'IMAGES



6ème comité de pilotage à Mahe, Seychelles (Photo: Projet COAST)



Cartes qui montrent les principales attractions touristiques de Bagamoyo distribuées dans la zone (Photo: Projet OAST)



Formation des jeunes en techniques de découpe artisanale de verre organisées par Dino's Bar au site de démonstration de TBT, au Mozambique (Photo: Projet COAST)



Groupement féminin avec ses vélos tout terrain au site de démonstration de Watamu, au Kenya (Photo: Projet COAST)



Meilleures pratiques en gestion de déchets à Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)



Local artwork on display at the Turtle Bay Beach Club made of marine debris and beach waste, Watamu, Kenya (Photo: Projet COAST)



Des membres de la Watamu Marine Association en train d'appréter des verres pour le recyclage artisanal (Photo: Projet COAST)



Rocket composter installé au Turtle Bay Beach Club, Site de Démonstration de Watamu au Kenya (Photo: Projet COAST)



Plantation d'arbres à Kribi, au Cameroun (Photo: Projet COAST)



ENTRETIEN AVEC MR. LUDOVIC BERNAUDAT,

DIRECTEUR DU PROJET COAST DE L'ONUDI



M. Ludovic Bernaudat est le directeur du projet COAST au sein de l'unité de gestion de l'eau de la direction de la gestion de l'environnement au siège de l'ONUDI à Vienne, en Autriche.

Il a de nombreuses années d'expérience dans la mise en œuvre de la méthodologie de Transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST) de l'ONUDI dans divers pays à travers le monde. Il a introduit cette méthodologie au domaine thématique « gestion environnementale » du projet COAST (SGE) après l'évaluation à mi-parcours de 2012 qui a mis en évidence la nécessité d'appliquer une meilleure pratique disponible adaptée au domaine thématique SGE. Ce domaine s'attache à définir et promouvoir les avantages financiers de l'adoption de mesures de contrôle de la pollution, du traitement des déchets et des autres thèmes SGE. De nombreux avantages économiques, sociaux et environnementaux peuvent être obtenus en découplant la croissance économique et l'utilisation des ressources, et l'un d'eux est la réduction de la pollution et de la contamination de la biodiversité et des écosystèmes environnants.

Dans cet entretien, M. Bernaudat nous partage son point de vue sur l'importance de l'application de cette méthodologie dans les pays partenaires du projet COAST et sur la base qui est ainsi créée pour favoriser les partenariats dans les sites de démonstration et pour répliquer éventuellement ce travail.

Bienvenue M. Ludovic Bernaudat,

1 Veuillez partager avec nos lecteurs la raison pour laquelle l'ONUDI a choisi d'appliquer sa méthodologie TEST au domaine thématique SGE du projet COAST.

- La méthodologie de Transfert de technologies écologiquement rationnelles (TEST) a été élaborée par l'ONUDI en 2000 et vise à améliorer la gestion et la compétitivité environnementale des entreprises des pays en développement et des économies en transition. Il s'agit d'une

meilleure pratique disponible (MPD) qui a été mise en œuvre dans de nombreux pays et a obtenu des résultats économiques et environnementaux très positifs en tant que processus de systèmes de gestion environnementale. Elle a également l'avantage d'être applicable à tous les types d'entreprises, des micros, petites et moyennes entreprises, aux grandes entreprises des secteurs de l'industrie et du service, et d'avoir un impact positif rapide et des résultats tangibles et visibles.

- La méthodologie TEST combine cinq outils de gestion essentiels qui visent à améliorer les pratiques de gestion de manière

globale afin d'assurer l'introduction durable de pratiques écologiques. Ces cinq outils sont : les évaluations pour la Production Propre (EPP), la comptabilité de gestion environnementale (CGE), les systèmes de gestion environnementale (SGE), les technologies écologiquement rationnelles (TER) et la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

- L'application de la méthodologie TEST dans l'industrie du tourisme est importante car les avantages ne sont pas seulement obtenus par les entreprises, mais celles-ci peuvent à leur tour avoir une influence très positive en encourageant les

autres acteurs de l'économie locale, ainsi que les consommateurs et les clients de leurs établissements, à adopter des pratiques plus écologiques. Ils peuvent aussi encourager les membres de la communauté à adopter des modes de vie plus durables qui contribuent à réduire l'impact négatif sur la biodiversité et les écosystèmes environnants.

- La décision stratégique de l'ONUDI d'appliquer la méthodologie TEST dans le projet COAST comme outil de mise en œuvre du système de gestion de l'environnement SGE dans le secteur hôtelier local dans quatre pays côtiers africains (le Kenya, le Mozambique, le Sénégal et la Tanzanie) marque la première utilisation de la méthodologie TEST dans l'industrie du tourisme en Afrique sub-saharienne. Cette décision a été motivée par la nécessité de démontrer la viabilité et l'impact de pratiques écologiques durables dans le secteur touristique en Afrique et par la volonté de développer un nouveau paradigme dans le fonctionnement des institutions d'accueil qui stimulerait leur adoption de pratiques écologiques. La méthodologie TEST a démontré que la pollution terrestre ne peut être réduite que grâce à l'utilisation efficace des ressources et à la réduction des déchets générés par l'industrie du tourisme.

- En ce qui concerne l'ONUDI, nous sommes certains que l'application de cette méthodologie dans ces établissements hôteliers se traduira à long terme par des avantages économiques et environnementaux pour les hôtels et leur environnement grâce aux économies effectuées après la mise en œuvre complète des recommandations « sans coûts » et « à faible coût » qui ont été données pour chacun d'eux. Les résultats du travail à ce jour, comme indiqué dans ce bulletin, sont éloquentes. Cette situation est favorable à tous les niveaux, puisque TEST n'annonce que des avantages pour l'industrie du tourisme!

2. Puisque nous en sommes dans les dernières semaines du projet COAST, nos lecteurs souhaiteraient connaître certains des impacts importants à ce jour et tout résultat qui émerge de la mise en œuvre des SGE/TEST.

- Nos pays partenaires SGE / TEST, à l'exception du Sénégal, ont signé des protocoles d'accord avec leurs centres nationaux de production propre (CNPP), qui sont des partenaires de longue date de l'ONUDI. Dans le cas du Sénégal, des partenariats ont été créés avec des experts nationaux SGE qui ont été formés à la méthodologie TEST de l'ONUDI. La logique derrière le partenariat avec le CNPP ou avec des experts SGE nationaux pour mettre en œuvre la méthodologie TEST dans les quatre pays était double. D'une part, le partenariat avec des institutions et des experts établis à l'échelle nationale permet de faire en sorte que la meilleure expertise nationale et locale disponible soit appliquée selon les conditions locales plutôt que d'utiliser seulement une expertise internationale qui pourrait ne pas avoir des informations sur le contexte national et local nécessaires pour obtenir des résultats plus efficaces et dotés d'un potentiel élevé de reproduction. D'autre part, ces partenariats se consolident, en particulier compte tenu des délais de mise en œuvre très courts,

que les bénéficiaires disposent des partenaires et des experts vers qui se tourner après la clôture du projet COAST.

- Les experts nationaux et les CNPP ont maintenant terminé leurs évaluations de production propre (EPP) qui ont mis en évidence un certain nombre de recommandations et de solutions sans coût ou à faible coût concernant l'utilisation des ressources et la production de déchets. Ils réalisent maintenant le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations dans les entreprises touristiques partenaires et leurs impacts économiques et environnementaux positifs sont présentés avec les exemples sélectionnés plus haut dans ce bulletin. Il faut souligner ici que plusieurs hôtels partenaires qui ont effectué des économies très visibles après avoir mis en place certaines mesures de l'EPP, ont réinvesti une partie de ces gains dans d'autres mesures de l'EPP. Dans certains cas, les hôtels ont embauché un membre du personnel à temps plein qui est responsable de la mise en œuvre des mesures SGE. Cela montre vraiment que le respect de l'environnement a payé pour ces établissements et il s'est transformé en une situation favorable pour le milieu naturel ainsi que pour les finances des établissements hôteliers tandis que les mesures continuent de porter du fruit, les hôtels continueront à réinvestir une partie de ces nouvelles mesures écologiques.

- En ce qui concerne l'outil TEST 4 - Technologies écologiquement rationnelles, les équipes du Kenya et de la Tanzanie, avec le soutien technique de l'équipe de l'ONUDI, ont acquis et installé des « technologies vertes » comme les lampadaires solaires, des unités de flexi-biogaz et des biodigesteurs. L'impact et les avantages de ces technologies écologiques apparaissent déjà. Un autre aspect important est que l'outil TER a été relié à des acteurs locaux afin de concevoir conjointement un modèle de partenariat pour la mise en œuvre et l'exploitation à long terme de ces technologies et ces équipements. Cela a démontré des modèles de partenariat qui relient le secteur privé, les communautés locales et les gouvernements locaux grâce à un modèle d'entreprise durable. Dans plusieurs cas, il s'agit de la première fois que ces acteurs ont mis en œuvre conjointement un projet qui apporte des avantages pour toutes les parties prenantes y compris les communautés locales et le milieu naturel, favorisant ainsi la collaboration et la responsabilité.

- Le renforcement de ces partenariats public-privé-communautés (PPPC) et les plateformes de dialogue entre les parties prenantes sur le site de démonstration qui sont maintenant en place, peuvent conduire à une réplique à grande échelle des activités en cours, ainsi qu'à de nouvelles opportunités d'affaires, d'investissements et de modèles de collaboration dans les années à venir.

- Par conséquent, je souhaiterais insister sur le fait que le projet COAST, grâce à la mise en œuvre de la méthodologie TEST de l'ONUDI, a démontré la faisabilité et la manière d'appliquer les MPD/ MTD en impliquant les partenariats public-privé-communautés au niveau local pour accroître l'efficacité des ressources (eau, énergie, déchets) et les avantages économiques. Comme résultat, on observe une réduction des impacts négatifs et de la pression sur la biodiversité, les écosystèmes et les

communautés de ces quatre sites de démonstration qui ont maintenant achevé la mise en place des projets de démonstration tangibles qui peuvent être reproduits à grande échelle. Le lecteur peut en apprendre plus dans les articles de ce bulletin et nous espérons que cela motivera le démarrage de nouvelles initiatives dans son voisinage.

3 Pouvez-vous nous dire quels ont été les défis rencontrés pendant la phase de mise en œuvre des activités SGE/TEST?

En effet, quelques difficultés ont été rencontrées pendant la mise en œuvre de notre travail dans les différents pays:

- La saisonnalité du secteur touristique dans certaines destinations est un défi important pour la continuité de la mise en œuvre des recommandations de la méthodologie TEST, en plus la rotation fréquente du personnel dans les hôtels.
- La limitation des effectifs du personnel dans les plus petits établissements influent aussi sur les activités TEST, puisque les petits hôtels ou gîtes font face à des problèmes de survie quotidiens qui bien sûr sont prioritaires.
- Les longs délais dans le processus d'acquisition des technologies écologiques constituent un autre problème.

4 Pouvez-vous nous donner votre avis sur la façon dont les projets pourront être vraiment durables, même après la clôture officielle du projet COAST en juin 2014, surtout en ce qui concerne le domaine thématique SGE/TEST?

- Nous avons choisi de travailler avec les institutions locales et les partenaires, afin de leur transférer des savoir-faire techniques et des compétences

importantes. En effet, nous pensons que les CNPP et les spécialistes formés localement sont absolument nécessaires pour le maintien de l'application de la méthodologie TEST et sont adoptés dans d'autres secteurs.

- En ce qui concerne les transferts de technologie qui ont eu lieu dans les pays participants, les modèles de partenariat qui ont été conçus sont essentiels pour le maintien de ces équipements et pour que leurs produits continuent de bénéficier à toutes les parties prenantes. Un exemple de ce modèle est l'autorité nationale de gestion environnementale du Kenya (NEMA) qui a procuré le composteur Rocket et l'a installé dans les jardins de l'hôtel Turtle Bay Beach Club afin de réduire les déchets organiques de l'hôtel. En retour, le compost qui est produit sera donné – gratuitement – aux agriculteurs de Watamu qui recevront également des formations en agriculture biologique par le bureau environnemental de l'hôtel.

5 En tant que directeur de projet quel message voulez-vous passer aux équipes nationales du projet COAST alors qu'elles terminent leurs plans d'action et qu'elles essayent d'atteindre les objectifs du projet dans leur pays?

Honnêtement, le projet COAST a vécu cinq ans bien remplis et, tandis que nous approchons de sa date de clôture, je voudrais faire passer le message suivant à nos partenaires et aux acteurs principaux du projet:

- Les actions de collaboration dans l'objectif de rendre le tourisme côtier durable sont très importantes pour l'Afrique et au-delà, surtout maintenant que la plupart des pays semblent se focaliser sur la façon d'augmenter le nombre de visiteurs de leurs sites touristiques. Il est important que les

enseignements tirés lors du projet COAST informent les futurs développements dans ce domaine, afin d'assurer la conservation de ces destinations touristiques alors que les activités économiques se développent. La conservation des écosystèmes côtiers fragiles et de leur biodiversité, qui assurera à son tour la continuité du tourisme, est particulièrement importante.

- Les travaux du projet COAST dans les trois domaines thématiques (écotourisme, SGE et gestion des loisirs nautiques et des récifs) doit être poursuivi, au niveau du site de démonstration local et au niveau national. Nous avons contribué à conférer les nombreuses compétences et expertise nécessaires aux pays qui sont supposés les appliquer de manière complète et intégrée, pour être bénéfiques à ces zones côtières. Les partenariats de collaboration sont un élément important de la durabilité des comportements. Le projet a démontré l'efficacité de la création et de la promotion de partenariats public-privé-communauté et j'aimerais encourager leur reproduction et leur renforcement, ainsi que la poursuite des réunions des comités de gestion des sites de démonstration, des dialogues et du travail commencés dans le cadre de ce projet.

- Les principaux enseignements, résultats et expériences du projet COAST sont documentés, et seront présentés sur le site internet du projet, même après sa clôture, ainsi que dans les rapports finaux du projet. Nous allons diffuser à grande échelle ces informations et les archiver, afin de rendre les projets de démonstration accessibles et utiles pour tous, même après la clôture du projet.

(Pour plus d'informations, merci de contacter r. Bernaudat à l'adresse électronique suivante L.Bernaudat@unido.org.)

“Les travaux du projet COAST dans les trois domaines thématiques (écotourisme, SGE et gestion des loisirs nautiques et des récifs) doit être poursuivis, au niveau du site de démonstration local et au niveau national. Nous avons contribué à conférer les nombreuses compétences et expertise nécessaires aux pays qui sont supposés les appliquer de manière complète et intégrée, pour être bénéfiques à ces zones côtières”



Le professeur Cleophas Migiro, avec le reste du Centre national de production propre (Photo: Projet COAST)

PARTAGE DES ENSEIGNEMENTS TIRES PAR LES PARTENAIRES DU PROJET COAST:

LE CENTRE DE PRODUCTION PROPRE DE TANZANIE (CPCT)

Dans le cadre du domaine thématique SGE, le projet COAST a travaillé en collaboration avec les centres nationaux de production propre (CNPP) au Kenya, au Mozambique et en Tanzanie. Voici une présentation de l'un de ces partenaires, à savoir le CNPP de Tanzanie. Il est essentiel de noter ici que la décision d'utiliser les CNPP nationaux n'avait pas seulement une valeur stratégique importante de partenariat, elle a aussi permis à instaurer l'expertise nationale afin de veiller à ce que, une fois le projet COAST terminé, les acteurs locaux disposent d'un partenaire fiable au niveau national pour les aider dans d'autres initiatives.

INFORMATIONS SUR LE CPPT

Le centre national de production propre de Tanzanie (CPPT) a été lancé en Octobre 1995 dans le cadre des programmes de centres nationaux de production propre (CNPP) de l'ONUDI-PNUE. En Avril 2005, il a été légalement inscrit en tant qu'organisme à but non-lucratif dans le registre d'intégration des fondations, Cap 375. Depuis, le centre a joué un rôle de coordinateur et d'instigateur dans la promotion du concept de production propre dans le pays, en fournissant des conseils stratégiques sur la gestion de l'environnement, en soutenant des démonstrations de techniques et de technologies de production propres, en formant l'industrie et les professionnels sur la production propre et efficace écologiquement, en servant de source d'informations sur cette production et en créant des partenariats au niveau local, régional et mondial.

Le CPPT accueille également le secrétariat du comité africain sur la consommation et la production durables (ARSCP), une institution de coordination régionale qui a été établie par une charte adoptée lors la troisième réunion du Comité africain sur la consommation et la production durables (ARSCP-3) à Casablanca, au Maroc, le 18 mai 2004. Elle a été inscrite comme organisme à but non-lucratif et non gouvernementale (ONG) dans le cadre des lois de la République Unie de Tanzanie, le 6 Septembre 2004. L'objectif principal de l'ARSCP est de promouvoir la consommation et la production durables en Afrique.

STRATÉGIE DU CPPT

Le centre national de production propre de Tanzanie (CPPT) a une expérience importante dans le domaine de la production propre et dans les questions de production et de consommation durables. Par exemple, il organise et met en place des projets de démonstration dans les établissements industriels et commerciaux, il réalise des évaluations sur la production propre (EPP), il conduit des évaluations d'impact environnemental (EIE), de transfert de technologie, de déchets électroniques ainsi que de santé et de sécurité au travail. Il réalise aussi des audits environnementaux et techniques pour des processus industriels, le suivi et l'évaluation des projets et il aide les entreprises à établir des systèmes de gestion



Le professeur Cleophas Migiro, avec le reste du Centre national de production propre (Photo: Projet COAST)

environnementale ou autres systèmes liés à la consommation durable, la prévention et le contrôle de la pollution et la gestion des déchets.

Pour faciliter cela, le CPPT a établi et entretenu une relation utile de travail à long terme avec le bureau du vice-président (VPO, responsable du programme environnemental). Cette relation a été scellée au tout début du centre, lorsque celui-ci, a été inauguré en tant que projet par le premier vice-président, le Dr Omary Ali Juma (qui est maintenant décédé), en 1996. Depuis lors, le centre a travaillé en étroite collaboration avec le VPO sur diverses activités et projets. Par exemple, le centre a mis en œuvre un projet de cinq financé par NORAD sur «la production propre pour un développement industriel écologiquement durable en Tanzanie», sous la coordination du VPO. Le CPPT a également été chargé de coordonner le programme national dans le cadre du Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) de 1997 à 2005. Il fait également partie du comité directeur technique sur le développement et l'examen du plan de mise en œuvre nationale (PIN) de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP).

Le partenariat du CPPT avec le projet COAST Comme les activités du projet COAST sur le site de démonstration de Bagamoyo sont coordonnées par le VPO, le CPPT a signé un protocole d'accord avec le VPO pour mettre en œuvre la méthodologie TEST de l'ONUDI dans les hôtels participants de la région, en se penchant spécifiquement sur l'outil TEST 1, évaluations de production propre, l'outil TEST 3, systèmes de gestion environnementale et l'outil TEST 5, responsabilité sociale des entreprises pour guider les hôtels sur la manière d'adopter des pratiques durables dans chacune de leurs activités d'exploitation. Il faut noter ici que la durabilité du CPPT dépend uniquement des revenus générés par les services qu'il fournit à ses clients. Le centre travaille de façon créative pour fournir des services fiables et de bonne qualité et à ses clients. Ce modèle d'entreprise aide sur demande les travailleurs de différents hôtels et établissements qui suivent des formations dans le domaine de la production propre. Pour soutenir ces efforts, le centre a récemment acquis un laboratoire mobile qui peut être utilisé dans l'analyse de divers paramètres, comme l'analyse de l'eau (domestique et industrielle), la qualité de l'air intérieur et extérieur, les données météorologiques (humidité, vitesse et direction du vent, pression et température),

ou autres paramètres (l'écoulement des liquides, l'efficacité énergétique, etc.)

RÉSULTATS DU TRAVAIL DU CPPT SUR LE SITE DE DÉMONSTRATION DE BAGAMOYO.

Il est maintenant bien reconnu que les hôtels consomment des quantités considérables de ressources naturelles, en particulier l'énergie et l'eau et produisent également un grand nombre de déchets. Cela affecte la biodiversité et l'écosystème de la région, mais a aussi des répercussions économiques. Un grand besoin de production propre (PP) se fait donc sentir dans le secteur hôtelier qui aidera non seulement les hôtels, mais aussi l'environnement naturel et la population. Le CPPT a démontré que la promotion et la mise en œuvre de PP dans les hôtels se traduisent finalement par des économies importantes grâce à la réduction des coûts d'exploitation des ressources (eau, énergie et matériaux) et l'élimination des déchets. Notre travail dans les établissements hôteliers sur le site de démonstration de Bagamoyo a rendu cela évident. Par exemple, l'un des partenaires à Bagamoyo fait une économie mensuelle de plus de 2000 USD sur leur facture d'électricité après la mise en œuvre de quelques recommandations de mesures d'économie d'énergie sans coût ou à faible coût. La période d'amortissement sur l'investissement total a été d'une année.

En outre, l'adoption de bonnes pratiques de gestion environnementale et sociale donne une bonne image à l'hôtel au sein de la société environnante et elle est également considérée comme un outil de marketing efficace sur le marché du tourisme international qui présente de plus en plus de clients en recherche d'hôtels responsables socialement et écologiquement. Le CPPT a bien aidé les hôtels de Bagamoyo à élaborer des politiques environnementales visant à renforcer leur travail de gestion de l'environnement.

Ainsi, en conclusion, selon les exemples d'adoption réussie de plusieurs recommandations sans coût et à faible coût concernant les produits chimiques, l'énergie, les déchets, l'eau et la RSE et grâce aux avantages économiques et environnementaux obtenus, le CPPT prévoit de reproduire ce type de travail dans d'autres hôtels du pays. Le CPPT et l'industrie du développement durable en Tanzanie ont de belles perspectives d'avenir et le CPPT restera en avant-garde de ce travail.



LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES (SSTL)

Les Seychelles est l'un des pays qui ont adopté un système de certification écologique volontaire local pour ses hôtels, la certification de tourisme durable de Seychelles (SSTL). En tant que destination touristique de choix en Afrique, il s'agit d'une stratégie judicieuse qui vise à assurer que le nombre croissant de touristes ne provoquent pas des catastrophes écologiques dans cet état côtier. Cet article présente les éléments principaux de la SSTL et comment elle a fait avancer la recherche du tourisme durable aux Seychelles.



Seychelles Sustainable Tourism Label
Safeguarding Seychelles for Tomorrow



APERÇU DU SECTEUR TOURISTIQUE AUX SEYCHELLES.

Le tourisme est l'un des piliers de l'économie des Seychelles. Le secteur contribue au moins à 25% du produit intérieur brut et représente environ 15% des emplois directs. Au cours de la dernière décennie, le secteur a connu une forte croissance avec de nouveaux produits touristiques en ligne qui ont battu le record en termes d'arrivées touristiques. Au cours des dernières années, le secteur a enregistré un nombre de visiteurs de plus en plus important. Par exemple, les statistiques pour 2012 montrent le record avec un peu plus de 208 000 visiteurs, provenant en majorité de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de la Russie, qui représentent 60% du nombre total de visiteurs dans le pays.

COMMENT ÉQUILIBRER LA CROISSANCE TOURISTIQUE DES SEYCHELLES ET LA PRÉSERVATION DE SA BIODIVERSITÉ FRAGILE.

La croissance du tourisme au cours des dix dernières années a augmenté la pression sur les ressources locales du pays. Ainsi, le gouvernement des Seychelles a dû trouver un équilibre entre les besoins de développement économique et la nécessité toujours croissante de réduire et d'atténuer les impacts négatifs de ces évolutions sur l'environnement et ses ressources naturelles.

Cela a conduit le pays à concentrer ses activités sur des actions de marketing des Seychelles comme destination éco-touristique. Suite à cette initiative, le secteur touristique aux Seychelles est devenu plus conscient des principes et des pratiques de durabilité, ce qui a permis de découvrir des attractions, produits et services touristiques plus fondés sur la nature.

En tant qu'écosystème fragile, l'archipel des Seychelles est un haut-lieu de la biodiversité dans le monde. Environ 47% de la masse continentale du pays, et quelques 228km² de son territoire océanique, sont officiellement protégés. Cependant, la biodiversité des Seychelles reste soumise au risque des différentes pressions engendrées par les activités humaines, ce qui donne à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité une importance vitale pour le développement durable du pays. À cet égard, grâce à son initiative de mettre en place la certification de tourisme durable des Seychelles (SSTL), le gouvernement Seychellois a cherché à assurer la durabilité

des secteurs les plus vitaux du pays, le tourisme et la ressource naturelle dont il dépend, l'environnement.

Jusqu'à présent, cinq hôtels ont reçu la certification SSTL, à savoir le Complexe hôtelier et Spa Constance Ephelia, le complexe hôtelier et casino Berjaya Beau Vallon Bay, et l'hôtel Hanneman Holliday Apartment. Deux autres hôtels, la station balnéaire Kempinski Seychelles et l'hôtel Banyan Tree Seychelles ont été soumis à une évaluation et ont reçu leur certification le 21 septembre 2013. Un certain nombre d'hôtels ont aussi exprimé leur intérêt pour la certification et en sont à différentes étapes de préparation afin d'y accéder. Pour que les hôtels fassent une demande de certification, il faut passer par différentes correspondances, réunions et explications des critères et de leurs avantages. Le gouvernement encourage les petits établissements en les faisant bénéficier d'une assistance technique gratuite.

Le concept à la base de la certification

de durabilité des Seychelles (SSTL) est né dans le service touristique du ministère du tourisme et des transports en vue des objectifs de la vision 21, une stratégie nationale à partir de laquelle un plan directeur touristique d'ensemble pour 2001 à 2010 a été créé, aux côtés de la stratégie éco-touristique des Seychelles pour le 21^e siècle (SETS-21). Le ministère seychellois du tourisme et des transports a adopté le projet de SSTL en 2004 (et, à son tour, le bureau touristique des Seychelles (STB) en 2007) et a mené des recherches préparatoires sur les certifications de tourisme durable. Ensuite, un comité d'intervenants a été créé avec un ensemble de critères préliminaires. Les critères provisoires ont été mis à l'essai par le STB, mais le système d'attribution de la certification SSTL ne pouvait pas être mis en œuvre en raison du manque de ressources financières. Après une pause de 5 ans, le projet de SSTL s'est accéléré vers la fin 2009 grâce à une initiative soutenue par le PNUE et le FME pour intégrer la prise en compte de la biodiversité dans les activités du secteur de la production.

FONCTIONNEMENT DE LA CERTIFICATION DE TOURISME DURABLE DES SEYCHELLES

Le SSTL vise à faire fonctionner les hôtels participants selon les principes de base suivants:

- a. Élaborer et mettre en œuvre une politique de développement durable.
- b. Suivi de l'énergie, de l'eau et des déchets au fil du temps.
- c. Prendre des mesures de conservation des ressources.
- d. Promouvoir les petites entreprises locales.
- e. Traiter le personnel de manière équitable et en conformité avec toutes les lois et règlements.
- f. Contribuer au développement communautaire et aux activités de conservation.

Bénéfices escomptés pour les hôtels participants

1. Bénéfices en rapport avec leur commercialisation

- La certification offre aux opérateurs un avantage concurrentiel par rapport à d'autres entreprises non certifiées en ce qui concerne le marketing;
- Les établissements certifiés sont mis en valeur dans le guide des hébergements du bureau touristique des Seychelles.
- Les hébergements certifiés ont le droit d'utiliser la certification sur leur site internet et dans leurs publicités.
- Les hôtels responsables sont promus régulièrement lors de foires commerciales.
- Les établissements certifiés sont listés sur le site internet de la SSTL.
- Les clients sont plus susceptibles d'être satisfaits lorsqu'on leur communique les réalisations de l'entreprise en termes de durabilité.

2. Bénéfices en rapport avec les économies effectuées

- Les coûts des services sont susceptibles de diminuer en raison de meilleures connaissances, suivi et utilisation des technologies améliorées.
- Les coûts de remplacement du personnel sont susceptibles de diminuer, les recherches montrant que les initiatives de durabilité améliorent la motivation du personnel qui reste plus longtemps.

LE PROCESSUS DE CERTIFICATION SSTL

ETAPE 1: COMMUNICATION

La première étape vers l'adoption de la SSTL est de communiquer le message de la certification et les avantages de son processus aux gestionnaires et aux propriétaires d'hébergements. Ceci demande la communication, l'engagement des parties prenantes, et la sensibilisation. Ce processus a débuté en septembre 2011 avec le lancement du logo et de la marque et il est toujours en cours.



ETAPE 2: DEMANDE

Les hôtels intéressés doivent faire une demande de SSTL par lettre ou courriel, et joindre une copie de leurs résultats de l'audit interne. Cette forme d'auto-évaluation est la même que celle utilisée par les évaluateurs mais au lieu de points, les hôtels doivent répondre "oui ou non" pour chaque critère. Des frais de demande existent: pour les petits hôtels (1 à 24 chambres): 400 €, pour les hôtels de taille moyenne (25 à 50 chambres): 800 € et pour les grands hôtels (51 chambres ou plus): 1000 €. La SSTL est officiellement ouverte aux demandes depuis le 1er juin 2012.



ETAPE 3: EVALUATION

La demande et la déclaration de conformité de l'hôtel sont réexaminées et, si cela est jugé complet, un évaluateur est identifié et une date d'évaluation est fixée pour l'hôtel.



ETAPE 4. VERIFICATION

Les formulaires d'évaluation sont vérifiés pour s'assurer qu'ils sont complets et la notation de chaque section est examinée. Si l'hôtel a marqué le nombre de points requis il est recommandé avec le statut «approuvé». Si l'hôtel n'a pas marqué les points nécessaires minimum, il sera renvoyé pour une réévaluation dans les six mois avec le statut «en attente».



ETAPE 5. ATTRIBUTION

Un comité de certification se réunit au moins tous les deux mois pour examiner les recommandations formulées par la SSTL. Le groupe confirme la recommandation pour attribution, sauf si une irrégularité ou un besoin de renseignements supplémentaires sont identifiés. Un appel écrit peut être fait à la SSTL et sera examiné par le comité. Si une irrégularité est identifiée, l'hôtel sera réévalué par un évaluateur différent.

QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES PRINCIPALES DANS LE CADRE DE LA SSTL

1. LA GESTION

Cette partie comprend la politique, le suivi, la santé et la sécurité. Elle nécessite une documentation sur le développement durable qui assurera que les initiatives de durabilité de l'hôtel soient menées systématiquement.

2. LES DÉCHETS

Les déchets ont un certain nombre d'impacts environnementaux potentiellement graves, comme la santé des clients, du personnel et des communautés locales. La réduction des déchets est donc une forme largement comprise et visible des pratiques durables et représente une bonne occasion d'attirer le soutien de tous les acteurs. Réduire, réutiliser et recycler sont des moyens efficaces de réduire les coûts de l'entreprise.

3. L'EAU

L'objectif général des bonnes pratiques dans le cadre de l'utilisation de l'eau est de réduire la quantité d'eau douce utilisée par les hôtels. Cela réduit l'impact sur l'approvisionnement en eau douce ainsi que le potentiel de pollution de l'eau. Comme avec les déchets, la première étape consiste à réduire la consommation d'eau grâce à la conservation et à la collecte des eaux de pluie, et de se pencher sur les options de réutilisation et de recyclage de l'eau.

4. L'ÉNERGIE

L'énergie comprend généralement jusqu'à 50% des coûts d'exploitation de service d'un hôtel. Réduire la consommation d'énergie est le domaine susceptible d'avoir le plus d'avantages financiers importants pour une entreprise. Les pratiques de réduction de l'énergie peuvent consister en des pratiques de « gestion » pour changer les comportements du personnel et / ou des clients afin de réduire la consommation d'énergie.

5. LA CONSERVATION

La plupart des pratiques de durabilité se concentrent sur la réduction de l'impact négatif d'une entreprise sur l'environnement ou la communauté au sein desquels ils travaillent. Les critères communautaires et de conservation montrent qu'une facette importante du tourisme durable est de contribuer positivement à la vie de la communauté et dans les activités de conservation locales.

6. LE PERSONNEL

Les pratiques liées au personnel et aux clients sont extrêmement importants pour la durabilité des entreprises hôtelières et du tourisme aux Seychelles. Les critères du personnel visent à traiter le personnel de manière équitable et d'offrir des opportunités d'emploi juste à la population locale afin de réduire le roulement de personnel et d'encourager la fidélité.

7. LA COMMUNAUTÉ

Un hôtel ne peut être reconnu pour ses pratiques de participation et de conservation communautaire que s'il conserve tous les documents concernant ces activités. Cela peut inclure des reçus ou des lettres de remerciement des groupes communautaires, des photos de travaux de conservation, ou des témoignages des membres de la communauté.

8. LES CLIENTS

Les critères concernant les clients soulignent l'importance de la satisfaction des clients pour la durabilité de l'entreprise. Des clients satisfaits rentrent chez eux et recommandent les Seychelles à leurs amis. Le bouche à oreille est l'une des formes les plus efficaces de marketing touristique.



M Gulab Rai, directeur général de zone de Berjaya Hotels & Resorts, un des hôtels certifiés avec le label SSTL, partage les meilleures pratiques durables de l'hôtel à Mahe, Seychelles (Photo: Projet COAST)



M Cedric de Constance Ephelia Seychelles Resort explique à une équipe du Projet COAST les résultats de son programme de régénération de mangroves (Photo: Projet COAST)

ENCOURAGER LA DURABILITÉ DANS LE TOURISME: DES LEÇONS DES SEYCHELLES SUR LE PLAN SSTL.

De toute évidence, l'adoption d'une certification verte ne vient pas sans ses difficultés. Bien que le Gouvernement des Seychelles offre même des concessions financières en exonérant les taxes sur l'importation d'appareils à économie d'énergie, par exemple, ces mesures d'incitation ne sont pas suffisantes pour encourager tous les hôtels à essayer d'obtenir la certification. Certains hôteliers plus petits estiment encore qu'ils ne devraient pas avoir à payer des frais pour participer au programme, et ont besoin de plus de concessions de la part du gouvernement.

En outre, pour que ces plans de durabilité réussissent, il faut que le pays mette en place des politiques, des installations et des infrastructures de soutien adéquates, en conformité avec les exigences d'une telle certification. Un bon exemple à cet égard est l'obligation de tous les hôtels participants à la SSTL de trier leurs déchets en différents composants (organiques et inorganiques). Ce critère se révèle être difficile à exécuter car le pays manque d'installations locales adéquates de recyclage des déchets qui auraient énormément bénéficié de matières premières facilement triées. Cependant, le gouvernement est conscient de ce problème et travaille pour y remédier.

Enfin, pour assurer l'efficacité d'une telle certification, plusieurs paramètres doivent être pris en considération. Comme la SSTL, qui a été élaborée en conformité avec les critères du conseil mondial du tourisme durable, la certification doit être fondée sur un tel cadre reconnu et respecté, ce qui facilite sa reconnaissance et améliore sa crédibilité mondiale. Il est également important de mettre en place un comité de récompense indépendant pour approuver les certifications et assurer la transparence du programme. La certification demande aussi une forte prise de conscience et un programme de renforcement des capacités lors de l'étape initiale du projet pour générer plus d'intérêt et d'adhésion. Le projet COAST est fier d'être associé à la certification de tourisme durable des Seychelles et la considère comme une meilleure pratique disponible qui peut être facilement reproduite dans les destinations touristiques en Afrique et au-delà.

Documents associés

Site internet de la SSTL

<http://www.seychelles.travel/sstl/index.php/certified-hotels> (site internet non-disponible en français)

COAST

COLLABORATIVE ACTIONS FOR SUSTAINABLE TOURISM

@ E-mail | L. Bernaudat@unido.org



facebook | COAST Project
<http://www.facebook.com/TheCoastProject>



Website | www.coast.iwlearn.org



Twitter | @TheCOASTProject



GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY
INVESTING IN OUR PLANET



CLAUSE DE NON-RESPONSABILITE DE L'ONU DI

Ce document a été réalisé sans édition formelle des Nations Unies, les appellations employées et la présentation des données dans ce document n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU DI) concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou de leurs autorités, ni quant à la délimitation de ses territoires ou frontières, ou de son système économique ou degré de développement. Les appellations "développé", "industrialisé" et "en développement" sont employées à des fins statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par un pays ou une région particulière dans le processus de développement. La mention d'une entreprise ou de produits commerciaux ne constitue pas une approbation par l'ONU DI. Bien qu'un grand soin ait été pris pour maintenir l'exactitude des informations ci-dessus, ni l'ONU DI ni ses États Membres n'assument la responsabilité pour les conséquences qui pourraient résulter de l'utilisation des matériaux. Ce document peut être librement cité ou reproduit, mais avec accord préalable.